

2

Q 677

NEUCHÂTEL PRINCIPAUTE

ET

NEUCHÂTEL RÉPUBLIQUE.

Par A. G.

« Un amour tenace, inébranlable et sincère d'un petit peuple pour des traditions historiques et un état de choses religieux et politique qu'on ne peut comparer à rien de ce qui existe autre part, pourrait bien amener avant peu la question de Neuchâtel sur le premier plan. »

(E.-H. GAULLIEUR, *Revue suisse*, janvier 1852.)

Deuxième édition.

NEUCHÂTEL

LIBRAIRIE GERSTER

1857

Q
677

NEUCHÂTEL PRINCIPAUTE

ET

NEUCHÂTEL RÉPUBLIQUE.

Par A. G.

*Alph. Guillebert (pru de
part au de l'œuvre)*

« Un amour tenace, inébranlable et sincère
d'un petit peuple pour des traditions histori-
ques et un état de choses religieux et politique
qu'on ne peut comparer à rien de ce qui existe
autre part, pourrait bien amener avant peu la
question de Neuchâtel sur le premier plan. »

(E.-H. GAULLIEUR, *Revue suisse*,
janvier 1852.)

Première partie. — Deuxième édition.



NEUCHÂTEL

LIBRAIRIE GERSTER

1857

8721

NEUCHÂTEL PRINCIPAL

ET

NEUCHÂTEL RÉPUBLIQUE

Par A. G.

Un monument, imposant et simple
d'un petit peuple pour les traditions histo-
riques et son état de liberté et d'indépen-
dance ne peut représenter à son tour que
un autre petit peuple, libre et indépendant.
L'histoire de Neuchâtel, son rôle dans
l'histoire de la Suisse, son rôle dans
l'histoire de l'Europe, son rôle dans
l'histoire de l'humanité.

Deuxième partie. — Dernière édition.



NEUCHÂTEL

LIBRAIRIE GUSTAVE

1877

PRÉFACE & DÉDICACE.

Sur le mont Titano, au milieu de pays au plus haut degré monarchiques, est la petite République de Saint-Marin. Enclavée dans les Etats du Saint-Siège, elle est sous sa protection. En 1739, les Papes l'ayant subjuguée, l'Empereur d'Allemagne lui rendit la liberté. Sa nationalité républicaine, qui date de 12 siècles, a toujours été respectée.

Au pied du Jura, au milieu de vingt et une Républiques suisses, était, sous la protection de la Confédération helvétique, la petite Principauté de Neuchâtel. Sa nationalité monarchique remontait plus haut encore que la nationalité républicaine de Saint-Marin.

Le régime politique de la République italienne est demeuré le même ; celui de la Principauté suisse a changé !

Un tel changement n'a pu s'opérer sans maints déchirements de plus d'un genre, sans maints froissements profondément sensibles. Il n'est pas nécessaire d'être emmené en captivité, comme le furent les Israélites à Babylone, pour devoir, comme eux, *pendre sa harpe aux saules du rivage*. Malheur aux vaincus ! Les royalistes neuchâtelois l'ont bien éprouvé : ils ont eu à vider jusqu'à la lie la coupe des douleurs ; ils ont payé cher le tort d'avoir si long-temps réussi à repousser l'invasion de la république. Comme, depuis quatre ans, on le leur a revalu ! Dans leurs rangs, combien d'existences brisées ! Quel fiel on a

distillé sur eux ! De quelles provocations, de quelles menaces, de quelles calomnies ils ont été les objets ! Que de fêtes dont le principal assaisonnement semblait être de froisser leurs sentiments ! Quelles injures leur ont été prodiguées ! Quelles attaques ont été dirigées contre eux, et de loin et de près, de la Constituante aux assemblées de bourgeoisies, du Grand-Conseil aux tirs fédéraux, de la *Tribune Suisse* au *Républicain Neuchâtelois*, de la *Gazette Nationale* à l'*Impartial* ! Et au nombre de ces attaques que de coups de pied de l'âne ! N'ont-ils pas dû entendre, ou du moins n'ont-ils pas dû lire ce qu'a osé dire, ce qu'a osé écrire de leur ancien gouvernement (en 1848) le directeur des cultes et de l'instruction publique, que *c'était une administration d'exécrable mémoire, jugée sans appel, couverte d'un sceau réprobateur, inspirant, non pas la haine, mais le plus profond mépris !...*

Heureusement, il est des traits qui ne portent pas et de la boue qui ne fait pas tache.

Combien de fois, même des journaux conservateurs de la Suisse nous ont assez maltraités ! Combien nous ont oubliés ! Combien peu ont pris notre défense ! Pas un seul (ou à peu près) n'a pris celle de l'ordre de choses renversé, ou ne pouvant, ou ne voulant, ou ne sachant ! Les royalistes Neuchâtelois se seraient attendus à un peu plus de justice, de bienveillance, d'intérêt et de générosité de la part de la presse conservatrice suisse. (Je ne parle pas ici de la garantie si facilement donnée par les cantons à la nouvelle constitution de celui de Neuchâtel.)

De ce que je viens de dire, il résulte que le véritable état des choses dans notre pays est peu connu au-dehors, et même en Suisse, et que nous en sommes réduits à nous rendre justice à nous-mêmes. *Cuique suum*, à chacun le sien, c'est la devise de la Prusse ; c'était celle de la Principauté de Neuchâtel. Si la Suisse a passablement oublié, par rapport à nous, l'application de cette devise, nous, nous ne l'oublierons, ni par rapport au régime qui a précédé le 1^{er} Mars, ni par rapport à

nous-mêmes. On dit que les absents ont toujours tort : il n'en sera point ainsi chez nous : nous saurons être reconnaissants par souvenir.

A entendre maint journal radical, nous étions stupides d'avoir pu être attachés à nos anciennes institutions, et nous le sommes encore de les regretter. Certes, le moins qu'on puisse nous permettre, c'est de protester contre de pareils jugements, de rendre compte à d'autres, de nous rendre compte à nous-mêmes des raisons qui nous faisaient aimer de tout notre cœur, et en quelque sorte instinctivement, l'héritage de nos pères, et qui nous permettent de ne point passer condamnation sur les accusations de stupidité qui nous étaient et nous sont encore journellement intentées.

A peu près à chaque paragraphe de l'écrit qu'on va lire, on pourrait mettre en marge : « Réponse à telle attaque de M. tel et tel. » Chacun comprendra pourquoi je n'ai pas cru devoir adopter cette forme de polémique personnelle et ces luttes corps à corps.

Les jeunes Neuchâtelois qui allaient en pays étrangers, y contractaient souvent des manières de voir et de sentir peu neuchâteloises ; mais une fois de retour dans leurs foyers, ils ne tardaient guère à redevenir ce qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être ; l'enfant prodigue, qui, quelque temps, avait cru trouver mieux hors de la maison paternelle, y étant rentré, savait bientôt apprécier le sûr abri qu'il y trouvait et le bon pain qu'il y mangeait. Il n'y avait guère que les Neuchâtelois revenus du Nouveau Monde qui fissent exception à cet égard : ceux-ci demeuraient assez ordinairement imbus et infatués d'idées nouvelles et différentes des nôtres. Et pourtant l'Amérique n'est-elle pas un des pays les plus propres à nous faire aimer et apprécier ce que nous possédions ? l'Amérique, pays de l'aristocratie d'argent et de l'inégalité sociale, qui a plus d'esclaves que d'hommes libres (*) dans plusieurs des Etats de

(*) Il y a, par exemple, dans la Caroline méridionale, 327,038 esclaves et 259,084 blancs ; dans le Mississipi, 195,211 esclaves et 179,074 blancs !

l'Union ; l'Amérique, où les étrangers ne peuvent acheter un pouce de terre, sans prêter serment (perpétuel) à la constitution et faire renonciation à celle de leur lieu d'origine, ou sans se servir de prête-noms ! l'Amérique, pays de mirage, grand leurre auquel l'Ancien Monde se laisse si souvent et si inconsidérément prendre ! La Principauté de Neuchâtel eût pu en apprendre, en fait de vraie liberté, de vraie égalité, de législation et de justice à la République américaine, . . . peut-être même à bien d'autres Républiques.

Comment donc se faisait-il que bien des Neuchâtelois qui auraient dû, à l'étranger et surtout en Amérique, apprendre à apprécier toujours davantage les institutions de leur pays, apprenaient à les dépriser au contraire ? Hélas ! parce qu'ils prenaient une apparence trompeuse pour la réalité, le similor pour l'or, parce qu'ils étaient atteints de la maladie du siècle, de cet amour du changement, qui fait qu'on n'apprécie que ce qu'on n'a pas, qu'on n'est bien qu'où l'on n'est pas, qu'on rejette ce qui est ancien, par cela seul qu'il est ancien, qui fait dire à tant de gens :

Il nous faut du nouveau, n'en fût-il plus au monde.

Nous avons entendu plusieurs personnes faire cette réponse-ci à la question précédente : « On ne prenait pas assez soin d'instruire les jeunes Neuchâtelois des institutions de leur pays, de son histoire, des libertés, des droits, des avantages de tout genre dont les habitants y jouissaient. »

On ne prenait pas ce soin, c'est assez vrai ; mais pourquoi ? Parce qu'on supposait qu'il n'était pas besoin d'apprendre à un peuple heureux qu'il l'était. Comme les Neuchâtelois jouissaient de l'air pur et sain qu'on respire dans nos vallons et au bord de notre lac, sans trop se demander ce qui en produit la pureté et la salubrité, ils jouissaient d'une atmosphère d'un autre genre, sans trop se demander non plus en quoi elle était si favorable. Un grand écrivain a dit un mot qui trouvait assez

bien son application parmi nous : « Heureux le peuple dont on n'écrit pas l'histoire. » Il n'est pas douteux qu'on n'écrive maintenant davantage la nôtre.

Ce serait un nom ambitieux que celui d'Histoire donné à l'ouvrage que je publie aujourd'hui : il n'est qu'un exposé de quelques faits, de quelques traits, de quelques réflexions, que j'ai cru devoir renfermer dans un cadre restreint. Le même sujet sera sans doute traité plus à fond par d'autres : il l'a déjà été dans un ouvrage moins connu qu'il ne méritait de l'être, et qu'auraient dû porter avec eux, depuis 1831, époque où il fut publié, tous les jeunes Neuchâtelois qui quittaient leur pays : c'est celui qui a pour titre, *Considérations sur la prospérité, la situation politique et la constitution de la Principauté et Canton de Neuchâtel et Valangin. Par F.-H. Du-Bois-Reymond* ; avec cette épigraphe : *J'étais bien, voulus être mieux, pris médecine et mourus.* (Epigraphe anglaise). J'ai relu cet ouvrage, avant de composer le mien ; et j'aurai rendu un vrai service à mes lecteurs, si je les engage à le lire ou relire à leur tour.

Un des privilèges, une des noblesses de la nature humaine est de vivre de souvenir et d'espérance : plus on vit et s'absorbe exclusivement dans le présent, plus on se rapproche de la nature animale. « La patrie, disait M. Lespérut, répondant à un discours du Capitaine des Armurins, la patrie se compose de souvenirs. » Qui n'a pas de souvenirs dans le pays qu'il habite, n'a qu'un gîte : il n'a pas de patrie. Les Armurins eux-mêmes, à l'occasion desquels M. Lespérut a prononcé ces paroles, appartiennent à un passé dont les Neuchâtelois aiment à se souvenir. Cette fête, dont l'origine se perdait dans la nuit des temps, n'avait nulle part ailleurs son analogue ; elle en était une pour les pères, les mères, les enfants, pour toute la population : la foule suivait le cortège jusque dans la cour du château, où étaient prononcés des discours patriotiques et portés des toasts chaleureux.

La fête des Armurins n'est assurément pas la seule que nous

ayons à regretter : nous nous souvenons surtout des Générales-Bourgeoisies de Valangin, qui, tous les trois ans, dans un jour d'été, réunissaient sur un pré historique quelques milliers de personnes accourues de toutes les parties du pays.

O vous, qui vous faisiez un devoir et un plaisir de prendre part à ces belles et antiques fêtes, souvenez-vous de ces longues files de bourgeois, débouchant de toutes les routes, à pied, en char et à cheval, dans le lieu du rendez-vous. Souvenez-vous de ce cortège des autorités en grand costume, précédé de la bannière de la Bourgeoisie, s'avancant d'un pas grave, de l'hôtel-de-ville jusqu'au Pré, au son des canons et de toutes les cloches ; souvenez-vous des discours solennels de vos Maîtres-Bourgeois, des rapports de vos Boursiers, de vos vivats et de vos applaudissements ; souvenez-vous des chefs que vous vous donniez vous-mêmes, sous la voûte du ciel, réunis, suivant les diverses localités représentées par vous, autour des piquets traditionnels, et aussi libres que l'air que vous respiriez, que les oiseaux que vous voyiez voler au-dessus de vos têtes ; souvenez-vous de ces groupes de familles joyeuses, dans les costumes les plus variés, se reposant à l'ombre des arbres, ou y prenant un champêtre repas ; souvenez-vous de ces banquets où régnait la gaieté la plus franche, où se cherchaient et se serraient la main des combourgeois réjouis de se retrouver ensemble tous les trois ans ; souvenez-vous de ces santés chères à tous, portées et accueillies avec l'enthousiasme de cœurs au large ; souvenez-vous de votre retour dans vos foyers, des chants dont vous faisiez retentir les échos, heureux d'une journée qui avait marqué parmi les plus belles de votre vie et d'une fête dont le patriotisme, le bon accord et la religion des souvenirs avaient fait tous les frais... Ne pouvant plus jouir, au moins souvenez-vous.

Pour moi, je me suis souvenu, et j'ai raconté ; j'ai raconté pour ceux qui aiment à se souvenir même de temps bien éloignés de nous. Les faits que je me plais à retracer, appartiennent à l'histoire ancienne ; car, dans un sens, il y a plutôt

quarante ans que quatre ans, que la Principauté de Neuchâtel est devenue république. Les membres d'une famille unie ou d'une société d'amis, dans lesquelles il s'est fait des vides, ne prennent-ils pas un douloureux plaisir à s'entretenir ensemble de leurs pertes, à évoquer ensemble le passé? Ne pouvant, comme je le désirerais, aller en personne m'entretenir du bon vieux temps avec tous les Neuchâtelois dont je partage les sentiments, je leur dédie cet écrit et le leur envoie, en quelque sorte en ma place : c'est comme une visite de bonne amitié que je leur fais, ou comme une poignée de main sympathique que je leur donne.

Aux Neuchâtelois

qui ont de la mémoire et qui aiment à se souvenir,

salut et fraternité!

Neuchâtel, 8 Mars 1852.

A. G.

quantité des que quatre ans, que la Principauté de Neuchâtel est
devenue républicaine. Les membres d'une famille amie ou d'une
société d'amis, dans lesquelles il s'est fait des vides, ne peu-
vent-ils pas un douloureux plaisir à s'entretenir ensemble de
leurs pertes, à évoquer ensemble le passé? Ne pouvant, comme
je le désirerais, aller en personne m'entretenir du bon vieux
temps avec tous les Neuchâtelois dont je partage les sentiments,
je leur dédie cet écrit et le leur envoie, en quelque sorte en ma
place : c'est comme une visite de bonne amitié que je leur
fais, ou comme une poignée de main sympathique que je leur
donne.

Aux Neuchâtelois

adieu et fraternité!

Neuchâtel, 8 Mars 1832. A. G.

NEUCHÂTEL PRINCIPAUTÉ ET NEUCHÂTEL RÉPUBLIQUE.

PREMIÈRE PARTIE.

Neuchâtel république ! Cette alliance de mots eût paru un contre-sens à nos pères, et l'idée qu'il exprime, une impossibilité, bien plus que le nom de principauté de Berne ne le paraîtrait aux Bernois, nos voisins ; car Berne a été une fois un Etat monarchique, sous les Zähringen, tandis que Neuchâtel n'avait jamais été république avant le 1^{er} mars 1848.

Pendant les six siècles qui suivirent l'invasion des barbares, de 456 à 1032, nos contrées firent d'abord partie (cent ans) du territoire du premier royaume de Bourgogne, puis de la monarchie des Francs, puis du royaume de la Bourgogne transjurane (de 888 à 1032.)

Dans le XI^e siècle, Neuchâtel commence à avoir ses seigneurs particuliers ⁽¹⁾, dynastie appelée *de Neuchâtel*, jusqu'à l'an 1395 ; dynastie de Fribourg, jusqu'à l'an 1457 ; dy-

(1) Valangin eut ses seigneurs particuliers de 1242 à 1584.

nastie de Baden-Hochberg, jusqu'à l'an 1503 ; dynastie Orléans-Longueville, jusqu'à l'an 1707, époque où la souveraineté fut dévolue à la Maison de Prusse, qui la posséda jusqu'au 1^{er} mars 1848, sauf huit années pendant lesquelles le prince Berthier régna sur ce pays.

La principauté de Neuchâtel a passé, dans la suite des âges, par bien des phases différentes, mais elle est toujours demeurée monarchique. Cela peut étonner, quand on voit autour d'elle successivement tomber en Suisse toutes les maisons souveraines, barons, comtes et seigneurs, seigneurs temporels, et aussi spirituels.

Comment peut s'expliquer cette anomalie dans l'histoire de la Suisse ? Il y a plusieurs réponses à faire à cette question. En particulier les princes de Neuchâtel et Valangin ont été généralement de bons princes. La Providence a béni les Neuchâtelois dans la personne des souverains qu'elle leur a donnés. Tous n'ont pas été, il va sans dire, des modèles ; mais peu d'histoires de maisons souveraines présentent autant de bons princes que celle des Maisons de Neuchâtel et Valangin. On ferait un livre très-intéressant, en le composant seulement des beaux traits que l'histoire nous a conservés de la vie de plusieurs de nos princes. Qu'y a-t-il, par exemple, de plus beau, de plus intéressant, de plus touchant que le dernier voyage de Henri II de Longueville à Neuchâtel, en 1657 ? Quel beau thème de roman historique, pour un écrivain français, s'il était connu en France ! Henri n'avait pas toujours vécu dans de bons termes avec la bourgeoisie de Neuchâtel ; mais on serait presque fâché qu'il n'eût pas eu des torts envers elle, quand on pense à la manière dont il les a reconnus et réparés. Dans un repas que lui donna la bourgeoisie à l'occasion de sa fête, il adressa à tous les membres du Conseil des paroles affectueuses, telles que celles-ci : « En ma première jeunesse, je vous ai fait bien du chagrin ; les enfants ne savent ce qu'ils font, il faut

leur pardonner. Je touche à ma grande climatérique, il est temps que je me réconcilie complètement avec vous. » Sa santé ayant été bue au bruit du canon, il se leva, et prenant une coupe, il dit : « Je bois de grand cœur à la prospérité de notre chère bourgeoisie, à laquelle je jure et promets tout devoir de bon seigneur et loyal bourgeois. » Puis il demanda la bannière qu'il voyait flotter au dehors des fenêtres, et fit entendre qu'il voulait parler. Alors, au milieu d'un profond et solennel silence il dit : « Je suis vieux, et mes fils sont bien jeunes ; je les mets sous la garde et protection de cette bannière ; mes amis, je vous recommande mes enfants, et, si je quitte bientôt ce monde, servez-leur de père en leur jeunesse, afin qu'ils soient un jour de bons et sages princes à votre gré. Mes amis, vous ferez ce que je vous demande, car vous m'aimez, je le sais bien. »

Quel Neuchâtelois aurait pu demeurer les yeux secs, à l'ouïe de semblables paroles, dont le commentaire était dans tous les actes du prince ? Et qui pourra s'étonner que les conseillers de la bourgeoisie se soient écriés, répondant au prince : « Monseigneur ! monseigneur ! nos biens et nos vies sont à vous et aux vôtres à toujours. » Les successeurs de Henri II furent au bénéfice de ces serments spontanés.

Ce qui a surtout distingué honorablement nos princes et leur a concilié l'affection de leurs sujets, c'est que, loin de chercher à y porter atteinte, ils ont été généralement les protecteurs des franchises et des libertés des peuples. La première base de nos libertés écrites est la charte de 1214, que donnèrent aux Neuchâtelois le comte Ulric et son neveu Berthold. Elle est antérieure d'un an à la *grande charte* ou *charte des libertés communes*, devenue justement si célèbre dans l'histoire d'Angleterre.

La date de cette charte de Neuchâtel, ainsi que toute l'histoire subséquente du pays, m'a permis d'appeler dans une circonstance solennelle mes compatriotes *filis aînés de la liberté en Europe*.

La manière avantageuse dont nous venons de parler des souverains qui ont régné sur Neuchâtel, trouve surtout son application dans la période de notre histoire où nous avons été sous le sceptre des rois de Prusse. L'histoire peut parler de tel d'entr'eux diversement ; mais *notre* histoire ne peut les représenter, et cela sans aucune exception, que comme de bons, d'excellents princes ; tous, ils ne nous ont fait que du bien : ils ont réalisé pour nous cette espèce d'idéal de la souveraineté dont il est fait mention dans le *Télémaque* de Fénelon : « Il faut qu'un roi ait un pouvoir absolu pour faire le bien, et les mains liées dès qu'il veut faire le mal. »

Les articles généraux de 1707 et la charte constitutionnelle de 1814 ont été le développement et le perfectionnement de la charte de 1214. Les libertés et franchises des peuples se sont successivement accrues par les faveurs de nos princes, de telle façon que nous étions à la fois le peuple le plus monarchique et le plus libre de la terre. Cela peut paraître extraordinaire, mais cela est. Quand le Neuchâtelois criait : Vive le roi ! ce cri était pour lui synonyme de Vive le peuple !

La *Revue de Genève* a fait récemment une énumération des conquêtes dont la Suisse est redevable au radicalisme : « Le suffrage universel direct, le renouvellement intégral des conseils à des époques rapprochées, la séparation des pouvoirs, l'introduction du jury en matière criminelle et correctionnelle, la publicité des délibérations d'intérêt public, l'égalité des droits entre citoyens, la liberté de la presse, des institutions de crédit, la liberté individuelle mieux définie et consacrée constitutionnellement. » Le mérite de telles de ces conquêtes est discutable ; mais supposé qu'elles soient toutes des avantages, nous les possédions tous à l'exception du *renouvellement intégral des conseils à des époques rapprochées* (le Corps législatif n'était renouvelé *intégralement* que tous les six ans, tous les deux ans le tiers), et du jury, tel qu'il est institué en

France et ailleurs. Et ce n'était pas au *radicalisme* que nous devions ces avantages, c'était au Roi.

Zschokke, l'historien si peu impartial de la Suisse, qui fait souvent si injustement peser la balance en faveur de la république, surtout de la république démocratique, est forcé de rendre ce témoignage aux princes de Neuchâtel de la Maison de Prusse, dans un chapitre intitulé : *Générosité de Frédéric-le-Grand envers ses sujets de Neuchâtel*. « Frédéric I^{er}, devenu prince de Neuchâtel et Valangin, sanctionna la constitution et les libertés de ses nouveaux sujets. —

« Les chefs et les conseils des cantons craignaient que les réunions patriotiques de la Société helvétique (1761) ne critiquassent la conduite des gouvernements, ne diminuassent leur considération, ne répandissent les lumières parmi le peuple, et, avec les lumières, l'amour d'une plus grande liberté. Le roi de Prusse Frédéric II, seigneur et prince de Neuchâtel et Valangin, voyait d'un œil plus tranquille l'essor que prenait son peuple. Il étendit même les droits de ses sujets, au lieu de les diminuer ou de les restreindre. » — « Après ces événements (la mort du lieutenant-gouverneur Gaudot⁽¹⁾), au lieu de restreindre ou de diminuer les libertés des Neuchâtelais, comme le canton d'Uri avait fait dans la vallée de Livino, Frédéric II les consolida et y en ajouta de nouvelles. Par là il reconquit les cœurs de tout le peuple. Non-seulement ce prince rendit bientôt aux Neuchâtelais leurs armes, mais il s'engagea même à ne plus affermer ou administrer à

(1) Le peuple était mécontent de ce que le prince avait affermé les revenus qu'il tirait de sa principauté : il s'ameuta. Le prince fit porter plainte par son chargé d'affaires, Gaudot, auprès du canton de Berne, dont la décision fut presque sur tous les points à l'avantage du prince. Le peuple de la ville de Neuchâtel en fut tellement irrité qu'il poursuivit Gaudot, lorsqu'il revint, et assaillit même sa maison. Gaudot commit l'imprudence de tirer sur la multitude. Sur-le-champ la foule furieuse pénétra dans la maison habitée par Gaudot, qui fut tué d'un coup de feu.

son gré les impôts ⁽¹⁾, à ne plus destituer arbitrairement les personnes en charge. Il accorda en outre aux communes réunies le privilège de nommer un conseil général indépendant ⁽²⁾, dont le consentement serait nécessaire au prince même pour apporter des changements dans l'administration de l'Etat. Les parties obscures et embarrassées des anciennes lois furent corrigées, et toujours à l'avantage du peuple. Ainsi un monarque donna un exemple qu'aucun des gouvernements républicains de la Suisse n'eût jamais été capable de donner. »

Les bienfaits des rois de Prusse envers leurs sujets de Neuchâtel ne se bornaient pas exclusivement à ce qu'ils faisaient pour eux dans la principauté même. Qui pourrait raconter tous les avantages, les facilités, les protections, les recommandations qu'ils leur procuraient en pays étrangers? Qui est-ce qui engagea Jaquet-Droz à transporter ses automates en Espagne? qui le recommanda de manière à lui assurer un accueil favorable? qui lui facilita son voyage? N'est-ce pas le gouverneur Milord Maréchal, sans l'appui et les bons offices duquel Jaquet-Droz ne serait certainement pas allé en Espagne, et n'y aurait pas fait, par la vente de ses pièces, une petite fortune, qui lui permit de poursuivre sa carrière dans la direction prise par son génie.

En 1794 et 1795, années de cherté et de disette, par l'influence de qui obtînmes-nous que la Souabe nous ouvrît ses greniers, tandis que les cantons nos alliés nous fermaient les leurs? Par celle de notre souverain. Tel Neuchâtelois pourrait dire si ce n'est pas son compatriote M. de S., alors ambassadeur du roi de Prusse à Paris, qui lui a fait obte-

⁽¹⁾ Cette phrase n'est pas tout-à-fait exacte : le premier des Articles de pacification de 1768 commence par ces mots : « Les corporations qui jouissent d'abris particuliers, les conserveront ; il ne sera jamais établi d'impôts ni ferme générale, etc. »

⁽²⁾ Ce que dit là Zschokke est un peu trop absolu : Voyez le troisième des Articles.

nir la restitution d'une pacotille de montres, confisquée à Barcelone, qui ne valait pas moins de 60,000 francs. Tel autre, après en avoir perdu le souvenir en 1831, se rappellerait peut-être à présent que c'est au ministère du roi qu'il a dû le recouvrement de la valeur d'une créance en péril. Qui est-ce qui a accordé une protection spéciale à l'une de nos compatriotes atteinte, dans une vaste capitale, d'une maladie grave, et a pourvu à ce qu'elle fût ramenée de la manière la plus convenable dans son pays : l'Impératrice de Russie, qui se souvenait que les Neuchâtelois étaient les sujets de son père ?

Si pour expliquer le fait de la continuation non interrompue pendant dix siècles, du principe monarchique dans le pays de Neuchâtel, il faut faire attention à ce qu'ont été en général ses souverains, il faut faire attention également à ce qu'étaient leurs sujets.

Quoique le pays de Neuchâtel ait un territoire à peine de quarante lieues carrées d'étendue, il a une grande variété de sol et de climat; et cette variété n'égale pas celle des mœurs, des habitudes, du caractère de ses habitants. De là bien des occasions de frottements, de luttes qui rendaient nécessaire un pouvoir unique et fort : les Neuchâtelois sentaient d'instinct et sans s'en rendre toujours bien compte, l'avantage, la nécessité qu'il y avait pour eux à pouvoir dire, comme le meunier de Sans-Souci : « Nous avons des juges à Berlin. »

Les bourgeoisies, collectivement ou séparément, les communes, et même les simples particuliers, dans les cas où des arrêts du Conseil d'Etat leur paraissaient leur faire grief, faisaient parvenir en toute liberté leurs remontrances au pied du trône. Le Conseil d'Etat, de son côté, envoyait au Roi les pièces justificatives motivant l'arrêt contre lequel on réclamait. Le Roi et son ministère pesaient mûrement les raisons pour et contre, et pour peu que les réclamations fussent fon-

dées, ils y faisaient droit. L'histoire de notre pays nous présente un grand nombre de cas où les remontrances des bourgeoisies, ou autres corps de l'Etat, furent favorablement accueillies par la Cour et leurs demandes accordées. « Que reste-t-il à faire dans les autres pays, dit M. DuBois-Reymond, quand le gouvernement ne veut pas entendre les remontrances des députés, quand le Prince, les Ministres ou le Conseil souverain est le plus fort? Se soumettre ou se révolter. Dans notre pays on ne se révolte pas, et l'on ne se soumet pas : on s'adresse au Prince. »

Dans ses Mémoires sur le comté de Neuchâtel, le chancelier de Montmollin dit, pour combattre l'idée de ceux qui pensaient « qu'il aurait fallu profiter de la prochaine extinction de la présente race de nos souverains, pour convertir ce pays en république suisse aristo-démocratique : Une semblable révolution demanderait que les principaux corps du pays et la majeure partie des habitants fussent du même avis et sentiment.... Or, je ne puis espérer cet accord, 1^o parce qu'à parler généralement, c'est chose qui semble peu faite pour nos têtes pleines de feu et de montant, soit par influence du Jura, soit par l'effet des droits et libertés de la multitude..... »

Il est peu de pays où le système communal ait pris autant de développement et acquis autant de force que dans le pays de Neuchâtel. La commune est comme une seconde famille pour les Neuchâtelois ; et il ne leur fallait pas beaucoup de réflexion et d'intelligence pour comprendre que le principe monarchique était chez nous à la base du principe communal.

Nous aimons à attribuer essentiellement à l'influence de la religion la conservation du principe monarchique pendant tant de siècles dans la principauté de Neuchâtel. Les Neuchâtelois comprenaient très-bien qu'un Bernois, un Vaudois, un Fribourgeois fussent républicains ; mais pour l'être, eux,

ils auraient dû se révolter ; et ils avaient appris de l'Evangile que la révolte est un crime, qu'il faut *obéir aux puissances établies de Dieu, être soumis à tout ordre humain pour l'amour du Seigneur* ⁽¹⁾.

Le devoir et l'intérêt se réunissaient pour les engager à demeurer ce qu'ils étaient. Quand ils jetaient leurs regards autour d'eux, voyaient-ils que leurs voisins fussent mieux qu'eux ? qu'il y eût plus de prospérité dans la partie de la Franche-Comté qui les avoisine, que dans leur pays, dans les cantons voisins, de Vaud et de Berne, que dans la principauté de Neuchâtel ? Le sol de ces deux cantons est bien plus fertile que le leur ; mais ne voyaient-ils pas beaucoup plus de mendiants au-delà de la Thielle qu'en-deçà ? ne voyaient-ils pas qu'il y avait plus de Neuchâtelois qui achetaient des campagnes dans le canton de Vaud, que de Vaudois qui en achetaient dans la principauté de Neuchâtel ? Et comment auraient-ils été assez aveugles pour ne pas se douter que, cultivant un sol ingrat, ils étaient redevables, en grande partie, de leur bien-être et de leur prospérité à leurs institutions ⁽²⁾, à l'entière liberté de commerce et d'industrie dont ils jouissaient, sous la protection de leurs souverains ? Ils ne pouvaient faire un pas ou une acquisition hors des li-

(1) Il est même un passage de la Parole divine, qui se trouvait si littéralement en rapport avec leur position et leurs circonstances, qu'il semblait les avoir prévues, et devait faire d'autant plus d'impression sur eux : « Soyez soumis, pour l'amour du Seigneur, au roi, comme à celui qui est au-dessus des autres, et aux gouverneurs, comme à des gens qui sont envoyés de sa part pour punir les méchants et pour honorer les gens de biens. » 1 Pierre II, 13 et 14.

(2) Les journaux viennent de nous apprendre que la totalité de la fortune du canton de Glaris, en 1851, calculée par tête de la population, présente une moyenne de 569 florins. La moyenne de la fortune individuelle des Neuchâtelois est 5940 fr. (en évaluant la totalité de la fortune du pays à 280 millions de francs d'après les calculs de M. Osterwald, qui faisait monter à 150 millions de liv. de N^{tel} la fortune foncière du pays). Ce chiffre de 5940 est à peu près, chose étonnante ! le même que celui de la fortune des habitants de la France si riche et si fertile (5828 francs par tête, en comptant la fortune totale de la France à 154 milliards).

mites de leur petit pays, sans trouver des douanes, des impôts, des barrières, des péages de ponts ; et ces mots-là n'étaient pas même dans leur dictionnaire. Leurs seules redevances étaient les cens, les dîmes et les lods.

Les cens étaient si peu de chose, qu'il ne vaut presque pas la peine d'en faire mention ; la dîme, qui ne grevait que la portion la moins considérable des terres du pays, et dont le rachat d'ailleurs était devenu facultatif, est, à bien l'envisager, la redevance la plus naturelle et la moins pesante : qui récolte beaucoup, paie à proportion ; qui récolte peu, paie peu, et qui, rien, rien. Le prix de la terre que vous achetiez, était diminué dans la proportion de la dîme à payer par le propriétaire. Qui avait donc à se plaindre ? En achetant une propriété dans la principauté de Neuchâtel, on savait à l'avance les redevances qu'on aurait à payer, sans qu'une autorité quelconque pût vous imposer quoi que ce soit en sus. Et combien de propriétaires neuchâtelois n'ont pas eu dans toute leur vie un sol de redevances à payer ! Quant aux lods, ils n'étaient payés que par les gens assez aisés pour faire des acquisitions.

Dans un canton voisin on a substitué aux lods, mot qui rappelait la féodalité, le droit de mutation, mot tout nouveau ; mais qu'y a-t-il à gagner dans un simple changement de nom ?

Élevons-nous plus haut que les intérêts matériels.

Qui pourrait dire que la justice ne fût pas promptement et convenablement rendue dans notre pays ? (sans parler du peu de frais et de chemin qu'on avait à faire pour l'obtenir). Les tribunaux y jouissaient de la plus complète indépendance, si complète qu'un étranger pouvait bien aisément tomber dans l'erreur commise par Maltebrun, qui termine ainsi son article sur Neuchâtel. « Les précautions propres à assurer l'indépendance des habitants du canton de Neu-

châtel ont été si scrupuleusement prises, que la justice même ne se rend point au nom du prince, et que ni lui, ni celui qui le représente, n'ont le droit de poursuivre la punition d'un délit ou d'un crime, quoique dans les cas graves le prince ait celui de faire grâce ou de commuer la peine.» Maltebrun se trompe en disant: «La justice même ne se rend point au nom du prince»; car les sentences des tribunaux portaient: *Administrant justice au nom et de la part de Sa Majesté le roi de Prusse, notre souverain prince et seigneur.* Mais on conçoit que Maltebrun se soit mépris à cet égard, tant les tribunaux de la Principauté étaient indépendants du pouvoir. La probité des juges a-t-elle jamais pu y être attaquée, y être seulement soupçonnée? Tous n'avaient pas fait, il est vrai, des études savantes; mais n'est-il pas bon que les tribunaux ne soient pas exclusivement composés de juristes, qui souvent tiennent plus à la lettre qu'à l'esprit de la loi? Or, ce n'est pas seulement en matière de religion que la *lettre tue et que l'esprit vivifie*. Le simple bon sens ne décide-t-il pas, dans bien des cas, mieux que le texte de la loi, les cas n'étant jamais identiques, et par conséquent ne pouvant tous être prévus par les codes? Le *summum jus, summa injuria* n'a presque jamais pu s'appliquer aux jugements de nos tribunaux. Ils ont prononcé autrefois des jugements très-sévères; mais il ne faut pas oublier que, pays frontière, comme nous le sommes, et ouvert de tous côtés, une certaine sévérité pouvait seule nous protéger; et, depuis un demi-siècle, si l'on eût pu reprocher quelque chose à nos tribunaux criminels, c'eût été plutôt la douceur et l'indulgence excessives de leurs sentences.

Quiconque sait ce qu'étaient nos tribunaux, nous comprendra parfaitement, quand nous dirons que par leur composition et leurs attributions ils étaient de vrais *jurys*, sans avoir les inconvénients des *jurys* proprement dits: les Neuchâtelois étaient véritablement jugés par leurs pairs. Et ils

ne pouvaient même être mis en accusation que par sentence d'un tribunal de cinq juges.

On a beaucoup reproché à notre législation de n'être pas codifiée, mais est-il bien sûr qu'elle en valût moins pour cela ?

On dit qu'assez souvent les voleurs, en France, ont en poche le code français, aux fins de savoir jusqu'où ils peuvent aller dans leurs vols, pour ne pas encourir une grave punition. Un code peut donc avoir de graves inconvénients.

Jusqu'à ces derniers temps le code criminel en Angleterre condamnait le voleur au gibet, quand la somme volée valait 40 schillings. Qu'en résultait-il ? C'est que, dans mainte occasion, le jury avait recours à un faux serment, la vérité qu'il aurait dû dire, devant être un arrêt de mort pour l'accusé. Ainsi une femme étant convaincue d'avoir volé 105 schillings, et l'ayant avoué, un jury anglais a déclaré, par serment, qu'elle n'en avait volé que 39. Ce n'est pas là un cas isolé : lord Suffield a compté plus de 550 verdicts rendus à Londres de 1814 à 1829, où le jury estimait 39 schillings la somme volée ; et, dans chacun de ces cas, lord Suffield se chargeait de prouver légalement que la valeur était très-supérieure.

Voilà des abus criants à faire cesser où ils existent. On n'a jamais rien vu de pareil dans notre pays, où il était beaucoup laissé à la conscience du juge.

Pays d'us et coutumes, notre position à cet égard ne nous permettait-elle pas de prendre et de nous approprier ce qu'il y avait de mieux dans les législations voisines, au fur et à mesure que le besoin de tel ou tel changement se faisait sentir ? Les lois improvisées ont-elles jamais été bonnes et utiles ? Et les mêmes codes conviennent-ils à tous les pays ? Qu'est-ce qui demande la stabilité comme les lois ? improvisées, il faut de toute nécessité qu'elles soient changées, et ces fréquents changements affaiblissent l'autorité de la loi, dans la propor-

tion de leur fréquence. Depuis 1831 notre Corps législatif, cédant à des vœux peut-être indiscrets, et voulant pourvoir à des besoins peut-être plus factices que réels, a fait un certain nombre de lois; mais quand il est allé plus loin que de constater et d'uniformiser la coutume, n'a-t-il pas eu à le regretter lui-même, et, dans quelques cas, à revenir à des points de coutumes écartés par la loi résultat de ses votes?

La loi de notre coutume qui a été le plus attaquée, est celle de l'hérédité nécessaire. Eh bien, nous croyons qu'elle a été pour beaucoup dans la prospérité de notre pays. J'ai entendu un jurisconsulte allemand dire, au premier exposé du régime de notre pays par rapport à l'hérédité nécessaire: « Le crédit doit être immense chez vous. » C'est ce qu'il était en effet. Pourrait-on citer bien des exemples de jeunes Neuchâtelois *recommandables* qui n'aient pas trouvé maintes facilités pour se procurer l'argent nécessaire à leur établissement? N'est-il pas bien que les enfants paient, le pouvant, les dettes laissées par leurs pères, surtout quand elles ont été faites pour leur éducation et leur établissement? n'est-ce pas l'observation du cinquième commandement: *Honore ton père et ta mère*? et d'ailleurs cette loi même de l'hérédité nécessaire ne contribuait-elle pas à faciliter beaucoup les attermoiements, les arrangements, les renonciations, qui en étaient comme autant d'adoucissements et de correctifs?

On dit que des enfants étaient obligés de s'expatrier, pour n'avoir pas à payer des dettes d'hoirie. Cherchez les exemples: vous trouverez qu'ils sont très-rares. Et puis connaissez-vous quelque loi qui n'ait aucun inconvénient dans son application? La loi de l'hérédité nécessaire est foncièrement morale. Il n'est pas besoin de beaucoup de réflexion pour comprendre qu'elle est dans une intime liaison avec la loi de la communauté de biens dans le mariage, qui est la loi du pays. Ces deux lois supposent une union intime de tous les membres de la famille, une union telle que ce

qui est à l'un est aussi à l'autre, biens et dettes. Le régime dotal, qui sépare les intérêts du mari de ceux de la femme, n'est-il pas en contradiction avec l'institution chrétienne du mariage, d'après laquelle *l'homme et la femme ne font qu'un* ? Ce régime-là n'est-il pas immoral, par les fraudes sans nombre auxquelles il donne lieu ? Combien de fois, en France, le mari, dans son contrat de mariage, assure à tout hasard à sa femme une fortune qui sera, au besoin, à l'abri des poursuites de ses créanciers ! Combien de fois, tombé en déconfiture, il trouve asile et tout en abondance dans le château de sa femme ! Il pourra se faire que tel de ses créanciers ruiné par lui, aille lui demander l'aumône dans le château dont, en droit naturel, il serait co-propriétaire.

Notre droit positif, notre droit coutumier, n'est-il pas, sous le rapport de l'hérédité nécessaire et de la communauté de biens entre époux, fondé sur le droit naturel ?

La France ! la France ! combien de gens l'envisagent comme l'étoile polaire : à les entendre, on ne saurait trop l'imiter. Mais tout est-il donc à imiter dans ce pays-là ? Le titre de l'ouvrage de Raudot, *De la décadence de la France*, est-il donc un non-sens ? Marcher sur les traces de la France, n'est-ce pas faire, à plus d'un égard, des pas en arrière, plutôt qu'en avant ? Parce que, dans un ménage, chacun y peut faire *ménage* à part, on veut qu'il en soit ainsi partout ! Parce qu'elle a un système d'hypothèque et un cadastre, on veut *per fas et nefas* introduire partout cette source de crédit ! Il y avait bien des hypothèques dans la Principauté de Neuchâtel, mais elles ne donnaient au créancier d'autre droit que d'empêcher le débiteur de vendre, sans son autorisation, l'immeuble hypothéqué. Nous étions donc, au dire de bien des gens, fort en arrière de la France. Nous sommes disposés à croire que, tout au contraire, nous étions bien en avant. Le système hypothécaire français crée, pour le petit propriétaire, une trop grande facilité d'avoir

de l'argent au premier moment de gêne, et partant, pour le cas où il ne pourra pas le rembourser, d'aliéner sa propriété. La législation coutumière de notre pays tendait, en matière d'emprunt, à faire prévaloir les garanties morales sur les garanties matérielles ; en France, c'est le contraire. Or, lequel des deux systèmes est le plus favorable à la moralité ! Chez nous la bonne conduite faisait trouver aisément de l'argent ; en France, c'est la bonne propriété qui procure cette faveur, Et qui pourrait dire toutes les fraudes auxquelles donne lieu le système hypothécaire ? Or tout, dans un Etat, ne repose-t-il pas en définitive sur la morale, et ne doit-il pas y aboutir, pour répondre au but de la société ?

Il est bien, même moralement, que la vie politique existe dans un pays ; mais il faut s'entendre sur la valeur de ce mot *vie politique*. L'attribuera-t-on exclusivement à un pays où tout sera nivelé au profit de la centralisation, comme en France ? Le régime communal, anéanti en France, n'est-il pas celui qui fait le mieux circuler la vie politique dans tout le corps social ? La centralisation est peut-être, dans l'état actuel de la France, une nécessité ; mais elle est un mal et un grand mal, reconnu et senti par tous les bons esprits. M^{me} de Staël disait : « Je suis Française par Paris. » N'est-ce pas là à peu près ce que peut dire la France entière ? J'ai vu à Paris le maire d'un petit village très éloigné de la capitale, qui y était, depuis plusieurs semaines, avec un architecte, pour obtenir du ministre de l'intérieur l'autorisation de construire une petite et misérable chapelle dans cette localité ! Vouloir une telle centralisation ne serait-ce pas vouloir que le sang, *qui est la vie*, ne circulât dans le corps humain qu'à l'intérieur du cœur et dans les régions les plus voisines ? Il y a peu de pays où le système communal soit aussi fort qu'il l'était dans la principauté de Neuchâtel. Par là chaque Neuchâtelois devenait cheville ouvrière dans la machine politique, était quelque chose dans

son pays : il prenait part aux délibérations de sa commune, qui pouvaient avoir trait aux plus grands intérêts du pays, comme aux plus petits intérêts de la localité. Chaque communier pouvait dire : Je suis Neuchâtelois par la Brévine, par le Locle, par Lignièrès, etc., selon qu'il appartenait à l'une ou à l'autre de ces communes. Sans doute l'intérêt de clocher (comme l'on dit en France) pouvait acquérir, dans certains cas, une trop grande prédominance; mais tout a ses inconvénients; celui-là ne pouvait être mis en balance avec les avantages du régime communal.

Rien ne doit intéresser davantage les familles que l'éducation donnée aux enfants. Les communes exerçaient sur les écoles une surveillance et une influence très-naturelles. Au fond ce n'est que dans la localité même où se trouve chaque école, que l'on peut savoir ce que doit être l'enseignement, pour ne pas rester en-deçà du nécessaire et de l'utile, et aussi pour ne pas aller au-delà. Vouloir uniformiser l'éducation est une impossibilité; vouloir faire de tous les enfants des savants, un contre-sens. D'après nos institutions scolaires, tous les Neuchâtelois pouvaient aisément acquérir tout le degré d'instruction dont ils avaient besoin dans leur état : tous savent lire, écrire et chiffrer; je dis *tous*; car les exceptions sont si rares, qu'il n'est pas nécessaire d'en faire mention. Il n'en est pas ainsi partout, en France en particulier. Ceux qui, à tout propos, nous présentent la France pour modèle, voudraient-ils, par hasard, que l'instruction fût chez nous ce qu'elle est en France?

Nos écoles ne craignent la comparaison avec celles d'aucun pays. Nous n'avons pas, il est vrai, d'écoles normales; mais ne devons-nous pas nous en féliciter? Les écoles normales ont des avantages sans doute, mais plus d'inconvénients encore, celui d'une *uniformisation* exagérée, celui de faire prédominer l'instruction sur l'éducation, et bien d'autres en-

core. Nos écoles, surveillées par les pasteurs et les commissions d'éducation locales, avaient quelques-uns des caractères de l'éducation domestique ; tout y rappelait les trois principales sociétés auxquelles nous appartenons tous, la société domestique, la société religieuse et la société civile.

Le nombre d'instituteurs et d'institutrices qui vont de notre pays à l'étranger, est incalculable. La facilité qu'ils ont à s'y placer, la confiance qu'on leur témoigne, les succès qu'ils obtiennent, ne sont-ce pas là autant de preuves de la bonne éducation qu'ils reçoivent ? Ne peut-on pas en dire autant des succès obtenus au dehors par nos compatriotes, dans bien d'autres carrières encore que celle de l'enseignement ?

Et y a-t-il beaucoup de pays qui, proportion gardée de leur population, aient eu plus d'hommes distingués et d'une réputation européenne que Neuchâtel, qui se glorifie à juste titre de ses Ostervald, de ses de Vattel, de ses Jaquet-Droz, de ses Guinand, de ses Dubois de Montpéroux, de ses Léopold Robert et de bien d'autres ? Ces grandes renommées ne témoignent-elles pas des ressources d'instruction, d'éducation, de culture, que les Neuchâtelois trouvaient dans leur pays ?

Il en a été de notre éducation comme de notre législation : pays d'us et coutumes sous le rapport de l'une, nous l'étions aussi sous le rapport de l'autre : nous n'adoptons pas à l'aventure tous les nouveaux systèmes d'éducation et toutes les méthodes nouvelles qui apparaissaient ; mais nous en prenions quelque chose, selon nos besoins et après expérience faite. De progrès en progrès nous en étions venus à rendre possible et désirable, dans notre petit pays de soixante et quelques mille habitants, une académie, qu'on eût envisagée, il y a un demi-siècle, comme une impossibilité. Non-seulement elle a été viable, mais encore elle n'a pas été sans utilité et sans lustre. Plusieurs de ses professeurs étaient honorablement connus dans le monde savant : trois sont

allés en donner une idée avantageuse au Nouveau-Monde (Agassiz, Guyot et Matile).

Pour le plus grand bien d'un pays, l'école doit être intimement liée à l'Eglise ; c'est ce qu'elle était dans la principauté de Neuchâtel. La religion, qui doit exercer son influence sur toute la vie de l'homme, ne doit-elle pas commencer à l'exercer sur toutes les branches de l'éducation ? A entendre certaines personnes l'école devrait être athée, comme, à en entendre d'autres, la loi devrait l'être, de peur des abus. Mais n'est-ce pas le plus grand de tous les abus qu'une semblable théorie ? Elle n'a eu aucun succès dans notre pays, où l'on sentait généralement le prix d'une éducation chrétienne, plutôt que celui d'une éducation païenne.

Nous nous plaçons à enregistrer ici quelques lignes de deux articles publiés, sur les écoles de la principauté de Neuchâtel, par les rédacteurs du *Bulletin pour l'encouragement de l'instruction primaire et de l'éducation chrétienne* (Paris 1843 et 1845.)

« Le canton de Neuchâtel se recommande par la vive impulsion qu'il donne à l'éducation populaire. — Nous avons eu personnellement l'avantage d'assister aux conférences des instituteurs ; et tout ce que nous avons vu et entendu, nous semble de nature à pouvoir être offert en exemple aux pays où l'instruction primaire excite le plus d'intérêt et obtient les soins les mieux entendus. Combien a-t-il fallu de zèle et de bonne direction pour parvenir à former, sans école normale, un personnel nombreux d'instituteurs capables et recommandables, plusieurs même éminemment distingués ! »

Nos pasteurs exerçaient une légitime et salutaire influence sur notre éducation publique : combien n'ont-ils pas formé de régents, et de bons, d'excellents régents ! Ils comprenaient bien que ce n'était guère que par l'école qu'ils pouvaient se préparer des paroissiens bien disposés et de dignes membres de l'Eglise.

S'il est si avantageux que l'Eglise soit liée à l'école, il l'est aussi qu'elle soit liée à l'Etat, quoi qu'on en ait pu dire dans ces derniers temps. C'est ce qu'elle était chez nous ; mais cette liaison n'était pas une dépendance, bien moins un asservissement. Le clergé de notre pays était peut-être le plus indépendant qu'il y eût dans toute l'Europe protestante ; c'était lui qui jugeait ses membres, qui nommait à tous les postes ecclésiastiques, nominations qui pourtant devaient être confirmées par le prince et acceptées par les paroisses ; mais il n'y a pas eu un seul exemple de non confirmation par le prince, et presque pas un seul de non acceptation par les paroisses. La confirmation par le prince était une pure forme ; et si les paroisses ont toujours, ou pour ainsi dire toujours, accepté les nominations faites par le clergé, c'est que, généralement faites avec justice et en connaissance de cause, elles inspiraient une grande confiance. Il serait assez difficile de citer des exemples où le suffrage de la paroisse n'ait pas été d'accord avec celui du clergé, sinon toujours immédiatement, du moins au bout d'un certain temps. A cet égard, comme à tant d'autres, les règles et les usages étaient nés des besoins. Les services rendus créaient des droits, ce qui était selon toute justice et selon l'utilité réelle de l'ensemble, mais seulement dans une certaine mesure, qui, par le fait, gênait peu la liberté des choix.

L'indépendance de la Classe ou Compagnie des pasteurs par rapport au pouvoir datait en partie de l'époque où Neuchâtel avait des princes catholiques ; cette indépendance était regardée par les peuples comme une des libertés du pays ; et la Maison protestante de Brandebourg ne pensa jamais à y porter atteinte. Peut-on réellement citer un seul cas, du moins pendant toute la durée de la génération actuelle, où le clergé neuchâtelois ait été gêné par le pouvoir dans l'exercice de ses fonctions et l'exécution d'entreprises utiles à l'Eglise ? La belle et honorable position faite aux pasteurs par

nos institutions, leur faisait tenir à honneur de la justifier, et prendre leur parti d'avoir des prébendes inférieures à celles des clergés voisins.

Parmi les droits accordés à la Compagnie des pasteurs, il ne faut pas oublier celui qu'elle a eu de tout temps d'appeler des ministres de dehors dans le cas de nécessité (termes des articles généraux de 1707.) Ce droit-là équivalait à celui de donner des lettres de naturalité à un pasteur étranger (au moins pour lui personnellement.)

Ce droit était une exception à la règle générale exprimée dans cet article de la charte constitutionnelle de 1814 : *Nul ne sera pourvu d'un emploi civil ou militaire, s'il n'est né sujet de l'Etat et habitant de la principauté.* La règle et l'exception s'expliquent et se justifient très-bien l'une et l'autre. Bien des ecclésiastiques neuchâtelois s'expatrient : dans un petit pays comme le nôtre on pourra ne pas en avoir assez pour pourvoir à toutes les fonctions ; ce cas s'est plus d'une fois présenté. Il n'en est pas de même pour les officiers civils ou militaires : si un certain nombre d'entr'eux étaient étrangers, comment prendraient-ils l'esprit de nos institutions, comment même les connaîtraient-ils ? Il en résulterait la *dénationalisation* du pays, un grand mal général, en échange de quelques avantages particuliers. Plus que jamais maintenant nous pouvons sentir l'à-propos de cet article de la charte constitutionnelle de 1814, emprunté aux articles généraux de 1707.

La phrase de la charte que nous venons de citer, est suivie immédiatement de celle-ci : « *L'emploi de gouverneur est seul excepté de cet article.* » Voilà une disposition qui semble déraisonnable, comme étant en contradiction avec la précédente. Mais elles sont toutes deux également raisonnables et sages. Dans un petit pays, il serait difficile qu'un gouverneur, qui aurait de nombreux parents, des amis d'enfance, qui appartiendrait à telle commune ou à telle bourgeoisie, eût une

indépendance suffisante, une assez grande impartialité, ou, ce qui revient au même, qu'on crût qu'il les a. Nous avons eu un gouverneur regnicole, et le pays s'en est félicité: mais d'une part c'était dans des circonstances tout exceptionnelles, et d'autre part ces circonstances particulières et son caractère étaient exceptionnels aussi.

C'est ici le lieu de parler de l'*accessibilité* de tous les Neuchâtelois à tous les emplois. Depuis long-temps il n'existait plus dans notre pays de privilèges de naissance; il n'y en avait plus d'autres que ceux qui résultent bien naturellement de la bonne éducation reçue, du *comme il faut* dans la manière d'être, du caractère, des talents, des connaissances, de la moralité, d'une fortune indépendante et légitimement employée. Je défie qu'on cite l'exemple d'un homme capable et moral qui ait été repoussé des affaires publiques et tenu à l'écart; qui, indiqué au choix du souverain ou des autorités supérieures par la voix publique, n'ait pas été choisi; tandis qu'on citerait en Suisse bien des exemples d'hommes exclus des emplois, non pour cause d'indignité, mais uniquement pour cause de *patricianisme*.

Nous jouissions donc de la plus grande égalité possible, en même temps que de toute la liberté compatible avec l'ordre public, des avantages de la démocratie, en même temps que de ceux de la monarchie. La réunion de ces avantages ne peut pas être quelque chose d'improvisé; et nous ne pourrions conseiller à un souverain de donner à son peuple, de prime abord, une constitution aussi libérale que l'était la nôtre: ce serait vouloir faire tenir en terre un grand arbre, transplanté sans ses racines: il tomberait bientôt, et écraserait tout ce qui se trouverait à l'endroit où aurait lieu la chute.

Voltaire écrivait à un homme distingué: « Nul n'a plus d'esprit que vous, si ce n'est tout le monde. » Je dirais de même au plus habile des législateurs: Nul n'est législateur

plus distingué que vous, si ce n'est tout le monde, ou bien, si ce n'est le temps. Il y a chez un peuple une conscience publique, qui, quand elle n'est pas gênée dans son développement et ses manifestations, lui révèle les institutions qui lui conviennent le mieux, et les modifications qu'il doit y apporter, avec le temps, dans l'intérêt même de leur conservation. Notre constitution s'était faite, plutôt qu'elle n'avait été faite : n'est-ce pas là son mérite et son éloge ?

Nos institutions s'étaient développées et nos libertés avaient grandi à l'ombre de la monarchie, et tout cela sans secousse, sans révolution. Il est bien des gens qui s'imaginent que les révolutions sont nécessaires pour amener les améliorations. « C'est de révolte en révolte, a écrit quelque part, dans sa jeunesse, M. Vinet, qui ne l'eût assurément pas dit dans son âge mûr, que les sociétés se perfectionnent, que la civilisation s'établit, que la justice règne, que la vérité fleurit. » Nous étions, et heureusement, une preuve frappante du contraire. Nous n'avions peut-être rien à envier à aucun peuple, pour tout ce qui tient à des progrès désirables. à des progrès réels dans les institutions, dans la vie politique, dans les administrations. Et ce que l'on ne pouvait trop apprécier, c'est que la souveraineté de droit fût en même temps la souveraineté de fait : cette réunion du droit et du fait, à la base de notre édifice social et politique, devait exercer une salubre influence sur tout le reste, sur le maintien de tous les autres droits. Personne n'avait à chercher où était son devoir, à qui il devait obéissance. La légitimité de l'autorité première qui n'avait jamais été interrompue par aucun pouvoir de hasard et de fait seulement, protégeait et fortifiait toutes les autres légitimités.

Une preuve, une grande preuve qu'on se trouvait bien dans notre pays, qu'on s'y sentait à l'aise, dans un état régulier, dans une bonne atmosphère, c'est le désir, le besoin

que ressentaient nos compatriotes, momentanément expatriés, de venir y finir leurs jours. On observe ce désir et ce besoin plus ou moins chez tous les peuples, mais peut-être chez les Neuchâtelois plus que chez tous les autres. Et tels d'entre eux n'ayant pu revenir dans leur chère patrie, ont tenu et pourvu à ce qu'au moins leur fortune y revînt, comme preuve de leur reconnaissance et de leur amour. On comprend que je veux parler surtout du testament si patriotique, si neuchâtelois, dirai-je, de David Pury.

Et dans quel autre pays trouverait-on autant de fondations pieuses, d'établissements publics dûs à des particuliers? Que de fonds d'écoles, d'église, d'administrations de charité ou autres sont des donations! On pourrait en faire une histoire, qui en serait une en même temps du patriotisme des Neuchâtelois. Au nom de David Pury ne sommes-nous pas heureux de pouvoir ajouter ceux de Lallemand, de Pourtalès, de Meuron, de Bourquin (Chaux-de-Fonds), et de tant d'autres? Il n'est pas jusqu'à notre promenade du Cret qui ne soit due à un Neuchâtelois. Tous ces dons patriotiques ne témoignaient-ils pas en faveur des institutions et du régime de notre pays? Les donateurs, sujets de la principauté, étaient reconnaissants de ce qu'ils devaient à leur mère commune, en même temps que rassurés sur l'emploi de leurs dons par la stabilité de nos administrations et la moralité des administrateurs.

Souvent, moins les riches étaient imposés dans notre pays, plus ils s'imposaient eux-mêmes, et au delà, bien au delà de ce qu'on aurait jamais pu songer à leur demander par une loi. Le million de la fondation de l'hôpital Pourtalès, le million de celle de Pré-Fargier auraient-ils pu être exigés des fondateurs, par voie et sous forme d'impositions? Sous toutes sortes de rapports, n'est-il pas infiniment plus avantageux que ces établissements et tant d'autres, le Prébarreau, l'asyle des Bayards, etc., aient été fondés de cette manière, que de ce

qu'ils l'aient été au moyen de la charité légale ou de centimes additionnels ? Voici ce que j'écrivais sur Pré-Fargier, dans le *Messenger Boiteux* de 1850 : « Faisons à cet égard une remarque sur l'avantage qu'il y a à ce qu'un établissement comme celui de Pré-Fargier soit l'œuvre d'un homme bien-faisant, plutôt qu'une fondation de l'Etat. Un Etat n'oserait pas avoir pour certaines classes de malades ces attentions délicates, mais dispendieuses (seize à dix-huit appartements qui ont tout le confortable, le comme il faut des logements de gens opulents) ; il ne pourrait faire que le strict nécessaire ; on lui reprocherait, et peut-être même en lui en demandant compte, toute dépense allant au delà. La charité d'un particulier peut être ingénieuse, attentive, délicate, donner plus aux uns, sans faire tort aux autres, etc. » La fondation d'établissements tels que l'hôpital Pourtalès et Pré-Fargier était un des traits de la physionomie de Neuchâtel, si j'ose ainsi dire. Et ce n'est pas seulement dans la capitale de la principauté, ni dans les localités riches et populeuses, que des particuliers avaient donné des sommes d'argent pour des fondations pieuses ou des établissements d'utilité publique, mais encore dans des villages peu considérables, dans des hameaux, jusque dans les campagnes les plus reculées. Citons-en quelques exemples. Un marchand de bétail, nommé Joly, mort à la Brévine au commencement de ce siècle, légua à plusieurs consistoires des environs des sommes tellement considérables, que les fonds de quelques-unes de ces administrations, de celle de la Côte-aux-Fées entre autres, en furent triplés. Un maçon, nommé Jeannet, mort aussi au commencement de ce siècle, avait mendié dans son enfance ; puis étant devenu habile maçon, il parvint à force de travail et d'économie, à acquérir une petite fortune, qui le mit en état de donner 600 louis d'or à sa commune de Meudon, aux Verrières et 300 à la paroisse de la Côte-aux-Fées, dont il était aussi communier ; et cela, répétait-il souvent, en re-

connaissance des assistances publiques et particulières qu'il avait reçues dans ses premières années.

St.-Sulpice possède depuis longtemps un fonds d'éducation devenu maintenant considérable. Le premier fondateur a été le général de Meuron, qui a donné à sa commune maintes autres preuves de sa générosité. Un autre membre de cette famille a légué 1000 louis à cette commune, et 250 à la chambre de charité du lieu. Il ne s'y est fait, depuis fort longtemps, aucune œuvre ou entreprise d'utilité publique à laquelle la famille Meuron n'ait puissamment contribué.

A côté de St.-Sulpice, Fleurier a une chambre de charité gérant un fonds de 46,000 fr., qui provient uniquement de dons. Si l'on parcourt les diverses localités du pays, on trouvera presque partout quelque chose de semblable à citer. Qui dira les sommes données en souscriptions par des Neuchâtelois ? J'aurais peine à trouver dans la ville même de Neuchâtel une famille un peu considérable dont on ne pût attacher le nom à une fondation pieuse ou patriotique. Le président du grand-conseil a fait observer récemment (dans un sens approbatif) que le système d'impôts devait faire tomber celui des souscriptions ; mais un tel changement est-il donc avantageux ? l'est-il surtout sous le rapport moral ? Dans le temps où Neuchâtel était encore principauté, un partisan de la république déplorait que ce ne fût pas le gouvernement qui fît les principales dépenses des entreprises d'utilité publique, des constructions de maisons d'école, etc., que les particuliers fussent appelés à payer de leurs bourses dans tous les cas semblables. « Eh oui, lui répondit ironiquement un royaliste, il est un pays modèle à cet égard, c'est l'Egypte sous Méhémet-Ali, qui, lui, fait toutes les dépenses dans les cas semblables. Est-ce ce régime-là que vous appelez par vos vœux ? »

Neuchâtel, comme nous venons de le dire, avait une physionomie à lui propre, qui ne redoutait pas la compa-

raison. Il faudrait être bien ignorant et avoir une vue bien bornée pour se figurer que la féodalité n'avait rien de bon ⁽¹⁾. Neuchâtel avait plusieurs institutions féodales : loin d'en souffrir et d'en rougir, il s'en trouvait bien et s'en glorifiait. Ses précieuses communes et ses chères bourgeoisies étaient un héritage des temps féodaux. Que d'éléments de stabilité et de liberté elles renfermaient ? Les quatre bourgeoisies, en particulier, étaient comme quatre colonnes, supports de l'édifice de l'Etat. Corps populaires, elles étaient les gardiennes vigilantes des droits des peuples, et en même temps les plus fermes appuis de l'autorité qu'elles limitaient. N'est-ce pas Napoléon qui disait : On ne s'appuie que sur ce qui résiste ? Dépriser nos institutions parce qu'elles ont une origine antique, ce serait dépriser le plus remarquable de nos édifices, notre collégiale, parce que sa fondation remonte jusqu'au 10^e ou 12^e siècle.

Le mérite des institutions d'un pays est indépendant de l'étendue de son territoire et du nombre de ses citoyens. Le nombre de ceux d'Athènes n'était que de 21 mille ⁽²⁾ ; néanmoins ses lois et ses institutions se sont fait connaître au loin. Celles de notre pays, tout petit qu'il est, ont quelque chose d'original, de caractéristique, d'exceptionnel ; par quoi elles ont droit et qualité pour être connues plus que celles de maints pays beaucoup plus considérables.

Aussi plusieurs étrangers ont-ils étudié notre pays et son histoire avec un soin et un intérêt particuliers. Nous citerons entre autres le colonel Steck de Lenzbourg, qui a composé

(1) « Ce n'est pas la liberté qui est nouvelle en Europe, disait M^{me} de Staël, c'est le despotisme. » L'historien Thierry cite ce mot comme retraçant toute l'histoire de la France et l'histoire de toute l'Europe, et il ajoute : « Les rois de France spéculèrent sur la destruction des communes : elles périrent toutes l'une après l'autre. »

(2) Les esclaves ne doivent naturellement pas compter ici : il y en avait quatre cent mille dans l'Attique.

un ouvrage (encore manuscrit) intitulé : *Histoire de la maison de Neuchâtel* (317 pages, folio) ;

Jean Bernoulli, qui a publié, en 1783, à Berlin, un ouvrage très-étendu sur Neuchâtel, intitulé : *Beschreibung des Fürstenthums welsch-Neuenburg und Vallangin* (500 pages) ;

Le comte Henckel de Donnersmark, qui a composé le « Catalogue manuscrit (en 3 v. folio) des ouvrages relatifs à la principauté de Neuchâtel, ou publiés par des Neuchâtelois, comprenant non-seulement l'indication des livres imprimés, mais encore celle des médailles, des gravures et de tout ce qui est relatif aux arts. » L'ouvrage de M. le comte Henckel, qui a été couronné par la Société d'émulation patriotique, montre jusqu'à quel point il connaît notre pays, qu'il a habité huit ans dans sa première jeunesse. (Fleurier l'avait admis au nombre de ses communiens.)

Un Suisse, qui connaît certainement notre pays aussi bien que MM. Steck et Henckel, a publié dans la *Nouvelle Gazette de Prusse*, à la date de mai 1851, un article remarquable intitulé : *la Suisse, la Prusse et Neuchâtel*.

« Chacun sait, dit-il, parmi ceux qui le nient, comme parmi ceux qui l'avouent loyalement, que le gouvernement de Neuchâtel avant 1848, soit par rapport à l'Etat, soit par rapport à l'Eglise, et cela dans toutes les branches de ces deux ordres de choses, était le plus distingué qu'on pût trouver, le plus bienfaisant, le plus juste, le plus consciencieux et le plus sage, et le peuple neuchâtelois, le plus libre peut-être de tous les peuples de la terre. Tous les droits et toutes les libertés, résultant soit du droit naturel, soit d'accords et de concessions, étaient strictement maintenus et religieusement respectés ; les impôts directs, inconnus, les impôts indirects, presque nuls ; les plus hauts emplois, très-faiblement rétribués, et les employés, des modèles de conscience dans l'acquit de leurs devoirs ; l'administration de la justice, irréprochable, soit pour le respect des formes, soit pour le fond des

choses ; l'Eglise et l'école, dans le meilleur état (*vorzüglich gut und weise gepflegt*). La meilleure preuve de ce que je viens de dire, est dans le nombre si considérable (*wirklich übermässig*) d'étrangers qui quittaient leurs foyers pour se fixer dans cet heureux petit pays (*gesegneten Ländchen.*) »

C'est ainsi que la plume de Suisses impartiaux s'est jointe au témoignage indirect rendu à notre pays par le nombre de ceux qui y affluaient de tous les cantons de la Confédération ⁽¹⁾.

Ce ne sont pas seulement des Suisses qui ont reconnu le mérite et fait l'éloge de nos institutions, mais encore bien d'autres étrangers, et des étrangers dont le jugement doit être d'un certain poids.

Un des présidents des Etats-Unis, Thomas Jefferson, voyageait pour étudier les diverses constitutions républicaines et démocratiques, et voir ce qu'on pourrait y prendre à l'usage de la république américaine. Il étudia celles des cantons suisses, celle aussi de Neuchâtel, à laquelle il donna la préférence sous le rapport de l'équilibre des pouvoirs.

Lorsque le maréchal Berthier devint prince de Neuchâtel, il nomma à la place de gouverneur un homme d'un rare mérite, M. Lespérut. Lorsque le nouveau gouverneur arriva dans notre pays, il avait en portefeuille une nouvelle constitution, d'après laquelle tous les rouages de l'administration devaient être extrêmement simplifiés, et les frais réduits à

(1) Quand les administrateurs des prisons de Berne demandaient aux Bernois qui y étaient détenus, où ils comptaient aller à leur sortie, la réponse était presque toujours *nach Neuenbourg* (à Neuchâtel), comme qui aurait dit : Où pourrait-on être mieux et mieux gagner sa vie que là ? — La population du canton de Neuchâtel se compose de 44,555 Neuchâtelois, de 17,750 Suisses établis, de 5,401 Suisses en séjour, de 5,994 étrangers à la Suisse établis, de 915 étrangers à la Suisse en séjour. Total 70,679. Le petit canton de Neuchâtel est de tous les cantons celui où l'on compte le plus de Suisses étrangers : il en a plus même que le très-grand canton de Berne, qui, sur une population de 453,115 âmes, n'a que 15,214 Suisses établis et 5,029 en séjour.

quelques mille francs. Sur un premier aperçu, il croyait pouvoir et devoir administrer la petite principauté de Neuchâtel, comme il eût fait une sous-préfecture française. Heureusement, en arrivant à Neuchâtel, il trouva des hommes d'Etat sages et éclairés, et avant tout bons Neuchâtelois. Il se lia en particulier avec M. le procureur-général de Rougemont, qui le supplia, à deux genoux, de ne pas faire de changements, avant un mûr examen. M. Lespérut lui promit de conserver le *statu quo*, jusqu'à ce qu'il en eût écrit à l'un de ses intimes amis, en qui il avait une entière confiance : « Ce serait lui qu'il ferait l'arbitre de cette affaire, à l'égard de laquelle il lui donnerait tous les détails nécessaires. » Cet ami était le célèbre Volney, l'auteur du Voyage en Syrie et en Egypte. Le résumé de la réponse qu'il fit à M. Lespérut, fut : *Ne changez rien*. Ainsi fut-il fait heureusement : nous n'eûmes donc qu'à nous louer du gouvernement du prince Berthier : après celui sous lequel nous avons eu le bonheur de vivre, pendant un siècle, nous ne pouvions en avoir un meilleur. Le Roi nous retrouva en 1814 tels que nous étions avant 1806.

Maltebrun, qui ne donne qu'une page et demie aux principautés de Hohenzollern ⁽¹⁾ (auxquelles des événements récents nous font penser ici) en consacre sept à celle de Neuchâtel, dont il dit : « Il semblerait que cette région, exposée par son élévation à la température des climats septentrionaux, ne dût être habitée que par un peuple ignorant, pauvre et superstitieux. Il n'en est point cependant de plus intéressant par son industrie, ses lumières, et, l'on pourrait même dire, sa richesse.... On a de la peine à concevoir jusqu'où peut aller le génie inventif de l'homme, quand il est libre de se livrer à son essor : c'est au milieu de ces montagnes qu'on peut s'en faire une idée.... Une population de

(1) Elles ont 54,000 habitants sur une superficie de 66 lieues carrées.

1346 ⁽¹⁾ individus par lieue carrée est la preuve la plus palpable de la prospérité du canton de Neuchâtel. A quoi faut-il attribuer l'aisance et l'activité qui règnent parmi les habitants de ce canton ? Est-ce à cette disposition naturelle qui les porte à réfléchir, à examiner, à discuter même toute sorte de questions ?.... Est-ce plutôt à l'entière liberté civile, religieuse et politique dont ils jouissent, à l'avantage de n'avoir pas vu, depuis plusieurs siècles, leur pays troublé par le bruit des armes ? Est-ce enfin à l'exemption de toute espèce de charges, d'impôts ou de contributions ? On ne saurait nier que de si grands avantages n'aient contribué à y faire naître cette sorte d'émulation qui entretient la pureté des mœurs et l'amour du travail, et cette passion de la liberté qui accélère le progrès des lumières..... La Prusse n'y jouit que des revenus de quelques domaines et de quelques contributions foncières réglées jadis, et qui ne peuvent être augmentées. Les habitants qui se destinent à l'état militaire ont la liberté d'entrer au service de quelque souverain que ce soit, pourvu qu'il ne soit point en guerre avec le roi de Prusse comme prince de Neuchâtel.... Ils ne connaissent aucune espèce de douanes, de droits d'entrée, de sortie, ou de circulation : tous les genres d'industrie y sont libres. Enfin les précautions propres à assurer leur indépendance, ont été si scrupuleusement prises, etc. » Ce qui suit, est la phrase que nous avons citée plus haut sur l'indépendance des tribunaux. On voit que les institutions de notre pays avaient singulièrement frappé le célèbre géographe français : il ne craint pas de se répéter en en parlant.

A ces témoignages rendus à notre pays par des étrangers, je veux en ajouter un qui pourra paraître à quelques-uns suspect et entaché de partialité, celui d'un Neuchâtelois, qui connaît mieux que tout autre son pays, et qui en a écrit

(1) Ce chiffre est bien au-dessous de la réalité.

l'histoire en homme qui veut avant tout et met au-dessus de tout la vérité. Il termine ainsi l'introduction de son ouvrage : « Et vous, prince auguste, que mon père vénérable a servi avec tant d'affection, dans la mauvaise comme dans la bonne fortune, souffrez qu'au nom du père de la famille soit joint ici, comme il l'est dans mon cœur, le nom royal du père de la patrie. Vous avez été pour nous l'étoile qui brille aux yeux des matelots durant la tempête, et sous votre puissante égide le peuple neuchâtelois jouit d'une somme de biens qui n'a pas été dépassée et peut-être pas atteinte dans aucune des sociétés humaines. »

En opposition de ces éloges donnés aux institutions et à l'administration de la principauté de Neuchâtel, citera-t-on les critiques qui en ont été faites ? Mais il faudrait les chercher dans les ouvrages d'hommes dont l'opinion est de peu de poids et de peu d'autorité, en comparaison de ceux dont nous venons de parler, et qui, pour attaquer notre pays, ont dû le calomnier. Il a paru en 1850 une brochure intitulée : *Etudes neuchâteloises*, par le D^r A. Roth. On peut juger de son impartialité par les sources où il puise et par celles où il ne puise pas. Sa principale autorité est l'ouvrage de Guinand intitulé : *Fragments neuchâtelois*, véritable pamphlet ou libelle, comme on voudra l'appeler, dans lequel on reconnaît fréquemment le révolutionnaire de 31, condamné par les tribunaux de cette époque.

Suivant le D^r Roth, « la période de 1814 à 1848 a été une période de stérilité (*Unproductivität*) qui n'était nullement en rapport avec les ressources dont disposait l'Etat, avec celles des particuliers, avec les dispositions intellectuelles des habitants du pays et la culture généralement répandue parmi eux. Et malgré cette stérilité, le gouvernement monarchique aristocratique a laissé une dette de près d'un demi-million. L'aristocratie ne payait rien à l'Etat pour ses riches capitaux, tandis que le possesseur de biens-fonds gémissait sous

le poids de nombreux impôts, souvent très-injustes. C'est à l'aristocratie qu'il faut s'en prendre de ce qui s'est fait de mauvais, et plus encore de ce qui ne s'est pas fait de nécessaire ; car c'était elle qui gouvernait le pays. De là la haine dont elle était l'objet de la part de maintes communes considérables du pays. »

Et voilà comme on écrit l'histoire ! Il est vrai que le docteur Roth justifie son dire en citant les paroles de deux Neuchâtelois, Guinand et le président du gouvernement provisoire, Piaget. « Trois choses existaient à Neuchâtel en 1830... un gouvernement généralement méprisé et souvent détesté » a écrit le premier. Et dans son rapport à la constituante le second a dit : « En réalité, le gouvernement de Neuchâtel était une aristocratie ou oligarchie féodale, dont les bras s'étendaient sur tout le pays et le régissaient par des agents subalternes. »

D'où le D^r Roth tirait la conséquence qu'un tel état politique ne pouvait guère être ramené à un organisme sain et régulier qu'au moyen d'une révolution.

Voici plus d'un an qu'a paru l'ouvrage du D^r Roth. A son apparition on avait annoncé qu'il allait être incessamment traduit. Il ne l'est pas encore. Sans doute le traducteur craint l'effet que des contre-vérités pareilles à ce qu'on vient de lire, pourraient produire sur des lecteurs Neuchâtelois.

Il y a quelque lieu de croire que l'ouvrage du D^r Roth lui a été demandé, peut-être même commandé par le pouvoir issu de notre révolution. L'auteur dit, dans une petite note, qui laisse entrevoir le petit bout d'oreille : « Ce rescrit (du 28 février 1806), ainsi que plusieurs autres matériaux et documents, m'a été communiqué par M. le conseiller d'Etat de Neuchâtel, Aimé Humbert, avec une obligeance qui mérite toute ma reconnaissance. » Surtout on trouve une analogie frappante d'idées et d'expressions entre le livre du D^r Roth et les discours de nos *constituants*, MM. Aimé

Humbert et Piaget, son chef de file. Le premier n'a-t-il pas osé dire, faisant un rapport à la constituante : « Le développement civil et politique du peuple neuchâtelois a été très-remarquable, jusqu'à la grande évolution sociale dont le 18^e siècle a donné l'impulsion. Mais il s'est arrêté là par le fait de l'adjudication de notre pays à la Maison de Brandebourg. Cet événement, qui a valu à l'aristocratie neuchâteloise d'éviter le contre-coup de la révolution française, cet événement nous a déposé en plein 19^e siècle à peu près tels que si nous sortions des mains de la féodalité. »

Le chef de file, président du gouvernement provisoire, faisant lecture, au nom de cette autorité, d'un rapport sur les principaux actes de son administration, avait dit, avant M. Humbert : « Nous ne vous ferons pas davantage assister à l'agonie du pouvoir déchu ; ce pouvoir usé, miné par ses propres œuvres et par ses propres excès, inintelligent de l'avenir, s'est affaissé sans bruit sur lui-même, quand le doigt du peuple a détruit l'équilibre factice qui le soutenait encore debout. ⁽⁴⁾ »

Et voilà, encore une fois, comme on écrit l'histoire ! L'histoire prononcera entre les appréciations faites par le président du gouvernement monarchique et celui du gouvernement républicain.

(4) J'aurais pu étendre, bien plus que je ne l'ai fait, la liste des hommes d'Etat et écrivains étrangers qui ont rendu hommage à nos institutions : mais j'ai dû me restreindre. Il en est un cependant dont je ne puis me dispenser de dire au moins un mot. Quand on tourne en dérision et regarde en pitié des royalistes Neuchâtelois qui se permettent de dire que, dans la constitution de la Principauté, « tous les pouvoirs se trouvaient dans un équilibre heureux, qu'elle était le modèle de celle qu'un peuple raisonnable doit désirer, » et d'autres paroles semblables, ils peuvent se consoler de n'être pas d'accord avec MM. le D^r Roth, le président Piaget, le secrétaire d'Etat Aimé Humbert, l'étant avec le grand historien de la Suisse, Jean de Müller, qui, dans son *Histoire universelle*, a écrit ces propres paroles.

Il est des révolutions qui peuvent avoir, sinon leur justification, du moins leur explication dans l'excès des souffrances d'un peuple opprimé :

Et lorsque l'esclavage à son faite est monté,
L'esclavage, crois-moi, touche à la liberté.

Mais, quand il ne manque rien à un peuple, rien peut-être que la reconnaissance, une révolution est non-seulement un crime, mais encore un contre-sens ; tout changement ne pouvait être pour nous qu'un malheur, tout gain, dans le sens révolutionnaire, qu'une perte. Le 2 mars, un des hommes les plus distingués de notre pays rencontrant l'un des chefs de la révolution, lui dit : « Eh bien, voilà la révolution faite. Pour la motiver, vous allez être obligés de faire changements sur changements ; mais, comme tout allait bien, avec les imperfections inséparables sans doute des institutions humaines, vous changerez en mal : par exemple, on jouissait, dans notre pays, de tout le degré de liberté désirable ; pour faire autrement, vous serez obligés de nous rendre moins libres. » Le simple bon sens suffisait alors pour rendre prophète.

On ne trouvera pas, j'ose l'affirmer, dans les annales du monde, une révolution moins motivée et moins justifiable que la nôtre. Quelques-uns diront que le fait seul qu'elle ait pu se faire, en est la justification. Certainement il n'y a point d'effet sans causes. Quelles ont été celles de notre révolution ? C'est la question à laquelle nous répondrons dans une seconde partie.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

NEUCHÂTEL PRINCIPAUTE

ET

NEUCHÂTEL RÉPUBLIQUE.

DEUXIÈME PARTIE.

CAUSES DE SA RÉVOLUTION.

Dans ce siècle-ci, une seule révolution proprement dite a eu lieu en Suisse, c'est celle de Neuchâtel : les 21 autres cantons de la Confédération n'ont guère eu que des évolutions, en 1831 et ces dernières années : déjà républicains, ils ne sont descendus qu'un, deux, ou trois échelons de l'échelle politique ; Neuchâtel les a tous descendus en un jour : le premier mars a été le sens-dessus-dessous le plus complet, soit en fait d'hommes, soit en fait d'institutions ⁽¹⁾. Un des pays les plus monarchiques qu'il y eût en Europe, est devenu, comme en un clin-d'œil, non-seulement un des plus républicains, mais encore un des plus radicaux, sous le rapport du régime politique (je ne parle pas, il va sans dire,

⁽¹⁾ Un républicain neuchâtelois, correspondant de *la Suisse*, est allé jusqu'à dire dans ce journal : « Nous avons traversé tous les orages de la révolution française, comme si nous avions été à mille lieues de la France. Presque partout cette révolution a laissé quelques traces de son passage ; presque partout, les principes qu'elle a proclamés, ont germé chez les peuples ; Neuchâtel, *seul*, au milieu de ce grand mouvement social, est resté immobile. » C'était là, aux yeux du républicain qui écrivait ces lignes, un grand, un immense reproche à adresser à Neuchâtel. Nous reconnaissons le fait, au moins dans de certaines limites, tout en repoussant le reproche.

des sentimens de la population, en majorité *républicaine malgré elle*). Plus il était élevé, plus sa chute a été profonde.

Tolluntur in altum, ut lapsu graviore ruant.

On chercherait en vain dans l'histoire une révolution aussi *radicalement* radicale. De là la sensation qu'elle a faite en Suisse, et le retentissement qu'elle a eu même en Europe. Partout on a le sentiment qu'une grande question est engagée dans celle du petit Neuchâtel, que deux principes, diamétralement opposés, y ont été, et y sont encore en présence, vainqueurs à telle époque, vaincus dans telle autre, mais sans solution définitive. Aussi est-il à remarquer comment, au moins une fois chaque année, et de préférence au printemps, depuis la révolution de 1848, la presse européenne s'occupe de la question neuchâteloise, et comment le moindre acte du Roi par rapport à Neuchâtel n'est pas plus tôt connu, qu'il fait le tour de tous les journaux. Ainsi en a-t-il été récemment du séquestre mis à Berlin sur des fonds que les anciens Conseils de la Bourgeoisie de Neuchâtel avaient placés dans une banque prussienne, par l'intermédiaire de la maison Schickler : on a connu ce fait, en apparence de peu de conséquence, d'un bout de l'Europe à l'autre.

M. Joël Cherbuliez a publié, l'année dernière, dans la *Revue des Deux-Mondes*, un excellent article intitulé *La Suisse sous le radicalisme*. Il y parle très au long et très pertinemment de Genève et de Vaud, mais ne consacre que quelques lignes à Neuchâtel : c'est une lacune considérable et une omission grave ; car nulle part en Suisse on n'a vu fonctionner le niveau révolutionnaire aussi radicalement qu'à Neuchâtel ; la révolution neuchâteloise a été la plus haute, ou, si l'on aime mieux, la plus basse expression de la manière de procéder du radicalisme suisse ; ce qui lui donne une importance historique qui dépasse de beaucoup

les limites du territoire de l'ancienne Principauté. Autour de ce pays tout s'était, et même plus d'une fois, révolutionné, la France en 1792 et en 1830, la Suisse en 1798 et en 1831. Neuchâtel seul était demeuré debout, comme les tilleuls séculaires qui ombragent sa collégiale et que les plus violents orages n'ont jamais pu déraciner. Il était réservé à 1848 de faire ce que nos pères n'eussent jamais cru possible, ce que nous n'eussions pas cru possible nous-mêmes. Comment cela s'explique-t-il?

L'importance historique, et, si je puis m'exprimer ainsi, *symptomatique* de la révolution neuchâteloise, m'autorise à prendre les choses d'un peu haut pour l'expliquer, et à agrandir mon point de vue en traitant ce sujet.

On peut envisager 1789 comme ayant été le point de départ et le principe générateur de toutes les révolutions de l'Europe. Mirabeau était prophète, quand il disait : « La révolution française fera le tour du monde. » Certainement 89 a eu de bien beaux côtés, mais en même temps le grand, l'immense tort d'apprendre à rabaisser la valeur des droits acquis et historiques, pour y substituer les *droits fondamentaux*, que chacun a prétendu déterminer à sa manière et plus ou moins arbitrairement ; trop de gens sont intéressés à contester les premiers, pour qu'il fût possible de croire que la nouvelle théorie ne trouvât pas nombre d'adeptes dans tous les pays.

Le grand Napoléon a arrêté, d'un bras vigoureux, le char de la révolution, au moins un moment et jusqu'à un certain point : malheureusement l'arrêt n'a pas été complet, il s'en est bien fallu, et ne pouvait pas l'être : Napoléon était le représentant d'un droit tout nouveau, celui de l'élection populaire remplaçant le droit historique de l'hérédité. Mais le règne qui a sans doute le plus compromis les principes, c'est celui de Louis-Philippe ; il est impossible de le méconnaître.

Quels qu'aient été ses mérites, ses capacités, ses vertus, ils ne pouvaient racheter le vice de l'origine de son pouvoir : il n'était roi ni *par la grâce de Dieu*, ni par le suffrage du peuple, qui n'avait point eu à voter sur le successeur à donner à Charles X ; il ne pouvait alléguer en sa faveur que le fait accompli et sa *quasi-légitimité*, qui devait exercer une influence délétère sur tous les autres degrés de la hiérarchie et politique et civile même, créer partout des *quasi-droits*, accréditer des *quasi-principes*, provoquer une *quasi-justice*, introniser *l'injuste milieu*.

Sous son règne il a été beaucoup fait pour la prospérité, les arts et les intérêts matériels de la France, on ne peut le nier ; mais pour des intérêts bien autrement importants, pour maintenir, inculquer et faire prévaloir les grands principes de droit, d'honneur, de piété, de moralité, qu'a-t-il été fait ? Les intérêts matériels sont devenus l'objet d'une sorte de culte. Une ère de bonheur semblait avoir commencé pour la France, qui pourtant avait mis à mort un de ses rois, à la fin du siècle passé, et en avait chassé deux dans celui-ci (Louis XVIII et Charles X). Le droit des faits accomplis semblait recevoir des actes du règne de Louis-Philippe comme de son règne même, une sanction éclatante et devoir primer tous les autres.

Une paix de trente ans, *la paix partout, la paix toujours, la paix à tout prix*, avait miné la société et compromis les principes, plus même que la guerre de trente ans peut-être : les eaux stagnantes s'étaient corrompues, les caractères détrempés, les courages énervés par la mollesse ; l'atonie était générale : jouir, jouir, et toujours jouir, et jouir à tout prix : on ne savait plus faire d'efforts que dans ce but ; bonheur et richesses, contentement et prospérité devinrent de plus en plus une seule et même chose. On pesa tout à la balance de la fortune ; la moralité de la fable du Savetier et du Financier parut une niaiserie, et la maxime *Contentement passe richesse*,

un contre-sens. Quel poète, au XIX^e siècle, eût eu l'idée et le courage de faire ce beau vers d'un poète du XVII^e :

Qui vit content de rien, possède toutes choses.

Jamais la béatitude prononcée par Jésus-Christ, *heureux les pauvres*, ne parut autant paradoxale. On ne pouvait plus s'imaginer qu'il y eût une compensation à la pauvreté dans le plaisir d'un travail honnête, la santé entretenue par l'exercice, les joies du foyer domestique, la paix de l'âme, la tranquillité de la conscience et l'espoir d'une meilleure vie. La terre devint tout, et le ciel, rien. Dans ce point de vue, pourquoi des privilèges de naissance, de position sociale et de fortune? *A chacun selon ses œuvres*. La Parole divine nous apprend que la vie actuelle est le séjour de l'épreuve, et non celui de la rémunération. Une théorie nouvelle devait renverser celle-là.

Si un tel tableau de mœurs n'était pas partout applicable dans sa forme absolue, il l'était pourtant presque partout, au moins dans quelques-uns de ses traits : le mal gagnait de proche en proche ; et, comme je l'entendais dire à un diplomate : « Il n'est plus besoin que les barbares viennent du nord, comme au V^e siècle : ils sont tout trouvés ; ils sont au milieu de nous. »

Le socialisme, le communisme étaient dès lors à la porte ; et, de son regard d'aigle, le prince de Metternich vit longtemps à l'avance que, s'il devait éclater plus ou moins prochainement des révolutions, elles seraient essentiellement sociales.

Par ces réflexions générales je ne m'éloigne nullement de mon sujet particulier, *la révolution de Neuchâtel*. Partout en Europe et même hors de l'Europe, l'esprit révolutionnaire était comme dans l'air. Il n'y eut pas jusqu'à l'île d'Islande qui n'eût, en 1848, des velleités de révolution ! Le roi de

Danemarck faillit la perdre, en même temps qu'il faillit perdre le Holstein et le Sleswick.

Les Neuchâtelois sortent en très-grand nombre de leur pays; ce qui les a rendus plus accessibles que beaucoup d'autres à l'influence de la contagion générale. Rien n'est plus éloigné de ma pensée que de les comprendre tous et même la plupart dans ce jugement; mais on ne peut se dissimuler que leur cosmopolitisme a créé pour nombre d'entre eux des dangers et des pièges, à l'endroit de l'esprit révolutionnaire.

Un journal des plus estimables, la *Gazette de Bâle*, a indiqué comme une des causes générales de la révolution de la petite Principauté suisse la tendance prononcée de l'époque vers les grandes agglomérations, tendance d'où il inférait le peu de probabilité de notre restauration, ne prenant pas garde qu'on pourrait en inférer également la fusion probable et prochaine du petit État de la Suisse dans les grandes agglomérations monarchiques qui l'avoisinent. Cette tendance paraissait assez naturelle et raisonnable au journaliste Bâlois. Elle me paraîtrait, au contraire, en contradiction avec une autre tendance de l'époque. On fait sonner bien haut maintenant les droits des classes inférieures, des faibles, des petits. Or les États étant des personnes morales, les petits États ne devraient-ils pas être au bénéfice de cet intérêt pris au petit et au faible? Eh bien non: on est assez disposé maintenant à faire bon marché des droits des petits États: la contradiction est flagrante; c'est une de celles de l'époque. L'observation du journaliste Bâlois sur la tendance actuelle aux grandes agglomérations ne manque donc pas de justesse; mais nous ne saurions trouver, comme lui, cette tendance naturelle et raisonnable. Elle peut avoir été pour quelque chose dans la révolution du petit Neuchâtel; mais dans tous les cas pas au même degré que la cause précédente.

Je viens d'exposer une cause de la révolution neuchâtoise, qui a un caractère de généralité, en tant qu'elle a été plus ou moins commune à toutes les révolutions récentes.

Je vais maintenant exposer les causes spéciales de notre révolution. La première, en rang de date, et peut-être en rang d'importance, est notre admission dans la Confédération en qualité de 21^e canton. Par notre position géographique nous étions les alliés naturels des Suisses; nous le fûmes par des traités successifs. Les chanceliers Montmollin et Boive, et autres Neuchâtelois distingués des siècles précédents, recommandaient instamment et incessamment à leurs compatriotes de s'unir toujours plus étroitement à la Suisse. Mais de cette union étroite à la cantonalisation il y avait un abîme. Et il est fort douteux que le grand homme d'Etat de Montmollin, qui conseillait si fort la première, eût conseillé la seconde, surtout à une époque où l'élément démocratique avait pris si fort le dessus dans toutes les constitutions cantonales de la Suisse, même dans celles qui autrefois étaient le plus aristocratiques. Les Neuchâtelois qui, par suite de leur influence légitime et bien méritée, contribuèrent le plus à l'inclusion de Neuchâtel dans la Confédération, étaient animés des intentions les plus patriotiques. Malheureusement il y avait, dans leur point de vue, un anachronisme, et ils ne virent pas assez loin dans l'avenir : les avantages présents du pacte de 1815 masquèrent à leurs yeux les inconvénients éloignés qu'il pouvait et devait avoir pour Neuchâtel ; ils eussent été dans ces derniers temps, nous avons lieu de le croire, les premiers à en convenir. Uri, qui seul d'entre les cantons fit une opposition sérieuse à notre admission dans la Confédération, avait mieux vu que nous. Nous n'avons pas à rechercher et à discuter ici les motifs de son opposition ; mais il eût été bien heureux pour nous qu'elle eût fait rejeter notre demande.

Les inconvénients qui devaient résulter pour nous de notre *cantonalisation*, n'étaient pas de ceux qui se manifes-

tent immédiatement : ce n'était qu'avec le temps qu'ils pouvaient apparaître et se faire sentir. Un vieux Suisse, vieux de sentiments et d'âge tout ensemble, disait, en 1815, à un Neuchâtelois : « Eh bien, vous voilà canton suisse ; j'en suis bien aise pour nous ; mais attendez, à vous il vous en arrivera mal tôt ou tard. » Le filet d'eau qui s'infiltré dans les fondements d'une maison, est d'abord inaperçu ; et, si l'on vient à s'en apercevoir, on n'y prend pas garde ; il ne laissera pourtant pas, au bout d'un nombre d'années plus ou moins considérable, de faire crouler la maison. Près de Genève, l'Arve se jette dans le Rhône. Pendant un certain temps leurs eaux, très-diverses de couleur, demeurent très-distinctes, et coulent parallèlement l'une à droite, l'autre à gauche ; mais elles ne tardent pas à se mêler peu à peu de manière à ne pouvoir plus enfin être distinguées.

A la fin du siècle passé, un certain nombre de républicains des montagnes de Neuchâtel franchirent la frontière, et s'établirent dans une ville voisine appartenant à la République Française. Eux partis, il ne se montra plus, dans la Principauté, d'élément républicain, jusqu'à notre incorporation dans la confédération républicaine des XXII cantons. Depuis cette époque, l'élément républicain s'infiltra peu à peu dans notre édifice social, en partie par le canal des camps fédéraux, des tirs fédéraux, des sociétés de chant et autres réunions ou associations suisses. Là on se permettait avec les Neuchâtelois, sur l'anomalie de leur double position, des plaisanteries telles que celle de la chauve-souris, ou celle-ci : « Vous n'êtes ni chair ni poisson, » plaisanteries ⁽¹⁾ auxquelles plusieurs Neuchâtelois étaient beaucoup trop sensibles ; là bien des jeunes gens de notre pays prirent le goût et la fantaisie de devenir politiquement ce qu'étaient les au-

(¹) Elles provoquèrent quelquefois des reparties plus spirituelles que les attaques, telle que celle-ci : « Aussi ne voulons-nous pas être mangés. » (V. les *Feuilles neuchâteloises* imprimées en 1831, p. 39).

tres Suisses. Moutons de Panurge, ils voulurent imiter ce qu'ils voyaient autour d'eux, quelque danger qu'il dût en résulter pour eux. Les Israélites, à la fin du gouvernement théocratique, voulurent avoir un roi, comme en avaient leurs voisins : bien des Neuchâtelois voulurent devenir républicains, comme on l'était autour d'eux, cédant à la fois à l'entraînement de l'imitation et au besoin de la nouveauté. Ils aspiraient à être Suisses, comme si Neuchâtel ne l'avait pas toujours été, quoique Principauté, aussi bien que l'État de Saint-Marin a toujours été Italien, quoique république. Neuchâtel a été, est et sera toujours *Neuchâtel en Suisse*, et non pas *Neuchâtel en Normandie*, quand bien même il aurait pour souverain un prince Normand. Il n'a pas été *Neuchâtel en France*, sous la dynastie Orléans-Longueville, et non plus sous la domination du prince Berthier : cette qualité là est inaliénable. Le chancelier Boyve établit surabondamment *l'indigénat helvétique* de la Principauté, dans l'ouvrage qui porte ce nom, sur trois ordres de preuves, géographiques, politiques et historiques. Nos princes de la Maison de Brandebourg prenaient si peu d'ombrage de notre indigénat helvétique, que la première idée de son ouvrage est venue au chancelier Boyve, comme il le dit lui-même, d'un Mémoire travaillé en 1710, par ordre du roi Frédéric I^{er}, sur l'indigénat helvétique de sa souveraineté de Neuchâtel et Valangin. Même en 1799, époque où aucun lien politique ne nous unissait plus à la Suisse *une et indivisible*, dont nous avons cessé d'être les alliés, les éditeurs de notre liturgie, imprimée cette année-là, insérèrent cette phrase dans la prière solennelle du Jeûne : « Regarde en ta grâce les églises de la Suisse, *notre chère patrie*. » Neuchâtel *tient* à la Suisse, dans les deux sens de ce mot. Elle l'aimait beaucoup, et l'aime encore... quand même.

Comme simple allié des Suisses, Neuchâtel a été très-intimement uni à eux, en a reçu beaucoup de services, et à son tour leur en a beaucoup rendus. Au congrès de Münster, le

modeste plénipotentiaire des Suisses, Wettstein, bourgmestre de Bâle, dont les minces ressources, au milieu du faste déployé par les ambassadeurs des princes et même par ceux des républiques, ajoutaient aux difficultés de sa position, fut très-heureux de rencontrer un allié des Cantons dans la personne du prince de Neuchâtel, Henri II de Longueville, premier plénipotentiaire du roi de France. Ce prince ne tarda pas à apprécier le modeste plénipotentiaire des Suisses, l'admit dans son intimité, profita de ses avis, et lui donna à son tour l'appui et les directions qui pouvaient lui faciliter l'accomplissement de sa mission ⁽¹⁾. Les Neuchâtelois ont pris part aux principales batailles des Suisses, à celle de Saint-Jacques, où un seul Neuchâtelois, sur cinquante, eut le malheur de survivre à ses frères d'armes et à son honneur; à Dornach, où les Soleurois ayant appelé à leur secours leurs confédérés, les bannières du comte de Neuchâtel et du seigneur de Valangin, des villes de Neuchâtel et du Landeron, joignirent celle des Bernois que l'avoyer Nicolas Conrad conduisait contre l'ennemi; à Gingins, où quatre cent quinze Neuchâtelois, allant secourir Genève, comme l'a bien rappelé, lors de la fête du Jubilé de Genève, un des orateurs de cette ville ⁽²⁾, mirent en fuite trois à quatre mille Savoyards qui les avaient attaqués; à Vernéaz, où, immédiatement avant la bataille de Grandson, les divers alliés de Berne, et entre autres les bannières de Neuchâtel et de Valangin, qui s'étaient jointes à celles de Schwytz et de Berne, dispersèrent les troupes légères des Bourguignons. Voilà autant de manières dont Neuchâtel a prouvé et scellé son *indigénat helvétique*. Peu d'années après celle où le maréchal Berthier devint prince de Neuchâ-

(1) V. l'*Abrégé de l'histoire des Suisses*, par un Neuchâtelois.

(2) « En 1534, dit M. le pasteur Chenevière, entourés d'ennemis, les Genevois implorèrent le secours de Dieu. Dieu les exauça, et cette année-là il leur envoya les Neuchâtelois pour libérateurs. Soyez-en bénis, députés de cette ville voisine et amie. »

tel, le commerce et l'industrie du pays étant en souffrance, des députés de la Principauté se rendirent à Paris pour tâcher d'obtenir, par l'intercession du Prince, que les produits de notre industrie pussent entrer plus facilement en France. On leur offrit de transporter la ligne de douane à la frontière orientale; mais, quel que fût leur besoin de débouchés, ils refusèrent, ne pouvant se résoudre à voir s'élever cette barrière entre eux et les autres Suisses.

En 1815, il eût fallu nous laisser purement et simplement Principauté suisse, alliée de la Confédération helvétique, à-peu-près comme avant 1798, ou, si cela souffrait des difficultés, Principauté suisse, politiquement détachée de la Suisse, comme elle le fut de 1798 à 1806, période pendant laquelle la Principauté fut très-heureuse, autant du moins qu'on pouvait l'être à cette époque, et surtout dans les meilleurs termes avec les XIX cantons. Les Neuchâtelois furent heureux, par exemple, de recevoir chez eux les enfants de bien des familles des petits Cantons, qui, ruinées par la guerre, n'étaient plus en état de les élever convenablement. Neuchâtel eût participé à la *neutralité perpétuelle* accordée par les traités européens de 1815 à la Confédération helvétique, accordée aussi à un autre petit pays monarchique d'une population égale, à-peu-près, à la nôtre; je veux parler du Chablais et du Faucigny.

Voir l'acte
de
médiatio

Ce que le Roi dit, en 1833, aux députés neuchâtelois dont je vais parler, était parfaitement juste: « Il était facile, ce furent les paroles du Roi, de ne pas vous faire entrer en 1814 dans la Confédération Suisse, mais il est difficile de vous en retirer maintenant. »

En 1833, après maintes exigences de la Confédération, qui compromettaient notre constitution monarchique, le Corps législatif envoya au Roi trois députés, pour lui exposer le danger que courait son autorité à Neuchâtel, s'il continuait à la partager avec la Confédération suisse. On

put croire, depuis, que cette démarche du Corps législatif avait été hasardée et non suffisamment motivée. Les événements de 1848 en ont montré tout l'à-propos. Pendant le séjour même des députés à Berlin, la Confédération menaçait la Principauté d'une occupation de dix mille hommes de troupes, si Neuchâtel persistait à ne pas envoyer ses députés siéger en diète avec ceux du nouveau demi-canton, Bâle-Campagne.

Quand les bergers d'Abraham et ceux de Loth n'abreuverent plus leurs troupeaux à un puits commun, mais qu'ils allèrent les uns à droite, les autres à gauche, il n'y eut plus de disputes entre eux. Ainsi en fût-il arrivé des Neuchâtelois et des Suisses républicains, s'ils n'eussent pas été forcés de faire leur ménage ensemble et de vivre sous le même toit. L'acte d'incorporation de la Principauté de Neuchâtel dans la Confédération fut une mésalliance des deux parts, qui ne devait profiter ni à l'une ni à l'autre, et la première, au moins en rang de date, des causes particulières de notre révolution de 1848.

La seconde de ces causes fut l'essai de révolution de 1831. Les insurgés, entrés au château le 13 septembre, ne l'occupèrent que quelques jours. Cette fois-là, la Confédération rétablit le pouvoir du Roi: ce qu'aurait fait au reste, et sans doute plus solidement, le camp alors formé à Valangin par un mouvement spontané des populations royalistes. L'essai de révolution ne réussit donc pas alors; renouvelé trois mois après, il réussit encore moins; mais il ne laissa pas d'avoir des suites funestes, parmi lesquelles un levain d'aigreur chez les hommes du parti vaincu, dont les plus compromis durent être exilés par mesure de sûreté générale, ou s'exiler eux-mêmes; mais surtout le château de nos Princes, jusque là vierge de révolutions, ne le fut plus: le prestige qui l'entourait, ainsi que nos institutions monarchiques, ne fut plus le même; on put croire dès-lors à la possibilité d'occuper

le château et de renverser les institutions; ce qu'on avait fait une fois, on pouvait donc le faire une seconde, et avec plus de succès que la première: un coup manqué ne rompait pas l'arc. Tout reprit, il est vrai, dès le mois de décembre même, son cours normal; et les choses, dans les années suivantes, paraissaient même aller si bien, que ceux des Neuchâtelois qui persistaient à croire que la reddition du château aux insurgés avait été une grande faute et un grand malheur, n'osaient plus guère soutenir leur dire: on leur répondait par le fait de l'ordre qui régnait dans le pays et de la prospérité qui y était croissante. Toutefois maints symptômes, souvent inaperçus du public, étaient de nature à donner, de temps à autre, bien des inquiétudes à des observateurs attentifs. Les plus ostensibles de ces symptômes étaient les démonstrations républicaines du 12 septembre, qui, d'années en années, devenaient plus significatives, parfois même plus audacieuses, et dont les auteurs causaient au gouvernement du Roi des difficultés faciles à comprendre, pour qui réfléchissait à sa position délicate.

En morale, les fautes sont souvent punies dans ce monde, en politique, toujours. Je crois qu'il n'est plus aujourd'hui personne qui nie que 1831 ait amené 1848.

Dans l'intervalle de temps écoulé entre ces deux années, le parti républicain ne croisa assurément pas les bras: il avait ses comités qui minaient le sol de la Principauté par un travail souterrain. Si parfois, dans des moments de découragement, ils abandonnaient ce travail, ils ne tardaient pas à le reprendre. Je vais donner sur leurs manières de procéder et leurs menées révolutionnaires des détails qui me sont parvenus accidentellement, et que j'ai lieu de croire exacts. Depuis 1831, les *patriotes* voulant savoir à quoi s'en tenir sur l'état de l'opinion et s'entendre sur les moyens à employer pour réussir mieux une seconde fois que la première, organisèrent d'abord dans les principales localités,

puis dans tous les villages, des comités spéciaux en rapport avec le comité central établi à la Chaux-de-Fonds. Les comités spéciaux, chargés avant tout de procurer des adhérens à la république, devaient en outre chaque année rendre compte au comité central du résultat de leurs efforts; ils avaient un carnet où ils inscrivaient tous les individus appartenant décidément au parti républicain; c'était la première classe; une seconde classe comprenait les douteux, une troisième, les royalistes prononcés. Au moyen de ces carnets, le comité central s'est convaincu que de 1830 à 1836 la cause républicaine n'a fait aucun progrès dans la population neuchâteloise; elle gagna passablement de terrain de 1836 à 1842. Elle en perdit et devait en perdre beaucoup à cette époque, qui fut celle du voyage du Roi et de la Reine. LL. MM. rivalisèrent de bonté, de grâce, d'affabilité; elles furent souvent, on peut le dire sans exagération, sublimes de simplicité. Le voyage de 1819 avait fortifié dans le pays les principes monarchiques; celui de 1842 les fortifia davantage encore, quand ce n'eût été que parce que la Reine, la meilleure des Reines, était de ce second voyage. Plusieurs Neuchâtelois, dont les sentiments politiques étaient auparavant peu favorables à nos institutions monarchiques, reconnurent franchement en cette occasion qu'ils s'étaient trompés, et promirent solennellement qu'à l'avenir ils fraterniseraient de cœur avec les amis du Roi. Plusieurs aussi, sans faire explicitement un tel aveu et une telle promesse, crièrent avec nous et aussi fort que nous *Vive le Roi!* *L'homme* leur avait fait aimer *le Roi*. Le voyage de Frédéric-Guillaume IV dans sa Principauté était bien propre à rappeler aux Neuchâtelois celui du prince Henri II de Longueville: mêmes traits d'esprit et de cœur, même bonté et sensibilité, même simplicité et absence d'étiquette. On peut présumer, par la ressemblance des caractères, que ces deux princes avaient quelque rapport aussi dans l'expression de la

physionomie et du regard. Après avoir raconté, dans la première partie de cet ouvrage, la plus belle des scènes du séjour du Prince Henri dans sa Principauté, j'ai ajouté : » Quel Neuchâtelois aurait pu demeurer les yeux secs, à l'ouïe de semblables paroles, dont le commentaire était dans tous les actes du Prince? Et qui pourra s'étonner que les conseillers de la Bourgeoisie se soient écriés : Monseigneur! Monseigneur! nos biens et nos vies sont à vous et aux vôtres à toujours. — Les successeurs de Henri II furent au bénéfice de ces serments spontanés.» On peut dire quelque chose de tout pareil des témoignages réciproques, équivalant à des serments, que se donnèrent, en 1842, le royal Prince et ses sujets. Il n'y avait donc pas moyen de penser alors à une révolution. Ce ne fut qu'en 1846, lors de la grande question des Jésuites, que la cause royaliste fut abandonnée par un assez grand nombre de ses anciens partisans : bien des têtes, dans le canton de Neuchâtel, ainsi que dans tant d'autres, furent comme saisies dès-lors d'un esprit de vertige : les Jésuites faisaient sur elles l'effet de fantômes. Le comité central se crut assuré de la majorité au nouvel-an 1848; de ce moment il décida la révolution, et s'imagina même pouvoir en fixer à-peu-près l'époque. Les républicains neuchâtelois donnèrent ainsi une preuve de plus de la puissance des comités politiques qui s'étendent comme un vaste réseau sur tout un pays (on a vu plus récemment à Berne deux exemples frappants de cette puissance).

Les principales mines que les républicains neuchâtelois firent jouer contre l'édifice de nos institutions monarchiques, furent les journaux radicaux de la Suisse; en toute première ligne *l'Helvétie* et *la Suisse*, dont les fondateurs parurent avoir pour principal but de nous révolutionner. Le second de ces journaux, qui se pose maintenant comme journal conservateur! aiguillait et lançait journellement contre nous, à la fin de 1847 et au commencement de 1848, les traits les plus em-

poisonnés du radicalisme. Un grand nombre d'exemplaires en étaient répandus *gratis* dans maintes localités du pays, en particulier au Val-de-Ruz ; on n'a pas besoin de demander aux frais de qui. Le gouvernement du Roi était tellement inquisitorial, arbitraire et tyrannique, que c'étaient ses propres facteurs qui portaient à leur adresse ces feuilles incendiaires.

Depuis plusieurs mois avant le 1^{er} mars, presque dans tous les n^{os} de *la Suisse*, qui nous accordait un intérêt tout particulier, il y avait des articles *Neuchâtel*, et même très-long. J'en citerai quelques-uns à l'appui de mes observations sur ce journal, et pour le faire connaître à ceux de mes lecteurs qui ne le lisaient pas.

9 janvier 1848. « On nous écrit de Boudry : Comme ceux de nos compatriotes qui ont eu connaissance de la requête adressée au roi de Prusse par les quatre bourgeoisies, pourraient en inférer que la majorité des habitants de notre petite ville sont Prussiens jusqu'à *la cadenette*, et qu'il leur importe beaucoup de les désabuser à cet égard, veuillez donner place dans les colonnes de votre estimable journal aux explications suivantes dont je garantis la véracité :

» Dès le mois d'octobre dernier, le gouvernement de Neuchâtel se mettait en mesure, sinon de conjurer l'orage que, dans sa pusillanimité, et sans doute aussi dans la conscience de son *administration toute paternelle*, il croyait à chaque instant devoir crever sur sa tête..... etc.»

« Pourquoi ne punirait-on pas Neuchâtel, parce que son *souverain* est le roi de Prusse ? — « Tout est à refaire dans ce canton, depuis la base jusqu'au sommet. Notre oligarchie, en nous faisant donner en apanage à Berthier, a fait sonner bien haut le bienfait qui en résultait pour nous. Si nous avions été annexés à l'empire français,..... nous aurions eu les codes français,..... l'abolition des dîmes, des bourgeoisies et de tous ces vieux oripeaux avec lesquels on chatouille

encore la vanité neuchâteloise Les assassinats tolérés qui viennent d'avoir lieu dans nos montagnes, sont la répétition des scènes sanglantes de 1831 et 1832..... L'assassin de Polybe Nicolet a été décoré; ce fait seul vous indiquera comment se rend la justice dans ce bon pays de Neuchâtel.»

« La moitié des citoyens du pays prête cet abominable serment qu'on exige de tout fonctionnaire, et qui consiste à prendre l'engagement d'être espion et délateur.» — « Il faut, avant de songer sérieusement à une révolution, mûrir le peuple neuchâtelois, lui ouvrir les yeux sur les imperfections de son organisation politique, religieuse et judiciaire, comparer ce qui existe à Neuchâtel avec ce que nos voisins possèdent, faire ressortir les vices de nos lois, si toutefois nous en avons, la contradiction de nos coutumes surannées, la position illégale de notre clergé, la confusion des pouvoirs politiques et religieux, les attributions exorbitantes conférées à nos maires, qui sont tout à la fois les hommes du gouvernement, ceux des communes, et, si je ne me trompe, les accusateurs publics, enfin l'absurdité des bourgeoisies.» — « Notre peuple neuchâtelois sent qu'il est mal à l'aise dans les liens dont on l'a garrotté; mais il ne sait par où commencer dans ce cahos qu'on appelle le gouvernement de Neuchâtel.»

Ces citations ne sont prises que des onze premiers numéros de *la Suisse*, en 1848. On me dispensera d'en faire d'autres: les précédentes suffisent pour montrer comment *la Suisse*, qui semblait avoir pris pour devise la fameuse maxime: *Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose*, préparait notre révolution, et faisait la palette de quiconque voudrait à l'avance y coopérer. Une fois notre révolution opérée, *la Suisse* ne s'est plus guère occupée de nous: elle avait satisfait aux engagements sans doute pris par elle; la partie gagnée, elle jeta les cartes du jeu.

Bien des mauvais livres, également répandus dans notre pays, préparèrent et favorisèrent l'action dissolvante et désorganisatrice de *l'Helvétie*, de *la Suisse* et autres mauvais journaux; je citerai entr'autres le *Juif errant* et *l'Histoire suisse de Zschokke*. On se souvient du magnifique présent que les radicaux du Val-de-Saint-Imier envoyèrent à l'auteur du roman que je viens de nommer: ils comprenaient à merveille de quelle valeur était pour eux un tel auxiliaire. Ce livre, dont l'auteur faisait sortir de terre et descendre des nuages des armées de Jésuites, de Rodins, à robes longues et à robes courtes, a eu certainement une grande influence sur les dernières révolutions de la Suisse en général, des cantons occidentaux en particulier. Le *Juif errant* a été répandu en Suisse dans les deux langues et sous toutes les formes, sous celles de feuilletons, comme sous celles de volumes; le *Nouvelliste* et *l'Helvétie* l'ont donné tout entier dans leurs feuilles, si je ne me trompe. Et ses lecteurs n'avaient pas toujours besoin d'aller l'acheter ou l'emprunter chez les libraires. Pour combien de Suisses, à cette époque, le monde ne comptait que deux classes d'hommes, les Jésuites et les radicaux! les Jésuites hypocrites, fourbes, suppôts des enfers, et les radicaux désintéressés, loyaux, modèles de vertus civiques. Et Eugène Sue pouvait se vanter d'avoir singulièrement contribué à accréditer une semblable manière de voir.

Assurément tout n'est pas faux dans le *Juif-errant*: il y a des reproches et de graves reproches à faire aux Jésuites; il y en a aussi à faire aux classes supérieures. Mais il exploite incessamment un fait, en partie vrai, au profit des passions populaires et souvent de l'impiété. La basse continue de son ouvrage est sur ce thème, qu'il reproduit sous toutes sortes de formes: les péchés, les vices, les crimes, la bassesse des hautes classes, du haut clergé (surtout des Jésuites), et les hautes vertus, la noblesse, le désintéressement, la générosité des classes inférieures, du peuple travailleur. A l'entendre, c'est

exclusivement chez ces classes-ci qu'il y aurait des vertus. Assurément ce n'est pas moi qui nierai les vertus *du peuple travailleur* : il en a souvent de très-grandes que j'ai maintes fois admirées. Mais dans l'appréciation des mérites et des torts respectifs des diverses classes de la société, il faut savoir tenir une balance égale, ce que ne fait point Eug. Sue. Son ouvrage, écrit avec une éblouissante magie de style et une remarquable simplicité d'expression qui le met à la portée de tout le monde, a pour but et doit avoir pour effet de créer chez les inférieurs un esprit de défiance, de jalousie, de mécontentement envers les supérieurs, et dans la famille, et dans la société civile, et dans l'église, par conséquent un déplorable esprit d'insubordination et de révolte. Je me bornerai à un petit nombre de citations à l'appui de ce que j'avance.

« On avait beau lui dire (au soldat Dagobert) : Mais ton Empereur fait de toi de la chair à canon. — Bah ! un autre ferait de moi de la chair à misère, répondait le peuple, qui n'est pas bête, j'aime mieux le canon, et risquer de devenir capitaine, colonel, maréchal, roi... ou invalide, ça vaut encore mieux que de crever de faim, de froid et de vieillesse sur la paille d'un grenier, après avoir travaillé quarante ans pour les autres.... » — « Artisan voué aux privations, à la misère, dit le Juif errant ⁽¹⁾, le malheur m'avait rendu méchant. Oh ! maudit, maudit soit le jour où pendant que je travaillais, sombre, haineux, désespéré, parce que, malgré mon labeur acharné, les miens manquaient de tout... le Christ a passé devant ma porte ! Poursuivi d'injures, accablé de coups, portant à grand'peine sa lourde croix, il m'a de-

(1) Selon les légendes, le Juif errant, appelé quelquefois Ahasvérus, était un pauvre cordonnier de Jérusalem. Le Christ, portant sa croix, passa devant la maison de l'artisan et lui demanda de se reposer un instant sur un banc de pierre situé près de la porte. — *Marche... marche*, lui dit durement le Juif en le repoussant. — *C'est toi qui marcheras jusqu'à la fin des siècles*, lui répondit le Christ.

mandé de se reposer, un moment, sur mon banc de pierre... Son front ruisselait, ses pieds saignaient, la fatigue le brisait... et avec une douceur navrante, il me disait : Je souffre!... — Et moi aussi je souffre, lui ai-je répondu en le repoussant avec colère, avec dureté, je souffre, mais personne ne me vient en aide... Les impitoyables font les impitoyables!.. Marche!... Marche!... » — « Ainsi que le premier homme a, par sa chute, voué sa postérité au malheur, on dirait que moi, artisan, j'ai voué les artisans à d'éternelles douleurs, et qu'ils expient mon crime : car eux seuls, depuis dix-huit siècles, n'ont pas encore été affranchis. Depuis dix-huit siècles les puissants et les heureux disent à ce peuple de travailleurs... ce que j'ai dit au Christ implorant et souffrant : *Marche... Marche...* Et ce peuple, comme lui brisé de fatigue, comme lui, portant une lourde croix... dit, comme lui avec une tristesse amère : Oh ! par pitié... quelques instants de trêve... nous sommes épuisés... — *Marche !!*

— « Mais si nous mourons à la peine, que deviendront et nos petits enfants, et nos vieilles mères ? — Marche... marche... »

« Et depuis des siècles, eux et moi nous marchons et nous souffrons, sans qu'une voix charitable nous ait dit : *assez !!!* »

« Oui, une société ainsi organisée, qu'elle tolère ou qu'elle impose tant de misères, perd le droit de blâmer les infortunées qui se vendent non par débauche, mais presque toujours parce qu'elles ont froid, parce qu'elles ont faim.... »

« Sans doute, tu prêches dans tes vers le saint amour du travail, mais tu déplores douloureusement le sort injuste des pauvres travailleurs voués sans espérance à toutes les misères de la vie... »

« Que de dévouements ignorés chez ces obscurs et dignes curés de campagne si inhumainement traités et tenus sous un joug impitoyable par leurs évêques!... »

« Quelle idée avez-vous, dit Adrienne, de tant de pauvres filles du peuple, ... qui vivent honnêtes et fières dans leur

détresse? — Le vice et la vertu n'existent pas pour ces canailles-là!... s'écria M. le baron Tripeaud, avec une expression de courroux et de mépris hideux.... »

« Lors des temps de troubles politiques ou des agitations causées dans les classes laborieuses par un chômage forcé ou par l'injuste réduction des salaires que leur impose impunément la puissante coalition des capitalistes, etc.... »

« Il y a du prêtre.... dans tout ceci, » dit le soldat Dago-bert, qui ne peut s'expliquer une trame odieuse, un abus de confiance révoltant, dont il vient d'avoir connaissance et va être victime. »

Ces citations n'appartiennent qu'aux trois premiers des 10 vol. du *Juif errant*. Les volumes suivants m'en eussent fourni bien d'autres. A l'appui de ce que j'ai avancé que cet ouvrage avait beaucoup contribué aux mouvements et révolutions suisses de 1845 à 1848, j'ajouterai qu'il a paru en 1844. Il y a maintenant dans la plupart des cantons suisses des bureaux, succursales d'une librairie de Lausanne, qui sont chargés de faire parvenir aux destinataires, par livraisons du prix d'un batz, les *Mystères du peuple*, frère jumeau du *Juif errant*. Il nous est pénible de dire que c'est dans notre pays que cette spéculation rend le plus. Cela ne donne-t-il pas la mesure du succès qu'a dû y avoir le *Juif errant* ⁽¹⁾.

Un autre ouvrage, j'allais presque dire un autre roman, a eu en Suisse une plus grande influence encore que celui d'Eug. Sue et depuis bien plus long-temps, sous le rapport

(1) Parmi les ouvrages qui ont fait beaucoup de mal dans notre pays, comme presque partout, j'aurais dû citer les *Paroles d'un croyant*, dont le danger était singulièrement augmenté par la manière dont il est écrit: peu de livres le sont dans un style plus populaire. Dans quelques paroisses du pays (à A..., par exemple), cette brochure a été, à une certaine époque, distribuée au prix coûtant, à prix réduit, et même gratuitement d'après les circonstances. — Quelques-uns de mes lecteurs ne manqueront pas de faire la réflexion que c'étaient là les trois modes de distribution employés par la Société biblique, qu'on imitait ainsi pour faire le mal et répandre des poisons!

de l'altération du sens politique : c'est l'*Histoire de la nation Suisse* de Zschokke. Jamais on ne pourra savoir tout le mal qu'il a fait à sa patrie adoptive par ses faux points de vue. Deux choses surtout ont contribué à déguiser le poison de ses enseignements politiques, sa modération et son caractère. Il écrit sans doute sous la dictée de la passion ; mais il n'y paraît pas dans la forme : son style n'est point passionné ; la plus sévère raison semble présider à la composition de ses ouvrages ; vous ne vous défiez pas des pièges tendus le long du chemin par lequel il vous conduit. Vous vous en défiez d'autant moins que le guide est un honnête homme, un homme de bien : la justice impartiale veut que ce témoignage là lui soit rendu. A l'époque de la république unitaire, le Directoire helvétique lui confia diverses missions, dans lesquelles il montra beaucoup d'humanité. Comme époux et père de famille, il méritait l'estime publique. Hélas ! il n'y a que les hommes de bien qui soient dangereux (mes lecteurs ne se méprendront sans doute pas sur ma pensée). Ce qu'il y avait de mauvais dans ses principes, acquérait une valeur d'emprunt de ce qu'il y avait de bon dans sa personne.

Avec quelle partialité il a écrit son *Histoire Suisse* ! Il ne dit pas un mot, non pas même un seul mot du grand avoyer Steiger, qui luttait, pour la cause de l'ordre, à la tête des conservateurs, et que la postérité appellera peut-être *le dernier des Suisses*, comme Philopœmen a été appelé le dernier des Grecs. En revanche, il ne saurait assez parler ni dire assez de bien de Chenaux, qui, s'étant révolté contre le gouvernement de son pays, avait marché sur Fribourg à la tête de 2500 paysans : « Son caractère droit et ferme, ainsi s'exprime sur son compte l'historien, l'avait fait chérir du peuple.... Se voyant trompé dans son attente, le peuple des campagnes pleura l'homme généreux, mort victime de son patriotisme. Chaque jour la tombe de Chenaux était entourée de gens en prières... Rien ne put arrêter la dévotion recon-

naissante du peuple. » Et lorsque Zschokke trace l'histoire de la fin de la Confédération, il se plaît à rappeler encore Chenaux, pour dire : « Fribourg reconnut aussi que l'heure était venue où allait régner cette liberté pour laquelle le sang de Chenaux avait coulé. » Et pas le moindre mot de blâme prononcé sur le citoyen rebelle ! C'est là, entre maint autre, un exemple de la justice distributive de l'auteur de l'ouvrage intitulé *Histoire de la nation Suisse*. Quand il a à juger des différends élevés entre les gouvernants et les gouvernés, c'est presque toujours en faveur de ceux-ci qu'il fait pencher la balance. Il semble avoir pris pour devise la maxime ancienne *vox populi, vox Dei* (la voix du peuple est la voix de Dieu); il oublie complètement une autre maxime ancienne, *argumentum pessimi turba est* (la multitude est le signe de ce qu'il y a de pire). Pour tout historien impartial, ces deux maximes se modifient l'une par l'autre.

Ouvrez, pour ainsi dire au hasard, l'ouvrage de Zschokke; vous y verrez la confirmation du jugement que nous venons d'en porter.

Le titre même du dernier chapitre des éditions qui ont précédé celle de 1839, est une injustice envers les gouvernements de la Suisse : *Nouvelle décadence de la Suisse* (de l'an 1815 à l'an 1829).

Dans ce chapitre se lisent les jugements suivants : « Beaucoup de citoyens regrettèrent les droits dont la trahison, l'astuce ou les terreurs du pouvoir avaient, en tout ou en partie, dépouillé le peuple, au profit de villes ou de familles privilégiées. — Les hommes du pouvoir n'écoutèrent que les promesses de l'avenir et la voix de l'ambition : ils venaient de se garantir les prérogatives gouvernementales par une assurance mutuelle, rédigée en forme de pacte fédéral. — Autant les chefs des vingt-deux petites républiques s'entrecombattaient opiniâtement, quand il s'agissait de sacrifices pour le bien général de la nation, autant ils se montraient

dociles aux invitations des cours étrangères, quand ils entrevoient un avantage pour eux ou pour leurs familles. — Lorsque les fondateurs couronnés de la Sainte-Alliance demandèrent qu'on mît un frein à la liberté de la presse, les gouvernements se hâtèrent, avec une condescendance irréfléchie, d'accomplir ce vœu selon leur cœur. Pour cette fois ils n'eurent pas de peine à s'entendre. — La *Société suisse d'utilité publique* était suspecte aux gouvernements, parce qu'elle se dévouait aux intérêts du peuple. »

Dans l'*Appendice* de l'Histoire de la nation Suisse, on trouve le même esprit, et même renforcé, des phrases telles que celles-ci : « La majorité des peuplades de la Suisse seraient volontiers entrées dans la carrière des améliorations ; mais les gouvernements trouvaient douce la jouissance du pouvoir sous la protection de la Sainte-Alliance. Ils se crurent plus forts de la force étrangère que de l'amour et de l'approbation de citoyens libres. — A Berne, alors directoire fédéral, la noblesse de la ville hésitait encore à sacrifier des prérogatives révolutionnairement conquises, seize années auparavant, sous la protection de l'étranger et à l'aide de ses artifices. — Aux hommes habitués depuis longues années à la domination ou à la servilité, ou qui, honorant peut-être dans le secret de leur cœur la dignité d'un peuple libre, en avaient indignement trahi la cause, il ne restait d'autre consolation que de décrier avec une rage effrénée, mais impuissante, le réveil du peuple. Ils soulagèrent leurs cœurs par des railleries et des insultes : tavernes, églises, salles de conseil, brochures, journaux, partout ils érigèrent leurs tribunes. »

Et quand Zschokke raconte comment les citoyens de plusieurs cantons, parmi lesquels Vaud, changèrent leurs constitutions en 1831, il les représente comme *ayant suivi une marche légale et n'ayant point renversé intempestivement l'ordre établi*. Il y a là plus d'un petit oubli, par exemple, celui des bâtons au moyen desquels les mécontents du pays de Vaud

chassèrent un beau jour leurs gouvernants. Ces bâtons n'ont rien d'ignoble pour M. Zschokke : contre des gouvernements *aristocratiques* tout n'est-il pas permis, même ennobli ?

Mais ce sont surtout les gouvernements de Bâle et de Neuchâtel qui tombent sous la plume acérée de l'historien : « Bâle, dit-il, pleine de morgue dans le sentiment de son droit rigoureux ou de la victoire, oublia que l'épée de la justice ne guérit pas les blessures faites par la discorde. L'opiniâtre dureté de Bâle envers les habitants de la campagne, coupables seulement d'avoir voulu recouvrer d'anciens droits, à l'égal de beaucoup de confédérés, alluma une violente haine contre cette cité parmi le peuple d'autres cantons.... La ville éleva en hâte de nouvelles fortifications, et renforça la garnison par l'enrôlement de soldats mercenaires. Les dédains, les insultes augmentèrent avec le sentiment de la sécurité. Pour défendre son droit on se livra à des injustices..... Poussée à bout, la campagne prit l'attitude de la résistance ouverte... Du haut des montagnes et du fond des vallées, le tocsin fit accourir un peuple animé par la vengeance et par la liberté; méprisant les blessures et la mort, il repoussa les hordes exercées dans les armes, jusqu'aux portes de la ville qui les soldait..... Le 6 avril, la horde salariée arriva nuitamment à Gelterkinden. — Les Bâlois avaient fait une sortie hostile contre la campagne.... En petit nombre, mais animés d'un courage digne des combats que la Suisse livra pour sa liberté, les habitants de la campagne se trouvèrent là, et firent voler la mort et l'épouvante dans les rangs des Bâlois. »

Dans tout ce morceau, pas un mot de blâme contre une population révoltée, qui, à l'abri et en embuscade dans une forêt, décime à coups de fusil les troupes envoyées par son gouvernement légitime; tout le blâme est réservé pour ce gouvernement, qui pourtant est dans tout son droit en voulant faire rentrer dans le devoir des rebelles; les troupes du

gouvernement sont flétries du nom de *hordes* ; celles des révoltés sont *un peuple animé par la vengeance et par la liberté*. Peu s'en faut que Zschokke ne les appelle, dans cette page, des héros : l'idée y est, si le mot n'y est pas. De même, si l'affreuse maxime des révolutionnaires, *l'insurrection est le plus sacré des devoirs*, n'y est pas en toutes lettres, la pensée y est bien.

Je me suis étendu sur le compte de cet historien, parce que je l'envisage comme l'écrivain qui a eu le plus d'influence sur les dernières révolutions de la Suisse, sur celle de Neuchâtel peut-être plus que sur toutes les autres. Son ouvrage est parfaitement écrit et d'un grand intérêt ; aucun manuel d'histoire suisse de quelque valeur n'existait avant le sien ; il a trouvé comme une place vide qu'il a eu l'habileté de prendre. Pour combien d'écoles et d'établissements d'éducation, *l'Histoire de la nation suisse* est devenue un ouvrage classique, dans l'original, pour la Suisse orientale, dans l'excellente traduction de M. Monnard, pour la Suisse occidentale ! Elle était admise dans cinq des principales écoles de notre pays, en particulier au Locle et à la Chaux-de-Fonds. Et quand on demandait aux membres des commissions d'éducation, comment on avait pu adopter cet ouvrage, ils répondaient : Nous n'en connaissons pas d'autres à y substituer. Heureusement, et grâce à l'appel de la Société d'Emulation patriotique, auquel il a été répondu au delà même de son attente, on ne pourrait plus faire maintenant une telle réponse.

L'ouvrage de Zschokke devait faire d'autant plus de mal dans nos écoles, que l'édition de 1839 contenait le récit des événements qui s'étaient passés, en 1831, dans le canton-principauté, et que ce récit trahissait la plus odieuse partialité : on en jugera par la citation suivante : « Ceux (des insurgés) qui avaient sauvé leur vie par la fuite, furent bannis. Les prisonniers de guerre expièrent leur entreprise dans

des cachots malsains, ou par de grosses amendes, ou traînés dans des forteresses étrangères, contre le droit des gens; d'autres subirent d'autres punitions. Des innocents même, sur de simples soupçons, furent abandonnés aux mauvais traitements des persécuteurs. La justice d'un gouvernement sage fut remplacée par la vengeance du parti victorieux.» Pour qui connaît les faits, suis-je allé trop loin en voyant une odieuse partialité dans un tel récit? Outre Rœsinguer, quel prisonnier de guerre a été *traîné* dans des forteresses étrangères? Le pluriel (*traînés*) est donc une erreur malveillante. Et l'auteur oubliait-il donc que Rœsinguer avait été pris les armes à la main? Eût-il trouvé plus humain de le mettre à mort, suivant le droit de la guerre de tous les pays du monde?

Quant à la manière dont l'auteur parle des mauvais traitements infligés aux prisonniers de guerre, j'y répondrai simplement en transcrivant l'article suivant que j'insérerai dans le *Constitutionnel neuchâtelois*, du 24 Décembre 1831 : « *On répand de nos côtés, dit une lettre du canton de Vaud reçue hier, les bruits les plus fâcheux sur les mauvais traitements qu'éprouvent les prisonniers qui sont à Neuchâtel; on dit qu'ils sont accablés d'outrages, qu'ils sont renfermés dans des cachots infects, privés d'air et de nourriture suffisante, etc.* » Voilà les bruits qu'on se plaît à répandre et à accueillir; et voici ce que je viens de voir et d'entendre. Cinquante-deux prisonniers se trouvent dans un même local; mais ce local est vaste, point humide et bien aéré; il a 33 pieds de longueur, 26 de largeur et 10 de hauteur moyenne. Je leur ai demandé s'ils avaient quelque plainte à faire sur la manière dont ils étaient traités : « Pas d'autres, m'ont-ils répondu, si ce n'est que nous sommes un peu trop nombreux, que nous n'avons pas assez de paille, et que nous aimerions avoir une ou deux couvertures de plus; nous avons assez chaud, nous avons assez à manger et une bonne nourriture. » Un seul s'est plaint

du manque de nourriture ; il paraît qu'il a un appétit démesuré ; s'ils avaient demandé plus tôt de la paille et des couvertures , on se serait empressé de leur en fournir , mais ils n'avaient pas fait à cet égard la moindre plainte. Une heure après ma visite , ils avaient la paille qui leur manquait ; et l'on vient de charger le concierge de leur procurer les couvertures qu'ils demandaient. On aimerait beaucoup à avoir un local plus vaste encore à donner à ces cinquante-deux prisonniers ; mais il est facile de comprendre qu'on est très-embarrassé à trouver pour tous, dans ces premiers moments, une place aussi commode qu'on la désirerait. Les autres prisonniers sont dans des chambres , en aussi petit nombre que possible. Il y en a onze dans une première chambre, onze dans une seconde, cinq dans une troisième, deux dans une quatrième , et un épileptique tout seul dans la sienne. Tous ceux-ci m'ont dit qu'ils étaient parfaitement bien, qu'ils n'avaient absolument rien à demander de plus que ce qu'on leur donnait ; et l'épileptique a ajouté, les larmes aux yeux, qu'on le traitait comme l'enfant de la maison. Les plus marquants des prisonniers (au nombre de 5) ont chacun leur chambre à part ; l'un d'eux a demandé un poêle de fer-blanc qu'on lui a donné ; on a accordé de la lumière à deux autres. » Si Zschokke vivait encore, ne serais-je pas autorisé à lui dire, dans la langue savante : *Mentiris impudentissime?* Je terminais l'article précédent par l'interrogation suivante : « Cet article sera-t-il copié par le *Nouvelliste*? » A quoi M. Monnard, qui, si je ne me trompe, était l'un des rédacteurs du journal vaudois, a en quelque sorte répondu en traduisant, sans la moindre petite note, l'article calomnieux de Zschokke.

Et voilà les calomnies que l'on inculquait dans l'esprit des jeunes gens de la localité la moins royaliste du pays et la plus opposée à la fois au gouvernement du pays et à sa capitale ! Il est facile de comprendre comment ces semences dangereuses trouvaient là un terrain favorable à leur déve-

loppement, comment c'était là une nouvelle matière combustible ajoutée à tant d'autres. Je suis persuadé que maint insurgé de la Chaux-de-Fonds, élevé à l'école et dans les principes de Zschokke, aura cru faire une œuvre méritoire, patriotique, que sais-je ? héroïque même, en poussant à la révolution et en marchant en armes contre la capitale et le gouvernement de son pays !

Partout, ou presque partout, la seconde ville d'un État a créé pour lui des embarras et des dangers. Voyez Cologne pour la Prusse, Leipzig pour la Saxe ; surtout, en Suisse, Berthoud pour le canton de Berne, Winterthour pour le canton de Zurich, Liestall pour le canton de Bâle, ... la Chaux-de-Fonds pour la Principauté de Neuchâtel. Il y avait dans ce dernier pays quelque chose de singulièrement anormal, quelque chose qui ne se voyait nulle part ailleurs, et à quoi on n'a pas assez pris garde, c'est à savoir une ville (ou village) ayant une population double de celle de la capitale du pays. C'était là une tentation pour l'une et un danger pour l'autre, surtout à une époque comme la nôtre, où les influences numériques sont prédominantes.

Et, en outre, de quelle population se composait en majorité celle de la Chaux-de-Fonds ? d'étrangers appartenant à divers pays et particulièrement à la Suisse.

Les étrangers ! ah ! voilà un mot qui sonne mal aux oreilles des royalistes Neuchâtelois : leur révolution a été essentiellement le fait de l'étranger. Parmi les étrangers qui habitent notre pays, il en est un certain nombre qui se sont montrés et se montrent encore aussi bons Neuchâtelois, aussi attachés à nos anciennes institutions que nous-mêmes : ce sont assez généralement ceux qui ont des propriétés dans notre pays, ou qui, sans y être propriétaires, y demeurent de pères en fils ; ce ne sont pas des étrangers pour nous. Honneur à eux ! mais ils ne sont pas la majorité des *habitants*, ils n'en sont guère que le tiers. Le parti républicain

se compose essentiellement d'une population étrangère et flottante, qui n'est attachée au pays ni par les traditions et les souvenirs, ni par la propriété, ni par les liens de famille.

Qui sait combien il y avait de propagandistes allemands, français ou autres parmi les hommes qui se sont montrés au 1^{er} Mars! sans parler de ceux qui seront demeurés cachés. Qui sait si tel des plus influents n'était pas de longue date parmi nous, aux fins (je me sers à dessein d'une expression du barreau) aux fins de reconnaître les endroits faibles du pays et de mieux en préparer la révolution?

Les Neuchâtelois ont enregistré cette parole que le premier ministre de Louis-Philippe, M. Guizot, a prononcée *deux fois* à la tribune (elle n'était donc pas tombée par mégarde de sa bouche): « Les révolutions suisses ont été faites par la France et pour la France. »

L'histoire jugera cette parole, comme le fait même qu'elle exprime a été jugé par ses conséquences. Louis XVI, pour avoir aidé la révolte des Américains, a perdu la vie, et Louis-Philippe, sa couronne, pour avoir révolutionné la Suisse. « Nous avons été vaincus à Gislikon, » a dit Montalembert à la tribune des Chambres françaises. Vaud a vaincu la France, et Druey, Louis-Philippe. Cette thèse ne paraîtra paradoxale qu'à quiconque n'est pas à la suite des événements de cette époque, et ne réfléchit pas à l'enchaînement des causes et des effets. Il était assez naturel qu'un gouvernement issu d'une révolte, comme celui de Louis-Philippe, cherchât à s'entourer de gouvernements également révolutionnaires; mais c'était là une politique à courte vue, une politique à la manière de celle de Thémistocle et non d'Aristide: injuste et déloyale, elle ne pouvait être que momentanément utile. Je prie le lecteur de me pardonner cette courte digression, que j'ai cru pouvoir me permettre.

Que le mot de Guizot exprime un fait réel, c'est ce dont, je pense, personne ne doute maintenant; comme personne

ne doute non plus que, de 1845 à 1847, le rival de Guizot, Thiers, n'ait soutenu le mouvement révolutionnaire en Suisse, simplement dans l'intérêt de sa position parlementaire. Que si la France, en 1831, a révolutionné les cantons Suisses, croyant y voir son intérêt, elle devait à bien plus forte raison chercher à combattre, dans la Principauté de Neuchâtel, non-seulement le principe conservateur, mais encore celui de la plus stricte légitimité monarchique, dont Neuchâtel était le seul représentant en Suisse.

Je vais citer un fait qui contribuera singulièrement à prouver que la France a eu la main, ou du moins a été pour quelque chose, dans le mouvement insurrectionnel d'une partie de la population du pays de Neuchâtel, en Septembre 1831 ⁽¹⁾.

Le 13 Septembre, jour de l'occupation du château par les insurgés, un de mes amis me présenta au maréchal Morthier, qui s'entretenait avec lui de cette occupation. Je me mêlai à leur conversation. « Tout est allé pour le mieux, dit le maréchal : on a bien fait de laisser entrer les insurgés, qui ne tarderont pas à sentir qu'ils ont fait une sottise : ils quitteront d'eux-mêmes le château ; et l'ancien gouvernement reprendra en main les affaires. » Ce langage dans la bouche d'un maréchal de France me parut tellement étrange, que je pris congé à l'instant de celui qui le tenait, me disant en moi-même : Tu n'es pas plus le maréchal Morthier, que je ne suis le grand Turc. Je voulus pourtant en avoir le cœur net : j'allai m'informer dans les principaux hôtels, si le maréchal Morthier y avait logé. Personne n'y avait entendu parler de lui ; et même il n'a jamais été à Neuchâtel. L'in-

(¹) Les habitants du Val-de-Travers n'apprirent le succès des insurgés et leur entrée au château que dans l'après-midi du 13 Septembre, tandis que des Neuchâtelois, domiciliés à Paris, l'apprirent dès les six heures du matin du même jour, en lisant les journaux imprimés pendant la nuit. Cette nouvelle donnée *prématurément* par les journaux de Paris, n'avait-elle pas quelque chose de bien significatif ?

dividu qui se faisait passer pour ce maréchal, lui ressemblait par sa stature colossale; et, à la faveur de cette ressemblance, il se donnait pour ce qu'il n'était pas. J'appris depuis que le 13 Septembre, de grand matin, on l'avait vu (et sa taille, assez exceptionnelle pour être remarquée, ne pouvait donner lieu à une méprise) sur la grande route par laquelle les insurgés arrivaient à Neuchâtel. Je laisse aux lecteurs le soin de tirer la conséquence de ce récit.

Le chapelain de l'ambassade anglaise en Suisse, Timperlay, n'a-t-il point joué à notre égard, en 1848, un rôle semblable à celui que nous venons d'attribuer au *maréchal* Morthier? Il avait fait transporter sur notre lac sa chaloupe, qui a été vendue, quelque temps après, à l'enchère par ses créanciers. Sans doute il est venu *dans nos eaux* encore d'une autre manière. L'état où il a laissé ses affaires en quittant clandestinement la Suisse; sa conduite, maintenant tout-à-fait dévoilée, dans l'affaire du Sonderbund⁽¹⁾; la mission odieuse qu'il a acceptée immédiatement avant la journée de Gislikon, permettent bien de supposer, sans craindre de le calomnier, qu'il a fait aussi à Neuchâtel l'office de mauvais génie. Qui peut douter que son chef, R. Peel, nous ait été défavorable? Neuchâtel avait voulu garder une stricte neutralité dans la guerre fratricide que quatorze cantons firent à l'alliance des sept. Comment le représentant de l'Angleterre, qui sympathisait si fort avec le radicalisme suisse, ne nous en aurait-il pas voulu de ce que nous, nous sympathisions (sous le rapport du droit) avec les cantons attaqués?

La délibération du Corps législatif de Neuchâtel, du 29 octobre 1847, a été la cause immédiate de notre révolution, qui, de ce moment, on ne peut en douter, a été formellement résolue par le radicalisme suisse.

(¹) Voyez les ouvrages du duc de Valmi, de d'Haussonville et de Crétineau-Joly, qui tombent tous trois parfaitement d'accord sur ce fait, sans s'être copiés.

Cette séance a été une des plus honorables de notre histoire : Neuchâtel s'est conformé à la devise si connue, bien que si rarement pratiquée : *Fais ce que dois, advienne que pourra*. Neuchâtel avait toujours soutenu : 1^o le droit des cantons catholiques de choisir les instituteurs qu'ils voulaient pour la jeunesse de leurs écoles ; 2^o leur droit de s'unir par une alliance, non pas pour attaquer, mais uniquement pour se défendre contre ceux qui les attaqueraient, comme ils n'avaient que trop lieu de s'y attendre, après le coup de main tenté contre Lucerne par les corps-francs. Sept autres cantons n'avaient-ils pas fait à une époque récente, une alliance dix fois moins motivée ? Neuchâtel ne pouvait pas se déjuger lui-même, en envoyant son contingent contre des confédérés qu'il jugeait être dans leur droit : il eût cru l'envoyer commettre un assassinat, en quelque sorte un parricide, en l'envoyant attaquer les pères de la liberté helvétique.

Nous avons fait *ce que devions* ; il en est *advenu* notre renversement ; mais il est impossible qu'un tel *acte de foi* ne porte pas tôt ou tard bonheur au peuple dont il honore l'histoire :

Il est plus glorieux

De périr comme nous, que de vaincre comme eux.

(*Vép. Sicil.* de DELAVIGNE).

Si le Corps législatif de Neuchâtel n'a pas reculé devant les conséquences que pouvait avoir son vote courageux du 29 Octobre, le Conseil d'Etat n'avait pas reculé précédemment non plus devant celles que pouvait avoir sa manière de procéder dans l'affaire des sociétés secrètes (des communistes ou socialistes étrangers). De tous les cantons suisses, c'était peut-être celui de Neuchâtel où, proportion gardée de la population, elles étaient le plus nombreuses. Elles y faisaient le travail de la taupe, minant peu à peu notre sol. Elles

semblaient trouver quelque chose de piquant à s'attaquer de préférence au canton le plus conservateur de la Suisse, au seul Canton monarchique. Le gouvernement de Neuchâtel non-seulement éventa leurs mines, mais encore, par les renseignements qu'il donna au dehors, sur leurs trames et leurs affiliations, mit à même les autres gouvernements intéressés de se prémunir à temps contre les dangers qui les menaçaient de ce côté là. De ce moment, chacun put s'apercevoir d'un redoublement de haine et d'attaques de la part de tous les radicaux, et suisses et étrangers, contre la Principauté; attaques dans les clubs, dans les grands conseils, dans les pamphlets, dans les journaux. Neuchâtel était ainsi comme entre deux feux, feux des radicaux à l'intérieur et des radicaux à l'extérieur, feux qui se croisaient incessamment.

Des droits d'habitation si peu considérables qu'ils équivalaient presque à zéro, des *giets* ⁽¹⁾ de 10 batz par an, ou bien peu au delà pour des personnes qui, dans le canton de Vaud, par exemple, auraient payé un louis ou plus encore, facilitaient l'établissement d'un grand nombre d'étrangers dans notre pays. Et combien d'entre eux ont bien mal reconnu, en prenant les armes contre nous, les facilités qui leur étaient accordées, les faveurs qui leur étaient faites, dans notre pays.

Le chapitre des concessions faites, soit à l'intérieur soit à l'extérieur, doit occuper une assez grande place dans l'histoire explicative de notre révolution: « Oignez vilain, il vous poindra; poignez vilain, il vous caressera. » C'est surtout dans des temps de révolution que ce proverbe trouve son application: il l'a trouvée d'une manière frappante dans la nôtre. Les concessions faites aux révolutionnaires n'ont été pour eux que comme un terrain qu'on leur fournissait pour qu'ils pussent mieux dresser leurs batteries et préparer leurs attaques; loin d'en être reconnaissants comme d'actes de bonté,

(1) Expression neuchâteloise, synonyme de *droit d'habitation*.

ils n'y voyaient que des effets de la peur ou de la faiblesse. Au printemps de 1831, le Commissaire du meilleur des rois arrivait à Neuchâtel ayant mission de s'enquérir des vœux des peuples, et pleins-pouvoirs pour y accéder. Toutes les demandes, sans exception, furent accordées. Il semblait qu'on eût dû être satisfait et reconnaissant : la reconnaissance fut d'envahir à main armée le château de l'auguste bienfaiteur. Le bienfaiteur accorde une pleine et entière amnistie aux rebelles. Il semblait qu'ils auraient dû reconnaître la faveur d'une telle clémence par une fidélité à toute épreuve. La reconnaissance.... fut un nouveau soulèvement contre l'autorité du père du peuple ! Que de fois on a dû se souvenir à cette occasion de l'éloge que donne à l'ancien gouvernement de Berne le grand historien de la Suisse ! « Il accordait aux peuples ce qu'ils pouvaient légitimement demander, sans qu'ils le demandassent ; il le refusait, si on le lui demandait. » Je cite l'éloge, à cause de la leçon qu'il donne, sans examiner s'il n'est pourtant pas exprimé d'une manière trop absolue. De qui les partisans d'une union plus intime avec la Suisse obtinrent-ils l'incorporation de la Principauté dans la Confédération ? du Roi, qui mit ainsi entre les mains de républicains secrets, une arme dont ils se servirent contre lui.

Depuis long-temps, il faut le dire, un grand nombre de Suisses, non-seulement radicaux, mais encore conservateurs, se flattaient que Neuchâtel passerait à la république. En Septembre 1831, les troupes de la Confédération firent bien évacuer le château aux soldats de Bourquin ; mais de quelle manière ! Le chef de la commission qui, avant leur sortie, alla reconnaître les dégâts opérés par eux, traita de puissance à puissance avec le sous-lieutenant chef des rebelles, lui présenta, comme à une autorité, les membres de la commission en les désignant par leurs noms, et lui parlant chapeau bas. Lorsque les insurgés sortirent du château, les troupes de la Confédération leur présentèrent les armes ; et

quand elles évacuèrent à leur tour le château, on trouva, sur les murailles, dans les guérites, un peu partout, des inscriptions qui témoignaient de leurs dispositions peu favorables aux royalistes neuchâtelois. Des officiers suisses, dans telle localité du pays, permettaient aux insurgés de s'assembler plutôt qu'aux troupes fidèles. Le colonel Forrer était douloureusement affecté du rôle qu'on lui faisait jouer : on lui en a vu verser des larmes ; il a dû même dire qu'il en mourrait de chagrin : il mourut peu de temps après. Tous les Neuchâtelois ayant le sens monarchique, comprirent bien qu'encore une protection comme celle que nous accordait alors la Suisse, et c'en était fait de la Principauté ! Aussi un Neuchâtelois crut-il pouvoir faire alors un article de journal ayant pour titre ces mots : « Mieux vaut deux jours de guerre civile que deux mois d'occupation fédérale » ; aussi, lors de la seconde insurrection, celle de Décembre, Neuchâtel se garda-t-il bien de réclamer un semblable secours.

Toutes les concessions que Neuchâtel a cru devoir faire depuis à la Confédération, ont tourné contre lui ; celles de consentir que ses députés siégeassent en Diète avec Bâle-campagne séparée de Bâle-ville en dérogation au pacte fédéral ; que ses soldats cessassent de porter aux camps fédéraux la médaille de la fidélité ; que son bateau à vapeur, qui lui avait été enlevé contre le droit des gens, reparût sur son territoire ayant à bord des soldats chargés de se mettre en rapport avec le commissaire fédéral, Stokmar, et d'amorcer, d'accord avec lui, la révolution ; que des soldats vaudois, qui devaient rejoindre le gros de l'armée fédérale levée pour aller combattre les cantons du Sonderbund, passassent sur son territoire et violassent sa neutralité ; que trois cent mille francs lui fussent imposés, comme amende, pour avoir voulu, selon son droit et son devoir, demeurer strictement neutre. Si notre affaire devait s'engager, il eût sans doute mieux valu que ce fût dans l'un ou l'autre de ces cas qu'au 1^{er} Mars

1848, où la révolution s'était mieux préparée et avait bien plus de chances favorables. Toutes nos concessions ne servirent qu'à faire supposer aux radicaux suisses qui convoitaient la Principauté, qu'ils en auraient bon marché.

Ce mauvais vouloir des Suisses radicaux à l'endroit de Neuchâtel, s'explique de plus d'une manière, dont aucune n'est une justification. En dehors du point de vue politique, n'y en avait-il pas d'un autre genre pour un certain nombre d'entre eux ? La jalousie contre Bâle ne fut-elle pour rien dans la sévérité de plusieurs votes en diète, lors de l'occupation de cette ville par les troupes fédérales en 1833 ? N'a-t-elle été pour rien non [plus dans la disposition peu bienveillante de certains cantons à notre égard, ou au moins de certaines personnes influentes dans ces cantons ? Bien des Genevois n'ont-ils pas vu avec une certaine satisfaction des troubles qui pouvaient porter atteinte à la prospérité de nos Montagnes et à une industrie rivale de la leur ? Pourrait-on s'expliquer autrement qu'en 1831 un écriteau, indiquant le lieu où l'on s'enrôlait pour marcher contre Neuchâtel, ait été suspendu tout un jour devant une maison de Genève ? Le lendemain, l'écriteau dut disparaître : c'était une bonne influence qui succédait à une mauvaise.

Nous avons de bons amis dans le canton de Vaud ; mais combien de Vaudois ne sont guère disposés à nous pardonner la prospérité, plus grande que la leur, dont jouissent les Neuchâtelois et leur commerce plus considérable ! « Les Neuchâtelois n'avaient qu'à croire, disait un de nos voisins du canton de Vaud, les Neuchâtelois n'avaient qu'à croire qu'ils seraient les seuls qui ne seraient pas dans le pétrin ! »

Ceux des Suisses qui voulaient à tout prix nous révolutionner, avaient l'air de vouloir que nous fussions mieux. Nous n'étions que trop bien aux yeux de plusieurs. C'est ainsi qu'en entrant dans l'Erguel, les soldats Français disaient aux habitants de ce pays-là : « Nous ne venons que

pour votre bien. » En un sens, c'était parfaitement vrai, comme on ne tarda pas à le voir.

Un radical suisse, qui était fort réjoui de notre révolution, eut un jour la bonhomie de dire : « La Suisse a bien fait de désirer que Neuchâtel soit république ; mais que les Neuchâtelois eux-mêmes aient travaillé dans ce sens, étant heureux comme ils l'étaient, il faut qu'ils soient de grands imbécilles. »

Aussi n'est-ce qu'une faible minorité des Neuchâtelois qui a coopéré à la révolution de la Principauté. Leur majorité a toujours été anti-républicaine. Voyez, par exemple, à quel petit nombre se réduisaient les républicains du Corps législatif : dix, douze, quatorze ; il n'est jamais allé au-delà de 18, même l'année qui a précédé la révolution. Et cependant les membres de ce corps étaient élus au scrutin secret et en vertu du suffrage universel accordé par le Roi dans la mesure la plus large en 1831. Depuis 1848 même, comptez les chiffres dans différentes votations auxquelles les Neuchâtelois seuls prenaient part, dans celle, par exemple, qui eut lieu en 1849 sur les champs d'Engollon : sur 2666 qui ont pris part au scrutin principal, c'est-à-dire à la nomination des membres du Conseil représentatif de la Bourgeoisie, il n'y eut que 76 opposants ; d'où il est résulté que les quarante-sept membres dont il devait être composé, appartenaient au bord royaliste.

On peut hardiment, et sans crainte de se tromper, faire la classification politique suivante de la population du pays : deux tiers des Neuchâtelois, royalistes, et un tiers, républicains ; deux tiers des étrangers, républicains, et un tiers, royalistes. Ce sont donc les étrangers qui faussent les élections et créent des majorités factices ; ce sont essentiellement les étrangers ou les Neuchâtelois devenus plus ou moins étrangers à leur patrie par une longue absence, qui constituent l'élément révolutionnaire du pays. Si la principauté de Neuchâtel eût été une île, comme l'Angleterre, elle n'eût

jamais été révolutionnée. Ce rapprochement n'aurait-il pas dû se présenter à la pensée du chargé d'affaires de l'Angleterre, qui paraît avoir été si peu favorable à la cause de la Principauté? Et si la Suisse eût formellement déclaré, avant ou après le 1^{er} Mars, qu'elle ne se mêlerait en aucune manière de ce qui se passerait à Neuchâtel, on eût vu ce qui s'y serait passé. Sans les baïonnettes fédérales, une minorité de $\frac{1}{10}$ eût-elle gouverné et opprimé, quatre ans, dans le canton de Fribourg, une majorité de $\frac{9}{10}$? Ce qui serait vrai pour Fribourg, ne le serait-il pas pour Neuchâtel? S'il se tenait dans le canton de Neuchâtel une assemblée, comme celle de Munsingen ou de Posieux, on verrait si nos chiffres de population royaliste, bien loin d'être exagérés, ne sont pas même au dessous de la réalité.

Parmi les étrangers qui ont afflué depuis bien des années dans notre pays, on comptait d'assez nombreux séparatistes. Les noms mêmes de plusieurs d'entre eux, noms passablement étranges, Griffon, Tracol (¹), Espinette et autres, indiquaient une origine exotique. J'arrive ici à une des causes de notre révolution, que je ne puis passer sous silence, bien que difficile à analyser et délicate à mettre en relief.

Plus on étudie les révolutions, plus on a lieu de se convaincre que les questions religieuses y tiennent toujours une grande place, ou comme cause, ou comme prétexte et occasion, ou comme créant des enthousiastes, ou comme suscitant des adversaires : c'est là le plus haut drapeau que l'on puisse faire flotter sur les têtes de la multitude.

Le professeur Mary Lafon, successeur de Vinet dans la chaire de littérature de l'académie de Lausanne, écrivait à M. Guizot, le 30 Décembre 1847, les lignes qui suivent, dans une lettre publiée par la *Revue rétrospective*, qui s'imprimait

(¹) Un protestant de ce nom a passé récemment au catholicisme : nous ignorons si c'est le séparatiste dont nous parlons ici.

alors à Paris : « Dans le canton de Vaud, comme ailleurs, la lutte est au fond exclusivement religieuse. J'ai lu quarante-quatre volumes de délibérations, de discussions et de brochures. J'ai écouté avec attention les polémistes les plus remarquables des deux partis ; et il ne me reste pas le moindre doute à cet égard. La querelle remonte à 1822, à l'invasion des missionnaires anglais. Pour sauver la paix du foyer domestique principalement et se dérober au joug de ces énergumènes, les libéraux du canton de Vaud ont fait les révolutions de 1830 et de 1845. »

Il y a certainement, dans ce que dit là M. Mary Lafon, beaucoup d'exagération, mais aussi beaucoup de vérité : il me semble qu'il faut avoir la vue bien courte pour ne pas le voir. L'esprit de secte et de séparatisme opère maintes solutions de continuité dans l'édifice social, peut même finir, quand il acquiert un certain degré de force et d'étendue, par le percer à jour ; tout au moins il affaiblit la fibre patriotique. Le fait est très-facile à constater ; le *comment* n'est pas très-facile à saisir. Il y a là, comme en beaucoup d'autres choses, des influences indirectes, plus considérables souvent que les influences directes ; une action lente, mais d'autant plus assurée. Les allemands appellent l'eau-forte *Scheidewasser* (eau de séparation, eau de dissolution). Le séparatisme est cette eau-là : le séparatisme *sépare*, on ne saurait le contester. *Nations, louez le Seigneur*. Heureuse, sous le rapport de la paix, celle qui n'a qu'une foi, comme elle n'a qu'une loi. La réunion dans les mêmes temples, doit créer des liens, qui deviennent plus forts et plus indissolubles d'années en années. Nulle part, autant que dans le culte, il n'y a une puissance de souvenirs, et ces souvenirs sont en rapport intime avec ceux de la famille et de la patrie. Baptisés où nos pères et mères l'ont été, mariés où ils l'ont été, confirmés et admis à la communion où ils l'ont été, c'est là pour nous comme une chaîne traditionnelle qui rattache le présent au passé,

qui resserre les liens de la famille, et ceux des familles entre elles, partant ceux de la grande famille, de la société civile à laquelle nous appartenons. La communauté de culte, la communion de la Cène exercent leur influence en dehors de la société religieuse. Y a-t-il beaucoup de membres de nos églises qui n'aient pas contracté des liens d'amitié, formé des relations de patronage et d'intérêt affectueux avec ceux qui ont été leurs condisciples, lorsqu'ils recevaient en commun, comme catéchumènes, leur instruction religieuse ? Et de tels liens, de tels rapports seraient-ils sans influence sur l'union patriotique ?

Une famille qui habitait la campagne dans le voisinage de la capitale d'un canton suisse, se rendait chaque dimanche à la ville pour y prendre part au service religieux. Les membres de cette famille appartenant chacun à une église différente, la voiture les déposait qui, devant un temple de l'église nationale protestante, qui, devant une église catholique, qui, devant une des chapelles dissidentes, qui, devant une autre chapelle plus dissidente. Il me semble qu'il faut bien peu connaître le cœur humain, pour supposer que l'intimité de la famille ne dût point souffrir de toutes ces différences ou oppositions religieuses, et aussi pour supposer qu'elles ne compromissent en rien l'unité de la foi politique de personnes aussi divisées dans leur foi religieuse.

Si, dans la société civile, bien des gens ont voulu à tout prix *du nouveau*, bien des gens en ont aussi voulu dans la société religieuse, sans trop se demander, dans un zèle qui n'était pas *selon la science*, à quel prix ce nouveau-là pourrait être obtenu, et s'il n'y avait pas à perdre plus qu'à gagner au changement. Dans deux ordres de choses différents, n'était-ce point peut-être le même esprit ?

Dans un des n^{os} du journal religieux intitulé *l'Espérance* (15 février 1849), se lisent les lignes suivantes, sur lesquelles j'appelle l'attention de mes lecteurs : « Dans plusieurs églises

du midi, l'Esprit de Dieu avait réveillé bon nombre d'âmes. Des réunions s'étaient formées ici et là, sous l'influence de pasteurs fidèles et zélés, qui voulaient prêcher en temps et hors de temps, selon l'exhortation de l'apôtre. Peut-être ont-ils eu le tort de séparer, en quelque sorte, ces chrétiens de l'Église : d'un salon à un autre il n'y a pas loin, et on passe vite d'une chapelle à une autre chapelle. Il eût mieux valu peut-être rester dans le temple, et ne pas former la petite église dans la grande. Il faut se défier beaucoup de ce besoin des fidèles de s'isoler, sous prétexte de communion fraternelle ; souvent c'est l'esprit du monde qui conseille cette fuite du monde. Ceux de nos pères qui poussaient la foi et la fidélité jusqu'à l'héroïsme du martyre, n'éprouvaient en aucune façon cette envie de communier ou de s'instruire à part ; la bonne et franche piété n'est point sujette à cette espèce de bouderie ou de pruderie religieuse à qui il faut les délicates attentions et les intimes conseils : elle s'édifie dans tous les lieux et prie avec tout le monde. Le goût du faux spiritualisme nous paraît avoir été l'un des défauts du réveil religieux ; et nous pensons que plus d'un pasteur, trompé par les apparences, a plutôt favorisé que combattu cette fâcheuse tendance, dont le dernier mot est le *Darbysme*. »

Ce morceau est remarquable sous toutes sortes de rapports. Je n'y relève que ce qui a trait à mon point de vue actuel : *séparer des chrétiens de l'Église, former une petite église dans la grande, s'isoler, communier ou s'instruire à part*, tout cela peut-il ne pas tendre à *séparer*, à *isoler* sous d'autres rapports, et créer d'autres *à part* encore, un petit état dans le grand, en même temps qu'une *petite église dans la grande* ? Et si le dernier mot de cette fâcheuse tendance est en effet, comme le dit ce morceau, le *Darbysme*, n'a-t-elle pas, sous le rapport des sentiments patriotiques, outre le danger général des sectes, un danger particulier très-grand, le *Darbysme* étant la négation de toute autorité dans l'État aussi bien que dans

l'Église? Avant la révolution du 1^{er} mars, Darby a tenu plusieurs fois des assemblées dans le pays de Neuchâtel. Ses principes désorganiseurs n'ont-ils laissé aucune trace dans l'esprit de quelques-uns de ses auditeurs? Tout ce qui n'est pas de très-bon teint, déteint aisément, sous l'influence d'une atmosphère corrosive. Sous couleur de se conformer au précepte de l'apôtre, *éprouvez toutes choses, et retenez ce qui est bon*, combien de gens retiennent plutôt *ce qui est mauvais*!

Il y a certainement, parmi les séparatistes, d'excellents royalistes; toutefois il serait difficile d'admettre et de soutenir que ce soit le grand nombre. Le 1^{er} Mars n'a-t-il pas dévoilé, ou, peut-être aussi, mieux déterminé le bord politique de plusieurs? tandis que les Moraves, qui ont toujours eu une activité calme et paisible, n'ont montré aucune sympathie pour la révolution et ne lui ont donné aucun gage. Un chaud royaliste Neuchâtelois demandant à une dame pieuse qui, ayant été autrefois une des adeptes du séparatisme, était rentrée par conviction dans l'église nationale, comment il se pouvait faire qu'un si grand nombre de personnes qui, par leurs sentiments religieux, semblaient devoir tenir, plus que d'autres, aux principes d'ordre et de légitimité, se fussent montrées si favorables à la révolution: « Quand on cesse de se soumettre à l'autorité des supérieurs dans l'Église, répondit avec un sens parfait cette dame, on court grandement le danger de cesser de se soumettre aux autres autorités. » Voyez les parties de notre pays où la piété antique s'est le plus conservée (et chacun de mes lecteurs saura très-bien les désigner); elles ont été aussi les plus essentiellement intactes, sous le rapport politique.

La demande du mariage civil adressée par les séparatistes aux Conseils de la république, n'a-t-elle pas fait voir que l'intérêt de leur indépendance, comme fraction d'église ou comme église dans l'Église, déguisait à leurs propres yeux

le défaut d'à-propos et de convenance de leur démarche, qui froissait tellement les sentiments de la très-grande majorité de leurs compatriotes ! Je présume que plusieurs d'entre les signataires de la pétition au grand conseil ne se rendaient pas compte des conséquences ⁽¹⁾ très-fâcheuses pour le pays et l'Église en général, que devait avoir l'appointement de leur requête ; mais ce fait même *qu'ils ne s'en rendaient pas compte* n'a-t-il pas une signification en rapport avec les observations que je fais ici ? Et n'est-il pas un exemple qui donne à connaître que le sens de la nationalité tend à s'émousser, dans l'atmosphère qu'on respire en dehors de l'église nationale, si même quelquefois il ne s'y oblitère entièrement ? Je crois qu'il ne serait pas difficile de citer des Neuchâtelois, partisans de la république, qui seraient d'excellents royalistes, si le nouvel ordre de choses ne leur eût pas fait espérer la réalisation de leurs idées d'*Eglise*.

Ce que j'ai dit du séparatisme ne pourrait-il point s'appliquer aussi, en quelque mesure, au demi-séparatisme ? Il y a des degrés dans le séparatisme et des séparatistes parmi les séparatistes. Plus le séparatisme est prononcé, plus il est compromettant pour le sentiment de la nationalité et l'attachement aux institutions traditionnelles d'un pays ; mais qui a un pied dans le séparatisme, en aura peut-être bientôt deux.

Le séparatisme et le demi-séparatisme étaient cause qu'un nombre plus ou moins grand de nos compatriotes ne tiraient plus, ou du moins plus comme auparavant, à la même corde que nous ; autant de bras qui nous ont fait défaut pour dégager le vaisseau de l'État du bas-fond où il s'engravait.

Le Gouvernement a usé envers les séparatistes de la plus grande indulgence, et poussé avec eux la tolérance jusqu'à

(1) Une de ces conséquences qu'on ne peut trop déplorer, sous le rapport des bienséances religieuses et de l'édification publique, c'est l'autorisation, devenue une nécessité, de bénir les mariages dans les semaines de communion, même dans la semaine sainte !

ses dernières limites, même avec des étrangers qui eussent eu un parti bien simple à prendre, s'ils ne trouvaient pas que notre régime politique et religieux leur convînt, et s'ils jugeaient qu'on était mieux ailleurs : c'était d'y retourner. Blâmerons-nous le gouvernement d'avoir été aussi tolérant avec eux ? Non pas. Les affaires religieuses qui deviennent litigieuses, sont toujours le côté le plus épineux de l'administration, qui souvent ne peut choisir à cet égard qu'entre les inconvénients. C'est ce qui devrait engager tous les bons citoyens à bien se garder de tout ce qui pourrait créer à l'autorité des embarras dans un ordre de choses où agir et ne pas agir sont maintes fois également compromettants pour elle. Peut-elle laisser tout faire, tout sans exception, dès qu'il s'agit de choses qui touchent par un ou plusieurs côtés à la religion ? Qui fixera la limite précise où elle doit agir, ou laisser faire ? Sans doute il faut *obéir à Dieu plutôt qu'aux hommes* ; mais combien de gens oublient trop qu'obéir aux hommes c'est souvent aussi obéir à Dieu !

Si je me suis autant étendu sur le séparatisme en l'envisageant comme une des causes de notre révolution, c'est qu'on n'a guère l'habitude de l'envisager sous ce point de vue, et que je voudrais contribuer en quelque chose à faire trouver dans le passé des leçons pour l'avenir ; je voudrais presser, supplier les séparatistes, patriotiquement aussi bien que moralement et religieusement, à voir plutôt ce qui nous unit que ce qui nous sépare ; je voudrais surtout engager ceux des Neuchâtelois qui ont une tendance au séparatisme, à en peser les funestes conséquences ; elles se cachent à bien des yeux derrière l'intérêt très-naturel que doivent inspirer des personnes qui prennent un intérêt très-louable à la religion. C'est là aussi ce qui fera que beaucoup de mes lecteurs refuseront de voir, avec moi, dans le séparatisme une des causes de notre révolution.

On tombera plus aisément d'accord avec moi sur une cause de notre révolution, que j'ai déjà indiquée dans ma préface, et dont je vais parler ici plus au long; c'est à savoir notre prospérité, que j'envisage même comme la principale cause du 1^{er} Mars, la principale au moins d'entre les causes éloignées. Cette thèse pourra paraître bien paradoxale à quelques-uns. Je crois pourtant qu'on peut l'appuyer sur des raisons très-fortes. Faisons d'abord une observation générale, c'est que ce n'est pas quand l'industrie est en souffrance, qu'éclatent les mécontentements et les menaces des ouvriers. A l'occasion de la récente grève des ouvriers mécaniciens en Angleterre, on écrivait de ce pays-là les lignes suivantes : « Nous n'avons jamais vu de différends de ce genre, sans que les ouvriers ne fussent dans une position prospère. Quand ils souffrent, quand le salaire est bas et le travail rare, ils ont des choses plus importantes à faire que des règlements, des sommations et des meetings, et ils sont loin de réclamer contre le travail supplémentaire, bien heureux de l'obtenir. Les faits actuels ne donnent point de démenti à cette règle générale. Jamais l'industrie n'a été dans un état plus prospère. »

On dit proverbialement en France de tel homme riche : « Il n'est malade que de trop d'aise. » Et nous disons semblablement dans notre pays *se plaindre de graisse*. Nos révolutionnaires ne pouvaient *se plaindre que de graisse*. Un médecin, à qui l'un de mes amis demandait en plaisantant comment il fallait caractériser la fièvre révolutionnaire, lui répondit à l'instant : « C'est une gastrite. » Puis il donna la diagnostique suivante des fièvres appelées *gastriques* : « Elles proviennent toujours d'une double cause, c'est à savoir d'un régime trop succulent, combiné avec l'abus des toniques. »

Au moment où j'écris ces lignes, je lis celles-ci dans le *Républicain* (oct. 1851) : « Il faut reconnaître que de beaux résultats ont été obtenus par le moyen de la liberté commer-

ciale : finalement notre canton est l'un des plus prospères de la Confédération ; et l'expérience doit nous mettre en garde contre l'entraînement, contre les espérances, peut-être parfaitement chimériques de théories opposées à celles dont nous connaissons la valeur. » Quel aveu !... Serait-ce par hasard la République qui nous aurait fait *l'un des cantons les plus prospères de la Confédération* ?

Où ont été dans notre pays les principaux foyers de la révolution ? Est-ce là où il y avait le moins de prospérité ? Non, c'est là où il y en avait le plus ; ce n'est pas dans les montagnes du Val-de-Travers, où les fortunes ne vont pas au-delà d'une honnête aisance, c'est dans les riches villages de ce vallon, et surtout dans celui de Fleurier, le plus riche de tous ; ce n'est pas aux Planchettes, l'un des villages les moins riches de nos Montagnes, ce n'est pas dans *les environs* de la Chaux-de-Fonds, qui, relativement parlant, se ressentent peu de la prospérité industrielle de la localité ; c'est au foyer même, au centre de l'industrie. Le nombre des montres qui se fabriquent à la Chaux-de-Fonds atteint un chiffre vraiment fabuleux : dans les deux bureaux de la Chaux-de-Fonds et du Locle, il en a été contrôlé, en 1851, 239,906 ⁽¹⁾.

Bien des gens confondent la prospérité et le bonheur : quelle erreur ! la prospérité diminue souvent le bonheur, et quelquefois même le fait fuir. On ne devient pas heureux par le fait seul qu'on ne met plus ses pieds dans des sabots et qu'on ne porte plus de la *milaine* ⁽²⁾. Si je demandais à la première personne que je rencontrerais : Quel est l'endroit

⁽¹⁾ Les feuilles radicales suisses viennent de faire une découverte à l'endroit de ce chiffre énorme de montres contrôlées en 1851, c'est à savoir que l'honneur en revient à la révolution du 1^{er} Mars ! C'est à-peu-près comme si l'on faisait honneur aux quatre ans du gouvernement Stämpfli des belles fermes et de la prospérité agricole du canton de Berne. Je reviendrai ailleurs sur ce point.

⁽²⁾ Nom donné en Suisse au droguet et à la tiretaine.

du pays de Neuchâtel où l'on gagne le plus d'argent, où l'on fait le plus d'affaires, où l'industrie fleurit le plus? Elle répondrait sans hésiter : la Chaux-de-Fonds. Si je lui demandais : Quelle est la manifestation la moins équivoque du dernier degré du mécontentement et du malheur? elle répondrait, sans aucun doute, *le suicide*. Eh bien ! c'est dans la prospère et brillante Chaux-de-Fonds qu'il y a, proportion gardée de la population, le plus de suicides. J'ai sous les yeux la statistique des suicides qui ont eu lieu dans le pays de Neuchâtel en 1843 et en 1845 : en 1843, 18, dont 8 à la Chaux-de-Fonds; en 1845, 25, dont 7 à la Chaux-de-Fonds. Que de réflexions une semblable statistique ne doit-elle pas suggérer? N'est-ce pas par l'industrielle et riche Chaux-de-Fonds que notre pays s'est suicidé?

Si la ville de Neuchâtel eût été pauvre, comme elle l'était avant l'héritage Pury, eût-elle excité la jalousie d'une partie du pays? si le pays eût été pauvre, comme il l'était avant les progrès immenses de sa principale industrie, eût-il excité la jalousie de beaucoup de ses voisins? Sa prospérité a donc été cause de sa révolution sous plus d'un rapport. Hélas ! quand un pays touche à une catastrophe, tout ce dont il se glorifiait, contribue à le perdre, tout ce qui semblait devoir être pour lui, se tourne contre lui. Quand le feu est à un édifice, les plus riches draperies, les plus beaux meubles, les vernis et les ornements, les gerbes de blé, les spiritueux, alimentent l'incendie.

Bien des gens ont travaillé à l'avènement de la démocratie, le sachant et le voulant bien; un plus grand nombre peut-être y ont travaillé, sans s'en douter. L'instruction était heureusement très-répandue dans notre pays; mais de combien de personnes elle a allumé l'ambition ! combien se sont crus propres à tout, parce qu'ils avaient *plus* étudié que leurs pères ! combien, ayant pris le goût de la lecture, se sont instruits essentiellement à l'école des journaux, le plus trompeur

et le plus funeste des moyens d'instruction ! combien, devenus d'*habiles politiques* en lisant les plus mauvaises feuilles périodiques, ont voulu utiliser leur habileté, et passer de la théorie à la pratique ! combien de capacités *incomprises* et *méconnues* étaient toutes prêtes à payer de leur personne dans le maniement des plus grandes affaires ! Un jour, du temps du Grand Frédéric, l'ambassadeur d'Angleterre auprès de la Cour de Prusse, se présenta au palais du Roi en grand deuil et tout triste. Frédéric lui demanda la cause de son deuil et de sa tristesse : « Le plus grand amiral d'Angleterre, répondit l'ambassadeur, vient de mourir ; c'est une perte irréparable ! » « Bah ! dit le Roi, j'ai ce qu'il vous faut : je possède un pays qui a à revendre des amiraux, des généraux, de grands politiques, et où l'on sait tout sans avoir rien appris : c'est ma principauté de Neuchâtel. » Il y avait, il faut l'avouer, un peu de vrai dans la plaisanterie du malin Prince de Neuchâtel ; mais appliquée aux révolutionnaires neuchâtelois, elle eût été d'une vérité frappante et complète. L'industrie a laissé un grand nombre d'industriels de notre pays exempts d'ambition, simples et modestes ; on ne saurait leur donner trop d'éloges à cet égard ; mais elle a tendu des pièges à nombre d'autres, sous le rapport de la présomption, comme sous plusieurs autres rapports. Tout, chez ceux-ci, semblait dire : Quand on sait faire des pignons, des roues de rencontre, des échappements, ne sait-on pas tout faire ? quand on est habile dans l'ébauche et le finissage, ne doit-on pas être capable de tout commencer et de tout finir ? quand on monte, remonte et règle en perfection des montres, ne doit-on pas savoir, en toutes choses, *quelle heure il est* ? Un orateur du grand Conseil n'a-t-il pas dit que nous devions avoir un gouvernement d'horlogers ? Mais pourquoi donc ce privilège ? *Les héritiers présomptueux* (je ne me trompe pas d'épithète) devaient comme sortir de terre au 1^{er} mars.

Les éléments pour une révolution étaient là ; et cependant la plupart des royalistes neuchâtelois ne la craignaient pas : le passé semblait leur garantir l'avenir ; ils avaient confiance en l'ange gardien dont parle si souvent le chancelier de Montmollin, dans ses Mémoires, et qui les avait toujours tirés du danger dans les circonstances les plus critiques, qui les avait fait traverser debout l'époque critique de 1707, les terribles révolutions françaises et suisses, et échapper au despotisme de Napoléon. Plusieurs circonstances particulières avaient aussi contribué à leur inspirer une excessive sécurité, telle que l'annonce d'un congrès qui devait avoir lieu à Neuchâtel même, pour régler les affaires de la Suisse ; telle que la réunion au milieu de nous de plusieurs ministres étrangers, dont la présence semblait garantir qu'on pouvait compter sur l'inviolabilité du territoire neuchâtelois ; telle que la déclaration presque sacramentelle faite par M. Piaget dans la session solennelle et doublement extraordinaire du 29 octobre 1847 du Corps législatif, la déclaration que *le parti ne conspirait plus*. L'orateur termina son discours par ces paroles : « Je profiterai de cette occasion pour signaler l'état de suspicion injuste dans laquelle se trouve, depuis quelques semaines, l'opinion libérale du pays. On semble la soupçonner de quelque projet hostile à la sûreté de l'Etat : rien n'est plus loin de sa pensée ; le parti libéral ne conspire plus : son but n'est que d'obtenir, par les institutions mêmes qui nous régissent, le développement dont elles sont susceptibles. »

Il paraît que dans des conversations particulières, aussi bien que dans l'assemblée du Corps législatif, M. Piaget avait fait la même déclaration, laquelle avait contribué à endormir les royalistes ; car, le 27 février 1848, j'exprimais à l'un de mes amis mes craintes sur le sort dont la patrie était menacée, ajoutant que surtout Piaget m'en inspirait de très-grandes. Mon interlocuteur m'interrompit, en me disant :

« Mais!... je vous en prie; si vous l'aviez entendu l'autre jour encore, vous seriez bien rassuré. »

Bien des gens se rassuraient aussi, en se rappelant la garantie donnée à notre constitution par la Suisse et le serment que prêtaient chaque année les députés membres de la Diète. Nous dirons bientôt jusqu'à quel point cette confiance, presque enfantine, était dénuée de motifs et de fondement.

Nous n'avions assurément pas pris pour devise les deux vers de Lafontaine :

Souviens-toi que la défiance
Est mère de la sûreté.

La confiance est le propre des âmes nobles, des caractères élevés, qui répugnent à préjuger le mal : la nôtre fut pourtant excessive. Aussi bien, qui aurait pu s'attendre aux événements du 24 février ? Si, quelques semaines auparavant, quelqu'un se fût avisé d'annoncer que le trône de Louis-Philippe, le Roi citoyen, allait être mis en poudre, lui-même forcé de fuir incognito en Angleterre, un gouvernement républicain, élevé sur les débris de la monarchie, on lui eût tourné le dos, comme à un homme qui voudrait nous faire croire que des vessies sont des lanternes. La révolution du 24 février est un des événements de cette année si extraordinaire de 1848, qui ont pu faire dire alors : Il n'y a que l'impossible qui arrive. Et si cette révolution n'eût pas eu lieu, celle de Neuchâtel, malgré les éléments qui la renfermaient en germe, n'eût pas eu lieu non plus ; je crois qu'on peut l'assurer. Les éléments seraient demeurés à l'état d'éléments ; la poudre de la mine était là, mais le feu n'y eût pas été mis : la mine eût été éventée. La chute du trône de Louis-Philippe fit trembler le sol bien au delà des limites de la France, et chanceler sur sa base notre édifice politique. Les démolisseurs de notre pays s'enhardirent ; les conservateurs perdirent leur confiance précédente. On ne crut pas

pouvoir et devoir repousser les armes à la main la révolution. Ce fut, on ne saurait en douter, une faute; mais cette faute ne fut en quelque sorte celle de personne; elle fut celle de tout le monde. Chaque royaliste neuchâtelois doit en prendre une part quelconque, quoique à des degrés divers sans doute. *Que celui qui est sans péché, jette le premier la pierre contre les autres.* On pouvait résister; cela ne devient-il pas tous les jours plus probable? S'il y avait un pays qui parût devoir subir immédiatement l'influence et le contre-coup de la révolution française, c'était assurément la Belgique: qui n'aurait parié dix contre un qu'il en serait ainsi? et pourtant la Belgique a réussi à se maintenir. A Neuchâtel aussi on eût pu se maintenir sans doute. Est-il bien sûr que les insurgés, s'ils eussent eu la certitude qu'on leur tiendrait tête, eussent quitté la Chaux-de-Fonds? Ils hésitèrent en chemin, bien que sachant qu'ils ne trouveraient pas de troupes sur pied à Neuchâtel. Mais qu'on se reporte, par la pensée, jusqu'à l'époque des cinq jours qui séparèrent le 24 février de la France, du 1^{er} mars de Neuchâtel; et l'on comprendra que l'on pût croire alors que toute résistance était inutile et même impossible. Louis-Philippe venait d'abdiquer sans coup férir: son gouvernement s'était abandonné lui-même, plus qu'il n'avait été vaincu par la république. Il avait à sa disposition 400,000 hommes de troupes de ligne avec 86,000 chevaux, et le maréchal Bugeaud, le vainqueur d'Isly, pour les commander; et il recule devant l'émeute, qu'un acte énergique eût pu facilement dompter sans doute. Dès lors l'outre d'Eole fut ouverte; et les vents en sortirent, se déchaînant sur l'Europe entière. Il était comme reçu à cette époque qu'on ne pouvait pas résister à l'émeute: elle semblait être un choléra contre lequel il n'y avait pas de remède. Que quiconque au dehors serait tenté de reprocher à Neuchâtel son attitude passive du 1^{er} mars, se reporte non-seulement au 24 février de la

France, mais encore à la prise de possession de Vienne par les insurgés, à la fuite précipitée de l'Empereur Ferdinand devant la légion académique, à celle du Pape devant Mazzini, maître de Rome, et à tant d'autres bouleversements de cette déplorable année 1848; et il n'osera prétendre que le petit Neuchâtel eût dû faire plus que les gouvernements des plus grands Etats. Nous pouvons, nous devons peut-être même nous faire, nous, notre part de reproches; mais d'autres n'ont pas qualité pour nous la faire. *Que celui qui est sans péché, au dehors comme au dedans, jette le premier la pierre contre nous.* Et que personne n'oublie la déclaration pleine de noblesse et de dignité que fit, le 29 février, le gouvernement du Roi, et qui annonçait bien sa conduite du surlendemain, lorsque les Conseillers d'Etat consentirent à être emprisonnés, plutôt que d'abdiquer.

Le chef de l'Etat, M. le Gouverneur, qui nous avait sauvés en 1831, ne nous a pas sauvés en 1848: il l'eût pu par sa seule présence, comme celle de M. de Bévillle nous sauva, de 1794 à 1798: il valait pour nous toute une armée. Quand le général en chef manque dans une armée, l'unité du commandement y manque avec lui, et la débandade est à craindre.

L'homme le plus courageux, quand il a des ennemis, non-seulement devant lui, mais encore à droite, à gauche, derrière lui, et, qui pis est, des ennemis invisibles, peut avoir un moment d'hésitation: c'était notre cas après le 24 février 1848, entourés, comme nous l'étions, de la France républicanisée et surtout de la Suisse radicalisée, qui nous a donné, un peu plus tard, des preuves non équivoques de ses sentiments pour nous. Corps francs, comme ceux qui fondirent sur Lucerne en 1845, bataillons fédéraux, comme ceux qui leur succédèrent en 1847, on pouvait tout craindre. Le Président du gouvernement provisoire a osé dire: «Ce pouvoir usé... s'est affaissé sans bruit sur lui-même;» et le *Républicain* (24 mars 1852) a osé écrire: «Il leur sied bien

de parler de *lâches*, à ces pantins et pourfendeurs monarchiques qui, en 1848, possesseurs d'une garde soldée entretenue à grands frais, possesseurs de l'artillerie, de tout le matériel de guerre du canton, entourés de l'amour de l'immense majorité du peuple (disaient-ils), ont ouvert, sans coup férir, à une poignée de patriotes, ce château royal...» Mais les royalistes savaient très-bien que les hommes qui entrèrent au château, le 1^{er} mars, *cette poignée de patriotes*, n'étaient qu'une avant-garde. Que de faits postérieurs à celui-là n'ont que trop justifié les craintes que nous pouvions avoir du côté de la Suisse! Le 29 février, le gouvernement du Roi, tenant à demeurer toujours dans une stricte légalité, crut devoir demander à Berne *l'assistance ou garantie fédérale*: ce fut peine perdue, comme on pouvait s'y attendre. Le général des corps-francs, Ochsenbein, qui présidait le Vorort, l'engagea, dit-on, à refuser la demande de Neuchâtel, sous de futiles prétextes, puis à se contenter d'envoyer des commissaires fédéraux pour reconnaître et consolider le gouvernement révolutionnaire, malgré les énergiques protestations de M. de Sydow, ministre du Roi près la Confédération ⁽¹⁾. Les commissaires envoyés furent MM. Migy, juge d'appel, et Schneider, conseiller d'Etat. Un tel choix, à lui seul, était déjà très-significatif. Si Migy fut nommé, en 1850, membre et président du Conseil des Etats, cette nomination ne fut-elle pas en partie la récompense de la manière dont il s'était acquitté de sa mission à Neuchâtel? Dans sa conduite lors du procès Gonzenbach, Schneider a bien confirmé l'idée qu'il avait donnée de lui aux royalistes neuchâtelois en mars 1848. Les commissaires s'arrêtèrent quelque temps en chemin, *se hâtant* le plus lentement que possible, et employant, dit-on, plusieurs heures en pourparlers avec des

(1) L'histoire a enregistré ces protestations, ainsi que le courageux cri de *Vive le Roi!* dont M. de Sydow, en quittant, le 5 mars, Neuchâtel, fit retentir la principale rue de la ville occupée par les insurgés.

Neuchâtelois de la Chaux-de-Fonds qui s'étaient empressés d'aller à leur rencontre. Qui peut douter que ce ne fût dans l'intention de trouver *le fait accompli* en arrivant à Neuchâtel?

L'heure de l'empressement n'était pas encore là; mais elle ne devait pas tarder. Aussitôt arrivés ils se mirent en rapport, non point, il va sans dire, avec le Conseil d'Etat légitime, alors en prison dans une des salles du château, mais oui bien avec le *Gouvernement provisoire* révolutionnaire, qu'ils félicitèrent de la révolution heureusement opérée par lui, qu'ils reconnurent et installèrent solennellement de la part de la Confédération, annonçant que dès ce moment les relations fédérales seraient considérées comme établies. Malgré les informations qui leur furent données par plusieurs particuliers, malgré les démarches faites auprès d'eux par le magistrat de la ville, ils n'eurent pas même l'air de savoir que les membres du Gouvernement légitime, *qui avait demandé l'assistance fédérale* ⁽¹⁾, étaient sous les verroux, bien loin de rien faire pour opérer leur élargissement. Dès le lendemain, toujours *empressés*, ils parcoururent une partie du pays, le Val-de-Travers et les Montagnes, non pas, on le comprend, pour recommander aux populations révoltées de rentrer sous l'obéissance de leur légitime souverain, le Prince de Neuchâtel et Valangin, mais, tout au contraire, pour représenter aux populations fidèles que toute tentative de rétablir les droits et l'autorité du Prince serait fâcheuse et d'ailleurs complètement inutile. Voici à-peu-près la substance du discours tenu par eux à ceux des habitants du Val-de-Travers qui étaient favorables à la révolution : « La république neuchâteloise est établie. S'il se faisait quelque émeute et se tramait quelque complot pour la renverser et revenir à l'ancien régime, comptez sur la Suisse et sur ses bataillons. »

(1) Et qui était parfaitement fondé, par la réponse à lui faite, à considérer ces commissaires comme accrédités auprès de lui.

Assurément, c'étaient là des procédés et des discours peu en rapport avec ceux des anciens Suisses, si justement célébrés par leur loyauté et leur fidélité à la foi jurée. De là la bénédiction qui a si long-temps reposé sur eux et sur leurs entreprises.

Il y a toujours eu et il y aura toujours pour les peuples une justice distributive, une Némésis. S'il en arrive mal à la Suisse nouvelle, à la Suisse radicale, qui a rompu et avec le passé de ses pères et avec le droit, s'il lui en arrive mal pour ce qu'elle a fait si souvent de peu conforme à l'antique probité helvétique, en particulier avec Neuchâtel, celui de tous les cantons suisses où le droit a été le plus audacieusement et le plus complètement foulé aux pieds, quelques-uns des radicaux suisses qui ont le plus applaudi et le plus contribué à notre révolution, se souviendront peut-être, étant tombés eux-mêmes dans la fosse qu'ils avaient creusée pour leurs confédérés de Neuchâtel, se souviendront peut-être de leurs torts envers nous, et peut-être s'écrieront : « O Neuchâtel ! » ⁽¹⁾ comme peu de semaines après l'acte barbare d'Ital Reding, qui avait fait mourir par la main du bourreau les soixante défenseurs du château de Greifensée, plus d'un Suisse expirant sur le champ de bataille de Saint-Jacques laissa échapper de ses lèvres mourantes ce cri de regret et de remords, « O Greifensée ! »..... Je reviens au 1^{er} mars.

Un des malheurs des royalistes fut qu'ils ne s'étaient pas comptés : ils n'avaient pas eu, comme en 1831, des revues militaires, de ces réunions où l'on se retrempe mutuellement en serrant les rangs ; ils ne comptèrent pas assez les uns sur les autres. Malheureusement personne n'eut l'idée de renouveler une mesure patriotique semblable à l'association du parti Orange provoquée en 1794 par trois royalistes, Mon-

(1) Et peut-être aussi : « O Fribourg ! » Le sort d'un de ces cantons fait tout naturellement et tout de suite penser à celui de l'autre.

vert, Fauche-Borel et Henri Borel, dans le but de *maintenir la constitution et la domination du Roi et de s'opposer à tout complot contraire*. Si une telle association eût été faite en 1847, nous serions peut-être encore debout.

Je pourrais ajouter bien d'autres *si* à celui-là et à ceux qui se trouvent implicitement dans les pages précédentes.

La Principauté de Neuchâtel serait sans doute encore debout, s'il y eût eu, *de longue date*, d'un bout du pays à l'autre, des comités royalistes à l'instar des comités républicains dont j'ai parlé plus haut et dont on ignorait alors l'existence ; — si notre gouverneur, parti pour Berlin, eût été immédiatement remplacé par un vice-gouverneur *avec pleins pouvoirs* ; — si nous eussions eu une garde soldée ⁽¹⁾ permanente, seulement de 100 à 200 hommes, mais formée *de longue date* ⁽²⁾ ; — si la ville de Neuchâtel eût conservé son droit de port-d'armes, ses compagnies bourgeoises, des Blancs, des Verts et des Rouges, qui avaient un esprit de corps et *l'honneur du corps* à défendre, qui pouvaient se réunir au premier coup de baguette, et dont le licenciement a été une des suites fâcheuses de notre incorporation à la Confédération suisse ; — si le mouvement révolutionnaire eût éclaté un peu plus tôt, ou un peu plus tard... — Mais disons surtout que la Principauté de Neuchâtel serait sans doute encore debout, si nous

(1) Dans une brochure très-bien faite, publiée, il y a trois ans, sur les dernières révolutions suisses, l'auteur, qui paraît être un Genevois très-distingué habitant Pétersbourg, posait en fait que ces révolutions eussent été évitées, si, dans les chefs-lieux des cantons, il y avait eu des gardes soldées. Il le disait en particulier de Genève, qui avait eu le grand tort de licencier la sienne, ou du moins de la réduire à un nombre de soldats insignifiant. Si cette garde fût demeurée ce qu'elle était précédemment et sous un chef tel que son brave commandant F., nous en sommes persuadés avec l'auteur de la brochure, Genève n'eût pas succombé en 1846. Le roi de Naples a été vainqueur de la révolution, parce qu'il avait conservé ses régiments suisses ; Guillaume de Nassau a été vaincu par elle, parce qu'il avait renvoyé les siens.

(2) Je n'ai pas besoin de dire pourquoi j'appuie sur la *longue date*, que rien ne peut suppléer. C'était la seule chose qui manquât à notre garde soldée ; car elle était on ne peut mieux disposée.

eussions eu plus de piété, de christianisme, de moralité, de vertu, si nous eussions été moins fiers et plus reconnaissants de notre bien-être et de notre position particulièrement bénie, si nous eussions eu plus de foi, de cette foi *qui transporte les montagnes*, et dont saint Paul dit : « C'est par la foi qu'ils ont conquis des royaumes, ont exercé la justice, ont obtenu ce qui leur avait été promis, ont fermé la gueule des lions, ont arrêté la violence du feu, ont échappé au tranchant de l'épée, sont sortis de leurs infirmités pleins de force, ont été vaillants dans la guerre, ont mis en fuite des armées. »

Grâces en soient rendues à Dieu ! il y a encore de bons, d'excellents éléments parmi nous ; parmi nous l'on pourrait compter encore *les sept mille hommes* que le prophète représente comme *n'ayant pas fléchi le genou devant l'idole*. Mais reconnaissons-le aussi avec une profonde humilité : il faut que notre pays ait mérité un bien sévère châtiment pour que Dieu lui ait infligé celui d'une révolution.

Une révolution !.... n'est-ce pas le plus grand malheur qui puisse arriver à un peuple, comme le plus grand malheur qui puisse arriver à une maison de commerce, est une banqueroute.

Je me permets encore ici d'agrandir mon point de vue, comme je l'ai fait en remontant aux causes générales de la révolution neuchâteloise : je dirai quelques mots des malheurs des révolutions en général, avant de parler de la nôtre en particulier.

Une révolution affaiblit toujours les sentiments religieux d'un peuple. Le premier des supérieurs, c'est Dieu. En manquant à ce qu'on lui doit, on manque, ou l'on se prépare à manquer à ce qu'on doit aux autres supérieurs, et réciproquement, en manquant à ce qu'on doit à ses supérieurs, on manque, ou l'on se prépare à manquer à ce que l'on doit à Dieu. Tous les devoirs d'obéissance et de sou-

mission sont solidaires les uns des autres : *Craignez Dieu ; honorez le Roi*. Saper l'autel, c'est saper le trône ; et semblablement saper le trône, c'est saper l'autel. Être soumis à tout ordre humain n'est-ce pas l'être aussi à un ordre divin ? On trouve dans les sept premiers versets du chapitre 13^{me} de l'Épître aux Romains comme un code abrégé sur cette matière. Dans quel pays du monde voit-on les révolutionnaires fréquenter le culte public avec un empressement religieux ? Ils le fréquentent peu avant la révolution ; moins encore après.

Si une révolution est peu favorable à la piété, elle l'est également peu à la piété filiale ; les liens de la société étant relâchés, ceux des familles dont elle se compose, doivent l'être aussi : il y a ici action et réaction : un fils soumis et respectueux sera difficilement un révolutionnaire. Je ne pense pas que personne jusqu'ici se soit avisé de dire qu'une révolution fût une école de vertus domestiques. Qu'y a-t-il de plus précieux que le bonheur résultant de l'union des familles ? Mais qui dira toutes les pommes de discorde qu'une révolution jette au milieu d'elles ? quelles atteintes elle porte à la paix du foyer domestique ? Aussi, combien de fois ne voit-on pas les femmes, les mères, les filles d'hommes de révolutions, être très anti-révolutionnaires : elles voient quels maux la révolution cause dans leur intérieur.

Une révolution sape le principe d'autorité, sans l'influence duquel cependant un Etat ne saurait subsister ; elle dispose un peuple à être impatient de tout joug et de tout frein, à s'indigner même du pouvoir qu'il confère. Le sceptre de la justice a beau être le même, il n'imposera pas de la même manière dans toutes les mains et sous tous les régimes ; et même quand l'autorité légitime est restaurée, les symboles qui la représentent, après avoir servi à des pouvoirs usurpés et à des hommes indignes d'en faire usage, perdent, par suite de l'influence de l'association des idées, perdent toujours plus ou moins de leur prestige salutaire.

S'il est quelque chose de précieux chez un peuple, c'est la consolidation, la stabilité des lois et des pouvoirs. Or, plus une révolution est radicale, plus elle devient permanente : rien même n'est autant en permanence chez un peuple radicalement révolutionné que la révolution elle-même : tout y est toujours remis en question, choses et personnes ; l'œuvre d'hier y est détruite par celle d'aujourd'hui, et celle d'aujourd'hui le sera par celle de demain ; rien n'y est constant que l'inconstance : c'est le *tohoubabohou* (cahos) dont parle la Genèse. La France, entrée en 93 dans la voie des révolutions, n'en est-elle pas maintenant à la cinquième de ses constitutions fondamentales, depuis un demi-siècle?! Et si par *constitution* nous entendions seulement un *code de lois politiques*, nous aurions quelque peine à en dire le nombre.

Une révolution altère le sentiment du droit et du devoir, celui de l'honneur, le respect du serment et celui de la vérité. Le pacte fondamental et général étant brisé, les pactes et accords particuliers seront-ils aussi intacts et aussi religieusement observés qu'auparavant ? la limite entre le tien et le mien sera-t-elle tracée aussi invariablement, et paraîtra-t-elle aussi sacrée ? La dépréciation des serments politiques n'amènera-t-elle pas celle de tous les autres serments ?

Le révolutionnaire qui ne se fait pas un scrupule de violer ses serments, ne s'en fera assurément pas un d'avoir recours au mensonge pour réussir, au mensonge qui est comme de la fausse monnaie mise en circulation. Toute la moralité se réduira pour lui à celle du succès qu'il s'agira d'obtenir à tout prix, *per fas et nefas*. Un Français qui s'était dégoûté des conspirations en y prenant part, Chenu, dans son ouvrage intitulé *les Conspirateurs*, a révélé quelques-unes des tromperies de ceux dont il fut quelque temps le complice. Il raconte, par exemple, la suivante : « On avait reproché à Madjinski (à Francfort) d'avoir enrôlé des Français. Mad-

jinski nia le fait ; et, pour donner le change, on ajouta à nos noms la finale *ski* ; ainsi je fus Schenowski. Le préfet de Strasbourg ignorait sans doute cette petite supercherie, car il signa notre feuille de route. » Pour faire tomber les hommes dans le piège, il faut le masquer et emprunter de nobles amorces. Dans son ouvrage intitulé : *L'Evangile du pauvre pêcheur*, Weitling, le tailleur-écrivain, falsifie les textes sacrés au profit du communisme. Il savait bien ce qu'il fallait penser de son affectation de christianisme ; mais à toutes les objections qu'on pouvait lui adresser, il répondait par ce cynique aphorisme du chef d'insurgés Aug. Becker. « Il faut du lard pour prendre les rats. » (V. l'ouvrage d'Hennequin sur le socialisme.)

On assure qu'après la journée de Münzingen, un radical s'écria : « Il ne nous reste plus qu'à mentir. » Les radicaux diront que c'est là un propos qu'on a prêté à l'un des leurs. Alors ce serait bien le cas d'appliquer le proverbe, *on ne prête qu'aux riches*. Les révolutionnaires nous accuseront de calomnies, quand nous les accuserons d'être peu scrupuleux sur les moyens à employer pour arriver à leurs fins. Mais alors qu'ils mettent un bâillon sur la bouche des indiscrets d'entre les leurs, à qui il échappe des confessions telles que celles-ci : « Il y a eu une époque où le journalisme suisse ne pouvait être, hélas ! qu'un athlète luttant sans cesse contre l'adversaire, et cherchant quelquefois à le renverser par un coup prémédité que n'eût pas avoué un loyal combattant. Mais cette époque, qui a malheureusement trop duré, a été close par un événement à jamais mémorable dans les fastes helvétiques. Dès le jour où le pacte de 1815 arrivait à sa fin, et qu'une nouvelle constitution fédérale créait entre les Suisses des liens nouveaux plus intimes, plus fraternels, nous entrions dans une ère nouvelle. Réconcilier les partis extrêmes sur l'autel de la liberté et de la justice, réunir tous les bons élémens, pour composer un parti vraiment libéral

et national, voilà ce que nous avons cru être la tâche la plus belle, la plus honorable du journalisme. Qu'est-ce que le journalisme, quand il ne remplit pas un but élevé, une noble mission ? »

Voilà ce qu'on lit dans le journal qui a osé usurper le nom de *la Suisse*. L'interrogation qui termine ce morceau, ne marque-t-elle pas au front le Journal d'un fer rouge pour les faits et gestes qu'il confesse ? Cette confession est-elle de la franchise ou du cynisme ? On ne sait que répondre à cette question ; mais ce sur quoi il n'y a aucun doute à avoir, même sans l'aveu du journal *anti-suisse*, c'est qu'il a *cherché à nous renverser par des coups prémédités que n'eût pas avoués un loyal combattant*. N'est-ce pas là justement le procédé que les radicaux reprochent au jésuitisme ? Ne dirait-on pas qu'ils n'en veulent tant aux Jésuites, que parce qu'ils craignent la concurrence, que parce qu'ils veulent le monopole du système : *la fin justifie les moyens* ? Il y a pourtant une différence entre tels révolutionnaires, les socialistes, par exemple, et les Escobards : ceux-ci veulent le bien par le mal, ceux-là, le mal même par le mal. Dans son ouvrage, *La force du droit et le droit de la force*, le duc de Valmy a exprimé une idée semblable, quand il a dit : « Les socialistes veulent la fin et les moyens, c'est-à-dire, le désordre par le désordre. »

Les révolutionnaires se font-ils scrupule d'employer, en même temps que des mensonges, des moyens de corruption, pour se procurer des votes et des adhérents ? compromis doublement odieux, dans lesquels on ne sait lequel est le plus condamnable de celui qui se vend ou de celui qui achète. Et les pouvoirs révolutionnaires n'en viennent-ils pas jusqu'à chercher des auxiliaires dans la démoralisation des masses et la corruption des mœurs ?

Personne ne nie que, dans ce siècle-ci, le mobile si puissant et si précieux de l'honneur n'ait infiniment perdu de

son influence ; on a souvent cherché les causes de ce fait , qui est si fort à déplorer. Ne peut-on pas en trouver une des principales dans les nombreuses révolutions qui ont signalé la fin du siècle passé et celui-ci ? Que d'hommes, à des époques de révolutions, ressemblent à ce perroquet à qui son maître avait appris à dire *Vive Antoine* et *vive Auguste*, pour qu'il pût, selon que la victoire favoriserait l'un ou l'autre des deux compétiteurs, dire l'un ou l'autre des deux vivats ! A des époques de bouleversements politiques, que d'hommes qui criaient hier *Vive le Roi !* crieront aujourd'hui, à plein gosier, *Vive la Ligue !* Les révolutions créent à cet égard des positions plus fortes que les hommes (je parle des hommes en général). L'honneur fait naufrage dans ces tourmentes. Combien de fois même ne masque-t-on pas alors les brèches faites à l'honneur sous de favorables apparences et des motifs respectables ? Lors de la chute du trône de Charles X, les ducs de F., de M. et autres *intimes* de ce Roi, prêtèrent avec une sorte d'empressement, et cela *par intérêt pour la France*, serment de fidélité à Louis-Philippe comme au seul souverain possible à cette époque. Le *Journal des Débats*, qu'on pourrait appeler le journal des faits accomplis, rappelait, il y a quelque temps, avec beaucoup d'éloge, les lettres qu'écrivaient ces royalistes à la Chambre des Pairs, pour annoncer et motiver leur adhésion. Dans les époques où l'honneur était encore tout puissant, la fleur de la chevalerie eût-elle pris un parti semblable ? La théorie des faits accomplis peut-elle bien s'allier avec celle de l'honneur ?

Le seul péché que la langue caractérise par l'épithète de *noir*, c'est l'ingratitude ; il n'y a en effet rien de plus odieux, de plus *noir* que ce péché-là ! Mais une révolution ne pourrait-elle pas être définie une *ingratitude*, au moins pour un grand nombre de ceux qui y prennent part ? Ne sont-ce pas souvent ceux qui ont dû le plus à la bienveillance de leurs supérieurs, à la bienfaisance publique ou particulière, qui

jettent le plus de pierres contre leurs bienfaiteurs ; ceux qui ont le plus profité de telles ou telles institutions, qui les décrient le plus et cherchent davantage à les renverser ? C'est souvent au mépris de la reconnaissance due à des grâces, à des faveurs, à des protections, à des indulgences, à des pardons, que des révolutionnaires lèvent la main contre ceux dont ils étaient les obligés. Leur ingratitude les rend révolutionnaires, et la révolution ne se borne pas à manifester leur ingratitude ; elle l'augmente encore. La branche cadette de la maison de Bourbon, avait été comblée de faveurs par la branche aînée : elle avait eu pour sa part près de cent millions du milliard des émigrés. Un jour on proposait à Louis XVIII d'accorder aux Orléans le titre d'Altesse Royale. — « Non, répondit le Roi, qu'auraient-ils à désirer encore ? » Charles X, lui, leur donna ce titre ; et de plus leur rendit les biens apanagés (du chef du Duc du Maine et du Comte de Toulouse), qui, à la rentrée des Bourbons, avaient fait retour à la couronne, conformément aux actes de donation de Louis XIV. Cela seul eût dû empêcher Louis-Philippe de s'asseoir sur le trône des Bourbons. Il eut à choisir, il est vrai, entre le trône et l'exil ; choix difficile à faire ! mais il n'y a de beau que le difficile. Sa conscience lui rendit sans doute plus d'une fois sa couronne pesante. — N'oublions pas de signaler les remords comme un des maux inséparables des révolutions.

Jéroboam tenait tout de la famille royale de Juda. Il fut d'abord l'un des conducteurs du grand ouvrage que Salomon fit exécuter dans la vallée qui coupait Jérusalem, puis chef d'Ephraïm et de Manassé ; cette dignité semblait devoir satisfaire son orgueil ; mais non, l'élévation qu'il devait à la famille royale, mit plus à sa portée la couronne, sur laquelle il porta sa main ingrate et sacrilège. Dans toutes les révolutions, combien de traits semblables ne pourrait-on pas signaler, en grand et en petit, sur tous les degrés de

l'échelle sociale? Aussi une espèce de malédiction pèse-t-elle toujours sur un Etat qui doit son origine à une révolte: c'est quelque chose de semblable à un ruisseau dont les eaux seraient corrompues à la source même. Voyez le royaume des Dix Tribus qui s'étaient soulevées contre le roi légitime: parmi ses dix-neuf souverains, pas un seul qui mérite le nom de bon roi; ils appartiennent à neuf familles différentes, qui se succèdent sur le trône par usurpation, tandis qu'à une seule exception près il n'y eut que des rois de la même famille sur le trône de Juda; le royaume fondé par l'usurpateur Jéroboam dura 133 ans de moins que celui des successeurs du roi légitime Roboam; tandis que les Israélites des Deux Tribus fidèles rentrèrent, au bout d'un certain temps, dans leur pays, ceux des Dix Tribus révoltées ne rentrèrent jamais dans le leur, et demeurèrent toujours dans leur dispersion.

Il est connu de tout le monde qu'aux époques de révolutions, les auberges, les lieux de désœuvrement et de débauche se peuplent autant que les temples se dépeuplent; c'est entre les verres et les bouteilles que se discutent les affaires publiques; l'échauffement crée le besoin de boire; on ne sait plus vaquer à son travail quotidien, ni demeurer dans sa famille, où l'on ne rentre que pour y porter le trouble, et pour faire retomber sur des innocents le mécontentement intérieur qu'on éprouve. Que de divorces ou de séparations sont la suite des révolutions! Et quelle éducation reçoivent les enfants élevés à ces époques funestes où tous les liens se relâchent? Quelles habitudes d'indiscipline, de manque de respect, de désœuvrement ils contractent! Ce sont là des germes de maux, non pas pour une ou deux années seulement, mais pour une ou deux générations. On dit proverbialement: « Plaie d'argent n'est pas mortelle. » Mais plaie de principes, plaie de moralité! ah! celles-là sont bien mortelles!

La *Gazette des Tribunaux*, s'occupant d'un rapport de MM. Boinvilliers et Dupetit-Thouars, en extrayait dernièrement les lignes suivantes : « Durant un espace de vingt ans, l'accroissement des crimes et délits a été de 109 pour 100, et l'augmentation de la population seulement de 12 pour cent. Il faut chercher le germe de cette corruption dans le scepticisme, qui ébranle la foi religieuse et l'idée du devoir, dans le souffle des révolutions, qui réveille tous les mauvais instincts, abaisse les caractères, égare les esprits et les livre sans défense aux plus funestes entraînements. »

Plus une révolution est radicale, plus elle dépossède de personnes et froisse d'intérêts. Or il est dans la nature de l'homme que l'on sente bien plus, cent fois plus, la peine résultant de la perte d'un bien que la jouissance résultant de la possession : une révolution diminue donc considérablement la somme de contentement des habitants d'un pays ; surtout elle multiplie indéfiniment les haines, les animosités, les défiances, les calomnies, les jugements téméraires, l'esprit de vengeance. Et la haine des hommes les uns contre les autres, principalement celle des membres d'une même famille, n'est-ce pas l'enfer ?

Sans doute parmi ceux qui appellent de leurs vœux les révolutions, qui les provoquent, les préparent et les opèrent, il est des esprits chimériques, des esprits faux et à idées préconçues qui y trouvent de beaux côtés et des utilités de plus d'un genre : ils veulent, diront-ils, retremper, rajeunir, régénérer la société. Les partisans de Robespierre ne s'appelaient-ils pas les vertueux, et le cul-de-jatte Couthon ne prétendait-il pas faire envisager la plus abominable des révolutions comme une œuvre d'épuration ? ne disait-il pas : « *Après avoir épuré les hommes, épurons les choses.* » ?!!

Tout ne consiste pas à avoir de bonnes intentions : *l'enfer en est pavé*, selon l'expression d'un grand écrivain. Ces pré-

tendus régénérateurs, rénovateurs de la société ne sont-ils pas parfaitement figurés par ces filles de Pélidas, dont un poète français a dit :

Vous qui vous élevez contre l'humanité,
Ne connaissez-vous pas les filles de Pélie?
Dans leur aveuglement voyez votre folie.
Elles croyaient dompter la nature et le temps
Et rendre leur vieux père à la fleur de ses ans :
Leurs mains, par pitié, dans son sein se plongèrent :
Voulant le rajeunir, ses filles l'égorgèrent.

Je modifierai un peu les deux vers qui suivent ceux que je viens de citer, pour les appliquer à ma thèse :

C'est là votre portrait, novateurs insensés !
Vous voulez nous refondre, et vous nous détruisez.

On nous objectera la prospérité actuelle de l'Angleterre, sa puissance, ses progrès depuis la révolution qui a fait passer les rênes de cet Etat des mains des Stuarts dans celles de Guillaume d'Orange. Mais il n'y a rien là qui contredise la thèse que je soutiens. La révolution d'Angleterre de 1689 en fut à peine une. Louis XVIII dit en rentrant en France : « Il n'y a rien de changé : il n'y a qu'un Français de plus » ; Guillaume, en entrant dans le palais de Saint-James, eût pu dire plutôt encore : « Il n'y a rien de changé : il n'y a qu'un Anglais de plus. » A son avènement, il n'y eut, pour ainsi dire, de changé que la personne du souverain ; et encore le successeur du Roi détrôné, de Jaques II, était son gendre : l'épouse de Guillaume III, Marie, était la fille de Jaques II ; et au commencement du règne de Guillaume, les actes émanés de l'autorité souveraine portaient, avec la signature du Roi, celle de la Reine, par respect pour l'hérédité. Une atteinte grave sans doute fut alors portée à l'hérédité de la couronne ; mais toutes les autres hérédités et tous les autres droits historiques furent respectés, hérédité et droits de la Pairie et de la Chambre Haute, hérédité et droits

de la Haute Eglise, hérédité et droits de la Chambre des Communes, hérédité des titres et prérogatives des comtes, baronnets, etc., hérédité et droits des corporations communales et municipales, des corps des arts et métiers et autres encore. C'est là un point important auquel on n'a pas assez pris garde, quand on a raconté l'histoire de la dernière révolution d'Angleterre.

Celle qui amena au pouvoir Olivier Cromwell, fut bien plus considérable ; mais aussi combien peu de temps ce pouvoir dura-t-il ? Et le régicide de Charles I^{er} n'eut-il pas des suites terribles pour l'Angleterre ? que de sang versé ! que de conspirations formées contre l'usurpateur et de conspirateurs punis de mort ! que de combats livrés par Monck aux restes du parti du Protecteur ! Cromwell ayant usurpé la couronne, sans l'ombre d'un droit, pourquoi le Duc de Montmouth, fils naturel de Charles II, n'aurait-il pas pu se flatter de succéder à son père malgré le vice de sa naissance ? Sa rébellion eut des conséquences terribles, qui, dans l'éloignement, le paraissent infiniment moins qu'elles ne le furent en effet. Le sang d'un roi, versé par des rebelles, a comme ébranlé jusque dans ses fondements le sol de l'Angleterre, à laquelle il a fallu près d'un siècle (de 1649, année de l'exécution de Charles I^{er}, jusqu'à la paix d'Aix-la-Chapelle, en 1748) pour se remettre de ses agitations intestines, et pour se rasseoir après ses perpétuelles secousses. Encore en 1745, le sol de l'Angleterre fut ensanglanté par une guerre civile, une guerre terrible, dans laquelle le Prince Charles-Edouard, voulant recouvrer l'héritage de ses pères, fut d'abord vainqueur à Falckirc, puis, vaincu à Culloden, où son armée fut entièrement détruite.

Et la politique si souvent injuste et égoïste de l'Angleterre, si souvent attentatoire aux droits des autres peuples, cette politique qui sera peut-être un jour la cause de sa ruine, n'est-elle point un des effets, une des conséquences de ses

deux dernières révolutions, auxquelles il est impossible de ne pas attribuer en grande partie la longue oppression de l'Irlande, cette cause incessante de danger pour l'Angleterre, cette épée de Damoclès constamment suspendue sur sa tête?

Un crime semblable au régicide de Charles I^{er}, mais accompagné de circonstances plus affreuses, devait faire subir à la France des destinées non-seulement semblables, mais bien plus terribles encore, qui ont fait dire à un écrivain Français : « Une nation régicide est en même temps suicide : elle se coupe la tête » (BOISTE).

Que de sang versé sur les échafauds à la suite du régicide de Louis XVI ! et trois millions d'hommes seraient-ils morts sur les champs de bataille, à l'époque de la république et de l'empire, si le Roi-martyr n'eût pas porté sa tête sur l'échafaud ? — C'est à ce crime qu'il faut attribuer la peine qu'a la France de reprendre une certaine assiette : tout, et à tout bout de champ, y est remis en question ; elle ne peut retrouver et garder son centre de gravité ; elle chancelle incessamment comme un homme ivre, dont on ne saurait dire s'il tombera à droite ou à gauche, aujourd'hui l'anarchie, demain le despotisme, après demain, peut-être, de nouveau l'anarchie. Par un vote populaire de sept millions et demi d'électeurs, elle vient de légitimer à l'avance le despotisme le plus absolu qu'elle ait jamais eu à subir : elle sentait que, les circonstances étant données, c'était pour elle une nécessité.

Aussi voyez comme tous les bons esprits se rencontrent maintenant en France pour flétrir les révolutions. « La liberté, a dit M. de Montalembert, dans son discours de réception à l'Académie française, la liberté porte encore et portera longtemps la peine de la révolution. Ayons le courage de le dire, en présence des arrêts de l'histoire et des menaces de l'avenir : la révolution de 1789, telle qu'elle s'est faite, n'a été qu'une sanglante inutilité. Tous les bienfaits qu'on lui attri-

bue, ses conséquences durables que nul ne songe à contester, les droits et les garanties qui nous sont devenus comme une seconde vie, tout cela eût été obtenu graduellement, complètement sans aucune des violences révolutionnaires, et n'en eût été que plus solidement enraciné, plus universellement respecté; car 1789 ne fut pas la liberté; ce fut la révolution. Un écrivain distingué l'a dit : La liberté politique, en France, a un grand malheur : c'est d'être née de la révolution. On les confond souvent; et cependant à vrai dire, ce sont les deux contraires : la liberté, c'est le droit limité par le devoir; la révolution n'est que la force triomphant du devoir et du droit.»

Dupin, qu'on n'a jamais accusé d'exagérations royalistes, président, en 1851, le Comice agricole de la Nièvre, a dit avec autant de vérité que d'à-propos : « Les peuples bien avisés n'ont peur que d'une chose, c'est d'un mauvais gouvernement; et par conséquent ce qu'ils doivent le plus redouter, ce sont les crises politiques et les révolutions; il n'y a que la terre qu'on féconde en la retournant sens dessus dessous : il n'en est pas ainsi des institutions et des lois.»

Dans la proclamation du 14 janvier du Président Louis-Napoléon se lisent ces lignes : « La constitution présente a laissé aux changements une assez large voie, pour qu'il y ait dans les grandes crises d'autres moyens de salut que l'expédient désastreux des révolutions.»

Mais quel Français a dit quelque chose de plus fort contre les révolutions que J.-J. Rousseau, dont se réclament si souvent les révolutionnaires, et qui vivait long-temps avant la plus terrible des révolutions, celle de 93? « Une révolution, disait-il, fait plus de mal en une année, qu'elle n'en prévient pour des siècles.» Et en quatre années!... dirons-nous, à notre tour ⁽¹⁾. Je crois que les Neuchâtelois

(1) La meilleure image dont on puisse se servir pour représenter une révolution, est celle d'un vase au fond duquel il y aurait du dépôt et qu'on secouerait violemment : une partie du sédiment monterait jusqu'au haut

de la vieille roche seront assez disposés à faire chorus avec ceux qui disent : La meilleure des révolutions ne vaut rien. Tout, plutôt qu'une révolution. Convenons pourtant qu'à cet égard, comme à bien d'autres, il n'y a point de règles sans exception. Avec quelque sévérité que l'on soit disposé à juger les révolutions en général, on ne saurait nier qu'elles n'aient eu souvent pour causes des abus de pouvoir, des actes tyranniques et arbitraires, un régime intolérable, la violation des lois divines et humaines, de légitimes griefs de la part des peuples.

Lequel d'entre les historiens et les moralistes a jamais condamné les Juifs qui, sous Juda Macchabée et Jonathan, secouèrent le joug d'Anthiochus Epiphanes, essentiellement parce qu'il voulait les contraindre à renoncer à leur religion? On n'a qu'à lire dans le chapitre septième du I^{er} Livre des Macchabées le martyre d'une mère et de ses sept fils ordonné par le roi de Syrie, ce monstre à figure humaine. Ce chapitre commence ainsi : « Il arriva encore que sept frères et leur mère furent pris, et l'on voulut les contraindre, à coups de fouet et de nerf de bœuf, à manger de la chair de porc que la loi leur interdisait. Le plus âgé d'entr'eux dit : Que demandez-vous? Nous sommes prêts à mourir, plutôt que de violer la loi de nos pères. Le roi irrité ordonna de faire rougir au feu les poêles et les chaudières; dès qu'elles furent rouges, il commanda de couper, devant la mère et les frères, la langue et l'extrémité des mains et des pieds à celui qui avait parlé le premier, de l'approcher ainsi mutilé du feu, et de le jeter dans cette poêle rougie, pendant qu'il respirait encore; mais tandis qu'il s'élevait de cette poêle

du vase; et l'eau pure qu'il contenait, cesserait de l'être. On comprend qu'en nous exprimant ainsi sur les révolutions, nous entendons parler essentiellement de celles d'en bas, comme celles de 93 et du 24 Février 1848, et non pas comme celle du 2 Décembre 1851.

des nuages de fumée, les frères et la mère s'exhortaient courageusement.» Ils subirent successivement le même supplice, aggravé encore par d'autres raffinements de cruauté; et la mère mourut de même la dernière. — Qui pourrait juger trop peu motivée la levée de boucliers des Juifs aussi inhumainement traités? De même qui pourrait condamner l'entreprise du souverain sacrificateur Jéoadah, qui renversa Athalie du trône usurpé par elle, pour y replacer le légitime héritier des rois de Juda? Athalie, tyrienne d'origine du côté de sa mère, avait résolu d'éteindre la race de David et d'anéantir le culte du vrai Dieu. A l'exception de cette reine impie et meurtrière de sa propre famille, les dix-neuf souverains de Juda furent du sang de David. En faisant monter sur le trône le fils d'Achazia, Jéoadah rétablissait la succession légitime, six ans interrompue: ce serait donc un abus d'expression que d'appeler révolutionnaire sa louable et pieuse entreprise: les positions et les circonstances étant données, elle était non-seulement un droit, mais encore un devoir. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à lire la tragédie d'*Athalie*, ce chef-d'œuvre où Racine a été si remarquablement fidèle et aux principes et à l'histoire.

Enfin, pour nous rapprocher de nous, qui pourrait blâmer l'émancipation de la Suisse opérée, en 1308, par Guillaume Tell et les héros du Grütli? Les Waldstetten ne prétendaient point s'affranchir de l'Empire, mais seulement de la maison d'Autriche, qui, comme telle, n'avait aucun droit sur eux. «De peur que leur obéissance à des *agens autrichiens*, dit l'historien Müller, ne fût convertie en devoir, ils députèrent vers le Prince (Albert) pour obtenir un gouverneur de la part de l'Empire.» Long-temps après l'émancipation, il y avait encore en Suisse des Baillifs *impériaux*. L'empereur Louis, l'un des successeurs de l'empereur Albert, après avoir triomphé de son compétiteur Frédéric, établit sur les Suisses, et sans protestation de leur part, comme

Baillif impérial, le comte Jean d'Arberg, Seigneur de Valangin. A l'époque de Guillaume Tell et du Grütli les conservateurs étaient les Suisses; le novateur et le révolutionnaire, Albert, qui n'était pas le souverain des Suisses, mais seulement prétendait le devenir : il n'était légalement que leur *Avoué*. On ne doit donc pas trouver très-étonnant que Frédéric-Guillaume III ait fait faire sur le Grütli un monument en l'honneur des Trois Suisses qui y prêtèrent le serment devenu célèbre sous le nom de cette montagne, et que la tragédie de Guillaume Tell par Schiller et l'opéra qui porte ce nom, soient joués sur les théâtres de l'Autriche : je les ai vu représenter à Vienne même.

Qu'y a-t-il eu dans la révolution de Neuchâtel à comparer avec les trois grands mouvements politiques dont je viens de parler, et qui étaient suffisamment motivés? Quels motifs les partisans et les auteurs du 1^{er} mars peuvent-ils alléguer pour le justifier? Il est évident qu'ils ne conviendront jamais qu'ils nous ont révolutionnés sans raisons suffisantes et sans causes justificatives. Examinons et jugeons au moins les principales de celles qu'ils allèguent. Après avoir dit quelles ont été les causes de notre révolution, complétons notre seconde partie, en disant quelles sont celles dont elle n'a point été l'effet. Notre première partie pourrait déjà servir de réfutation aux raisons alléguées par les révolutionnaires neuchâtelois en faveur de la révolution. Toutefois nous croyons devoir les réfuter plus expressément et une à une, au moins les principales.

Le Prince de Neuchâtel, disaient-ils, est un souverain étranger, ce qui ne peut aller et ne doit pas être. — Pourquoi donc? leur demanderons-nous. L'empereur d'Autriche ne règne-t-il pas sur des pays de nationalités et de langue très-différentes de celles de l'Autriche proprement dite? Et si

tous les sujets de l'empereur de Russie et de la reine d'Angleterre faisaient les mêmes raisonnements que nos républicains, il n'en resterait pas beaucoup à ces souverains; l'Ecosse et l'Irlande mêmes, qui ont eu long-temps leurs propres souverains, ne voudraient plus de celui qui a sa résidence en Angleterre exclusivement. Pendant nombre d'années le Hanovre a eu pour souverain légitime le Roi d'Angleterre. D'après les principes de nos républicains, les Hanovriens auraient donc pu légitimement exiger de leur souverain étranger qu'il les laissât se gouverner comme bon leur semblerait, s'émanciper et passer à la république⁽¹⁾. Parce que notre souverain n'avait pas sa résidence dans notre pays, les républicains qualifiaient les royalistes neuchâtelois du nom de *parti de l'étranger*. En vérité, il leur sied bien de nous reprocher d'être amis des étrangers et de servir une cause étrangère! N'avaient-ils pas (coïncidence assez piquante) un Prussien à leur tête, quand ils ont envahi le château du Roi? Les Neuchâtelois faisaient-ils la majorité dans leur troupe? N'est-ce pas la révolution française qui a provoqué celle de Neuchâtel et en a donné comme le signal? ou plus que cela encore? N'est-ce point du dehors, de Berne, qu'on a reçu le mot d'ordre, deux jours avant le 1^{er} mars? Lors des dernières élections au Grand-Conseil, ne voyait-on pas affichés aux murailles de la ville de Neuchâtel des appels (Aufruf) en langue allemande? Le 6 juillet, le jour de l'assemblée de la Générale Bourgeoisie de Valangin, n'y avait-il pas, sur la colline vis-à-vis du Verger, un plus grand nombre d'étrangers que de nationaux; n'y avait-il pas même des réfugiés allemands, des Polonais, des Français, des Italiens (Tessinois)? Dans une colonne républicaine, partie d'un petit vil-

(¹) Je puis faire ici d'autant plus ce rapprochement, que si Guillaume III, roi d'Angleterre, eût laissé des enfants et n'eût pas cédé ses droits au roi de Prusse, la principauté de Neuchâtel eût appartenu, comme le Hanovre, aux rois d'Angleterre.

lage des montagnes, on a compté des hommes de douze pays différents ! Lors du défilé, n'a-t-on pas entendu des commandements en langue étrangère ? C'était une réunion cosmopolite, dans laquelle les Neuchâtelois étaient tout-à-fait en minorité ; assez en minorité pour qu'on s'explique très-bien le mot d'un spectateur : « Il y a là des gens de tous les pays, sauf de Neuchâtel. » Neuchâtel n'était que sur le pré de la Bourgeoisie. C'est à n'en pas croire ses yeux et ses oreilles, quand on voit et qu'on entend des radicaux cosmopolites traiter de partisans de l'étranger quiconque, en Suisse, à Neuchâtel, voudrait conserver quelque chose d'historique et de national ! Quoi donc ! nos bourgeoisies, nos communes, toutes nos institutions politiques, civiles, ecclésiastiques étaient étrangères ! Et ceux qui travaillent à les faire de plus en plus disparaître, sont les seuls vrais Neuchâtelois ! A ce compte-là les membres de la *Dynastie de Nassau* (comme on appelait à Berne Snell et ses gendres) étaient plus Bernois que les Bernois mêmes ! Pourtant le peuple du canton de Berne, à qui on avait jeté quelque temps de la poudre aux yeux, a fini par les ouvrir, et par comprendre lequel de Stæmpfli ou de Blösch était du parti de l'étranger. A Neuchâtel le bord Nassau n'est-ce pas le parti républicain, et le bord Bernois, le parti royaliste ?

Au reproche adressé à notre Prince d'être étranger, a été ajouté aussi celui d'être trop éloigné de nous. Mais n'a-t-il pas été toujours près de nous par ses bienfaits ? La distance où était de nous le Prince, a-t-elle jamais porté atteinte à son affection pour nous, à l'intérêt qu'il nous portait ? Ne nous a-t-il pas toujours au contraire témoigné une affection particulière ? Et, chef d'une des cinq grandes puissances de l'Europe, n'avait-il pas assez de moyens d'étendre jusqu'à nous son influence protectrice ? Il a fallu les circonstances exceptionnelles, uniques de l'époque actuelle pour paralyser, depuis 1848, cette influence à notre égard. Nous nous rappé-

lons fort bien l'espèce de *phrase faite* qu'avaient à la bouche en 1831, en parlant de l'éloignement du Prince de Neuchâtel, les partisans de l'émancipation : *Au premier coup de canon tiré sur le Rhin, nous serons envahis par la France.* En 1707 on aurait pu faire la même objection contre la sentence des Trois-Etats par laquelle la Principauté fut dévolue au Roi de Prusse; et pourtant bien des coups de canon ont été dès lors tirés sur le Rhin, sans que la France ait franchi nos frontières.

Je voudrais qu'on pût nous dire quel Neuchâtelois a jamais souffert dans ses droits, dans ses intérêts, de l'éloignement où le Prince de Neuchâtel était de sa principauté ⁽¹⁾. N'oublions pas d'ailleurs que d'après notre constitution, le siège de l'autorité du Prince, la souveraineté était toujours censée se trouver dans la Principauté même. De là l'ancienne expression *la Seigneurie*, qui mettait si bien en relief ce côté de notre constitution politique.

Et les soixante et dix mille francs, la somme royale, qui allaient se perdre dans les sables du Brandbourg, au lieu de se dépenser dans le pays? C'était là encore une *phrase faite* de nos républicains, comme celle du premier coup de canon tiré sur le Rhin. Il est sûr que notre pays s'en est déplorablement ressenti! qu'il en a été singulièrement appauvri! Il fallait

⁽¹⁾ Mais aussi combien de personnes, à Berlin, étaient appelées d'office à s'occuper des affaires de Neuchâtel et à s'y intéresser! nous pouvons en croire M. DuBois-Reymond, notre concitoyen. qui dans son emploi, nous a donné tant de preuves de son patriotisme, et qui s'exprime ainsi à ce sujet : « Ce n'est pas seulement le ministère des affaires étrangères qui est appelé à consacrer ses travaux et son temps aux affaires relatives à la Principauté. Il y a en outre le Cabinet du Roi, pour toutes les affaires qui exigent une décision immédiate de Sa Majesté, les ministres du trésor, des finances, du commerce et de l'intérieur, pour toutes les affaires de comptabilité ou concernant les arts, l'industrie et le commerce de la Principauté, en tant que ces différents objets réclament l'attention de la Prusse, par l'effet de la sollicitude de son Roi, notre Prince; le ministère de la guerre, pour les affaires relatives au bataillon des tirailleurs de la garde; le ministère de la justice et le sénat criminel de Berlin pour les sentences criminelles qui doivent être soumises à la sanction suprême du Roi, etc.»

voir la misère qui y régnait partout, avant l'avènement de la République ! Nos républicains ont-ils jamais voulu prendre acte de ce fait que la somme royale se dépensait en grande partie, quelques années même en totalité, dans le pays⁽¹⁾; que la portion qui ne s'y dépensait pas directement, y revenait indirectement par les pensions militaires, par le dépôt de recrutement et de bien d'autres manières encore ?

Un républicain, qui ne savait pas très-bien sa géographie, disait un jour que les 70,000 francs descendaient le Rhin, pour se perdre dans les sables du Brandebourg. — Quelle horreur ! lui répondit un royaliste ; mais au fond vaut-il mieux qu'ils descendent le Seyon, la Reuse et la Serrière pour se perdre dans le lac ? Et la somme républicaine comparée à la somme royale, ne se composerait-elle pas d'un zéro de plus peut-être ? 700,000 au lieu de 70,000 ? Hélas ! qu'il est difficile de contenter tout le monde ! Tandis que les républicains neuchâtelois déblatéraient contre la somme royale, les Prussiens se plaignaient que la Principauté coûtait à la monarchie ! Ces plaintes contradictoires étaient toutes deux mal fondées, mais surtout celle des républicains neuchâtelois.

Récemment les *Savants* du bord républicain ont beaucoup fait mousser un argument dont on ne s'était guère avisé avant le 1^{er} mars ; c'est à savoir que le Roi de Prusse n'était pas légitime souverain de Neuchâtel ! que la sentence de 1707 n'était pas fondée en droit ! C'est là le principal point de mire du Dr Roth, dans sa brochure intitulée *Etudes neuchâteloises*, que vient de reproduire, revue et corrigée, le Républicain neuchâtelois, sous le titre d'*Anti-Leibnitz*. Je ne ferai pas un *Anti-Roth*. Je me bornerai à quelques réflexions,

(¹) Il en a été surtout ainsi depuis 1831 ; mais déjà auparavant une remarque semblable eût pu plus d'une fois être faite : « On assure, dit M. DuBois-Reymond, qu'en 1819, il ne restait au Roi, des revenus de la Principauté, après les dépenses que, pendant l'année, il avait fait faire ou autorisées dans le pays, que 1500 livres, somme pour laquelle il fit venir une montre de la Chaux-de-Fonds. »

qui seront plus à la portée de tout le monde que les questions de fiefs, d'arrière-fiefs, d'inféodation de Jean de Châlons, de réinféodation de Rollin, et autres semblables qu'ont soulevées les prétendants de 1707.

Non-seulement les Trois-Etats ont *bien jugé* ; mais encore ils n'auraient pu juger autrement. Un seul des prétendants (c'est là un fait sur lequel on n'a pas assez appuyé) faisait encore partie au Roi de Prusse, le prince de Carignan ; tous les autres s'étaient successivement retirés. Le seul compétiteur *sérieux*, le prince de Conti, avait même, en se retirant, exigé de tous ses partisans qu'ils se ralliassent au parti du Roi de Prusse. (Mém. de S. Pury, jusqu'à ce moment-là principal confident et conseiller du Prince.) Et qui oserait dire que les juges des Trois-Etats eussent dû faire pencher la balance en faveur du petit Prince de Carignan ? La souveraineté ne pouvait donc être dévolue qu'au Roi de Prusse, à moins d'avoir recours à l'expédient qui eût été du goût du Dr Thurgovien, de débouter tous les prétendants, et d'accaparer la souveraineté, pour faire de Neuchâtel une république. Le docteur en droit, que nous réfutons, aurait donc voulu faire jouer à nos Trois-Etats le rôle de Perrin Dandin, dans la fable des *deux Plaideurs*, qui se disputaient la propriété d'une huître.

Perrin Dandin arrive ; ils le prennent pour juge :
Perrin fort gravement ouvre l'huître, et la gruge,
Nos deux messieurs le regardant.

Ces deux messieurs auraient été, selon le vœu du docteur, le Roi de Prusse et le Prince de Carignan. Est-ce là comme docteur en droit, sa théorie sur les questions du *tien* et du *mien* ? Elle a au moins le mérite de la nouveauté, appliquée à la grande question neuchâteloise. Heureusement personne, en 1707, n'a proposé *sérieusement* cette solution, ni au dedans ni au dehors. N'est-ce pas un axiome de droit, que les tribunaux ne peuvent pas juger en dehors de ce qui leur est soumis (*extra ou ultra petita*) ?

M. Roth a trouvé sur ce point dans les mémoires du chancelier de Montmollin une pensée *fugitive*, qui était *selon son cœur*; il la cite avec complaisance; mais j'ai cherché en vain dans les *Etudes neuchâtelaises* la phrase où l'illustre et honnête Chancelier parle de son *aversion pour les nouveautés fondées sur usurpation*. Qu'eût dit le Chancelier du *premier mars*?

Le 1^{er} mars 1848, pour le docteur Roth, et suivant les théories du jour, est un fait accompli... partant légitimé. Mais, pour l'amour de Dieu, comment l'entend-il? Le 3 novembre 1707 n'est-il donc pas *un fait 141 fois accompli*? La sentence prononcée ce jour-là n'est-elle donc pas tombée en force de chose jugée, autant qu'aucune sentence imaginable? Il n'appliquera donc pas au Roi de Prusse, Prince de Neuchâtel pendant un siècle et demi, les maximes des juristes : *Tenet qui tenet, beati possidentes?* (*Celui qui tient, tient, heureux ceux qui sont en possession*). C'est là un possesseur qui ne lui paraît pas suffisamment établi! Il est bien difficile. Et compte-t-il pour rien tous les traités européens qui, depuis, ont reconnu et garanti et les droits du Roi de Prusse sur Neuchâtel et sa possession? Compte-t-il pour rien en particulier, lui, Suisse, et prétendant plaider la cause de la Suisse dans ses *Etudes*, les actes par lesquels la Suisse a reconnu la validité de la sentence de 1707, et y a solennellement applaudi? Je l'invite à relire, dans l'ouvrage de G. Zellweger (qu'il cite lui-même), *Geschichte der diplomatischen Verhältnisse der Schweiz mit Frankreich* (Hist. des rapports diplomatiques de la Suisse avec la France), les pages 192-257, qui traitent des affaires de 1707, et en particulier le paragraphe que je vais traduire : « Le roi de Prusse ayant été nommé et reconnu comte de Neuchâtel et Valangin par le juge compétent, les Bernois, immédiatement après le prononcé des Trois-Etats, firent complimenter le plénipotentiaire prussien par une députation, et le Roi par un écrit, et le reconnurent comme leur combourgeois. »

Le Dr Roth n'ignore pourtant pas que l'Etat de Berne tenait si fort à la sentence de 1707, que, plutôt que de consentir qu'il y fût porté atteinte, il s'exposa à une guerre avec Louis XIV, et fit avancer à cet effet des troupes vers les frontières de la France?

Aussi bien il est fort difficile de raisonner avec M. le Dr en droit, qui établit que c'est la force qui fait le droit. Il convient que la République neuchâteloise doit son existence à la force (*Gewalt*); mais cela ne l'embarrasse pas; car c'est là, selon lui, la marche du droit, du vrai droit (*des Rechts, des wahren Rechts*). J'invite ceux de mes lecteurs qui savent l'allemand, à lire ce qu'il dit à cet égard à la page 108 de ses Etudes neuchâteloises; ils se convaincront que nul écrivain, pas même Hobbes et Machiavel, n'a autant préconisé que lui le droit de la force, et autant érigé en théorie l'idée exprimée dans ce vers de Lafontaine :

La raison du plus fort est toujours la meilleure.

N'est-ce pas là comme une provocation qu'il adresse aux conservateurs Neuchâtelois à trouver les moyens d'être les plus forts, et une assurance qu'il leur donne à l'avance, qu'alors il les approuvera?... Et l'on dit qu'il est l'un des rédacteurs du *Bund*,... que de sujets de réflexions!

On a beau faire toutes les concessions possibles au docteur Roth, on est obligé logiquement de tirer de ses prémisses des conclusions diamétralement opposées aux siennes. Je veux lui accorder, par exemple, *Que le peuple de Neuchâtel est, et était en 1707, la source de la souveraineté; que c'est par pure élection que le Roi de Prusse est devenu prince de Neuchâtel* (pag. 52). Alors je lui demanderai deux choses, l'une, si c'est le peuple neuchâtelois qui a fait le 1^{er} mars; l'autre, si ce n'est pas le peuple neuchâtelois qui a fait le 3 novembre 1707. Le Docteur est grand partisan du suffrage populaire et de l'omnipotence des majorités. Eh bien, je l'invite à se procurer un petit écrit intitulé *Recueil de diverses pièces con-*

cernant les franchises et libertés des peuples de la Principauté de Neuchâtel et Valangin, imprimé en 1762 ; il y lira , à page 169, sous la rubrique *Association générale de tous les Corps et Communautés de l'Etat* du 19 juin 1709 :

« Nous les Corps et Communautés ci-dessous nommés, ayant appris, par une heureuse expérience, combien, avec la bénédiction du Ciel, l'union et la bonne intelligence entre les Corps d'un Etat peuvent contribuer, non-seulement à sa conservation, mais même à l'augmentation de son honneur,

» Déclarons unanimement que nous persistons et voulons persister à jamais dans cette même union et bonne intelligence qui a régné entre nous jusqu'à présent, et qui a produit de si excellents effets, surtout et particulièrement pendant le dernier interrègne. Et, comme nous avons à cœur sur toutes choses de la maintenir et conserver, et de prévenir, par ce moyen, tout ce qui pourrait altérer notre repos et cette heureuse tranquillité dont nous jouissons, depuis qu'il a plu à Dieu de nous soumettre à la juste et glorieuse domination de Sa Majesté le Roi de Prusse, notre légitime et très-auguste souverain Prince et Seigneur, Nous n'avons pu voir, sans autant de surprise que de déplaisir, de certaines démarches faites depuis peu, et qui nous font juger que, parmi ceux qui, pendant le dernier interrègne, avaient formé des prétentions sur cette souveraineté, il y en a encore qui peuvent ou qui pourraient avoir la pensée de les produire de nouveau, s'ils en trouvaient l'occasion. De sorte que nous avons cru ne pouvoir nous dispenser de faire connaître et manifester à toute la terre quels sont nos sentiments sur ce sujet. C'est pourquoi nous étant aujourd'hui expressément et solennellement assemblés, Nous déclarons unanimement par le présent acte et en la meilleure forme et manière possible, que la juste et légitime possession du Roi, notre souverain Prince et Seigneur, étant fondée sur le jugement souverain et absolu, rendu le 3 novembre 1707,

par le tribunal suprême des Trois-Etats de cette souveraineté, seul juge naturel et compétent pour tous les différents et contentions qui peuvent survenir au sujet d'icelle, et cela après une longue procédure, instruite dans toutes les formes selon nos lois et coutumes, pendant le cours de laquelle tous les prétendants ont pu, avec une entière liberté, produire leurs prétentions, lesquelles ont été dès lors absolument et totalement éteintes; on ne saurait désormais, en aucune manière, ni sous quelque prétexte que ce soit, donner aucune atteinte à la juste possession du Roi notre très-auguste souverain et de ses légitimes successeurs, non plus qu'au dit jugement absolu des Trois-Etats, ensuite et en conséquence duquel nous nous sommes liés à Sa Majesté par les serments les plus solennels et les plus authentiques, sans troubler notre repos et notre tranquillité, et sans renverser, en même temps, tant les lois et constitutions fondamentales de l'Etat en général que les franchises et libertés respectives de chacun de nous en particulier. Nous déclarons en outre que nous nous unissons et associons de nouveau, en tant que de besoin, pour le maintien et la conservation de tout ce que dessus, et particulièrement de la juste domination de Sa Majesté et de ses légitimes successeurs, pour qui nous aurons à jamais une fidélité inviolable et à toute épreuve. Promettant et nous engageant de bonne foi les uns aux autres de nous aider et assister mutuellement pour le maintien et conservation de tout le contenu au présent acte, et d'employer pour cet effet tout ce qui dépendra de nous, chacun selon notre pouvoir, même d'exposer, s'il en était besoin, nos biens et nos vies, afin d'empêcher et prévenir tout ce qui pourrait être contraire à l'effet de notre présente déclaration, union et association.

» Et après que le projet du présent acte a été dressé, conformément à l'avis unanime des députés des corps et communautés en leur assemblée tenue à Neuchâtel..... et ensuite

porté par eux en l'assemblée particulière de chacun des dits Corps et Communautés, après une libre et meure délibération, l'ont approuvé en tout son contenu, et ont donné ordre et plein pouvoir aux soussignés de le signer en leur nom, ce qu'ils ont fait au grand poêle du château, etc.»

Suivent 140 signatures.

C'est donc le pays tout entier qui a signé au procès par ses mandataires. L'acte des Trois-États a été une sentence judiciaire et un libre choix tout ensemble, mais un libre choix seulement entre des prétendants ayant des droits et des titres à faire valoir : le tribunal et le pays ne se seraient pas crus libres de faire tomber leur choix sur d'autres. Il n'est guère possible de concevoir que le principe *électif* et le principe *héréditaire*, la souveraineté du peuple et la légitimité puissent être mieux conciliés qu'ils ne le furent alors. Les démocrates ne reconnaissent d'autres droits que ceux qui résultent du prononcé des majorités. Eh bien, il y a ici plus qu'une majorité : il y a unanimité ; ici peut s'appliquer, dans toute la vérité de sa signification, la maxime *vox populi, vox Dei* (la voix du peuple est la voix de Dieu). Le docteur démocrate ne pourra donc pas appliquer ici le reproche banal d'aristocratie adressé aux Neuchâtelois. Un peuple entier aristocrate ! ce serait par trop fort. Et nous voulons non-seulement compter les suffrages dans le sens de la démocratie, mais encore les peser dans le même sens. A la p. 184 du *Recueil* on trouve cette accolade-ci :

{	Pour et au nom de la Communauté de Vauxmarcus,	ABRAM NICOD.
	Pour et au nom de la Communauté de Vernéa,	JEAN PERRUDET.
	Lesquels ne sachant écrire, j'ai signé leurs noms par leur ordre et en leur présence,	J. GÉLIEU (avec parafe).

Ne voilà-t-il pas des signatures assez populaires ? (1)

(1) On pourrait rapprocher de cette déclaration des Corps et Communautés de l'État en 1709 celles des quatre Bourgeoisies en 1814 et 1847. Après le renversement de la domination du prince Berthier par les Alliés,

C'est donc le pays tout entier, dans les classes inférieures comme dans les classes supérieures, qui a *voulu* le jugement de 1707. Cela peut bien faire balance et contrepoids à l'opinion de M. Roth qui, lui, ne le veut pas. Aussi bien le docteur n'aura jamais assez d'esprit pour nous faire accroire que ce soit *l'illégalité* de la sentence de 1707 qui ait poussé les patriotes de 1848 à venir à Neuchâtel renverser une autorité qui tenait originairement ses droits de cette sentence, et qui les ait engagés à *redresser*, en Don Quichottes politiques, les *torts* des Trois-Etats du 3 novembre 1707, *torts* dont ils se souciaient si peu, qu'ils n'en avaient pas même connaissance. C'est après coup que M. Roth et des *savants* d'entre nos révolutionnaires ont imaginé ce moyen de justifier la révolution du 1^{er} mars. Ce moyen appartient à la catégorie de ceux auxquels ont recours les avocats à bout de voie.

Je viens de parler des Corps et Communautés de l'Etat. C'était à ces corps, c'était à nos Bourgeoisies qu'en voulaient un grand nombre de républicains neuchâtelois : on comprend pourquoi ; mais ce vrai *pourquoi*, ils ne le disaient pas. Ils disaient que c'étaient des corps privilégiés, et que tout privilège devait disparaître. L'avocat Bille, en 1831, appelait les bourgeois de Valangin *de petits nobles*, leur apprenant là quelque chose dont ils ne se doutaient point ; et, pour obvier au mal, proposait sérieusement d'instituer une cinquième bourgeoisie pour tous les sujets de l'Etat qui n'appartenaient pas à l'une des quatre bourgeoisies déjà existantes. C'eût été là un expédient semblable à celui qu'on emploierait pour satisfaire aux plaintes des membres de certaines communes

ces *corps populaires* exprimèrent, dans une lettre au Roi, le vœu prononcé des Neuchâtelois de rentrer sous la domination des Princes qui les avaient gouvernés depuis 1707 ; et à la fin de 1847, l'horizon étant chargé d'orages, elles protestèrent éventuellement contre toute atteinte qui pourrait être portée aux droits et à l'autorité du Roi. Ces deux pièces, ainsi que celle de 1709, étaient des réfutations anticipées des *Études neuchâteloises*.

moins favorisées que d'autres sous le rapport de la fortune : c'est à savoir de niveler les revenus de toutes les communes. Les quatre bourgeoisies n'avaient pas toutes exactement les mêmes avantages et les mêmes privilèges. Nos réformateurs politiques de 1831 auraient dû aussi, pour être conséquents, demander un nivellement complet à cet égard. On a trop oublié, en traitant la question des privilèges, d'en distinguer deux classes, ceux qui sont innocents et ceux qui sont nuisibles. A la première classe appartenaient ceux des bourgeois.

L'existence des bourgeoisies portait-elle quelque préjudice, causait-elle quelque dommage à des Neuchâtelois qui n'en étaient pas membres ? Au contraire, comme colonnes de l'Etat et protectrices nées des droits et libertés des peuples, elles étaient utiles à tout le monde. Les arbres qui, au bord d'une voie publique, fournissent un abri contre la pluie, la grêle ou l'ardeur du soleil et font l'office de garde-fous, ne sont-ils utiles qu'aux propriétaires mêmes ? Dans certains cas graves où des Neuchâtelois, non membres d'une bourgeoisie, croyaient recevoir un grief de quelque acte de l'autorité, ils n'avaient qu'à porter leur plainte à la Commune à laquelle ils appartenaient, et la Commune s'adressant à son tour aux Bourgeoisies, elles prenaient fait et cause pour le Communier, comme elles l'eussent fait pour un Bourgeois⁽¹⁾. Il ne tenait d'ailleurs qu'à chaque sujet de l'Etat de participer aux privilèges des bourgeois : il pouvait acquérir la première bourgeoisie, celle de Neuchâtel, dès qu'il s'était fait une bonne réputation et qu'il avait de quoi payer la finance d'entrage, et celle de Valangin, sans finance, dès que, pouvant faire valoir quelques services rendus par lui à l'Etat ou au pays,

(1) Le régime communal a d'immenses avantages, mais qui ont été quelquefois diminués dans notre pays par deux exagérations contraires, quelques communes se fermant trop, et quelques autres, trop peu. — L'expérience aura servi pour l'avenir, en apprenant à attacher toujours plus d'importance aux conditions morales pour l'admission de nouveaux communiens.

il demandait au Roi cette faveur (très-souvent même, sans qu'il la demandât). La supériorité de fortune de la première Bourgeoisie ne profitait-elle pas à plus d'un égard à tout le pays? la supériorité de ses établissements d'éducation, à un grand nombre d'enfants non bourgeois?

Et si tout privilège, dans un pays, paraît un abus, l'état de société devient impossible: tous les hommes naissent-ils avec les mêmes avantages extérieurs, la même force corporelle, les mêmes dons de l'esprit, les mêmes capacités et les mêmes talents? naissent-ils tous avec la même fortune? Les habitants de la campagne n'ont-ils pas certains avantages refusés à ceux de la ville, et réciproquement? Ceux-ci ont bien plus de facilité pour faire instruire leurs enfants. Nos réformateurs politiques prétendraient-ils donc que, pour être juste et bannir tout privilège, on devrait procurer aux moindres hameaux un gymnase comme celui de Neuchâtel? A ce compte-là, ceux d'entr'eux qui sont nés avec de la fortune, qui, pour l'avoir, comme le dit Beaumarchais, *n'ont eu que la peine de naître*, ne devraient pas dormir tranquilles, jusqu'à ce qu'ils eussent partagé, par égale portion, avec les plus pauvres. Pour qui anathématise toute espèce de privilège, il y a une manière, mais une seule, d'être conséquent, c'est d'arborer le drapeau de l'odieux communisme, qui peut, en définitive, se résumer ainsi :

Tous voulant tout avoir, personne n'eut plus rien.

Pour tout homme qui réfléchit, la légitimité et la nécessité du communisme se trouvaient implicitement dans la proposition Bille sur l'institution d'une cinquième Bourgeoisie.

L'établissement du Corps Législatif, en 1831, diminua en quelque chose l'importance des Bourgeoisies, mais fut loin de la supprimer: dans les grandes circonstances, elles la reprenaient tout entière.

Quoique la composition du Corps Législatif eût une origine des plus populaires, les membres en étant nommés par

le suffrage universel, il n'échappa guère plus aux attaques des révolutionnaires que les Bourgeoisies. Le radicalisme lui reprochait surtout ses *dix députés du Roi*. Eh quoi donc? dans un corps représentatif, dont les décisions étaient presque souveraines, le Souverain seul n'eût pas été représenté! Et par le fait ces députés du Roi n'étaient-ils pas également députés du peuple? Quels membres du corps étaient le plus souvent nommés membres des Commissions par les suffrages de la représentation nationale? les députés du Roi. Ce seul fait, que personne ne pourra contester, ne suffit-il pas pour montrer que ces nominations faites par le Roi l'avaient été dans une vue d'intérêt public, et corrigeaient les caprices si fréquents de l'urne électorale?

Le plus grand reproche peut-être que nos artisans de révolutions faisaient à nos Communes et Bourgeoisies, c'est qu'elles étaient des institutions féodales, mot à effet magique, chose épouvantable, autant que les Croquemitaines le sont pour les enfants en France, et les *Mânaux*, parmi nous. J'ai déjà réduit ailleurs à leur juste valeur ces épouvantails, au moyen desquels on a causé tant de peur et fait tant de dupes. A ce que j'en ai dit précédemment, je dois ajouter un mot encore sur les redevances appelées *féodales*.

Tout s'équilibrait si bien dans notre pays, que l'exemption d'impôts dont jouissait notre industrie, était au bénéfice des agriculteurs imposés, autant qu'à celui des industriels exempts d'impositions. L'industrie de nos montagnes était redevable de sa prospérité constante et toujours croissante essentiellement à la pleine liberté et autres privilèges dont elle jouissait; mais cette prospérité faisait aussi celle de nos agriculteurs ⁽¹⁾, qui trouvaient un débouché facile et très-avan-

(¹) Autrefois la prébende du pasteur des Verrières ne se composait que d'avoine payable en nature et non en argent. Cette denrée avait bien de la peine à s'écouler au milieu d'une population exclusivement agricole; et l'on vit, au commencement du siècle dernier, un pasteur de

tageux des productions de leurs terres sur les marchés des grands centres industriels. J'ai entendu des cultivateurs du Val-de-Ruz comprendre très-bien tous les avantages qu'ils retireraient eux-mêmes de l'affranchissement de l'industrie.

Mais j'ai quelque chose de bien plus péremptoire à alléguer pour réfuter ce grief imaginaire des redevances féodales, si souvent et si amèrement articulé contre l'ancien régime par nos profès ou néophytes révolutionnaires. D'où est partie la révolution? Est-ce des localités qui *souffraient* des redevances féodales, ou de celles qui jouissaient des exemptions? — « Et toi ! combien paies-tu pour ta part ? » demandait un jour un royaliste à un industriel, qui déblatérât contre les redevances féodales. — « Moi, répondit l'industriel, je ne paie rien et je ne dois rien, ne possédant que des maisons et mon établissement d'industrie. » — « Ah ! tu ne paies donc rien.... Eh bien, crie ! »

Ce *crie* fit bien rire tous les auditeurs du dialogue.

On nous dira que les industriels qui criaient si fort contre les dîmes et les cens qu'ils ne payaient pas, en usaient ainsi par pure générosité et compassion pour leurs compatriotes *pressurés*. Oh ! pour le coup, je demande à mes lecteurs la permission de laisser une telle assertion sans réponse.

Non, ni nos institutions féodales, ni nos redevances féodales, n'ont été au nombre des causes de notre révolution ; elles n'ont servi que de prétextes ; et les attaques dirigées contre elles n'ont été, comme on dit en termes d'escrime, que des feintes de flanconade.

cette localité dans une grande gêne, pour n'avoir pas pu vendre l'avoine de sa pension accumulée pendant plusieurs années consécutives dans ses greniers. Mais par un effet de la prospérité toujours croissante du commerce et de l'industrie, les choses changèrent tellement qu'au commencement de ce siècle-ci, le pasteur des Verrières n'obtenait souvent qu'avec beaucoup de peine qu'on lui payât en nature et non pas en argent quelques émines d'avoine qui lui étaient nécessaires. Quelle augmentation un pareil changement ne suppose-t-il pas dans le revenu et la valeur vénale des terres de la contrée, augmentation due à celle des gains de l'industrie?

Sous le rapport de nos institutions, il est pourtant un point où je suis d'accord avec nos adversaires politiques : je reconnais, avec eux, les inconvénients de notre position mixte avant 1848. Moyennant une bonne disposition de leur part, une disposition semblable à celle des royalistes, les choses eussent pu toutefois marcher, même avec ce régime complexe : car enfin n'y a-t-il pas des républiques, des villes libres dans la Confédération germanique, composée d'Etats presque tous monarchiques ? Personne n'aurait dû travailler avec plus de soin à la conservation de notre position mixte que le parti appelé *parti Suisse*. Le Prince de Neuchâtel lui avait fait, en 1815, une grande concession, en se dépouillant d'une partie de ses droits et de son autorité en faveur de la Suisse. Nos républicains se sont servis de cette concession désintéressée, qui eût dû les satisfaire, pour arracher à celui qui la leur avait faite, ce qu'il s'était réservé. Il ne leur appartenait pas, à eux, de se plaindre de la position mixte de notre Canton-Principauté. Ce n'est que par le fait de leur ingratitude que cette position doit être rangée au nombre des causes principales de notre révolution.

Je n'ai rien dit dans ma première partie de la précieuse institution de nos consistoires, de ces tribunaux de mœurs, qui faisaient tant de bien sans bruit, qui ramenaient la paix dans tant de ménages par des remontrances et des exhortations paternelles, qui rappelaient à leurs devoirs, au nom de la religion, tant de pécheurs et d'hommes égarés. Les consistoires ne réussissaient pas toujours, il s'en fallait bien, à procurer le bien qu'ils se proposaient ; mais n'était-ce pas une chose bien édifiante en elle-même, qu'il y eût dans chaque paroisse, dans chaque village, des hommes de bien, chargés de veiller sur les mœurs conjointement avec le pasteur, des laïques, choisis presque toujours parmi les plus pieux, qui fussent au milieu de leurs frères comme des offi-

ciers de morale, des hommes de confiance, à qui les personnes qui avaient des sujets de plaintes dans l'intérieur de leurs familles, pussent les faire entendre confidentiellement, sans avoir recours aux officiers de justice et aux tribunaux? Le secret imposé aux consistoires, l'absence de registres, de règles formulées, de moyens d'action officiels, tout cela assurait aux consistoires une heureuse et salutaire influence. Le corps des anciens était comme une personne morale représentant, dans la paroisse, le père de famille qui, au milieu des siens, exerce ses fonctions moralisantes, sans registres, sans formules prescrites, sans arrêts dictés à des secrétaires. Les consistoires avaient beaucoup de pouvoir pour faire le bien, aucun pour faire le mal.

Il est assez remarquable qu'un savant qui faisait un voyage d'observation en Europe, et dont les tendances politiques étaient assez différentes des nôtres, comme nous avons pu nous en convaincre dans nos entretiens avec lui, le Dr Bowring, ait terminé la partie de son rapport⁽¹⁾ relative à notre pays par ces lignes : « L'instruction religieuse y est très-soignée. Des tribunaux de mœurs, les Consistoires des églises exercent une influence très-salutaire sur la moralité publique. » Nos révolutionnaires ont attaqué avec beaucoup de violence l'organisation consistoriale; ils n'ont été contents que quand ils ont pu mettre dans une de leurs lois cet article-ci : *Les consistoires sont et demeurent supprimés*. Il est possible que quelques-uns d'entr'eux aient eu à s'en plaindre, et, comme on dit, maille à partir avec eux; mais à coup sûr leur suppression n'était pas appelée par les vœux du pays.

S'il n'y avait rien dans nos institutions soit civiles, soit ecclésiastiques qui pût motiver notre révolution, il n'y avait rien non plus qui pût la motiver dans l'administration et l'usage de l'autorité : les personnes, comme les choses, étaient de droit à l'abri des attaques.

(1) Rapport fait au Parlement d'Angleterre.

Les républicains Neuchâtelois se sont permis maintes injures contre le Roi; mais des injures ne sont pas des raisons; mais des faits positifs, ils n'en ont jamais pu citer; mais des preuves, ils n'en ont jamais pu donner. Dans la fameuse séance du Corps-Législatif, de 1831, où fut traitée la proposition Bille relative à l'émancipation, les membres du corps qui la votèrent le plus chaudement, ne laissèrent pas de faire le plus grand éloge du Roi, tellement que l'honorable député des Ponts dit avec beaucoup de bon sens et un grand bonheur d'expression : « Pour moi, je ne comprends rien à un tel amour, qui vote pour l'éloignement de l'objet aimé. » On n'en était pas encore au point où nous en sommes maintenant, où les personnalités les plus calomnieuses sont pain bénit dans un certain bord. Cependant je suis persuadé qu'un grand nombre de républicains Neuchâtelois ne trouveraient rien à reprocher non plus au digne successeur de Frédéric-Guillaume III de vénérée mémoire. Quant à ceux qui osent l'attaquer, par cela seul qu'il est Roi, je les prends individuellement à partie et les somme de répondre à cette question très-simple : Quel mal vous a-t-il jamais fait, à vous personnellement? de quel acte d'injustice de sa part avez-vous jamais eu à vous plaindre? de quel acte de tyrannie et d'abus de pouvoir? quelle atteinte a-t-il jamais portée à vos propriétés, à vos droits, à votre liberté? Vous seriez bien embarrassé à articuler ici quelque grief personnel. — Non, le Roi, l'homme au caractère le plus noble, au cœur si profondément religieux, ne vous a jamais fait que du bien. Reprochez-lui donc d'avoir voulu et fait le mal général par le bien des particuliers!

Étaient-ce peut-être les dépositaires de son autorité dans notre pays, qui, par la manière dont ils l'exerçaient, la décréditaient, et faisaient remonter jusqu'au souverain même leur impopularité?

Mais sous quelque côté que nous les envisagions, nous les trouverons, dans leur ensemble, à la hauteur de leurs fonc-

tions. Je dis *dans leur ensemble* : ils n'avaient sans doute pas chacun individuellement tout ce qu'il fallait : *non omnia possumus omnes* (*tous ne peuvent pas tout*) ; mais ils se complétaient tellement qu'on ne pouvait qu'admirer leur capacité collective , et qu'être étonné qu'un petit pays comme le nôtre eût pu fournir huit hommes aussi capables de remplir de hautes fonctions. Trois d'entre eux ont représenté Neuchâtel dans les assemblées de la Diète ; et ceux de leurs collègues qui liront ces lignes, ne nous accuseront certainement pas d'exagération. Ces trois Conseillers d'Etat n'ont pas dû faire prendre aux premiers magistrats des cantons suisses une idée défavorable de ceux de la Principauté.

Il ne suffit pas de pouvoir, il faut de plus vouloir. Nos Conseillers d'Etat joignaient à la capacité un rare esprit de justice , un dévouement à toute épreuve et une probité exemplaire. Quant à l'esprit de justice, je sais qu'on leur a reproché, à l'occasion de la cérémonie républicaine qui eut lieu, en 1850, sur notre cimetière, la prison de Dubois, de Petitpierre et de Roesinger. Mais quoi ! des rebelles, pris les armes à la main et en marche pour renverser un gouvernement légitime, ont été punis par la prison : aurait-on donc mieux aimé qu'ils l'eussent été par la mort, conformément au code criminel de tous les pays ? Roesinger a été transféré dans une forteresse Prussienne, il est vrai ; mais qu'y avait-il là d'aggravant par rapport à la peine prononcée contre lui ? Et la preuve qu'il n'a pas été traité si sévèrement, c'est qu'il a pu venir prononcer un discours dans la cérémonie du cimetière. Quant aux calomnies relatives aux mauvais traitements dont le Dr Petitpierre aurait été l'objet dans sa prison, je pourrais me produire comme témoin à décharge, mais je préfère m'en tenir au témoignage du prisonnier lui-même. Voici ce qu'il écrivait à M. le maire de la ville, président du département de justice et police, qui avait sous sa direction la maison de force de Sa Majesté : (j'extrais ces lignes de deux

lettres écrites *par lui* à la date d'août et décembre 1832, et que j'ai eues entre les mains). « Je me repose en toute confiance sur vos bontés. La présentation de cette requête sera un nouveau titre de reconnaissance ajouté à tous ceux qui me lient déjà à vous. — Vous m'avez appris à connaître tout ce qu'il y a de touchant dans la reconnaissance. » Voilà qui fait quelque contraste avec les paroles écrites et prononcées contre un honorable chef de juridiction, à l'occasion de la triste cérémonie du 29 septembre 1850. Ce digne magistrat pouvait bien aisément repousser les attaques injustes, odieuses dont il a été alors l'objet, quand ce n'eût été qu'en produisant les lettres dont je viens de transcrire quelques lignes. Il a jugé qu'il était au-dessous de lui de répondre et de se défendre : il lui suffisait d'avoir pour lui le témoignage de sa conscience et celui des gens de bien.

Quant à la manière dont a été traité Dubois dans sa prison, les adversaires de l'ancien régime n'ont pas osé en dire grand'chose en présence d'une lettre comme celle qu'écrivit, à l'occasion de sa mort, le docteur de la prison, et que le *Constitutionnel neuchâtelois* a publiée.

Henri-Louis Dubois, le dernier des prisonniers politiques de 1831 détenus dans les prisons de Neuchâtel, y mourut le 25 septembre 1835. A l'occasion de sa mort tous les journaux révolutionnaires de la Suisse firent des romans plus calomnieux les uns que les autres, pour chercher à rendre odieux le gouvernement de Neuchâtel. La *Nouvelle gazette de Zurich* affirma que Dubois était mort des suites des mauvais traitements qu'il avait reçus en prison; le *Schweitzer-Bote*, qu'il était mort sur un tas de paille à moitié pourrie. Or, M. le Dr Borel dit entr'autres choses, dans son rapport au président du département de la justice :

« Sur ma demande, le prisonnier a été placé dans une des grandes cellules exposées au midi; et, dès que le cas l'a exigé, j'ai été autorisé à n'épargner aucune dépense pour

qu'il fût traité le mieux possible, tant sous le rapport du régime alimentaire, que sous tout autre. Dans ces derniers temps, la maladie prenant un caractère de gravité qui faisait craindre prochainement une issue funeste, j'ai sollicité et obtenu de votre bonté qu'à défaut d'être transporté à l'hôpital, ce malheureux eût constamment auprès de lui un garde-malade pour le soigner le jour et la nuit.» *Constitutionnel neuchâtelois*, du 13 octobre 1835.

J'indiquerai également ici le n° du 18 janvier 1834 du même journal ⁽¹⁾, pour que ceux de mes lecteurs qui auraient pu ajouter la moindre foi aux scandaleuses déclamations dirigées contre l'administration des prisons de Neuchâtel, soient tout-à-fait au clair à ce sujet.

Quand on parle de Petitpierre et de Dubois, il y a trois choses qu'on ne doit pas oublier, la première que Petitpierre, qui signa un acte d'association révolutionnaire, au moment même (29 septembre) où il venait d'être compris dans le décret d'amnistie, fut un des chefs de la révolte, trois mois après, et que Dubois fut saisi à Travers, au moment où il allait décharger sa carabine contre M. I.; la seconde, que le projet de proclamation des insurgés du 16 décembre 1831 se terminait par ces mots :

« Nous déclarons que les individus qui seraient pris les armes à la main, ou cherchant à nous nuire, de quelque manière que ce soit, seront jugés immédiatement par une cour martiale, et exécutés sur le champ, s'ils sont reconnus coupables.»

La troisième chose qu'il ne faut pas oublier, c'est le sort du malheureux Nessi, de ce père de famille condamné in-

(1) Je me borne à en extraire ces lignes : « Le docteur Petitpierre a été soigné pendant sa maladie avec plus de suite et d'intérêt qu'il ne l'aurait été dans un hôpital public par des gardes-malades ordinaires ; telle est la déclaration du médecin du Roi, M. le docteur Borel, dont les visites auprès du détenu, d'abord très-fréquentes, puis journalières, se sont répétées plusieurs fois par jour à la fin de sa maladie. »

humainement à mort par un gouvernement radical.... Que l'on compare, et que l'on dise si c'est notre gouvernement monarchique qu'on a pu appeler inhumain.

Quant aux exilés de 1831, ceux qui firent leur soumission obtinrent successivement leur grâce. Autant que je puis le savoir, en 1848 il n'y en avait plus aucun auquel elle eût été refusée.

Si l'on pouvait faire un reproche à notre ancien gouvernement, bien loin que ce fût celui d'intolérance, de rigueur, de sévérité excessive, ce serait plutôt peut-être celui que fait M. Joël Cherbuliez aux gouvernements de la Suisse occidentale avant 1848 : « Le système du gouvernement paternel ou de la tolérance la plus complète, qui avait présidé généralement à l'application de ces doctrines (libérales), dit-il dans son ouvrage : *La Suisse sous le gouvernement des radicaux*, ce système avait quelques dangers qu'on n'aperçut pas tout d'abord. — La tolérance excessive du pouvoir devait à la longue tourner contre lui : elle créait à ses adversaires des facilités dont ceux-ci ne surent que trop bien profiter. »

Quant au dévouement de nos anciens Conseillers d'Etat, qui est-ce qui a jamais pu leur reprocher de négliger les devoirs de leurs charges, de se targuer de leur position, et de fermer leur porte à quiconque avait besoin d'eux ? J'ai dit dans la nécrologie de celui d'entr'eux que la mort nous a enlevé à la fleur de son âge : « Il était d'un accès si facile pour quiconque avait besoin de lui ! Il prenait en main les affaires des personnes les moins considérables, les plus pauvres, qui avaient recours à ses bons offices, et leur rendait tous les services possibles. » Si je n'applique pas à tous les collègues du chancelier Favarger cet éloge et d'autres encore donnés à celui qui n'est plus, c'est par cela seul que nous avons le bonheur de les posséder encore ; et s'ils étaient encore au pouvoir, je supprimerais tout cet article. Serait-il besoin de parler de leur probité, de leur intégrité ? Elle était

telle que jamais le moindre soupçon n'a seulement effleuré leur réputation sous ce rapport.... Je me trompe : il était réservé à leurs successeurs de les suspecter. L'un d'eux n'a-t-il pas dit dans une séance de la Constituante, à l'occasion d'une somme dépensée par l'ancien Conseil d'Etat : *Sans parler de 60,000 francs qui ont disparu, disparu !* (paroles qui, il est vrai, n'ont pas été reproduites dans le procès-verbal). Et le rapporteur d'une commission de la Constituante n'a-t-il pas mis cette phrase dans son rapport : « L'ancien gouvernement peut à juste titre être accusé d'avoir présenté un faux état de situation financière. » Personne n'oserait plus dire maintenant quelque chose de semblable.

Le Grand-Conseil républicain (8 juillet 1848) avait décidé d'exercer un recours contre l'ancien Conseil d'Etat pour une somme de L. 95,489, qu'il jugeait avoir été mal employée. Mais il n'a pas tardé à comprendre qu'il se faisait par là plus de tort qu'à ceux envers qui il eût commis une aussi criante injustice. Ce retrait du premier arrêt ou décret est la reconnaissance la plus formelle faite par leurs adversaires politiques de l'intégrité de leur administration. La pièce que signèrent les anciens conseillers d'Etat avant de cesser par le fait leurs fonctions ⁽¹⁾, et la prison qu'ils consentirent à subir, plutôt que d'abdiquer entre les mains de l'insurrection, témoignent de ce qu'ils ont été pendant tout le temps où ils ont été au pouvoir.

(1) Voici les termes de la communication qui fut faite le 29 février, à quelques corps de l'Etat et à la compagnie des Pasteurs : tous les membres du Conseil d'Etat présents à l'assemblée du 29 donnèrent leur assentiment à cette pièce).

« C'est l'intention du Conseil d'Etat de ne consentir à aucune mesure contraire à ses serments, telle que serait la convocation des assemblées primaires pour voter sur la question de la souveraineté. »

Le refus du Conseil d'Etat d'abdiquer, la notification qu'il a adressée à ce sujet au Gouvernement provisoire, et la proclamation qu'il a fait afficher dans la ville déjà occupée militairement, ont été la confirmation de cette communication.

Notre ancien Conseil-d'Etat m'a fait quelquefois souvenir de l'histoire suivante que j'ai lue quelque part :

« Dans une ville d'Italie ou de Grèce, les habitants se plaignirent un jour au souverain du pays des autorités qu'il avait nommées. Celui-ci faisant droit à leurs plaintes, déposa ces autorités; et abdiquant, pour ce cas-là, son droit de nomination, le transmit aux sujets eux-mêmes. Voici quel usage ils en firent : ils réélurent les mêmes magistrats ! » Si les sujets du Prince de Neuchâtel eussent été mis semblablement en demeure de nommer le Conseil-d'Etat avant 1848, ils eussent certainement réélu tous les anciens membres. J'en ai la preuve dans un acte qui est l'équivalent d'une réélection ; je veux parler de l'adresse si honorable et pour les signataires et pour les destinataires qui leur fut envoyée, revêtue de 5430 signatures, en témoignage de respect et de reconnaissance. Mes lecteurs me sauront sans doute gré de la mettre ici sous leurs yeux.

« Les soussignés, apprenant qu'un grand nombre d'habitants de nos Montagnes signent en ce moment ⁽¹⁾ une pièce en réponse aux attaques dirigées par certains journaux contre les membres de l'ancien Conseil d'Etat, s'empres- sent de se joindre à ce témoignage de respect, d'affection et de reconnaissance donné à des hommes de bien et d'honneur qui y ont toute espèce de droits.

» Un pur patriotisme, une haute capacité, une vie de dévouement, une probité à toute épreuve, voilà ce que nous avons toujours reconnu et apprécié chez ceux qui nous gouvernaient, et ce qui reste profondément gravé dans la mémoire du cœur de la plupart de nos compatriotes, nous aimons à le croire.

» Tous les Neuchâtelois qui savent rendre justice au mérite et qui ont connu véritablement les membres de

(1) 1848.

» l'ancien Conseil d'Etat, avaient une telle confiance en leur
» moralité, qu'ils auraient été persuadés que s'il y eût eu
» quelques erreurs dans les comptes du Conseil, c'eût été à
» son préjudice: il se fût certainement fait tort à lui-même
» plutôt qu'au pays dans le maniement des deniers publics.

» Comment est-il possible qu'il se soit rencontré des Neu-
» châtelois (des étrangers cela se comprendrait) qui n'aient
» pas su rendre justice à une administration aussi pater-
» nelle, aussi libérale, dans le meilleur sens de ce mot? Que
» les membres de ce Corps se consolent des reproches si
» injustes qui lui sont faits, en pensant au grand nombre
» de Neuchâtelois aux yeux desquels leur administration
» grandit toujours davantage à mesure que, sous le rapport
» du temps, elle s'éloigne davantage de nous. D'ailleurs le
» meilleur fruit à retirer des bonnes actions, n'est-il pas de
» les avoir faites? Une telle récompense est pour toujours
» acquise à ces dignes magistrats. Ils n'avaient sans doute
» pas besoin de ce témoignage collectif de nos sentiments;
» mais nous, nous avons besoin de le leur donner. »

Voilà comment se sont exprimés sur le compte d'une administration que M. Steck a appelée d'*exécrable mémoire*, 5430 administrés.

Un assez grand nombre de ceux mêmes qui ont applaudi à la révolution, auraient voulu, tout en changeant les institutions, conserver les personnes, (comme si cela eût été possible). Non, encore une fois, il n'y avait rien à changer ni à l'un, ni à l'autre égard, rien, ni dans les choses, ni dans les personnes, qui motivât et justifiât une révolution.

Il fallait pourtant bien que les révolutionnaires, ne pouvant alléguer des motifs suffisants pour renverser ce qui existait, en trouvassent d'imaginaires : de là des officines de contre-vérités, de faux rapports, de calomnies de tout genre, des ateliers de flèches empoisonnées à lancer dans l'obscurité. Comme dans toutes les révolutions, il faut, pour être

juste, distinguer avec soin dans la nôtre les meneurs des menés, à qui on en a tant imposé, tant fait accroire ! Que de gens attelés, si je puis ainsi dire, au char de la révolution, n'ont péché que par crédulité, pour avoir été mal informés, et ne savaient ce qu'ils faisaient !

Un des écrivains avec lesquels sympathisent le plus les radicaux, Paulin, l'ancien collaborateur du *National*, libraire éditeur du *Juif-errant* et de nombre d'autres ouvrages de même couleur, disait, en 1832, à l'une de nos compatriotes, alors domiciliée à Paris : « Je suis avec intérêt les affaires de votre pays, et lis avec soin les discours de vos députés en Diète. En France, il compteraient parmi les orateurs du premier ordre.... Mais je ne comprends pas vos mécontents : que veulent-ils donc ? Si j'étais Neuchâtelois, je ne voudrais rien de plus, ni rien de mieux que ce que vous avez. Nous, nous serions très-contents, si nous avions quelque chose de semblable. »

Ce que *voulaient les mécontents* ? Le rédacteur du *National* n'était pas bien fin, s'il ne le devinait pas. L'histoire de toutes les révolutions, y comprise sans doute la nôtre, n'est-elle pas dans ce mot : *Ote-toi de là, que je m'y mette* ? Ce n'est pas nous qui avons donné cette définition de la démocratie : « La démocratie, c'est l'envie ; » c'est Proudhon le démocrate. Nous, nous n'aurions pas cru devoir aller si loin, ni prendre cette liberté grande. Nous nous en tenons au proverbe précédent.

Quand on aspire à se substituer à d'autres, c'est apparemment pour faire mieux. On a promis et espéré en effet monts et merveilles, à l'inauguration du nouveau régime.

Le Président provisoire de la constituante, M. Th. Calame, adressa à cette assemblée, avant de descendre du fauteuil, l'allocution suivante : « Une assemblée nationale constituante à Neuchâtel est un de ces événements que la Providence permet à de rares époques, pour apprendre aux

peuples qu'ils ne doivent jamais désespérer de leur cause, et une leçon terrible aux grands de ce monde de la fragilité de leur pouvoir, lorsqu'il n'a pas pour base la justice, et pour résultat le bonheur des peuples qui leur sont confiés. Les fautes sans nombre commises par le gouvernement déchu avaient mis notre pays sur le bord de l'abîme : notre heureuse révolution le sauve d'une ruine inévitable. Nous sommes appelés à doter notre jeune république d'une constitution en harmonie avec les lumières et les besoins de l'époque, d'une constitution qui sera le fondement du nouvel édifice social qui va s'élever sur les ruines de la féodalité, de l'aristocratie, de l'arbitraire. Plus de prérogatives de rang, de naissance, de fortune, plus de castes, de corporations privilégiées. Tout pour le peuple et par le peuple : telle doit être notre devise.»

M. Jeanrenaud-Besson occupant à son tour, après l'installation des membres du bureau définitif, le fauteuil de la présidence, renchérit encore sur ce que venait de dire son prédécesseur : « Qui n'éprouve, s'écrie-t-il, le besoin de rendre grâce à Dieu de cette glorieuse émancipation (rêve chéri de toute notre existence), de s'inspirer de son esprit, de s'appuyer de son secours, dans l'œuvre de régénération qui nous est confiée ? Nous n'avons pas seulement, comme nos voisins et confédérés, à modifier plus ou moins des institutions déjà enracinées dans notre sol, mais tout à créer, en quelque sorte, pour consolider notre jeune république et fonder sur de solides bases le règne des lois et de la liberté. »

Et que serait-ce surtout si nous citions ici les journaux radicaux de l'époque, soit au-dedans, soit au-dehors, lesquels nous annonçaient un véritable Eldorado ? Les termes dont ils se servaient pour nous le peindre, ne rappelaient pas mal ceux du *Barbier optimiste* ou *Il fallait ça* (de M. Cha-

ponière) à l'avènement de la République française⁽¹⁾. Hélas! on a dû souvent, depuis quelques années, rire et pleurer tout ensemble.

Comment tant de belles promesses ont-elles été tenues? comment tant d'espérances flatteuses ont-elles été réalisées? C'est ce qu'il nous reste à constater. A l'œuvre on connaît l'ouvrier, et l'arbre à ses fruits. Dans une première partie nous avons jugé et pesé à la balance *Neuchâtel-Principauté*. Dans une troisième partie, à laquelle celle-ci sert de transition, nous mettrons *Neuchâtel-République* sur l'autre plateau de la balance. En d'autres termes, nous dresserons les comptes de la République par Doit et Avoir; nous en ferons le bilan, et cela, je l'espère, avec la modération dont, il me semble, je ne me suis pas départi jusqu'ici, quoiqu'elle soit devenue encore plus difficile depuis la dernière session du Grand Conseil, depuis que le Président du Conseil d'Etat a appelé les Neuchâtelois qui ne sont pas de son bord, *des traîtres et des infâmes*... mais je ne tiens pas à l'imiter.

(1) Plus de tyran! Fonfrède, Péthion
Et cette Gironde énergique
Vont gouverner la nation
Comme des Dieux! c'est mon opinion.
A bas les Rois! Vive la République!

FIN DE LA DEUXIÈME PARTIE.

NOTES SUPPLÉMENTAIRES.

Page 76, ligne 27.

Mes lecteurs comprendront que je parle ici de M. Peel *personnellement*, et non pas du gouvernement dont il fut peu de temps le représentant en Suisse. Je ne voudrais pourtant pas aller aussi loin que le *Bund*, qui, identifiant le chargé d'affaires d'Angleterre avec le ministère, dit, dans son n° du 27 juillet, comme prétendant bien savoir ce qui en est : « Il suffit de se rappeler l'attitude du ministère Palmerston, en 1847, et de songer que le protocole de Londres a été signé sous le ministère de lord Derby, pour comprendre de quelle haute importance est pour la Suisse et pour son système la couleur du gouvernement anglais dans un moment donné. »

Page 100, ligne 5.

Quelle différence, à l'égard de Neuchâtel, entre l'ancien Berne et Berne radicalisé ! L'an 1498, l'empereur Maximilien, à qui la chambre impériale avait adjugé les Etats de Philippe de Hochberg (y compris nommément Neuchâtel), imagina d'offrir à la Seigneurie de Berne d'acheter la dite adjudication ; mais Berne, dit le chancelier de Montmollin, Berne bien honnêtement la refusa, et répondit, qu'au lieu de dépouiller ainsi un ancien allié et combourgeois perpétuel, la république était obligée au contraire de le soutenir et protéger en toutes occasions.

En 1498, Berne, aristocrate, refusa d'acheter Neuchâtel ; en 1848, Berne, radical, l'a eu à meilleur marché.



NEUCHÂTEL PRINCIPAUTÉ

ET

NEUCHÂTEL RÉPUBLIQUE.

TROISIÈME PARTIE.

INTRODUCTION.

Avant d'entrer en matière, je veux examiner deux questions importantes, c'est à savoir l'une, si la politique rentre dans la morale, si le moraliste est appelé à s'en occuper; l'autre, si l'on doit écrire l'histoire, *pendant qu'elle se fait*, selon l'expression d'un écrivain moderne.

On lit au pied du portrait de l'avoyer Neuhaus ces paroles sentencieuses qu'il prononça, en allemand et en français, dans une des principales séances de la diète suisse : *La justice est aussi nécessaire aux Etats qu'aux simples particuliers.* C'est donc faire du mal aux *Etats* que de vouloir réduire les ecclésiastiques et les moralistes au rôle de *neutres*, en toute question politique. On comprend bien pourquoi tel bord, tel parti se prononce si fort pour une attitude absolument passive à prendre par les moralistes en cas semblables. Mais cette attitude, mais leur silence n'a-t-il pas été maintes fois préjudiciable à la chose publique? S'ils eussent fait entendre plus hautement leur voix imposante, et jeté davantage les poids de la morale dans les plateaux de la balance politique d'un des cantons dont les votes en diète ont trop souvent fait

l'appoint de délibérations peu conformes au droit, n'eussent-ils pas rendu un grand service et à la Suisse en général et à leur canton en particulier? Si dans la question des couvents d'Argovie, qui ne tenait que par un côté à la politique, et dont la solution a préparé tant de douleurs et de dangers à la Suisse, les moralistes suisses se fussent prononcés avec toute l'autorité que donne la pure et simple justice, et en se plaçant au-dessus du domaine exclusivement politique et confessionnel, n'auraient-ils pas rendu un éminent service à la commune patrie, et peut-être contribué à la préserver de bien grands malheurs? C'est aux directeurs des consciences qu'il appartient de dire et de répéter qu'il n'est pas permis de faire du mal pour qu'il en arrive du bien; de flétrir des principes tels que celui qu'a osé professer un faux politique de la Suisse, *qu'il n'y a point de justice en politique*; de rappeler à qui l'oublie, dans les régions du pouvoir comme dans les rapports privés, le grand précepte du christianisme : *Agissez toujours envers les autres, comme vous voulez que les autres agissent envers vous*; de proclamer, du haut des toits et à l'usage de tous, la grande vérité qu'en définitive *la ligne droite est la plus courte pour arriver au but*.

Faire faire divorce à la politique et à la morale, c'est ravalier l'une et mutiler l'autre. L'objet de la politique est de développer la vie morale des peuples. Un des sages les plus distingués de l'antiquité a excellemment défini la politique en disant *qu'elle est la morale appliquée aux Etats*. « L'honnêteté, suivant un écrivain moraliste anglais (Fletcher) est la véritable politique. » Et l'abbé de Mably va jusqu'à dire : « La bonne politique ne diffère pas de la saine morale. » Un des rares philosophes du temps de l'Empire, Bonnin, a dit que « la politique n'était que la morale appliquée de l'homme individu aux hommes en société. » Bossuet a écrit une *Politique tirée de l'Ecriture Sainte*. Qui niera qu'il y en ait une en effet qui peut être ainsi nommée?

Le christianisme, il est vrai, ne se prononce point sur *la forme* en laquelle l'autorité civile et politique doit être exercée : devant être une religion universelle, il s'accommode de toutes les formes de gouvernement qu'il trouve établies. Il tend à perfectionner et à diriger vers leur vraie destination tous les gouvernements quels qu'ils soient (ils sont toujours, comme toutes les choses humaines, plus ou moins imparfaits). S'il ne fait mention que de celui des rois, c'est que c'est le gouvernement à la fois le plus naturel et le plus ordinaire ; *le gouvernement le plus naturel*, car il est l'image de l'autorité la plus puissante qu'il y ait dans l'univers, de l'autorité de Dieu qui s'appelle le *Roi des rois* et le *Roi des nations*, et de l'autorité la plus ancienne qui ait existé parmi les hommes, de l'autorité paternelle ; le roi est le père du peuple : *le gouvernement le plus ordinaire*, car les formes républicaines, attendu les nombreuses conditions qu'elles exigent, ont toujours été et seront toujours exceptionnelles dans le monde ⁽¹⁾. Voilà pourquoi le christianisme dit seulement : *Honorez le roi*.

(1) S'il est vrai de dire que la forme républicaine doive être toujours exceptionnelle, il est encore plus vrai de le dire de la république démocratique. Les démocrates comme les révolutionnaires se disent assez généralement disciples de J.-J. Rousseau. Nous avons cité cependant un mot du philosophe genevois, qui est ce qu'on peut dire de plus fort contre les révolutions, et nous allons en citer plusieurs de lui qui sont ce qu'on peut dire de plus fort contre la démocratie.

« A prendre le terme dans la rigueur de l'acception, il n'a jamais existé de véritable démocratie et il n'en existera jamais. Il est contre l'ordre naturel que le grand nombre gouverne et que le petit soit gouverné..... Que de choses difficiles à réunir ne suppose pas ce gouvernement ? Premièrement un Etat très-petit où le peuple soit facile à rassembler, et où chaque citoyen puisse aisément connaître tous les autres ; secondement une grande simplicité de mœurs qui prévienne la multitude d'affaires et les discussions épineuses ; ensuite beaucoup d'égalité dans les rangs et dans les fortunes, sans quoi l'égalité ne saurait subsister longtemps dans les droits et l'autorité ; enfin peu ou point de luxe ... Ajoutons qu'il n'y a pas de gouvernement si sujet aux guerres civiles et aux agitations intestines que le démocratique ou populaire, parce qu'il n'y en a aucun qui tende si fortement et si continuellement à changer de forme, ni qui demande plus de vigilance et de courage pour être maintenu dans la sienne.... S'il y avait un peuple de dieux, il se gouvernerait

Que si l'on en concluait que le christianisme condamne les républiques quelles qu'elles soient, par cela seul qu'elles sont républiques et quelque origine qu'elles aient, ce serait faire de l'ultra-royalisme, et comme l'on dit quelquefois, être plus royaliste que le roi. En ce sens-là il n'y a pas une *politique de l'Ecriture Sainte*. Ce que le christianisme suppose toujours, ce qu'il veut toujours, c'est une autorité légitimement et solidement établie à laquelle il faut obéir.

Mais comme en matière religieuse il y a des questions plus hautes que les questions ecclésiastiques, en matière politique il y a des questions plus hautes que les questions de formes gouvernementales. Et voilà où il y a une *politique de l'Ecriture Sainte*. Indépendamment du chapitre XIII de l'Épître aux Romains, qui peut être envisagé comme un traité de politique religieuse et morale, l'Ancien Testament représente les rois comme des personnes sacrées, qu'il appelle *oints de l'Eternel* : « *A Dieu ne plaise, disait David, que je porte la main sur l'oint de l'Eternel.* » — Le nouveau Testament appelle les princes *les ministres* ou *les lieutenants de Dieu*; et Jésus-Christ ordonne de *rendre à César ce qui appartient à César*.

Les questions d'obéissance, de soumission à l'autorité légitime, de lois et règlements de police à observer, d'ordre

démocratiquement. Un gouvernement si parfait ne convient pas à des hommes. » Ces paroles doivent paraître si étranges, si incroyables à tels ou tels démocrates, que je veux leur citer la page où elles se lisent. *Contrat social*, page 347, édition de Neuchâtel.

Un Neuchâtelois se vanta un jour à J.-J. Rousseau d'élever son fils d'après son *Emile* : « Ce n'est pas ce que vous faites de mieux, répondit l'auteur du *Traité de l'éducation*. Et le fils même dont il s'agissait, était une preuve vivante de l'à-propos de la réponse. Si l'auteur du *Contrat social* et de l'*Origine de l'inégalité parmi les hommes* revenait au monde, et que les modernes législateurs de la Suisse se vantassent auprès de lui de leur œuvre et de la manière dont ils ont cherché à mettre en pratique quelques-uns de ses principes politiques, il pourrait bien leur répondre aussi : « Ce n'est pas ce que vous avez fait de mieux, » et ajouter, en leur lisant les lignes que nous venons de transcrire : « Vous ne m'avez pas compris. »

public à respecter, de serments, de fidélité, de probité politique, de conséquence dans le caractère politique, d'honneur politique, toutes ces questions sont du ressort de la religion et de la morale en même temps que de la politique.

Ainsi c'est bien plus encore au nom de la religion et de la morale que de la politique, que l'on s'accorde généralement à flétrir les *girouettes humaines*, et que l'on doit condamner ceux des membres du clergé catholique de France, qui en 1848, bénissaient et *encensaient* le succès en bénissant et *encensant* les arbres de licence (je ne dis pas *de liberté*), qui baptisaient avec éclat la république sur les tréteaux, qui saluaient avec amour et enthousiasme l'avènement des idées libérales, et qui aujourd'hui... n'ont pas assez d'encens pour le soleil levant de l'autocratie impériale !

A défaut de religion et de morale, le simple honneur devrait empêcher l'homme qui se respecte de ressembler, politiquement parlant, au meunier de Sans-Souci, dont Andrieux a dit :

Et de quelque côté que vint souffler le vent,
Il y tournait son aile, et s'endormait content.

Comme la conduite du clergé français, lors de la première révolution, a été généralement plus belle, plus digne, plus conséquente et plus conforme à l'Évangile ! Pourrait-on tarder long-temps en France, pourrait-il tarder lui-même à le reconnaître ?

Un ecclésiastique protestant d'Allemagne vient de publier, sur la révolution, un ouvrage ⁽¹⁾ qui contraste avec l'attitude prise par le clergé de Paris en 1848, et qui me paraît indiquer très-bien le point de vue dans lequel doit se placer le prêtre, le pasteur, le moraliste, l'homme religieux, pour régler sa conduite et son jugement à l'égard d'une révolu-

(1) Le titre de l'ouvrage est : *La révolution, ses causes, ses effets et ses remèdes*, par S.-C. de Kapff, surintendant-général et prélat à Stuttgart.

tion. Le lecteur en jugera par les extraits que je vais donner de l'ouvrage, et qui sont pour moi doublement une bonne fortune, en tant que d'une part ils confirment complètement mes propres idées, et que d'autre part ils expriment bien mieux que je ne pourrais le faire, ce que j'aurais à dire sur cette partie de mon sujet.

« Comme l'ébranlement causé par le tremblement de terre de Lisbonne se propagea dans toute l'Europe et même au-delà des mers, ainsi en fut-il de l'effet produit de proche en proche par la chute du trône de Louis-Philippe. — Le mot *République* retentit comme un coup de tonnerre d'un bout à l'autre de la France, et bientôt dans nombre d'autres pays. *Liberté, Egalité, Fraternité*, ces trois mots à effets foudroyants, furent comme des béliers au moyen desquels on crut devoir et pouvoir renverser les forteresses de la légitimité et des anciens droits. Les chênes antiques de l'Allemagne s'ébranlèrent, la fidélité allemande chancela, elle disparut de bien des cœurs. La dislocation des Etats, la dissolution sociale était partout en Europe. En un an, un empereur, trois rois et six autres princes perdirent leurs couronnes. Dans l'espace de dix mois, 44 ministres se succédèrent en France, et plus de 100 en Allemagne. Tout semblait devoir se renouveler et renaître ; on allait avoir un bien-être inouï jusqu'alors, une prospérité sans limites et sans exemple. On les eut..... en paroles. L'Assemblée nationale allemande n'avait rien qui rappelât ces dômes séculaires, si long-temps la joie et l'honneur des peuples. Ce qui commence sans Dieu, ne saurait être béni et obtenir de succès ; et là où *le Seigneur ne bâtit pas lui-même, ceux qui bâtissent, bâtissent en vain*. Le secours véritablement efficace ne doit être cherché qu'auprès de Celui qui a dit : « Je suis le Seigneur, ton médecin. » La belle Allemagne, où régnait autrefois un si précieux accord entre les princes et les peuples, a été déchirée de mille ma-

nières. Dans bien des cœurs la défiance et la haine ont remplacé la confiance et l'amour.

» Ce n'est pas seulement chez les pauvres et les petits qu'il faut signaler et déplorer le défaut de religion et de moralité ; c'est aussi chez les riches et les grands. Dans bien des maisons opulentes, des hôtels et des palais, on n'observe pas assez le précepte de la justice : *Agissez toujours envers les autres comme vous voulez que les autres agissent envers vous*, et celui de la charité : *N'ayez pas seulement égard à votre intérêt particulier, mais ayez encore égard à celui des autres*.

» La bénédiction et la protection divine ne peuvent exister là où on rend un culte à Mammon. Le poison du communisme doit s'infiltrer dans une société où l'on ne vise qu'à s'enrichir.

» Depuis 30 ans, les hauts fonctionnaires publics avaient des traitemens exagérés. Dans un petit pays de deux millions d'habitants, n'était-ce pas trop que cinq ministres retirant chacun annuellement 10,000 fl. des caisses de l'Etat ? Il n'est pas bon de ne se vouer au service de l'Etat qu'en vue de gros appointements.

» La révolution est matériellement et extérieurement comprimée ; mais il ne faut pas se le dissimuler, dans bien des Etats et des sociétés, au fond de bien des cœurs, le feu couve encore sous la cendre. Et aussi long-temps qu'il ne s'opère pas chez les peuples un renouvellement moral et religieux, une vraie et sincère repentance, l'esprit révolutionnaire, l'esprit de rébellion et de révolte contre les lois divines et humaines ne laisse pas d'être encore à craindre.

» Un des faits qui prouvent que bien des révolutionnaires tenaient peu à leur religion, c'est que deux cents Hongrois ont passé à l'islamisme, parmi lesquels Kmeti, Stein et Bem. Celui-ci, en qualité de pacha, reçoit chaque mois 300 fl. de traitement.

» Hecker et Brentano, les deux principaux chefs de la révolution de Baden, se sont plaints à l'envi l'un de l'autre

des hommes de leur propre parti, auxquels ils reprochaient leurs cruautés, leurs mensonges, leur incapacité, leur hypocrisie, et surtout leur cupidité! *Vous serez étonnés*, dit Brentano, dans une adresse au peuple de Baden, du 1^{er} juillet 1849, *vous serez étonnés, en voyant les comptes, de la manière dont on disposait de votre argent, du petit nombre de citoyens qui se dévouaient avec désintéressement à la chose publique, et du grand nombre de ceux qui n'auraient pas fait un pas sans l'assurance d'en être payés par les caisses de l'Etat.*

» Une foule de faits montrent comme à l'œil que ceux qui poussaient à la révolution, étaient mus, non par le désir d'améliorer les choses dans la société, mais par un égoïsme sans frein et sans mesure, et par un esprit d'opposition à toute espèce d'ordre et de règle. Les meneurs faisaient, à l'avance, sonner bien haut le bon marché de la république. C'est là pour le peuple une corde sensible. Il fut assez ignorant pour les en croire. Mais dès que ceux qui avaient crié le plus fort contre les gros appointements, furent en place, il leur en fallut de plus gros encore! Ainsi en arriva-t-il à Neuchâtel après le renversement de l'autorité du Prince : le premier soin que prirent *les hommes du peuple à bon marché (wohlfeilen Volksmänner)*, fut de s'allouer à eux-mêmes des traitements bien plus considérables que ne l'étaient ceux des anciens gouvernants. Ils ont fait réparer et embelli à grands frais le château, dont s'était contenté le gouverneur prussien!

» Les désordres, les luttes des partis, les changements d'administration, les malversations et les fausses mesures d'administrateurs incapables et indignes coûtent bien plus dans une république que l'administration forte et régulière d'une monarchie solidement établie. Quels affreux dommages causent dans une république l'incertitude de tous les rapports et la perte de la confiance publique! C'est ce que la passion et l'ignorance empêchèrent de voir, de reconnaître,

durant l'année révolutionnaire de 1848. La souveraineté du peuple était l'idole à laquelle on encensait ; on ne s'apercevait pas que c'était un monstre à plusieurs têtes.

» N'est-ce pas quelque chose de déplorable que de voir comment le pauvre peuple s'est laissé aveugler, dans cette année de vertige révolutionnaire ; avec quel aveuglement il a ajouté foi aux bruits et aux promesses les plus absurdes ; comme il savait peu distinguer le mensonge de la vérité, l'impossible du possible ? Les mensonges par lesquels de faux politiques sont parvenus à entraîner le peuple dans l'abîme des révolutions, fourniraient la matière de tout un livre à ajouter aux annales des folies humaines. Dans un discours prononcé à Leipzig, le conseiller intime de Langenn a appelé le mensonge, *la grande maladie de nos jours*. Combien de feuilles radicales qui paraissent préférer le mensonge à la vérité ! Ce poison pris chaque jour a vicié les sentiments de notre peuple et fomenté l'esprit révolutionnaire. Il n'est pas de calomnies qu'on n'ait inventées contre les gouvernants et les riches. Mais le plus grand et le plus perfide de tous les mensonges, répandus à cette époque, était celui de faire accroire aux mécontents que leur mécontentement était partagé par tout le peuple, et que partout on désirait une révolution. La manière de voir de 10 piliers de cabaret était représentée comme celle de 100,000 citoyens. On disait que tous les peuples de l'Allemagne voulaient la république, tandis que certainement les neuf dixièmes des Allemands la redoutaient, et avaient horreur de ceux qui voulaient y conduire par le parjure, le vol et le meurtre.

» Un simple regard jeté sur les suites déplorables de nos dernières révolutions découvre la profonde ignorance de leurs chefs, surtout en matière de religion et de morale. La preuve en est qu'ils jouaient avec les serments et envisageaient la révolution, avec toutes ses illégalités et toutes ses injustices, vol, pillage, meurtre, comme le remède permis et nécessaire.

Hecker, Struve et d'autres encore ne manquaient pas d'instruction ; et pourtant, comme médecins politiques, ils ne ressemblaient pas mal aux chirurgiens arabes de l'Algérie qui, lorsqu'il s'agissait de faire à un blessé l'amputation d'un bras, la faisaient au moyen d'une épée, et, pour arrêter l'hémorragie, entouraient simplement le moignon de poix fondue, remède qui presque toujours causait la mort de l'amputé.

» Les mauvaises passions se sont déchaînées, en 1848, à un point qu'on n'eût pas cru auparavant possible : quelle grossièreté de mœurs ! quel esprit d'insubordination, que de désordres de tout genre ! Cette année-là, à Vienne, on dut mettre en prison 10,000 hommes ivres, et dans le Wurtemberg l'impôt sur les boissons rapporta quelques 100,000 fl. de plus que les années précédentes.

» Des feuilles incendiaires soufflaient partout le feu de la haine. Dans un écrit sur la propagande de la jeune Allemagne, Marr disait : « Elle veut préparer le renversement de l'état social actuel, en remplissant les esprits de haine contre ce qui existe. Une perpétuelle négation peut seule frayer la voie à l'avenir. » Dans le journal *l'Evolution*, qui paraissait à Bienne, Heinzen osait écrire. « Avoir de la conscience à l'égard de la réaction meurtrière (*mordenden*), c'est être sans conscience ; l'anéantir partout, l'anéantir par tous les moyens et de toutes les manières, c'est là le devoir, la justice, l'humanité. Quand il faudrait faire sauter en l'air la moitié du monde et verser une mer de sang, pour anéantir le parti des barbares (les conservateurs), on ne devrait point s'en faire scrupule. »

» Neff écrivait à sa femme : « Ma femme, prends de l'arsenic, mets-en dans le manger et la boisson des soldats, » et aux soldats : « Tuez vos officiers, et choisissez vous-mêmes ceux qui vous conviennent. » Dans un ouvrage sur la politique à inculquer aux paysans, il disait : « Il faut

» tuer les chiens (les conservateurs) et sacrifier des hommes
» au Dieu de la liberté, comme les anciens en sacrifiaient à
» leurs idoles.» Dans une gazette démocratique de la Prusse,
on lisait un vœu de nouvelle année exprimé en des termes
tels que ceux-ci : « La guillotine est le seul salut des peuples :
» elle est la vraie hache de paix, la hache par la grâce de
» Dieu.» Le grand principe de Struve et de Heinzen était
que « tous les moyens qui peuvent assurer le succès d'une
» chose juste, sont justes aussi. »

« Quelles ont été, en France, les conséquences immédiates
de la révolution de 1848 ? Elle a coûté, d'après le message
même du président, 265,498,428 fr. Un des chefs de bu-
reau, Audigaune, a évalué à 400 millions de florins la perte
de l'industrie et du commerce, celle des ouvriers à 140 mil-
lions. Au mois de septembre de cette année-là 50,000 loge-
ments étaient vacants à Paris. En juin 12,000 hommes, à
Paris, perdirent la vie en quatre jours, et plusieurs mille,
la liberté. A Baden, l'ordre bouleversé, des champs ravagés,
des villages brûlés, les affaires mortes, l'industrie paralysée,
l'exil forcé ou volontaire de 10 mille personnes, 517 offi-
ciers et 1000 sous-officiers traduits devant les tribunaux ;
27 exécutions : tels ont été les fruits amers de la révolution.
Aussi la haine de la révolution a-t-elle succédé chez le peu-
ple au goût qu'il avait d'abord eu pour elle. La révolution
a coûté à la seule ville de Vienne plus de quatre millions de
florins. Et que sont les pertes d'argent en comparaison de
celle de la confiance, de l'union, de l'amour, en comparai-
son de l'affaiblissement des liens sociaux et même domesti-
ques, en comparaison des brèches faites à la moralité ? »

Plusieurs des traits de ces divers tableaux ne sont pas
applicables à notre pays. Par exemple, ce que l'auteur

dit des traitements exagérés perçus en Allemagne par les hauts employés de l'Etat avant 1848, fait le plus grand contraste avec ce qu'on voyait parmi nous, contraste tel que le nouveau régime a plus d'une fois reproché à l'ancien la modicité des traitements des officiers du Prince en général et en particulier des conseillers d'Etat. Ce que dit l'auteur des actes de cruauté, des meurtres et des pillages commis par les révolutionnaires allemands, ne peut pas s'appliquer à notre révolution, qui, sous ces rapports, ne doit pas être peinte de couleurs aussi noires que plusieurs autres; nous nous faisons un devoir de le reconnaître. Mais dans les citations que l'on vient de lire, il y a assez de points qui peuvent nous concerner aussi et nous être utiles, comme à tout le monde, pour que j'aie cru devoir donner quelque étendue à ces citations, sans craindre qu'on les trouve trop longues. Les lecteurs neuchâtelois sauront d'ailleurs bien faire la distinction entre les traits qui nous sont applicables et ceux qui ne le sont pas.

Il est impossible, en lisant les extraits précédents, de n'être pas frappé du soin avec lequel l'auteur fait marcher en quelque sorte de front la politique, la religion et la morale : il ne les sépare point; et en effet elles sont inséparables. Plus on réfléchit, plus on se convainc qu'elles se donnent la main. La tendance à leur faire faire divorce me paraîtrait assez la même que la tendance à séparer complètement l'Eglise et l'Etat. Qu'on me dise si, dans notre pays, la politique ne tient pas à tout, ne touche pas à tout; si elle n'intéresse pas l'Eglise, l'école, la famille. Je me trouvais, il y a quelque temps, dans une maison de deuil : une mère de famille chérie et vénérable venait d'y mourir. On ne parla d'abord que d'elle et des regrets causés par sa perte. Mais la conversation ne tarda pas à s'engager sur nos affaires publiques, ce qui suggéra à l'une des filles de la mère décédée cette réflexion parfaitement juste : « Il faut que l'état de notre pays

soit bien grave, puisque nous ne pouvons nous empêcher d'en parler, au milieu d'un deuil comme le nôtre, qui devrait, à ce qu'il semble, absorber toutes nos pensées et tous nos sentiments. »

M. de Kapff n'est point ce qu'on appellerait un homme de parti ; il s'élève au-dessus des partis, en envisageant la politique d'un point de vue élevé, du point de vue de la religion et de la morale. Ce point de vue est aussi le mien. M. de Kapff a dû parler beaucoup de politique, mais il l'a fait essentiellement en moraliste chrétien et en théologien, envisageant *le royaume du ciel et sa justice* comme devant être le *premier* objet de la *recherche* de l'homme. Je me propose le même but que lui ; seulement avec moins de moyens de succès et en reconnaissant combien son ouvrage est supérieur au mien.

En politique, comme en religion et en morale, ou une chose est vraie, ou elle est fausse ; ou elle est bien, ou elle est mal ; ou une ligne est droite, ou elle est courbe, il n'y a pas de milieu. Le moraliste doit ou approuver, ou condamner les révolutionnaires allemands Hecker, Brentano, Struve, Heinzen, Becker, Marr, Weitling, Neff. Il est impossible qu'il leur tende une main, et l'autre à leurs adversaires politiques. Dans le canton démocratique de Fribourg, c'est au tribunal de la morale que ressortit la question de savoir de quel côté est le droit et la justice, ou d'une minorité qui gouverne par la grâce des baïonnettes étrangères, ou d'une majorité, approchant l'unanimité ($\frac{9}{10}$), qui a fait connaître à Posieux son chiffre et son programme. Il serait, je crois, très-dangereux d'admettre que dès qu'un acte touche par un côté à la politique, il est en dehors des appréciations morales et que chacun est libre d'en juger comme il l'entend ; car avec de tels principes, les serments politiques seraient sans valeur, et les crimes politiques, sans gravité ; l'assassin d'un simple particulier serait digne de mort, mais celui d'un roi digne de pardon.

N'est-elle pas funeste à la société la tendance à prendre une attitude d'indifférence et de neutralité dans toutes les questions politiques et entre tous les partis? L'auteur de l'ouvrage dont j'ai donné de nombreux extraits, consacre une heure de la journée, qu'il appelle heure de gazette (*Zeitungsstunde*), à raconter à un petit auditoire les événements politiques, à présenter l'état réel des choses, de manière à former le jugement de ses auditeurs, à leur faire juger sainement les affaires du temps, à les prémunir contre les fausses doctrines de tant de journalistes, à leur faire distinguer dans les nouvelles et les principes la vérité du mensonge et de l'erreur. Ce qu'il fait et conseille à cet égard, ne peut-il pas être réellement quelque chose de très-utile, à une époque comme celle où nous vivons, où tant de traits perfides et empoisonnés sont lancés dans l'obscurité, où un prosélytisme politique agressif se cache sous les voiles de l'anonyme, où l'on est inondé de journaux et de gazettes, tellement inondé que l'on pourrait dire que si l'ancien monde a péri par un déluge d'eau, le monde actuel semble destiné à périr par un déluge d'écrits?

Peut-être un certain nombre de personnes trouveront-elles que l'état de M. de Kapff, sa place de pasteur et de surintendant, devraient l'empêcher de prendre aucune part aux débats et discussions politiques. Mais s'il croit, comme il me paraît avoir toute raison de le croire, que les principes d'une fausse politique sont des plus compromettants pour la religion et la morale, pour le bonheur et temporel et spirituel de la société, pourquoi ne s'efforcerait-il pas de parer à ce mal-là par tous les moyens qui sont en lui? N'est-ce pas là aussi une manière *de se faire tout à tous pour en sauver plusieurs*? Le pasteur ne doit-il donc pas s'intéresser au salut de la société comme à celui de chacun de ses membres?

M. de Kapff avait concouru avec un grand nombre d'écrivains pour un prix proposé par le comité central de la mis-

sion intérieure de l'Eglise évangélique allemande; son ouvrage a été couronné et publié par ce comité ⁽¹⁾.

Le livre de M. de Kapff et le prix que lui a accordé la Société de la *Mission intérieure*, peuvent me servir aussi dans l'examen de cette seconde question que je me suis proposé de traiter avant d'entrer en matière : *Doit-on écrire l'histoire pendant qu'elle se fait?* Je n'hésite pas à faire à cette question une réponse affirmative. En la faisant, je me trouve certainement d'accord et avec l'auteur dont j'ai extrait l'ouvrage, et avec le comité de la Mission intérieure, qui n'a rien eu de plus pressé que de publier cet ouvrage, après l'avoir couronné.

Assurément on peut écrire des ouvrages historiques très-intéressants et très-utiles sur des époques anciennes; mais ils en supposent et en exigent toujours de contemporains à ces époques; et les mémoires du temps auront toujours plus d'intérêt, à mérite égal, que les histoires composées longtemps après, et auxquelles ils auront fourni des matériaux. Pourquoi tant d'historiens ont-ils tenu à mettre en tête de leurs ouvrages le fameux *quæque ipse vidi et quorum ego pars fui* (les choses que j'ai vues moi-même, et auxquelles j'ai pris part)? C'est qu'ils savaient bien que le témoin oculaire est celui dont on goûte le plus les récits. Il les colorera assurément plus que ne le ferait un écrivain postérieur; il s'exprimera avec une animation qui ne pourra guère se trouver dans des récits faits longtemps après l'événement. Prenant la nature sur le fait, et composant un livre avec des actes, avec des faits et gestes, il aura quelque chose de plus original, de plus natif, si je puis ainsi dire, que l'écrivain qui se borne à faire un livre avec des livres. Et quant à l'utilité des ouvrages historiques contemporains, elle

(¹) *Als gekrönte Preisschrift herausgegeben vom Central-Ausschuss für die innere Mission der Deutschen evangelischen Kirche*, est-il dit à la suite du titre.

est évidemment plus grande que celle des ouvrages historiques postérieurs. Si l'historien moraliste signale des actes à reprendre, des maux à guérir, des torts à réparer, des fautes à corriger, il est évident qu'il doit le faire à temps utile, avant qu'il soit trop tard.

D'ailleurs, s'il est souvent fort difficile, en racontant même des faits contemporains, des faits qui se sont passés tout près de nous, de savoir sur ces faits l'exacte et pure vérité, combien plus ne le sera-t-il pas de la savoir, quand il s'agira de faits très-anciens?

Il est vrai qu'il y a un danger à craindre et un écueil à éviter pour celui qui raconte et juge des faits contemporains, celui de n'être pas impartial. L'impartialité, quoi qu'en dise Victor Hugo, est toujours un devoir pour un historien. L'auteur de *Napoléon le Petit* avoue qu'il n'est pas impartial dans cet ouvrage, et il a raison de l'avouer; mais il a tort de s'en glorifier et de dire : « L'impartialité, étrange vertu que Tacite n'a pas. Malheur à qui resterait impartial devant les plaies saignantes de la liberté! » Nous dirons tout au contraire : Malheur à qui n'est pas impartial, en écrivant une histoire! car c'est dire : Malheur à qui n'est pas vrai!

La vérité et rien que la vérité : voilà quelle doit être la devise de tout historien qui respecte ses lecteurs, qui se respecte lui-même.

Nous dirait-on peut-être qu'il ne nous est pas permis, à nous Neuchâtelois, de juger le régime actuel, le gouvernement républicain et ses actes? Mais quoi donc! le *Journal de Genève*, le *Courrier Suisse*, *La Suisse* ⁽¹⁾ pourraient en toute

(¹) Voyez entre autres articles de *La Suisse*, le suivant (du 4 février) que nous reproduisons à double fin : « On raconte des faits incroyables, mais malheureusement vrais, au sujet du vote escamoté hier au soir. Jamais on ne vit pareil tripotage, c'est un fait unique, humiliant; et c'est en Suisse qu'il s'est produit! Dans la séance (du conseil national) du 1^{er} février, l'article 43 du code pénal avait été de nouveau rejeté par

liberté se prononcer, les deux premiers sur leurs gouvernements issus d'une révolution, le troisième sur le gouvernement fédéral lui-même ; et nous, Neuchâtelois, nous serions seuls en Suisse à ne pas oser nous prononcer sur le nôtre ! Ce serait encore là un point à l'égard duquel nous aurions été mis plus bas que nos voisins ! Parce que le changement opéré dans notre pays par la révolution a été bien plus grand que dans le leur, nous aurions bien moins de droit qu'eux de juger le nouveau régime ! Quand on ne cesse de nous répéter que nous sommes devenus libres le 1^{er} mars 1848, nous ne le serions pas même de dire ce que nous pensons sur ce point ! Dans la manière de voir de ceux qui prétendent qu'un gouvernement ne peut laisser discuter son principe, il y a une vérité et une erreur : il faut distinguer entre gouvernement et gouvernement. Un gouvernement monarchique ne peut laisser discuter son principe, par la raison fort simple que son droit est héréditaire, et comme on disait toujours autrefois, divin. Il ne s'agit pas de votations qui l'établissent : *le Roi est mort, vive le Roi !* il est en dehors et au dessus des questions de majorité et de minorité. Mais dans une république, surtout dans une république démocratique, et dans une république qui date d'hier (sans parler du protocole du 24 mai, protocole des cinq grandes puissances, c'est-à-dire de l'Europe qui a reconnu les droits d'une souveraineté de 145 ans), dans une république, toutes les opinions doivent pouvoir se faire jour, le droit n'est pas dans le passé, il est dans l'avenir, et peut être remis en question, si le peuple souverain en décide ; il peut varier avec la

53 voix contre 59. Hier au soir, à 48 heures de distance, le même article était adopté par 42 voix contre 56. Plusieurs départs, quelques défections, voilà à quoi tiennent les destinées du peuple suisse ! Ce jeu moqueur de nos institutions nous paraît bien téméraire. Nous voyons substituer la ruse à la loyauté. Pour nous, qui avons consacré tout ce que nous avons eu de force et de dévouement à l'œuvre de la réforme fédérale, nous ne saurions désormais envisager l'avenir avec la même assurance que jusqu'ici. »

manière de voir générale. Au plus fort de la révolution, en pleine république, Lamartine ne proclamait-il pas ce grand principe : « Si le peuple français veut revenir à la forme monarchique, c'est son droit, il en est libre. » Il a en effet usé de sa liberté.

Le plus célèbre écrivain de l'Amérique, Cooper, ne s'est-il pas exprimé avec la plus grande liberté sur le régime actuel de sa patrie? ⁽¹⁾ Personne, dans la France républicaine, n'a inquiété M. Alex. Weill pour son ouvrage *De l'hérédité du pouvoir*, dans lequel on lit un grand nombre de passages tels que celui-ci : « Où est la démocratie pure, l'égalité absolue qui se soit conservée, qui ait pu se maintenir un instant, qui ait produit du véritable bien ? Le pouvoir de la démocratie absolue n'a été nulle part qu'une machine de guerre. — Pourquoi la démocratie, afin de créer et de se conserver, ne cherchera-t-elle point son unique contrepoids, son contraste harmonique dans l'hérédité du pouvoir ? » Le vicomte d'Arlincourt, qui, dans son ouvrage intitulé *Dieu le veut*, est allé plus loin encore qu'Alex. Weill, en établissant catégoriquement que le gouvernement d'Henri V était la seule planche de salut pour la France, a été traduit devant les tribunaux républicains, mais le jury l'a unanimement acquitté. Peu de temps après, il a publié un second ouvrage, *Place au droit*, qui n'était qu'un développement du premier, et pour lequel personne n'a songé à lui faire un procès.

La république neuchâteloise est fille reconnue de la république française. Serait-elle plus intolérante que sa mère ? Il faudrait qu'elle se sentît bien mal assise, pour ne savoir pas entendre la vérité, dite au moins d'une certaine manière, comme nous croyons la dire dans cet ouvrage. Dans la manière de la dire, il ne doit point y avoir de fiel, d'ai-

⁽¹⁾ Voy. surtout son dernier ouvrage : *Mœurs du jour*.

greur, d'animosité, ce qui n'exclut pourtant pas une certaine indignation contre ce qui serait de nature à l'exciter. C'est peut-être un des plus grands reproches à faire à l'époque actuelle que celui de ne savoir plus guère éprouver ce sentiment, dont un écrivain anglais a dit : « L'indignation est le propre des grandes âmes : Caton en mourut. » On ne pourrait guère faire de plus mauvais compliment à un historien moraliste qui marcherait sur les traces du siècle, que de le comparer au Philinte de Molière

Qui prend tout doucement les hommes comme ils sont,
Accoutume son âme à souffrir ce qu'ils font,

Et dont l'esprit enfin n'est pas plus offensé
De voir un homme fourbe, injuste, intéressé,
Que de voir des vautours affamés de carnage,
Des singes malfaisants et des loups pleins de rage.

Il y a un côté des leçons et des exemples de Jésus-Christ que, de nos jours, on laisse certainement trop dans l'ombre : on ne veut voir que sa charité ; on oublie sa justice. Pourtant une juste sévérité est quelquefois une vraie charité. Si pour l'ordinaire il bénissait et prononçait des *béatitudes* ; s'il disait : *Heureux !* il ne laissait pas de dire aussi quelquefois : *Malheur à vous !* Ne chassa-t-il pas du temple, avec un fouet, les profanateurs ? Le Sauveur des hommes savait donc s'indigner ; il peut donc être permis, beau, honorable, commandé même par le devoir, de savoir éprouver aussi ce sentiment.

J'avoue qu'il est malheureusement très-commun et très-facile de se faire sur ce point illusion à soi-même, de prendre de l'aigreur pour de la franchise, et une animosité personnelle pour une noble indignation. Mes lecteurs jugeront si je me suis conformé, dans la pratique, à ma théorie. Ce qu'ils seront au moins forcés de reconnaître, c'est que je ne cherche pas avec complaisance des coupables ; que je ne refuse point d'excuser ce qui est excusable, que je ne condamne point pour le seul plaisir de condamner, que je ne

nomme, en condamnant, que lorsque je ne puis me dispenser de le faire; que je juge, autant qu'il m'est possible, les choses plutôt que les personnes, les actes plutôt que les acteurs, et que de préférence, quand l'exposé des faits peut suffire, je me borne à les laisser parler. J'emprunterai même fréquemment, pour exprimer ma manière de voir, les propres paroles de républicains très-prononcés et très-avancés; quelques-unes des miennes pourraient être de quelque utilité à la république elle-même, si elle voulait en profiter. Je dis des raisons et non pas des injures. *La vérité dans la charité* : il faudrait réunir toujours ces deux grandes vertus, selon le précepte de la Parole sainte. Que si, dans certains cas, il arrive qu'elles soient en conflit, à laquelle donner la préférence? Nous répondrons : Dans la vie, avant tout la charité; mais dans l'histoire, avant tout la vérité.

CHAPITRE I^{er}.

MALHEURS DES RÉVOLUTIONS DANS DE PETITS ÉTATS. — PRÉTENDUES NÉCESSITÉS. — ÉLOGES QUE SE DONNE A ELLE-MÊME LA RÉPUBLIQUE DE NEUCHÂTEL.

Les principaux ouvrages à consulter sur le sujet que je vais traiter, sont essentiellement la *Réconciliation des partis*, la *Petite Chronique*, le *Neuchâtelois*, le *Messenger Boiteux*, et une brochure allemande imprimée à Berlin en 1849 ayant pour titre *Neuenburg, seine Geschichte, seine heutige Lage, und seine Beziehungen zu Preussen* (Neuchâtel, son histoire, sa position actuelle et ses rapports avec la Prusse). Ces ouvrages me seront plus d'une fois d'une grande utilité dans mon travail.

Quand j'ai signalé les maux causés par les révolutions en général, j'aurais pu ajouter qu'ils sont d'autant plus grands

que les pays révolutionnés sont plus petits. Plus on est renfermé dans une étroite enceinte, plus on a de chances et d'occasions de se coudoyer, de se marcher sur les pieds, de se heurter, de se froisser de diverses manières. Les coups reçus d'une main connue sont bien plus sensibles que ceux que nous portent des inconnus; les injures proférées par une voix connue font une impression plus sensible que si elles l'étaient par une voix tout-à-fait étrangère. Et entre voisins qui ont eu maille à partir ensemble, des changements de positions créeront bien plus d'occasions de vengeances particulières, d'injustices, de mauvais procédés. Rien n'est terrible comme les haines de frères; et un petit Etat peut, plus qu'un grand, être assimilé à une famille. Dans un grand Etat, que les coups de dés et ceux du sort, inséparables d'une révolution, amènent au pouvoir tels ou tels hommes, dont les antécédents eussent mis, en temps ordinaire et calme, un obstacle invincible à leur élévation,.... *que ne sâ, ne grâve*, ⁽¹⁾ comme on dit dans notre patois; mais dans un petit pays chacun se connaît; l'habit n'y fait pas si facilement le moine, et la belle plume, pas si facilement le bel oiseau. Dans un petit pays révolutionné, combien fréquemment on dira d'un homme en place, sur tous les tons et dans tous les sens: « Il peut bien! Il lui sied bien! » Je pose en fait que les habitants d'un grand pays ne sauraient se représenter la variété des souffrances journalières d'un petit pays en révolution; des coups d'épingle incessants ne peuvent-ils donc pas assassiner, aussi bien et plus cruellement que des coups de poignard? Ce sera aux lecteurs étrangers à juger, d'après ce que nous allons dire, si nous avons échappé, depuis le 1^{er} mars, aux maux causés par les révolutions en général, par celles des petits pays en particulier. Les nationaux n'ont ici, sous le rapport *des faits*, rien ou à-peu-près rien à apprendre: ils ne retrouveront guère que des souvenirs. Ce qu'il y aura peut-

(1) Qui ne sait pas ne se choque pas.

être pour eux de nouveau, ce seront quelques réflexions, quelques aperçus, quelques rapprochements, quelques avertissements salutaires.

Le passé, comme passé, n'est plus rien ; il ne devient quelque chose que par les enseignements qu'il donne à l'homme qui sait l'étudier, et les moyens qu'il lui fournit d'assurer son avenir. Une vue en arrière doit devenir une vue en avant, et l'expérience des pères n'être pas perdue pour leurs enfants. C'est là le point de vue dans lequel je me suis placé en composant cet ouvrage, le but essentiel que je me suis proposé.

Outre les promesses vagues, générales et officieuses que les plus qualifiés des révolutionnaires faisaient au pays avant le 1^{er} mars, ce jour-là même le Gouvernement provisoire en fit de positives, de particulières et d'officielles. La première parole de sa première proclamation fut : « La journée du 1^{er} mars 1848 doit à jamais dater dans l'histoire de notre pays », et la première de sa seconde proclamation : « Le peuple Neuchâtelois a enfin reconquis ses droits ». Puis il sortit de ces généralités par cette déclaration précise et solennelle : « Que tout le monde se rassure, les propriétés et les personnes seront respectées. »

Et pas plus loin que le lendemain, 2 mars, une troisième proclamation du Gouvernement provisoire annonçait l'arrestation et l'emprisonnement des six *personnes* les plus considérables du pays, des Conseillers d'Etat de la Principauté ! C'est ainsi que les *personnes* furent *respectées* !

En cas pareil on allègue toujours la nécessité, et l'on croit que par là tout est dit et peut être excusé. Dans son histoire générale et impartiale des erreurs, des fautes et des crimes commis pendant la révolution, Prudhomme évalue à 18,613 les guillotins de la Terreur : et c'est là ce que Victor Hugo ose appeler « les formidables *nécessités* révolutionnaires » !....

Examinons un instant la valeur d'une telle excuse : « *Le salut du peuple est la loi suprême* » (*Salus populi suprema lex esto*). Combien de fois cette maxime n'a-t-elle pas retenti dans la salle du grand-conseil de la République Neuchâteloise ! Dans son rapport sur les actes du Gouvernement provisoire, M. Piaget s'en sert pour justifier l'arrestation des conseillers d'Etat, la suspension du *Constitutionnel Neuchâtelois*, celle des Conseils de la Bourgeoisie de Neuchâtel, l'emprisonnement dans le château de Travers de plusieurs otages, l'expédition militaire dirigée sur les vallées de la Sagne et des Ponts et sur le Locle. « Dans des moments de révolution, dit-il, alors que toute action de la loi est suspendue, alors qu'une étincelle peut produire un incendie, la faiblesse d'un gouvernement provisoire est presque un crime, parce que, dans de pareils moments, *le salut du peuple doit être la loi suprême.* » Pour chercher à justifier l'établissement de la commission d'enquête, M. Jeanrenaud-Besson pousse cette exclamation : « Pour elle *le salut de la patrie* est une considération qui est au-dessus de tout. » M. Charles Calame, parlant dans le même sens, a été assez mal avisé et maladroit, pour s'exprimer ainsi : « Votre commission ne connaît, en temps de révolution, qu'une seule loi suprême celle du salut public ». Qui est-ce qui, en lisant ces paroles et à l'occasion de cette *commission qui ne connaît qu'une seule loi, celle du salut public*, ne se rappellerait pas le *comité de salut public* ?

Quand les gouvernements légitimes s'autorisent d'une telle maxime, *le salut du peuple est la loi suprême*, pour assurer le *salut* du pays, tout en assurant le leur propre, par les coups d'Etat même les moins attentatoires à la constitution du pays, comment sont-ils jugés par les révolutionnaires et les prétendus vengeurs des droits des peuples ? Les fameuses Ordonnances de Charles X n'étaient-elles point la seule planche de *salut* qui lui restât ? Et même l'un des articles de la *Charte*

octroyée ⁽¹⁾ ne leur donnait-elle pas une sorte de légalité ? Néanmoins quel cri n'ont-elles pas fait jeter aux libéraux et radicaux d'un bout de la France à l'autre, et à ceux même de toute l'Europe ? Est-ce donc qu'il n'y aurait d'excuse de *nécessité* que pour ceux qui renversent et non pas pour ceux qui conservent, que pour les pouvoirs nouveaux et usurpés, et non point pour les pouvoirs anciens et légitimes ? Si, avant le 1^{er} mars, le Conseil d'Etat, par *nécessité* impérieuse et conformément à la loi naturelle de la conservation, avait fait mettre en charte privée six des républicains les plus dangereux du pays, six, ni plus ni moins, le même nombre précisément que celui des six chefs royalistes enfermés au château le 2 mars, qu'aurait dit tout le bord radical et républicain ? Pourquoi donc ces deux poids et ces deux mesures ! La *nécessité* ne deviendra-t-elle donc un droit que là où il n'y en aura pas d'autres ? Et la théorie de la justification d'actes arbitraires par la loi de la *nécessité*, est bien plus dangereuse encore, quand il s'agit d'un corps exerçant le pouvoir. Quand la responsabilité d'actes semblables ne pèse que sur un seul, il ne s'en chargera pas aussi facilement que si elle était collective. Tel homme qui, comme individu seul responsable, reculerait devant une mesure grave et hasardée, la votera comme membre d'un corps.

Je veux croire, j'aime même à croire que plusieurs des membres des autorités révolutionnaires n'ont consenti à des mesures telles que celles de l'emprisonnement des Conseillers d'Etat, de la suppression de la bourgeoisie et autres semblables, qu'à contre-cœur et à leur corps défendant, qu'ils se sont crus obligés de donner tels gages, telle satisfaction à des hommes qu'ils avaient mis en mouvement, surexcités et compromis ; mais serait-ce là une excuse ? nullement. Il

(¹) Art. 14. « Le Roi est le chef suprême de l'état, commande les forces de terre et de mer..... et fait les règlements et ordonnances nécessaires pour l'exécution des lois et la sûreté de l'état. »

y a certainement quelque chose de vrai dans ce que nous avons entendu dire quelquefois en parlant d'eux, qu'il faut leur savoir gré de tout le mal qu'ils ne font pas, dans une position pareille à la leur. Mais pourquoi se sont-ils fait cette position ? La conclusion de mon raisonnement, comme de tous ceux de cet ouvrage, sera : *Gardez-vous des révolutions*. C'est là mon *delenda est Carthago* ⁽¹⁾ que je voudrais pouvoir faire retentir aux oreilles de tous les peuples qui seraient menacés d'une révolution. C'est surtout en révolution qu'il est vrai de dire : Aujourd'hui on fait le mal, demain on le subit ; aujourd'hui on dit *marche*, demain on se l'entend dire ; aujourd'hui on entraîne, demain on est entraîné ; ⁽²⁾ aujourd'hui on s'attelle au char des révolutions, demain on est poussé par ce char.... ou écrasé.

Faut-il compter aussi au nombre des *nécessités* de la position les éloges que se sont donnés chaque année au grand conseil les autorités de la république ? Admettons qu'ils fussent *nécessaires*, on conviendra pourtant assez généralement qu'ils auraient pu être un peu moins pompeux, ne l'être pas autant que les promesses du 1^{er} mars et de la constituante. Nous ne rapporterons pas tous ceux qui sont consignés dans les bulletins des délibérations du grand conseil ; cela nous donnerait à nous trop de peine et à nos lecteurs sans doute trop d'ennui. Nous nous bornerons à reproduire l'idée sommaire des rapports faits chaque année au grand conseil *sur la gestion du Conseil d'état et l'exécution des lois*. Celui de 1848 a été présenté par M. Piaget, qui l'a résumé comme

(¹) *Et je conclus toujours qu'il faut détruire Carthage* : mot par lequel le célèbre Caton terminait tous ses discours dans le Sénat de Rome.

(²) Un écrivain moderne a dit : « Les hommes font les événements, et les événements entraînent les hommes. »

suit : « Ainsi l'année 1848, cette année si pleine d'orages,
» aura vu le petit pays de Neuchâtel s'émanciper, voter sa
» constitution, organiser ses pouvoirs législatif, administratif
» et judiciaire, organiser l'église sur de nouvelles bases, sans
» que l'administration des affaires publiques et courantes ait
» été notablement interrompue ou retardée. Malgré les agi-
» tations de l'époque, malgré la crise qui pesait sur toute
» l'Europe, malgré les dépenses extraordinaires et inévitables
» que toute révolution entraîne après soi, ses finances même
» ont présenté, comme le dépouillement raisonné des comptes
» vous le montrera, un résultat à peu près normal, puisque
» les recettes et les dépenses normales auraient pu s'équili-
» brer avec les ressources ordinaires, toutes réduites que ces
» ressources ont été par les circonstances. Le pays a fait plus
» encore, etc. »

« Au 1^{er} mars vous nous avez remis un pays où tout était
» à faire, et au 31 décembre, malgré les entraves systéma-
» tiques opposées à notre marche, nous avons pu vous pré-
» senter un pays constitué dans toutes ses parties et assez
» puissamment organisé pour être en état de s'avancer, avec
» fermeté et sans crainte de l'avenir, à la conquête successive
» des institutions prescrites par la constitution et de celles
» que la constitution n'a point prévues, mais qui sont une
» conséquence de ses principes. Nous avons pu, au 31 dé-
» cembre 1848, vous présenter un pays fort au-dedans par
» de bonnes et démocratiques institutions, fort au dehors
» par une alliance indissoluble avec nos confédérés. »

Dans la séance de février 1850, ce sont MM. Piaget et Jeanrenaud-Besson qui donnent lecture du rapport sur l'exercice de 1849. Ils disent, entr'autres choses : « L'adminis-
» tration générale de l'état n'a pas encore reposé en 1849
» sur des bases normales et régulières de tous points, mais
» elle a progressé largement ».

« La réorganisation de l'administration de l'église sur des
» bases démocratiques, réforme si vivement appréhendée par

» ceux qu'elle intéressait plus spécialement, s'est opérée sans
» bruit et sans secousse, à la satisfaction des populations et
» sans le moindre frottement pénible avec l'état.

« A l'exception de la loi militaire, incomplètement exé-
» tée, toutes les lois dont l'exécution nous a été confiée,
» fonctionnent aujourd'hui avec ensemble et régularité, et
» nous permettent de marcher en avant, sans avoir à jeter
» derrière nous un regard inquiet sur nos premiers travaux. »

En 1851 et 1852, ce ne sont plus seulement un ou deux
des conseillers d'état qui font des rapports sur les exercices
des années précédentes, mais tous les chefs des départements
du conseil; autant de voix de plus naturellement pour louer
l'administration républicaine: c'est un chœur de louan-
ges!.... on va entendre quelques-unes des notes de ce chœur.

« Les résultats généraux de l'administration de la justice
» sont en parfaite harmonie avec le calme et la prospérité
» dont le pays a joui. Partout le niveau judiciaire a baissé,
» moins d'affaires criminelles, moins de délits correctionnels,
» moins d'actions civiles, moins de pertes dans les faillites,
» moins d'enquêtes, moins de dépenses, une légère augmen-
» tation dans le chiffre proportionnel des conciliations; tel
» est en peu de mots le résumé des statistiques. L'action
» bienfaisante des justices de paix s'est soutenue, et l'admi-
» nistration de cette justice populaire a donné des résultats
» aussi satisfaisants qu'en 1849, et même plus satisfaisants. »

« Les élections des pasteurs ont prouvé que le peuple est
» mûr pour l'exercice des droits qui lui ont été conférés. —
» Le synode, les colloques et les collèges d'anciens ont fonc-
» tionné avec une régularité et une indépendance qui prou-
» vent en faveur des nouvelles institutions ecclésiastiques. »

On trouve un écho de tous ces éloges dans le rapport de
la commission chargée d'examiner la gestion du conseil d'é-
tat pendant l'exercice de 1850. On lit dans ce rapport, par
exemple: « La commission approuve pleinement et entière-
» ment ce qui a été fait par la direction de l'éducation pu-

» blique, et elle espère qu'elle aura chaque année de nouveaux
» progrès à enregistrer, et que les bienfaits que l'application
» de la loi est destinée à produire, ne tarderont pas à se faire
» sentir de plus en plus.

« Il y a un peu plus de trois ans, que le peuple neuchâ-
» telois ne connaissait que d'une manière imparfaite et sui-
» vant le bon plaisir de ses gouvernants, l'état des recettes
» et des dépenses de son pays; on en donnait en quelques
» mots un résumé sommaire au corps législatif, et les re-
» présentant du peuple n'étaient pas admis à l'examiner,
» ni à le discuter. Aujourd'hui c'est le grand conseil qui vote
» le budget, et tous les citoyens ont le droit de s'enquérir des
» recettes et des dépenses par l'intermédiaire de leurs re-
» présentant et de contrôler le pouvoir.

« Votre commission donne son entière approbation aux
» actes du conseil d'état en général; et elle espère que le
» grand conseil reconnaîtra tout ce qu'il a fait dans l'intérêt
» de la république et les progrès qu'il est parvenu à réaliser. »

L'espérance de la commission n'a pas été trompée.

Les rapports des chefs de département sur l'exercice de 1851 ressemblent beaucoup aux précédents; on en jugera par les extraits suivants:

« L'année 1851 peut être comptée comme une des plus
» belles et des plus prospères pour notre commerce et notre
» industrie ».

« Deux nouvelles municipalités ont été érigées par le
» grand conseil en 1851, savoir: celle de la Chaux-de-
» Fonds et celle des Eplatures. Tout annonce que sous l'ad-
» ministration sage et éclairée de citoyens dévoués, elles
» prospéreront comme leurs sœurs aînées du Locle et de
» Travers. Les rapports des communes et bourgeoisies entre
» elles et avec l'autorité administrative supérieure ont été de
» de plus en plus satisfaisants. »

« La répression des délits a été plus énergique et les re-
» cherches mieux dirigées. L'influence de la vieille routine

» se fait encore sentir, mais le mouvement en avant est pro-
» noncé, et il y a un progrès bien constaté, auquel ont for-
» tement contribué la loi du 20 juin 1851 et les mesures
» prises pour son exécution, progrès qui deviendra chaque
» jour plus sensible, à mesure que les effets de cette loi se
» développeront par la pratique et initieront toujours davan-
» tage le personnel judiciaire et le public à des formes plus
» simples et plus franches. L'effet de certaines dispositions
» de la loi du 20 juin, en ce qui touche les poursuites à
» l'amende, a dépassé toutes les espérances, et atteint le but
» aussi complètement qu'on pouvait le désirer. Le nouveau
» mode de poursuites introduit dans les affaires de police et
» les affaires correctionnelles fonctionne bien, et n'a ren-
» contré aucun obstacle dans son application : c'est aujour-
» d'hui une institution acclimatée ; et cette facilité avec la-
» quelle les tribunaux font usage des nouveaux instruments
» qu'on leur met successivement en mains, prouve jusqu'à
» l'évidence que ces innovations étaient attendues et dési-
» rées, et qu'on est préparé à en recevoir de nouvelles. »

« Le mouvement des affaires civiles, dans les trois exer-
» cices (1849, 50 et 51) prouve évidemment que l'état du
» pays est calme au fond comme à la surface, que cet état
» est normal et que généralement les institutions fonction-
» nent bien et régulièrement. Le nombre des faillites a été
» constamment en diminuant : c'est la conséquence naturelle
» de la progression toujours croissante de la prospérité gé-
» nérale. » — « Il est incontestable que de pareils résultats,
» obtenus sur trois exercices subséquents et se reproduisant
« toujours les mêmes chaque année, permettent de tirer avec
» certitude des conséquences favorables à nos institutions
» judiciaires et à l'effet moral qu'elles ont produit sur la
» population. »

Il est facile de reconnaître dans ce style et dans ces ju-
gements l'âme de la révolution et de la république neuchâ-

teloise. Ce qui suit, est de son autre lui-même, de sa double.

« Un nombre relativement considérable de communes ou » de commissions d'éducation se sont mises à l'œuvre pour » donner une nouvelle extension aux établissements d'ins- » truction publique de leur ressort respectif. La durée de » plusieurs écoles temporaires de quartiers a été plus ou moins » prolongée par diverses combinaisons parmi lesquelles nous » citerons l'institution de régents permanents appelés à des- » servir des écoles de quartiers voisines l'une de l'autre. » — « Les effets des dispositions précitées ont pu être appré- » ciés dans les épreuves du printemps de 1852. Le nouveau » règlement des examens de capacité a pleinement répondu » dans la pratique à l'attente de la direction de l'éduca- » tion » etc.

La commission nommée pour faire l'examen de la gestion du conseil d'état, a dit de son côté « qu'elle a pu se convain- » cre que, pendant l'exercice de 1851, l'administration du » pays, aussi active qu'intelligente, a non seulement mérité » l'approbation que le grand conseil lui avait donnée pour » sa gestion pendant l'année 1850, mais qu'elle a de plus » réalisé des progrès que l'on pouvait espérer, et qu'on ne » pouvait pas se flatter de voir sitôt mis en pratique, que » les pièces qui ont été remises à la commission par le con- » seil d'état et qu'elle a examinées en détail prouvent de la » manière la plus évidente que la république marche bien et » qu'elle n'a aucun reproche mérité à redouter, même de la » part de ses adversaires les plus prononcés. »

Et sur ce, le grand conseil a été et de l'avis du conseil d'état et de celui de la commission.

Pour mieux assaisonner les éloges donnés au nouveau régime, il fallait tomber à bras raccourci sur l'ancien. Parmi les phrases de *haut goût* que je viens de rapporter, les lecteurs auront remarqué celle-ci : « Au 1^{er} mars vous nous

avez remis un pays où tout était à faire .» Ne croirait-on pas que M. Piaget parle là d'une peuplade de va-nu-pieds, de vagabonds, voire de sauvages tels que les Algonquins, les Hurons et les Iroquois ? Là *tout serait à faire*. Que n'y sont-ils allés exercer leurs talents, nos opérateurs politiques ! mais ne semble-t-il pas qu'ils aiment moins opérer là où il y a à faire, que là où il y a à *défaire* ?

En transcrivant quelques-uns des éloges et personnels et mutuels dont a retenti depuis cinq ans la salle où siège le grand conseil de la république neuchâteloise, je n'ai pu m'empêcher de me rappeler les reproches de flatterie, de flagornerie envers le pouvoir adressés si souvent par les puritains du bord républicain au Corps législatif de la Principauté. N'est-ce pas toujours l'histoire de *la paille* et de *la poutre* ? Je me suis rappelé également cet article-ci du *Petit almanach de nos grands hommes* par Rivarol : « M^{me} Necker loue beaucoup M. Necker ; M^{lle} Necker loue beaucoup M. Necker ; M. Necker se loue beaucoup lui-même. Se pourrait-il qu'un homme qui réunit en sa faveur tant et de tels témoignages, ne fût qu'un homme ordinaire ? »

Après chacun des rapports dont nous venons d'extraire quelques paragraphes, ne semblerait-il pas que le pays tout entier devrait s'écrier :

Montons au Capitole, et rendons grâce aux Dieux !

Ne semblerait-il pas qu'il n'y a jamais eu de révolution plus convenable, plus heureuse que la nôtre et de pays mieux gouverné, mieux administré que la république de Neuchâtel ? Si l'étranger et la postérité ne devaient connaître *Neuchâtel république* que par ces rapports officiels, ils devraient s'étonner qu'il y eût encore dans notre pays des *républicains malgré eux*, qu'il y en eût un seul. Je ne dis pas qu'il n'y ait rien que du faux dans ces rapports et absolument rien que du mal dans l'administration républicaine ; mais qu'elle *n'ait*

aucun reproche mérite à redouter de la part de ses adversaires les plus prononcés, comme l'a dit la commission du grand conseil, c'est ce qu'il est un peu difficile de prouver d'une part et d'accorder de l'autre. Les éloges si fort exagérés que s'est donnés et que se donne quotidiennement la république, nous font la partie trop belle. Nous allons nous permettre de juger à notre point de vue les actes de la république. Les lecteurs jugeront à leur tour et ces actes et nos jugements. Pour mettre plus d'ordre dans les matières à traiter, nous les rangerons sous un petit nombre de rubriques, dont la première sera *les Ruines*.

CHAPITRE II.

RUINES.

Je brouille tout, pour tout remettre en place ;
Pour relever, je tire tout en bas.
(*Chanson d'un sagnard.*)

Les hommes maintenant au pouvoir dans le canton de Neuchâtel ne sauraient trouver mauvais que je donne ce nom à leur ouvrage, et ce nom à l'un des chapitres du mien ; car ils ont dit et répété, oralement et par écrit, en prose et en vers qu'ils étaient *radicaux*. Or que veut, ou que fait le radicalisme, sinon changer radicalement, extirper les institutions d'un pays ? ⁽¹⁾ J'ai déjà cité ces paroles de M. Jeanrenaud-Besson président la Constituante : « Nous n'avons pas seulement, comme nos voisins et confédérés, à modifier plus ou moins des institutions déjà enracinées dans notre sol, mais tout à créer en quelque sorte. » Cela ne signifie-t-il

⁽¹⁾ Aussi les radicaux appellent-ils *conservateurs* tous leurs adversaires quels qu'ils soient, sans se mettre en peine de distinguer à quel parti politique ceux-ci se rattachent.

pas, en bon français, qu'il fallait commencer par tout démolir ? MM. Lambelet et Steck ont dit, dans une séance du grand-conseil ; l'un : « Le 1^{er} mars, le peuple a démoli complètement le vieil édifice de nos institutions », et l'autre : « Que tout soit neuf ⁽¹⁾ dans l'édifice que nous construisons. » Il se trouve même qu'en employant ici le mot *ruines*, je pille le président du gouvernement provisoire, qui a dit, dans son rapport à la constituante : « Le gouvernement devra prendre autant de soin de ne point faire sans nécessité de nouvelles *ruines*, que de se montrer inébranlable dans son énergie. »

On a rasé de fond en comble notre édifice social, parce qu'il était, disait-on, un édifice gothique et féodal. Ignore-t-on donc que le plus beau temple de l'Allemagne, le dôme de Cologne, et le plus beau de l'Italie, après Saint-Pierre de Rome, le dôme de Milan, sont de style gothique ? Les édifices du moyen-âge, il faut en convenir, manquaient un peu de lumière ; on y perce maintenant volontiers quelques jours de fenêtres. N'était-ce point là tout ce qu'il y avait à faire avec notre antique édifice neuchâtelois ? Et c'est à quoi l'on avait avisé depuis long-temps, depuis bien avant 1848. La révolution du 1^{er} mars a fait des *ruines* de tout ce qui existait soit de constructions anciennes, soit de constructions nouvelles.

Première *ruine* : celle des Bourgeoisies et des Communes, qui, pendant des siècles, avaient rendu tant de services au pays, et pouvaient lui en rendre tant d'autres encore.

Tous les bons esprits sentent maintenant, et de plus en

(¹) On a voulu en tout et partout tellement du *neuf*, choses et personnes, que les mots *anciens* les plus innocents, les moins compromettants ont dû faire place à des mots *nouveaux*. Ainsi un article du projet de loi sur les communes, dont l'auteur n'avait pas pris la couleur du jour, contenait cette phrase : « Le conseil administratif nomme son président, son secrétaire et son *boursier*. » Cet *ancien* mot neuchâtelois n'a pu trouver grâce devant les hommes *nouveaux* ou *neufs*, comme on aimera mieux dire : le *nouveau* mot *caissier* a usurpé sa place.

plus, qu'une excessive centralisation est un très grand malheur pour un état ⁽¹⁾. Elle en est un pour la France. Aussi Napoléon s'occupe-t-il judicieusement à y décentraliser à plusieurs égards l'administration, à la localiser davantage. Le radicalisme suisse a fait, et continue à faire tout le contraire. Et c'est là ce qu'on appelle *progresser* ! Il vise à faire tout ressortir directement à l'état, à lui donner l'ubiquité et l'omnipotence, les cinquante têtes et les cent bras du géant Briarée, oui, même en matière d'assistances et d'aumônes, la chose du monde qui se laisse le moins réglementer et centraliser. Le dictateur de Genève n'est-il pas allé jusqu'à dire : « L'hôpital, c'est l'état ! » Quelle est peut-être la principale cause de l'affreuse misère qui pèse actuellement sur une partie de l'Oberland Bernois ? N'est-ce pas le régime Stämpfly, qui a pesé quatre ans sur tout le canton, et qui, entre autres mesures désastreuses, avait décrété la centralisation des fonds de charité ?

C'est en prenant exemple de MM. Fazy, Stämpfly et de tant d'autres politiques de la Suisse radicale, c'est en agissant dans le même but et d'après les mêmes principes que le pouvoir nouveau de Neuchâtel a réduit nos Bourgeoisies et nos Communes à ce qu'elles sont pour le quart d'heure. De nom elles existent encore, mais non pas de fait ; elles ne sont plus que des sociétés gérant des fonds plus ou moins considérables, et encore ne les gérant pas en toute liberté, il s'en faut bien. Elles sont devenues assez semblables à ces sapins ou pessés (comme on en voit souvent dans le Val de Saint-Imier), auxquels on a fait des incisions pour en tirer de la résine, c'est-à-dire, la sève de l'arbre, et qui

(1) Elle en est un même pour les gouvernements ; car en tout pays où la centralisation est devenue excessive, où le gouvernement fait tout et exécute tout lui-même, le public, le peuple n'a plus rien à faire... rien qu'à inspecter, surveiller et surtout critiquer le gouvernement, qui se place par là dans une situation plus ou moins compromettante : l'arc trop tendu risque toujours de se briser.

demeurent encore debout, mais à demi-morts. Ce n'est pas tout; car la hache est déjà mise à ces arbres presque morts sous l'image desquels nous représentons nos communes et bourgeoisies : un système qui a remporté déjà quatre victoires (au Locle, à la Chaux-de-Fonds, à Travers, aux Eplatures) tend à remplacer successivement les anciennes corporations par des municipalités.

Rien n'a mieux révélé la pensée intime de M. Piaget sur le sort à faire aux communes, que ces paroles prononcées par lui dans une séance du grand-conseil : « L'homme qui a plusieurs communes, est dans la même position que l'homme qui aurait plusieurs maisons de campagne; et il peut aller voter dans toutes l'une après l'autre, comme on peut aller habiter ses maisons l'une après l'autre. »

L'antique Bourgeoisie de Valangin, dont Jean II d'Arberg, Seigneur de Valangin, avait jeté les bases en 1352, qui, tous les trois ans, s'assemblait solennellement pour entendre un rapport détaillé des actes politiques et administratifs de ses chefs et de ses conseils et en délibérer, n'a plus eu à entendre, dans son assemblée du 6 juillet de l'année dernière, la cinq centième année de son existence, qu'un rapport purement financier, un compte-rendu du mouvement de fonds de son mince capital ! (180,000 f.). Et le coup porté à la bourgeoisie de Valangin par l'art. 58 ⁽¹⁾ de la constitution, n'a pas suffi aux 59 membres du grand-conseil qui ont voté, le 29 juillet de l'année dernière, la suppression de cette corporation. En vain le président du conseil d'état répondait-il, le 13 mars 1849, à M. Humbert-Droz qui demandait : « Qu'entend faire le conseil d'état à l'égard de la bourgeoisie de Valangin, qui n'existe plus que comme association pri-

(¹) « La constitution ne reconnaît aucun pouvoir en dehors ou à côté des trois pouvoirs établis par elle — Tous privilèges et toutes franchises, tous droits politiques et de police, hormis ceux consacrés par la présente constitution, sont abolis. »

vée? » en vain, dis-je, le président du conseil d'état répondait-il : « Elle existe de par la constitution, qui, tout en abolissant les bourgeoisies comme corps politiques, a conservé à ces corporations la propriété de leurs biens. C'est donc une association de citoyens qui possèdent un bien qu'ils ont le droit de posséder en commun. » En vain, le 29 du même mois, M. Théodore Calame ayant demandé si les fonds de la bourgeoisie de Valangin étaient compris dans l'art. 6 ⁽¹⁾ de la loi sur les communes et bourgeoisies, M. Jeanrenaud lui répond : « Cela s'entend tout naturellement ». Ces déclarations, qui n'ont pourtant pas trouvé un seul contradicteur dans le grand-conseil, ont été complètement oubliées plus tard..... même par ceux qui les avaient faites. Chacun devait croire, avec M. Piaget, que la bourgeoisie de Valangin avait pour elle l'art. 59 ⁽²⁾ de la constitution ; mais elle avait contre elle son origine monarchique, ses cinq siècles d'existence, ses souvenirs et les principes conservateurs de la grande majorité de ses membres : la république radicale devait donc tôt ou tard en décréter *la ruine*.

Et la Ville et Bourgeoisie de Neuchâtel, qu'est-elle devenue? La ville a encore ses rues et ses maisons, la bourgeoisie, son nom, ses fonds et ses ressortissants ; mais ce que l'on entendait par *Ville et Bourgeoisie de Neuchâtel* n'est plus qu'un souvenir. La commune de Neuchâtel, qui était le nerf de la bourgeoisie, est anéantie ; le bourgeois de Neuchâtel résidant au chef-lieu, est réduit au rôle d'étranger dans sa résidence ; il n'a plus un mot à dire sur ce qui s'y fait ou s'y passe, c'est-à-dire sur ses propres affaires ; les Quatre-Ministres, qui ont joué un si grand et honorable rôle dans l'histoire de

⁽¹⁾ « Les comptes des communes et bourgeoisies seront arrêtés et rendus annuellement à une époque fixe. »

⁽²⁾ « La constitution garantit les biens des communes et bourgeoisies, et leur en remet l'administration. »

nos pères, sont rayés du livre de vie ; le Petit-Conseil qui a prononcé les *Points de coutume* invoqués encore aujourd'hui comme textes de loi ; le Conseil-général, ou petit et grand-conseil, qui a été le gardien si vigilant des libertés et franchises des peuples ; qui a toujours coopéré, pour une large part, à toutes les entreprises d'une utilité générale, au soulagement de toutes les souffrances des Neuchâtelois, bourgeois ou non-bourgeois ; qui souvent, et particulièrement à l'égard de l'éducation publique, *a mis*, comme l'on dit vulgairement, *la nappe* pour le pays tout entier... tout cela a été jeté au vieux fer ou dans le fleuve de l'oubli.

On me dira que non-seulement la Bourgeoisie de Neuchâtel existe encore, mais que le conseil de bourgeoisie et le conseil administratif fonctionnent régulièrement et siègent périodiquement à l'hôtel de ville..... J'ai vu dans les arènes de Nismes deux ou trois maisonnettes construites au hasard et *ad libitum* avec quelques-uns des débris de l'antique amphithéâtre ; elles étaient habitées, mais les arènes en étaient-elles moins une ruine ?

La première *ruine* que nous avons indiquée, n'en est donc pas une seule ; elle en comprend une réunion.

Seconde *ruine* : celle de la Classe ou compagnie des pasteurs, du premier des anciens Corps de l'état, qui remontait jusqu'à la réformation par son origine, et qui, de Farel à Chaillet, avait compté tant d'hommes éminemment utiles non seulement à l'église de Neuchâtel, mais encore au pays tout entier. La révolution de Genève a laissé debout la compagnie des pasteurs fondée par Calvin, celle de Vaud a laissé debout les cinq classes du clergé. Il en a été de même du synode ecclésiastique de Berne, qui a continué à fonctionner même sous le gouvernement Stämpfly. Le clergé neuchâtelois *seul* n'a pas trouvé grâce devant le pouvoir révolutionnaire. Qu'a-t-on mis à la place de la vénérable classe ? Le synode..... qui ne nous empêchera pas d'appeler la suppression de la classe *une ruine*.

Troisième *ruine* : celle des Consistoires. Depuis long-temps ils n'existaient plus dans les cantons de Genève, de Vaud et de Berne. Notre pays exceptionnellement avait eu le bonheur, le très-grand bonheur, nous pouvons le dire, de les conserver. Leur suppression a accompagné celle de la compagnie des pasteurs. Le troisième paragraphe de l'art. *E* de la loi ecclésiastique porte : « La classe des pasteurs, ainsi que les consistoires sont et demeurent supprimés. » Qu'a-t-il été mis à la place des consistoires ? Rien.

Quatrième *ruine* : celle de l'académie. Les académies de Genève, de Vaud, de Berne, de Zurich ont été respectées par la révolution. Celle de Neuchâtel *seule* a succombé. Ses professeurs ont été du jour au lendemain mis à la porte comme des valets, sans avertissement préalable et sans dédommagement quelconque pour la suppression arbitraire des avantages que leur garantissait l'acte de fondation du corps académique, le contrat passé entre l'État et eux. Le 13 juin 1848, le grand-conseil rend le décret suivant : « L'académie de Neuchâtel, à dater du 30 juin de l'année courante, est supprimée. » On ne prend pas même la peine de délibérer sur ce décret ; on le fait précéder simplement de quatre considérants, dont aucun n'est sans doute le principal. Il avait fallu tant de soins, de patience et de peine pour fonder la plus jeune académie de la Suisse ! C'a été l'affaire d'un trait de plume que de la supprimer. On avait annoncé qu'une autre Académie serait fondée ; mais jusqu'à présent qu'a mis à la place de cette institution, aussi honorable qu'utile au pays, le gouvernement de la république ? Rien.

Cinquième *ruine* : celle de la Société d'émulation patriotique, qui avait été la cause ou l'occasion de bien des améliorations dans le pays, en provoquant, encourageant et récompensant des travaux utiles. Un arrêt du conseil d'état du 26 mars 1849, prononça la dissolution de la société, « attendu, (ce sont les termes de l'arrêt), qu'il résulte de

l'acte de fondation de la société d'émulation patriotique, des termes de son règlement, de la composition de son personnel, du lieu où elle tenait ses réunions, et même de la circonstance qu'elle était servie par le messenger d'état, que cette société était en réalité une simple commission d'état, essentiellement dépendante du pouvoir souverain. »

Les membres de la société d'émulation patriotique tenaient à sa conservation, assurément pas en vue d'un intérêt privé et personnel (aucun traitement n'était affecté à leurs fonctions), mais en vue d'un intérêt public et *patriotique*. En cherchant à la conserver, ils estimaient en outre travailler en faveur de toute société semblable que menaçait le coup qui lui était porté. Il ne leur fut pas difficile d'établir que la société d'émulation n'était nullement une commission d'état; qu'elle était une société libre et indépendante; que, lors de son institution, elle s'était donné elle-même ses règlements, sans les soumettre ni à la sanction, ni à l'approbation du gouvernement; qu'elle les avait plus d'une fois modifiés, sans lui en donner connaissance, qu'elle venait de les modifier encore afin de les approprier aux circonstances actuelles; qu'à défaut de la protection bienveillante des rois de Prusse elle se trouvait maintenant placée sous la garantie à elle acquise par la constitution de la république, l'article 12 de cette constitution portant : « Les associations qui, soit dans leur but, soit dans leurs moyens n'ont rien d'illégal, ne peuvent être ni restreintes, ni interdites. »

La Société réfuta tous les considérants de l'arrêt du conseil d'état, d'une manière qui lui semblait tout-à-fait victorieuse. Se croyant dans tous ses droits, elle saisit les tribunaux, aux fins de rentrer en possession d'une somme de L. 4,000 qu'elle avait prêtée à l'état en 1832, et que le gouvernement de la république refusait de lui rendre. Le tribunal donna gain de cause à la société, trouvant *mal fondée l'exception préjudicielle du gouvernement*.

Tout semblait dès-lors être dit ; mais non , le conseil d'état saisit de la question le conseil souverain , qui , par son décret du 20 décembre , ordonnait à la société de faire sanctionner son règlement par le conseil d'état de la république. C'était l'équivalent d'un décret de suppression ; car la société ne pouvait se soumettre à une telle exigence : elle aima mieux prononcer elle-même sa dissolution.

Dans son arrêt du 26 mars, le conseil d'Etat avait reconnu qu'utile par le but qu'elle se proposait, elle devait subsister et avait « chargé le directeur de l'intérieur de faire rapport au conseil, afin qu'il fût pourvu à sa reconstitution sous les auspices du grand-conseil de la république. » Malgré cela, et aussi malgré le nom de *patriotique*, qui aurait dû pourtant très-bien sonner aux oreilles d'un grand nombre, la Société n'a pas été *reconstituée*. Qu'a-t-on mis à sa place? Rien.

Sixième *ruine* : celle de la Chambre économique des biens d'église. Cette administration était indépendante de l'Etat ; et, pour constater cette indépendance, la règle était qu'elle s'assemblât chez son président. Pendant plus de vingt ans, quoique son président fût celui du conseil d'Etat même, elle ne s'assembla pas *une seule fois* ailleurs. Il y a 15 à 16 ans la Compagnie des pasteurs avait fait construire à grands frais une vaste salle qui devait servir spécialement aux assemblées de la chambre économique. Malheureusement cette salle ne put être convenablement appropriée à sa destination, et cette circonstance purement accidentelle fut cause que, les dernières années avant la révolution, la chambre se réunit d'ordinaire au château, qui offrait un emplacement très commode.

La chambre économique dut lire son arrêt de mort dans cet article de la constitution : « Les biens et revenus de l'église sont réunis au domaine de l'état, qui salarie les fonctionnaires ecclésiastiques relevant des cures auxquelles ces biens et revenus appartiennent. »

D'après la composition et les règlements de la Chambre, c'était le clergé qui administrait lui-même son bien par l'in-

termédiaire de la Chambre. Je crois que personne n'a pu l'accuser d'avoir mal administré; mais la république a jugé à propos de le décharger de ces embarras, jugeant sans doute qu'elle ferait mieux, ou peut-être, comme quelques personnes ont osé le supposer, dans l'idée que qui paie, commande. Quelques-unes aussi ont demandé, de quel droit l'Etat s'est approprié un bien qu'il reconnaissait appartenir à l'église par ces termes mêmes de la constitution, *les biens et revenus de l'Eglise*? Les revenus, a-t-on dit, auront la même application qu'autrefois. Sur quoi il y aurait plusieurs observations à faire, entr'autres celle-ci: Quelqu'un viendrait me dire: « Vous gérez plus ou moins bien vos affaires; je les gèrerai en tout cas mieux que vous. Dorénavant donc je prétends payer vos dépenses, et faire honneur à vos affaires, en vous remettant la quote-part ou portion congrue que je jugerai vous revenir. » Je croirais certainement pouvoir me plaindre d'un tel procédé. Quoi qu'il en soit la chambre économique des biens d'église n'est plus qu'un souvenir, qu'une *ruine*.

Septième *ruine*: celle des conférences de régents. On s'étonnera peut-être que j'attache assez d'importance à cette institution, pour compter sa suppression au nombre de nos *ruines*. Mais cet étonnement n'existera ni chez ceux de nos lecteurs qui ont assisté aux conférences, ni chez ceux qui ont pris connaissance des Précis qui en ont été publiés. Qui pourra dire l'émulation qu'elles ont excitée parmi les régents, et toutes les bonnes et utiles idées qu'elles ont mises en circulation dans le pays. Un des membres les plus capables et les plus assidus des *conférences* disait dernièrement: « Je ne pourrais me souvenir d'une seule séance qui ne fût éminemment propre à inspirer à tout régent une idée beaucoup plus haute de sa vocation, et beaucoup plus petite de sa valeur individuelle; c'était-là une de leurs nombreuses utilités. » Il ajoutait: « Pour développer tout ce que les conférences

de régents avaient de bon et d'utile, il faudrait tout un mémoire. » Généralement appréciées pendant leur existence, elles le sont sans doute encore plus, comme tant d'autres choses dans notre pays, depuis qu'elles ont été supprimées. Qu'a-t-on mis à leur place ? Rien. Et combien d'autres *ruines* ne pourrais-je pas citer encore ?

M. Jämes Fazy a été nommé par ses concitoyens, et en prose et en vers, *l'homme à la pioche*. Combien de rivaux ou de collaborateurs Neuchâtel ne lui a-t-il pas fournis ?

La critique est aisée, et l'art est difficile. Il est aisé de renverser, difficile de relever, aisé de démolir, difficile de reconstruire. Il ne faut qu'être maçon, ou même simple manœuvre pour *tirer en bas* et raser la plus belle maison ; il faut être architecte pour en rebâtir une, même médiocre. C'est ce que devraient bien se rappeler ceux qui s'appliquent à créer des *ruines*. Il ne faut qu'une hache et des bras pour abattre en quelques instants un beau et grand arbre. Mais sera-t-il si aisé d'en faire croître un autre en sa place ? Sur-tout combien de temps ne faudra-t-il pas, jusqu'à ce qu'il produise des fruits ? « Quand les sauvages de la Louisiane veulent avoir du fruit, ils coupent l'arbre au pied, et cueillent le fruit. Voilà le gouvernement despotique. » Ces quatre lignes composent à elles seules tout un chapitre de l'*Esprit des lois* de Montesquieu, qui a cru qu'elles en disaient assez, pour qu'il ne fût pas besoin de commentaires ; c'est comme s'il eût dit : « A bon entendeur salut ! »

A l'hôtel-de-ville de Neuchâtel on voit maintenant plusieurs cadres, vides des portraits pour lesquels ils avaient été faits. N'est-ce pas là comme un emblème ? Quand Napoléon eut vaincu l'Allemagne, il fit enlever de toutes les galeries de peinture les tableaux les plus remarquables pour en enrichir sa capitale. Denon fut chargé des choix et de l'exécution de la mesure. Un allemand, vivement peiné de voir ces galeries nationales veuves de leurs chefs-d'œuvre, écrivit au pied des cadres nus : *Denon fecit*.

Le chapitre des *ruines* faites par la révolution neuchâtoise est passablement étendu. Celui des *pertes* causées par elle le sera davantage encore.

CHAPITRE III.

PERTES.

Quelques-unes des *pertes* que nous avons à signaler, sont telles que nous aurions bien pu leur assigner leur place parmi les *ruines*.

En premier lieu, *pertes* d'hommes. Combien des plus utiles, des plus considérés et du plus pur sang neuchâtelois, ont été enlevés à leur pays après le 1^{er} mars 1848, les uns par une expatriation volontaire, les autres par la mort, pour n'avoir pu survivre à un ordre de choses qui avait toutes leurs affections ! Combien de preuves a données notre histoire, ces dernières années, de l'influence du moral sur le physique ! Il est bien des hommes que les malheurs de la patrie affectent plus profondément que les malheurs domestiques. Combien de familles portent encore, en même temps que le deuil de la monarchie, celui des martyrs des maux de leur pays ! Et que de forces vives la révolution n'a-t-elle pas mises hors d'usage ; dans l'Etat, dans l'Eglise, dans l'école, à tous les degrés de l'échelle sociale ! Parmi ceux que notre peuple appelle *les anciens* ou *les vieux*, combien d'administrateurs capables condamnés à l'inaction, et que les administrateurs actuels n'ont pas remplacés en leur succédant ! Est-il donc indifférent d'être gouverné et administré par des hommes versés et rompus dans les affaires, par des hommes d'âge et d'expérience, ou par des hommes inexpérimentés et tout neufs ?

Une seconde *perte* à signaler est une perte de position et d'influence pour l'Etat de Neuchâtel. Quoique petit pays, Neuchâtel devait à sa qualité d'état monarchique de marcher l'égal de ses deux voisins, les grands cantons de Berne et de Vaud. Maintenant état républicain comme eux, il ressent les inconvénients et paie les frais de sa petitesse ; en s'assimilant à ses voisins, il tend à être absorbé par eux ; en se rétrécissant, il s'efface. Le rôle qu'il joue dans l'assemblée fédérale n'en est-il pas une preuve sensible et un exemple frappant ? Que l'on compare le présent au passé ! Et quelque chétive que soit actuellement la position cantonale de Neuchâtel, elle tend à le devenir encore plus, comme le cantonalisme suisse tend à se fondre de plus en plus dans le creuset de la centralisation. Voici un oracle qu'a prononcé récemment la *Tribune suisse*, et qui a dû faire ouvrir de grands yeux à bien des partisans de la nouvelle constitution fédérale : « La conséquence forcée de notre constitution présente est l'unitarisme. Quand la première partie de l'œuvre du régime actuel, qui tend à mettre plus de rapport et d'harmonie entre les différents états cantonaux sera accomplie, alors le conseil des états n'aura plus de raison d'être. »

Cet oracle de la *Tribune suisse* m'en rappelle un autre prononcé au corps législatif par le procureur-général de la Principauté, dans une séance où l'on traitait de la révision du pacte de 1815 : « Centraliser la Suisse c'est bâtir le palais de son futur souverain. » Ces paroles me reviennent à l'esprit, toutes les fois qu'il est question de la construction du palais fédéral. En faisant perdre à Neuchâtel sa position, le nouveau pacte fédéral pourrait bien faire perdre à la Suisse la sienne.

La troisième *perte* causée à Neuchâtel par la révolution est celle de sa *nationalité*.

Dans sa proclamation du 2 mars, le gouvernement provisoire disait : « La république a été proclamée, et désormais

nous n'aurons plus deux patries. » Nous ne savons pas trop ce que c'est que ces *deux patries* ; mais, dans tous les cas, ne vaudrait-il pas mieux en avoir deux que point ? Combien de Neuchâtelois le régime nouveau, qui est cause qu'un si grand nombre s'exilent à l'étranger, combien d'entre eux ce régime fait vivre en étrangers, en exilés dans leur propre pays ! Et d'autre part combien d'étrangers entre les mains de qui la république a remis le sort des Neuchâtelois et le soin de leurs affaires ; major instructeur, inspecteur militaire, ingénieur des ponts et chaussées, etc., etc.

J'ai dit ailleurs que les étrangers formaient plus du tiers de la population du pays, et qu'aucun des cantons Suisses n'en comptait autant que le nôtre. J'ajoute ici qu'aucun pays du monde peut-être n'en compte autant que le nôtre ; que dans les élections ils atteignent un chiffre *proportionnel* plus grand que la population indigène, en ce sens que pour la population indigène on compte un électeur sur cinq personnes, tandis que cette proportion est autre pour les étrangers, un grand nombre d'entre eux étant des ouvriers sans famille dans le pays, et pourtant aptes à voter, comme s'ils y en avaient une ⁽¹⁾. En outre un grand nombre d'entre eux sont nomades, comme des oiseaux de passage, dans notre pays, où ils ne restent qu'un ou deux ans, même quelques mois, et par conséquent n'ont pas le temps de se familiariser avec nos mœurs et nos usages, de prendre notre esprit public et de connaître nos besoins. Par conséquent encore, lorsqu'ils déposent leurs bulletins, ou donnent leurs votes dans nos affaires soit politiques, soit municipales, soit

(¹) Lors de la votation d'avril 1848, des neuchâtelois vinrent par centaines de Genève, de Besançon, du Val de Saint-Imier et d'ailleurs, pour y prendre part, contrairement à ce qui est reçu et pratiqué partout ailleurs. Nés ou établis depuis long-temps à l'étranger, exerçant à l'étranger des droits politiques, imbus et nourris d'idées étrangères, ils votèrent *en étrangers* bien plutôt qu'en neuchâtelois.

ecclésiastiques, soit scolaires ⁽¹⁾, c'est ou bien au hasard, ou bien sous la pression de quiconque a intérêt à en exercer une sur eux. Dans une petite commune de nos Montagnes, comme nous l'avons déjà raconté ailleurs, se forma, pour descendre à Valangin, le six juillet dernier, une colonne de républicains composée, assure-t-on, d'hommes de 12 pays différents ⁽²⁾. Quand donc dans les affaires d'église et d'école de cette commune ces votans, que je serais tenté d'appeler à *la douzaine*, font les majorités, les communiers et les neuchâtelois de la localité sont-ils bien les maîtres chez eux ? ⁽³⁾ Et pourtant y a-t-il rien d'aussi précieux pour une nation que la nationalité ? Et pourtant n'est-ce pas au nom de la nationalité que l'on a fait le premier mars ? Sous lequel des deux régimes y a-t-il donc eu *lèse-nationalité* ? pour employer l'expression de M. A. Humbert qui disait au grand-conseil, le 19 mars 1849 : « Qu'a-t-on fait, et qu'a-t-on voulu faire de notre indigénat helvétique ? Ces crimes de *lèse-nationalité* s'expient tôt ou tard. » Pendant les sept ans du règne du Prince Berthier, Neuchâtel n'avait, pour ainsi dire, rien perdu de sa nationalité. Sept mois de la république la lui ont fait perdre cent fois davantage. Voyez également Genève : n'a-t-elle pas perdu sa nationalité sous le régime Fazy plus que sous celui de Napoléon ?

(¹) Les *habitants* étrangers à la Suisse peuvent voter dans trois de ces questions, les *habitants* suisses dans toutes quatre.

(²) Dans un village du vignoble, la colonne *Neuchâteloise républicaine* qui se rendit le même jour à Valangin, était composée de 15 hommes, 5 Suisses et 12 hommes étrangers à la Suisse.

(³) Nous avons vu précédemment que le canton de Berne avait infiniment moins d'étrangers que le nôtre ; et pourtant le nôtre leur accorde infiniment plus de droits. L'année dernière le conseil exécutif de Berne ayant à se prononcer sur le véritable sens de l'article 21, lettre *D* de la nouvelle loi communale touchant le droit de vote des métayers ou fermiers, a confirmé l'interprétation donnée par le préfet de Courtlary, à savoir, qu'à l'égard des citoyens Suisses, ceux-là seuls ont droit de voter qui *possèdent* un fonds dans la commune. Et les étrangers sont-ils donc,

Une des grandes théories modernes est celle de la représentation nationale. Il est permis d'avoir quelques doutes sur la valeur de cette théorie, depuis qu'on a vu M. Jämes Fazy, qui, en sa personne, résume en quelque sorte le grand conseil de Genève, ne réunir, aux élections de 1852, que le tiers du nombre total des électeurs cantonaux; depuis qu'en Suisse le système de l'abstention fait toujours de plus grands progrès, comme on en a eu un exemple frappant dans le vote du 9 janvier de cette année relatif au projet de constitution du Valais ⁽¹⁾; surtout depuis qu'on a vu le président de la République Française recourir, pour casser aux gages *les représentants de la nation*, à un vote de la nation elle-même! Mais ce n'est pas ici le lieu de discuter cette question. Ce qui est certain, c'est que nous, depuis 1831, nous avons, dans notre petit pays, la représentation nationale la plus large, la plus universelle, la plus sincère qu'il fût possible d'imaginer. Et avant 1831 le pays n'était-il pas déjà aussi bien représenté, quoique sous une autre forme, dans les assemblées des Corps et Communautés? Sur ce point, comme sur tout autre, le 1^{er} mars *devait* cependant *aller plus loin.... et mieux faire* que ce qui s'était fait jusqu'alors. Voyons les actes.

dans notre pays, plus recommandables que les nationaux, qu'on leur y donne une position et une influence qu'ils n'ont nulle part ailleurs? Le président du conseil d'état a reconnu dans une séance du grand-conseil que « ce ne sont pas les nationaux qui donnent le plus d'occupation à la cour de justice criminelle, que les délits sont essentiellement le fait des étrangers. » Et le directeur de la gendarmerie a dit aussi au grand-conseil « qu'il était intimement convaincu que si toute la population du pays se composait de neuchâtelois, on pourrait maintenir la police comme aux Etats-Unis, que le pays est devenu le rendez-vous des mauvais sujets des cantons voisins. » S'il en est ainsi que le disent les hommes du pouvoir, il faut avouer qu'il est assez singulier que les mêmes personnes se félicitent de la part prodigieuse accordée par le nouveau régime aux étrangers dans nos affaires.

(¹) Le *Courrier du Valais* portait le chiffre des abstentions à 12,000 sur 19,000 citoyens habiles à voter!

La constituante avait été nommée sous l'influence des bayonnettes du 1^{er} mars (bayonnettes en bonne partie *étrangères*), et à une époque où les royalistes n'ayant pas encore reçu la patente royale du 5 avril, ne pouvaient, en conscience, consentir à être électeurs, bien moins encore à être élus. Qui oserait donc soutenir, même parmi les républicains, que la constituante fût une vraie représentation nationale? Et cependant c'est cette constituante même que la république a eu le courage (on comprend que j'emploie ce mot par ménagement) le courage de proposer et de faire accepter, le 30 avril, comme grand conseil, par la faible majorité de 5,487 votans contre 4,679! Et c'est une telle votation qui a pu faire dire au président de la constituante (Jeanrenaud-Besson) que lui et ses collègues étaient *les doubles élus du peuple*! Comment l'entendait-il donc? Et c'est ce grand conseil qui a été quatre ans l'autorité suprême du canton, qui a voté tant de lois destinées à sortir leurs effets aussi long-temps que durera la république! Dans quel autre canton de la Suisse (à part Fribourg) a-t-on vu quelque chose d'aussi anti-libéral, d'aussi anti-républicain, d'aussi anti-démocratique, d'aussi anti-national?

C'est ce qui pourtant a changé l'année dernière; mais le changement a-t-il été de nature à assurer au pays une véritable représentation nationale? Outre que la loi du 5 mars a rejeté la règle universellement établie de listes électorales dressées officiellement et connues du public, n'y a-t-il pas eu, de la part du pouvoir, une manipulation de la matière électorale telle que, quand bien même les quatre ou cinq mille royalistes qui se sont abstenus, eussent pris part aux élections, ils n'auraient pas eu, de fait, la majorité dans maintes localités où, de droit, elle leur était hautement acquise? Et n'est-ce pas cette manipulation même qui a décidé maints et maints électeurs royalistes à s'éloigner de l'urne électorale? Je citerai ici, entr'autres preuves de cette mani-

pulation, la réunion factice et arbitraire (de par la loi électorale du 5 mars), des Eplatures à la Chaux-de-Fonds, de Noiraigue à Travers, de Couvet à Môtiers, de la Côte-aux-Fées à Fleurier et Buttes, et surtout le partage du Val-de-Ruz en deux districts, l'un devant nommer sept députés, et l'autre seulement deux. Pourquoi donc ces deux districts, l'un de vent, l'autre de bise? Pour qui connaît les localités et leur statistique politique, la réponse à cette question ne peut être que dans les aveux ingénus du président du conseil d'état et de celui du grand-conseil. L'un a dit : « Je ne comprends pas que l'on reproche au projet de tendre à perpétuer l'opinion dominante. Il va sans dire que la république ne doit pas présenter un projet qui tende à donner la représentation à un parti monarchique. Il ne doit pas entrer de royalistes au grand-conseil, il ne peut pas y en entrer; il n'y en entrera pas. » Et M. Grandpierre crut devoir quitter le fauteuil de la présidence pour prendre part au débat et défendre à outrance le projet de loi : « Il faut l'avouer (c'est une des phrases de son discours) : les partis politiques veulent se maintenir, et, pourvu que l'on y arrive par des moyens moraux, il n'y a là rien à redire. »

Jamais en France on n'eût osé fausser à ce point les principes et les règles d'élection, et surtout en faire aussi naïvement l'aveu ⁽¹⁾. C'est là un des points à l'égard desquels la république neuchâteloise, fille de la république française, a laissé bien loin derrière elle sa mère.

Genève où, deux ans auparavant, avait été élaboré un projet de loi électorale qui, en fait de morcellement ingénieux et de combinaisons artificielles, dépassait même les tours de

(1) Lors de l'élection du président de la république française, pour faciliter les électeurs, on divisa le département de la Seine en 555 sections électorales (environ une section pour 1000 électeurs). Cela ne ressemble guère à certaines *divisions* électorales faites dans quelques cantons Suisses et dans le nôtre.

force des radicaux de Fribourg et de Lucerne, Genève, où l'urne électorale n'avait pas amené un seul conservateur au grand-conseil, dut donner exemple et courage aux frères et amis de Neuchâtel.

La nouvelle loi électorale (du 5 mars) n'exige plus du citoyen qui veut prendre part aux élections, que quelques jours de domicile. D'où il résulte que le parti gouvernemental peut faire arriver très aisément et selon le besoin un appoint d'électeurs dans tel ou tel centre électoral. Les élections de la ville de Neuchâtel, lors du renouvellement du grand-conseil et lors du remplacement du juge de paix, n'ont-elles pas prouvé aux moins clairvoyants cette possibilité? Le *Journal de Genève* s'exprimait ainsi sur une brochure publiée dans le canton de Vaud avant les élections du 6 mars pour le renouvellement intégral du grand-conseil: « Ce qui vient d'être dit dans cette brochure : *Ce n'est pas le peuple, mais c'est le pouvoir exécutif qui est représenté au grand-conseil*, s'applique à Genève également. » Et Neuchâtel fait-il exception à cet égard dans la Suisse occidentale? Chacun comprendra pourquoi ce que nous avons perdu en fait de représentation nationale, trouvait sa place dans celui de nos chapitres qui a pour titre *Perte de nationalité*. Les nouvelles lois données à notre pays, contribuent considérablement à une telle perte.

Pour être bonnes, les lois doivent avoir une empreinte de nationalité. De là ce que disait le grand législateur des Athéniens de celles qu'il leur avait données : « qu'elles n'étaient pas les meilleures en elles-mêmes, mais les meilleures pour eux. » Comme *chaque ménage a son langage*, chaque peuple doit avoir ses lois. Athènes en avait, et devait en avoir de toutes différentes de celles de Sparte. Donner à l'une celles de l'autre eût été un contre-sens. C'est celui dans lequel on tombe maintenant, quand on croit que l'on peut et doit donner les mêmes lois à des peuples très diffé-

rents d'origine, de mœurs et d'usages. Cette manière de voir et de faire ne ressemble pas mal à celle d'un père de famille, qui prétendait faire mettre ses souliers à tous ses fils, bien qu'ils eussent des pieds d'une autre taille et forme que les siens : il en était résulté que tous marchaient mal. Mais nous n'avons pas besoin de sortir du grand-conseil pour trouver une comparaison qui aille à l'idée que nous exprimons ici. Un de nos législateurs actuels, qui avait observé qu'en Angleterre les cultivateurs coupaient, vers l'arrière-saison, les fanes des pommes de terre pour en nourrir le bétail, fit la même opération dans des champs de pommes de terre de nos contrées ; mais ce fut là justement le moyen de créer de petits conduits et des passages commodes à la gelée, qui atteignit tous les tubercules : ils furent tous perdus. L'agriculteur, faiseur d'expériences coûteuses, n'avait oublié qu'une chose, la différence des climats et du sol. Avis aux législateurs.

Chacun pris dans son air est toujours bien en soi ;
Ce n'est que l'air d'autrui qui peut déplaire en moi.

C'est assurément un chef-d'œuvre que le Code-Napoléon ; mais très bon pour la France, il ne saurait l'être également pour nous. Néanmoins nos législateurs veulent à toute force *franciser* notre législation. Faisant au grand-conseil un rapport sur LA CRÉATION *du code civil* (sic), le président du conseil d'état s'est servi d'expressions qui ne justifient que trop notre observation. « Il faut, a-t-il dit, fondre dans le cadre de la législation française les dispositions de nos coutumes dont la conservation peut être utile ou nécessaire..... Le conseil d'état devra prendre pour base de son travail la législation française..... Quand il aura terminé l'un de ses projets, il se présentera à la commission législative, avec l'exposé par écrit des motifs qui l'auront dirigé dans les modifications apportées par lui aux codes français. » N'est-ce

pas précisément le contraire qu'il eût fallu faire, prendre pour base la législation neuchâteloise et y apporter seulement des modifications? M. le rapporteur, qui a passé la plus grande partie de sa vie en France, sait très bien son Code-Français: on conçoit sa prédilection. *Mon siège est fait*, dit l'abbé de Vertot à des militaires qui, connaissant très bien les détails du *siège* dont ils apprenaient qu'il écrivait l'histoire sans documents authentiques, se faisaient un devoir de lui en donner: ils étaient à tard.

On n'a guère l'habitude d'entendre de la bouche des membres du grand-conseil l'éloge de quelqu'un des actes du corps législatif. Pourtant la loi de 1833 sur quelques matières commerciales a trouvé grâce auprès du président même du conseil d'état, qui l'a qualifiée *de loi bien faite et de bon aloi, de loi très bien appropriée aux besoins du pays et justifiée par 20 ans d'expérience*. Comment s'explique un tel éloge? L'explication n'est-elle pas dans cette phrase du rapport du conseil d'état? « La loi de 1833 sur quelques matières commerciales contient des dispositions qui ne sont que la reproduction du code de commerce français. » Au commencement de l'année 1848, un correspondant neuchâtelois de *La Suisse* disait, avec une expression de regret: « Si nous avions été annexés à l'empire français, (en 1806) nous aurions eu les codes français. » Nous pourrions bien les avoir, même sans *annexion*.

On n'a qu'à jeter les yeux sur les chapitres des *six codes* (français) correspondant à ceux des nouvelles lois neuchâteloises pour se convaincre qu'elles n'ont pas coûté beaucoup d'efforts d'invention et de travaux à leurs auteurs. Et dans quelques-unes de ces lois on trouve des emprunts faits à d'autres codes encore que le Code-Français. Voici un trait assez piquant, qui prouve jusqu'à quel point les auteurs de nos lois ont la tendance aux emprunts. On assure que le projet de loi ecclésiastique contenait un article relatif à la

fête de l'Annonciation, qui, célébrée dans quelques cantons voisins, ne l'a jamais été chez nous, comme chacun le savait, excepté M. l'ancien directeur des cultes, auteur de la loi.

Les lois, qui doivent être le produit et le résultat des mœurs, des usages, des habitudes, des besoins, des tendances, du caractère d'un peuple, ne sauraient manquer de réagir à leur tour considérablement sur lui. Toutes les lois étrangères qui sont destinées à régir notre pays, doivent nécessairement le *dénationaliser*. Or peut-il y avoir pour une nation un plus grand mal que celui-là ? comme le plus grand mal pour un individu serait de perdre le sentiment de sa *personnalité*. Nos lecteurs s'expliqueront donc bien que nous nous soyons autant étendu sur cette troisième perte (celle de la nationalité), que nous a causée, à plusieurs titres, la révolution.

Quand on parle de *pertes*, sans autre désignation, on entend ordinairement par cette expression *des pertes d'argent*. En avons-nous fait par suite de la révolution ? et, si nous en avons fait, à quoi se montent-elles ?

J'ai dit dans la seconde partie de cet ouvrage, que les 70,000 francs que nous envoyions à Berlin, ou plutôt que nous étions censés y envoyer, pour une portion plus ou moins considérable, étaient peu de chose en comparaison de ce que nous coûte la république, et que j'ai évalué à sept cent mille francs. Voici le lieu et le moment de donner les preuves de mon évaluation.

Première perte, celle qu'a causée au pays l'avènement de la république ; elle a paru dans les comptes présentés au grand-conseil sous cette rubrique :

Frais de la révolution L. 45,918 » 19 » 6

Voilà, il faut en convenir, une somme utilement employée ! Et n'y a-t-il point un art de grouper les chiffres qui sert à diminuer un peu les *frais de la révolution* ? Par exemple, les L. 18,000 accordées pour les réparations à

faire au château, ne pourraient-elles pas s'additionner aux L. 45,000 ? Le château n'eût-il pas été long-temps encore bel et bon, très-suffisant, si le 1^{er} mars n'eût pas donné le goût et le besoin du neuf ? Et comment ce chiffre de L. 45,000 peut-il s'accorder avec le tableau suivant :

Dépenses de la république arrêtées	
au 30 septembre	L. 289,484 » 18 » —
Instruction des milices	» 40,408 » 8 » —
Dépenses pour la Suisse	» 13,119 » 4 » 6
Députation en diète	» 4,373 » 12 » 6
Grand-conseil	» 1,331 » 16 » 6
Ecole d'officiers à Berne	» 2,632 » 4 » —
Ecole à Thoune	» 1,676 » 13 » 6
Impressions pour le gouvernement	» 1,730 » 13 » 6
Id. pour le grand-conseil	» 2,901 » 11 » —

Après avoir présenté ce tableau au grand-conseil, le rapporteur a fait l'observation suivante : « Si ce chiffre accusait la dépense régulière des administrations, un pareil résultat serait effrayant ; mais chacun comprendra facilement que dans la position anormale où s'est trouvée la république pendant les sept premiers mois de son existence, tous les comptes de l'état ont nécessairement dû être surchargés de dépenses, fruit nécessaire du grand bouleversement politique qui s'est opéré, et qui ne se renouvelleront plus à l'avenir. » Et après avoir indiqué quelques autres dépenses extraordinaires, le rapporteur a ajouté : « Toutes ces dépenses, compléments forcés de la révolution, suite nécessaire d'événements extraordinaires, s'élèvent à la somme de L. 104,865 » 10 » 6.

Nous voici à une grande distance du poste : *frais de la révolution* L. 45,918 » 19 » 6. La différence n'est que d'un peu plus du double ! « Cadédis, dirait un Gascon optimiste à qui s'aviserait de trouver la somme un peu forte, on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. »

Et qu'on nous permette ici une petite question adressée à des hommes qui ont si fort reproché à l'ancienne adminis-

tration *le mystère dont elle s'entourait* ; c'est à savoir pourquoi les comptes n'ont pas été déposés trois jours sur le bureau à *teneur du règlement* ? pourquoi l'assemblée a décidé « que les membres (du grand-conseil) qui voudraient prendre connaissance des pièces au bureau des finances, pourraient le faire pendant les trois jours suivants, mais que le dépôt des pièces pendant trois jours sur le bureau, avant que la votation eût lieu, n'était pas nécessaire. » Le considérant de cette étrange décision est plus étrange encore ; le voici : « Il est impossible de déposer toutes les pièces sur le bureau, parce que ces pièces consistent en une multitude de petits reçus, bien casés et soigneusement rangés, et qu'on y mettrait un désordre inextricable ⁽¹⁾ en les parcourant, et que le grand livre de l'état où on pourrait puiser les renseignements, ne peut rester déposé trois jours sur le bureau, sans qu'il en résulte une interruption complète dans la traction des affaires au bureau des finances. » Voilà *le dessus* des cartes, mais le *dessous* ne se trouve-t-il point *en partie* dans cet aveu fait par la commission, que « plusieurs dépenses dépassant les limites où elles devaient se renfermer, étaient le résultat d'élans de jeunesse mal raisonnés et du manque d'expérience des chefs improvisés, qu'il serait injuste de rendre responsables d'erreurs... » etc.

L'arsenal a fait des pertes considérables au moment où a éclaté la révolution. On a dit et répété au grand-conseil qu'elles devaient être attribuées aux royalistes ; on lit ce qui suit dans un rapport du président du gouvernement provisoire : « La garde soldée a été autorisée à piller l'Etat qu'elle n'avait pu défendre, et a enlevé pour plus de L. 16,000 d'ar-

(1) On assure que ce *désordre inextricable* y était déjà auparavant, que deux membres de l'opposition dans le grand-conseil ayant voulu examiner ces *petits reçus, bien casés et soigneusement rangés*, il ne leur fut présenté qu'un pêle-mêle de papiers, où, leur dit-on, ils pouvaient chercher ce qu'ils avaient envie de voir, et que, sur ce, ils durent s'en retourner, comme ils étaient venus, comprenant que toute recherche dans un pareil dédale serait inutile.

mes et d'équipements militaires. Une enquête a été dressée pour constater cette dilapidation effrontée. » Nous pourrions faire plusieurs remarques sur ces lignes, qui respirent la plus grande malveillance, et dans lesquelles il n'y a d'exact que peut-être le chiffre d'évaluation des pertes faites alors par l'arsenal. Nous devons supposer que ces pertes ont été constatées; mais de quel côté sont venues les principales? Ne doivent-elles pas être attribuées à des républicains, à des corps-francs arrivés à Neuchâtel mal vêtus et mal armés, bien plus qu'à des soldats de la garde soldée? « Je doute, disait M. Piaget au grand conseil en 1850, que, concernant les dilapidations de l'arsenal, on puisse arriver à la preuve légale, quoique chacun ait la conviction qu'elles ont eu lieu. » Ce doute de M. Piaget n'est-il pas très significatif, et bien propre à donner une *conviction* un peu différente de celle dont il parle? Dans tous les cas, sans l'insurrection du 1^{er} mars, le matériel de l'arsenal serait demeuré parfaitement intact. La perte faite à cet égard est donc une de celles qu'il faut mettre sur le compte de la révolution. Ce serait donc L. 16,000 à ajouter aux L. 104,865 » 10 » 6, somme approximativement fixée par le rapporteur de la commission financière; et combien d'autres adjonctions à faire sans doute à cette somme! Les pertes essuyées, en 1848, par le commerce et l'industrie de notre pays, ont été essentiellement la suite de la crise commerciale et politique qui affligeait l'Europe presque entière; mais combien ces pertes eussent été diminuées, si notre révolution n'eût pas eu lieu, et que tout fût demeuré dans l'ordre d'un bout du pays à l'autre! Serait-ce aller trop loin que d'estimer à quelques cent mille francs ce qu'eût valu à notre commerce et à notre industrie, en 1848, la conservation de l'ordre légal, de la paix publique et de l'union entre les citoyens du pays?

Les pertes précédentes n'ont été que momentanées; en voici d'annuelles :

Première perte : celle des bénéfices réalisés sur les marchandises de provenance neuchâteloise qui, jusqu'en 1848, étaient introduites en demi-franchise dans les Etats du Zollverein. Les manufactures de toiles peintes de la Principauté pouvaient introduire annuellement dans les Etats de la monarchie Prussienne et dans tous ceux du Zollverein allemand 1050 quintaux de marchandises avec diminution des $\frac{3}{5}$ du droit : elles ne payaient que 20 rixdalers ou écus de Prusse par quintal, au lieu de 50; ce qui faisait un avantage de 31,500 rixdalers. A quoi il faut ajouter les profits que tiraient de ces faveurs dues à nos rapports avec la Prusse nos marchands d'horlogerie, de vins et autres encore : en tout et en moyenne, ff. 178,000.

Seconde perte annuelle : celle d'une portion notable du revenu des postes. Ce revenu nous appartenait tout entier avant notre révolution et le nouveau pacte fédéral. Depuis il n'en est plus ainsi : une portion considérable de ce beau revenu régalien va grossir le trésor de la confédération qui distribue à chaque canton sa quote-part, comme elle le juge à propos. Pour l'année dernière le conseil fédéral a fixé celle de Neuchâtel à fr. 70,092»49 c. La perte faite par nous sur cette branche de revenus peut être évaluée à bien des mille francs ⁽¹⁾. Je m'en rapporterais volontiers sur ce point à M. Jeanrenaud-Besson, qui est comme né dans les postes, et qui s'est exprimé ainsi dans une séance du grand-conseil : « La centralisation de toutes les postes cantonales a son beau côté, son

(¹) Elle a été en 1849 de L. 13,662»16»6. En 1850, les recettes de cette régale devaient être, d'après le budget, de L. 54,559»15; elles ont été de L. 26,293»5. En donnant ces chiffres, le rapporteur s'exprimait ainsi : « La répartition faite aux cantons par la Confédération sur le produit net des postes, serait déplorable en elle-même, si, d'un autre côté, cette perte ne rencontrait sa compensation dans la réduction des taxes postales. » Libre à chacun de juger si cette compensation existe pour le canton de Neuchâtel. Le conseil d'Etat vient d'annoncer au grand conseil que « trouvant qu'il n'a pas été suffisamment tenu compte de ses réclamations dans la répartition du produit des postes, il saisira le tribunal fédéral de cette affaire » !

côté séduisant. Mais on est forcé, après un moment de réflexion, de revenir sur ses premières impressions, surtout nous Neuchâtelois, dans les circonstances où se trouve notre pays à cet égard. Proportion gardée, notre canton est un de ceux où la régie des postes produit le plus... » etc. C'est là quelque chose qui nous rappelle bien naturellement les vers si connus : *sic vos, non vobis*, etc., (ainsi vous, abeilles, vous faites du miel, mais non pour vous ; ainsi vous, bœufs, vous traînez la charrue, mais non pas pour vous).

Nous pouvons nous rappeler ces vers mieux encore à l'occasion de la troisième perte annuelle que nous cause la révolution, celle qui résulte pour nous de l'établissement des douanes Suisses. Avec Bâle et Genève nous sommes le canton qui souffre le plus de cette innovation. Et nous, avant ces dernières années, nous ne savions ce que c'était que des droits d'entrée ! On payait précédemment un droit de balance de *un* ou *deux batz* (14 ou 28 centimes) par quintal pour toutes ou à peu près toutes les marchandises. Quels progrès nous avons faits ! à présent, on paie, par exemple, le quintal brut de vinaigre ⁽¹⁾ 3 fr. 50 c., de café et de chicorée

(1) Par le droit dont est frappé le vinaigre, le pays fait non-seulement une perte d'argent, mais encore une perte de santé : le bon vinaigre de vin de la Bourgogne ne peut que difficilement supporter le renchérissement résultant d'un pareil droit ; de là l'introduction dans le pays d'une quantité plus ou moins grande de *vinaigre de bois*, fabriqué avec l'acide acétique, lequel comme l'on sait, est plus ou moins mal-sain. Par l'établissement des douanes fédérales, notre pays fait en outre une perte de moralité. M. Jeanrenaud-Besson a très-bien jugé à l'avance cet établissement, quand il a dit au grand-conseil : « Lorsqu'on réfléchit qu'en remplacement de tous ces droits et péages intérieurs, la Confédération entendrait en reporter la perception à l'extrême frontière suisse, où aucune marchandise, aucun produit quelconque, pas même le sel, ne serait exempt du droit fédéral, on est alors enclin à ne plus trouver aussi attrayante cette grande opération. Elle se présente sous un nouveau jour à nous Neuchâtelois surtout, qui sommes contraints d'aller chercher au dehors la plus grande partie des objets de première nécessité, qui n'avons conservé que peu ou point de péages intérieurs, qui, par ce motif, recevrons peu de la caisse centrale, et devrions, en revanche, payer sur notre frontière française des droits d'entrée et des droits de sortie, inusités jusqu'ici, sur tous les produits, toutes les denrées, et cela, afin d'aider les cantons qui, moins libéraux que nous sous ce point de vue,

1 fr. 50 c., de sucre 3 fr. 50 c., et les autres marchandises à l'avenant. D'après le premier tarif, qui faisait loi depuis le 1^{er} février 1850 jusqu'au 31 décembre 1851, le sucre payait 1 fr. 50. Le dernier tarif opère donc un nouveau progrès et promet pour l'avenir davantage encore. Un habile financier a fait, preuves en mains, dans le *Neuchâtelois*, un calcul qui n'a pas été réfuté et d'après lequel notre pays perdrait annuellement ffr. 207,065, par suite de l'établissement des douanes fédérales; et si les tarifs allaient devenir encore plus élevés, ce qui n'est que trop à craindre, la perte à nous causée par les nouveaux droits perçus à nos frontières, pourrait se monter bientôt à une somme triple de la somme royale.

Quatrième perte annuelle que fait faire au pays la république : celle des places d'instituteurs que nos compatriotes trouvaient aisément en Russie avant 1848. Depuis un certain nombre d'années, Neuchâtel était le seul canton Suisse dont les instituteurs fussent admis en Russie. Maintenant il est redevable à sa révolution de la perte de cet avantage, qui en était un très grand pour bien des jeunes gens et bien des familles de notre pays, la Russie étant maintenant le seul pays où les instituteurs étrangers aient des traitements un peu considérables.

Cinquième perte annuelle : celle des pensions que retireraient en rentrant dans leur pays les soldats du bataillon Neuchâtelois de la garde du Roi, si les Neuchâtelois allaient encore servir à Berlin ⁽¹⁾ (sans parler des places avantageuses qu'ils ont conservé tous leurs péages, et même les ont encore augmentés dans ces derniers temps, à se récupérer de la perte que leur feraient subir les innovations du pacte en matière de péage. Quand on songe aux circonstances exceptionnelles dans lesquelles notre pays se trouve, quand on pense à la démoralisation que pourrait produire chez les populations frontières, par l'appât de la contrebande, cette espèce de douanes suisses en face des douanes françaises . . . on recule devant les conséquences d'une mesure de cette importance, ou l'on hésite tout au moins à y donner les mains. »

(1) Un autre avantage qu'avait ce service, modèle de bonne discipline, c'était de nous renvoyer très-généralement des hommes d'ordre, rangés

ses qu'un grand nombre trouvaient à Berlin même, quand ils quittaient le service, et qu'ils y trouveraient encore).

Sixième perte annuelle : celle qui résulte de l'expatriation de bien des Neuchâtelois riches, qui n'auraient plus rien à faire dans leur pays, sous le nouveau régime, rien... qu'à payer l'impôt proportionnel. Et de riches étrangers ne recherchent plus comme auparavant, le séjour de Neuchâtel ; ils ne viennent plus y faire des dépenses qui profitent à un grand nombre de personnes ; c'est là une septième perte à indiquer. A quoi il faut ajouter la diminution des étudiants étrangers qu'eût attirés de plus en plus notre académie : une des preuves des succès qu'elle était destinée à avoir, se trouve dans ceux qu'ont obtenus en Amérique deux des anciens professeurs neuchâtelois, MM. Agassiz et Guyot, dont M. Ampère de l'Académie française vient de dire dans la *Revue des deux Mondes* : « Comment l'Amérique a-t-elle fait une conquête que les corps savants et toutes les capitales de l'Europe pourraient lui envier ? M. Agassiz vint professer la géologie à l'institut de Lowell. Improvisant dans une langue qui n'était pas la sienne, il produisit un effet immense, etc. M. Guyot, ami de M. Agassiz, Suisse comme lui, dans son livre intitulé : *La terre et l'homme*, a tenté d'expliquer l'histoire par la géographie. Le remarquable ouvrage de M. Guyot est le produit d'un cours fait à Cambridge. Un professeur de l'université, M. Felton, passait les nuits à traduire en anglais les leçons de M. Guyot, etc. » Par la suppression de l'académie le gouvernement de la république a fait un gain de L 260,000 ; mais le pays a fait une perte, même pécuniaire.

J'ai dit ailleurs que les dons patriotiques, les fondations pieuses et d'utilité publique avaient toujours fait honneur au petit pays de Neuchâtel, mais qu'à dater de 1848 la source en était tarie ; qu'on ne verrait probablement plus sous le

et de bonne volonté, qui, à leur retour, trouvaient à bien se placer, grâce à leur bonne réputation et à leurs bonnes habitudes.

régime républicain de fondations telles que celles de l'hôpital de la ville, de l'hôpital Pourtalès, de la maison des orphelins, de Pré-Fargier, etc., plus de legs Pury et autres semblables. Huitième perte à signaler. Si nous fussions demeurés ce que nous étions avant 1848, il est certain que Neuchâtel n'eût pas été oublié dans le testament de notre récent compatriote, M. Grenus, qui prenait une part si généreuse à toutes les souscriptions patriotiques faites dans notre pays. La confédération *actuelle* n'avait pas, il s'en fallait bien, ses sympathies comme la Principauté de Neuchâtel. En faisant la première sa légataire universelle, il s'est mis en contradiction avec tous ses antécédents. D'où nous pouvons inférer qu'il eût couronné sans doute par son testament les marques d'intérêt et d'affection qu'il se plaisait à donner, les dernières années de sa vie, au pays qui était celui de son choix. On sait que depuis 1848 il avait changé son testament. Mais ce qu'on ne saura jamais, c'est ce que le 1^{er} mars nous a fait perdre dans cette succession, comme on ne saura jamais tant d'autres pertes que nous a fait faire cette journée.

Enfin, comptons comme autant de pertes annuelles les impôts que nous payons maintenant et que nous ne payions pas autrefois. Nous pouvons bien les envisager ainsi, puisqu'ils sont à pure *perte*, l'ancien gouvernement faisant sans impôt (c'était une de ses gloires), tout ce qui était nécessaire au pays. M. Ch. Calame a certainement été l'interprète d'une pensée venue à l'esprit d'un grand nombre de Neuchâtelois, même de Neuchâtelois républicains, quand il a dit dans le grand conseil : « Les populations sont généralement disposées à demander comment il se fait qu'ayant L. 80,000 qui ne sortent pas du pays ⁽¹⁾, on ne s'aperçoive

(¹) Les républicains ont quelquefois additionné les sommes envoyées à Berlin depuis 1707, pour faire voir tout ce que nous avait coûté notre régime monarchique; mais je les prierais d'additionner également celles que nous a coûtées annuellement, depuis 1814, notre cantonalité, et de nous dire quels avantages réels nous avons, en retour, retirés de cette position nouvelle. Il ne faudrait pas oublier de comprendre dans cette

pas que cela influe sur le trésor public. » M. Piaget a dit un jour : « La république coûtera plus cher que la monarchie. » Cette fois il a dit vrai.

A deux seules époques de la monarchie il y a eu un impôt à payer dans le pays, en 1816 (7 pour mille), en 1820 (2 $\frac{1}{2}$ pour mille). Mais sous la république, depuis l'impôt progressif de 1848, qui a produit L. 759,027 » 19 s., il y a eu annuellement impôt direct et proportionnel sur la fortune et le revenu, ayant produit, en 1850, L. 163,800 » 19; en 1851, fr. 247,510 » 18, etc. : taxe militaire, pouvant aller jusqu'à 100 francs par homme, et ne produisant actuellement pas moins de 30 à 40 mille francs (32,000 en 1852), et autres impositions de divers genres. Autant de *picotements salutaires*, comme a osé les appeler le président du conseil d'Etat au sein du grand conseil ! Mais peu de Neuchâtelois possédant quelque chose goûtent ce traitement, même parmi les républicains.

Et maintenant le système d'impôts s'étend même aux municipalités. En 1852, à la Chaux-de-Fonds, tout contribuable a dû payer soit 75 centimes pour chaque franc d'impôt direct qu'il payait à l'Etat, soit 50 cent. Au Locle, la taxe municipale est de 50 centimes pour un franc d'impôt direct. Ces nouveaux impôts pourraient fournir un nouveau couplet au spirituel auteur de la chanson : *Payez, payez toujours*. Nous avons omis à dessein plusieurs *pertes*, soit parce qu'elles étaient peu considérables, soit parce qu'elles n'étaient que momentanées; nous les avons omises, quoique ce soient les petits ruisseaux qui font les rivières. Mais c'en est assez des sommes que nous avons indiquées et que

addition deux postes de 1847, celui des 300,000 fr. d'amende que nous avons dû payer à la Suisse, et notre double contingent d'argent, se montant à L. 49,982 » 17 s. Le budget militaire est toujours le plus chargé : les dépenses de cette direction ont été en 1850 de L. 65,992 » 9 » 6; et le budget ordinaire de la direction pour l'exercice de 1851 portait le chiffre de fr. 87,000. Quand nous faisons tant de dépenses pour le militaire, il est impossible de ne pas faire la réflexion qu'en cas de guerre Neuchâtel est en dehors des plans et lignes de défense, tels qu'ils ont été arrêtés.

nous laissons à nos lecteurs le soin d'additionner, pour faire voir que celle de 700,000 francs à laquelle nous avons porté les pertes pécuniaires causées annuellement au pays par le nouveau régime n'est pas exagérée.

Sous la monarchie, les recettes s'augmentaient considérablement d'année en année. C'est ainsi qu'en 1810 les lods, les postes et le sel rapportèrent L. 106,616, et en 1845, plus du double L. 254,807»3 s. Sous la république, au contraire, ce sont les dépenses qui s'augmentent considérablement d'année en année, ce qui n'est pas tout-à-fait la même chose : budget de 1850, fr. 690,186 ; de 1852, fr. 766,425 ; de 1853, fr. 791,069. Voilà une somme déjà passablement ronde ; et cependant un des orateurs du grand conseil, long-temps président de ce corps, a fait pressentir, dans un discours sur le budget, un produit plus considérable de l'impôt : « Avec des rats de cave, ou, si l'on veut, des rats de bourse, a-t-il dit, l'impôt pourra produire quelque chose de plus. Il faut que l'impôt, comme toute autre chose, entre dans les mœurs, et déjà il y entre. Encore quelques années, et chacun comprendra ce que, dans le principe, on regardait comme de l'argent perdu, comme autant que le nouveau régime demandait de plus que l'ancien. »

Hélas ! je dois avouer que je suis de ces incorrigibles qui regardent toujours *comme de l'argent perdu* celui qui ne procure ni profit ni avantage au pays. Si, par exemple, il est vrai, comme l'a dit un orateur du grand conseil, que chaque minute de délibération de ce corps coûte environ deux francs à l'Etat, n'est-ce pas un peu trop ?

On arguera sans doute de la prospérité actuelle du canton contre moi, contre ce que j'ai dit des pertes pécuniaires à nous causées par la révolution. Je ne nierai pas cette prospérité, pourvu qu'on ne l'exagère pas, et qu'on ne prétende pas, par exemple, qu'elle s'étend à la partie agricole du

canton comme à sa partie industrielle. Mais prétendrait-on, par hasard, en faire honneur au nouveau régime, comme l'ont fait quelques feuilles radicales suisses ? Notre industrie prospère actuellement, parce qu'elle a prospéré depuis trente années, comme la prospérité agricole du canton de Berne continue, non pas à cause du régime momentané de Stæmpfly, mais *malgré* ce régime, qui a duré quatre ans, et parce que, depuis des siècles, cette prospérité était si grande qu'elle était devenue proverbiale. Quand un arbre est parvenu à un certain degré de force, il peut braver et le plus violent orage, et la température la plus défavorable. Notre industrie prospère, non pas à cause du nouveau, mais plutôt *malgré* le nouveau régime, et *parce que* l'ancien régime est revenu partout ailleurs. En 1848, où la démocratie trônait tout autour de nous et même au loin, qu'était devenue l'industrie de notre pays, comparativement à ce qu'elle était les années précédentes où elle tendait à prospérer toujours davantage ? En 1836, le Locle et la Chaux-de-Fonds produisaient 160,000 montres ; en 1844, 280,000 et 310,000 même, selon quelques calculs particuliers. En 1846, la Chaux-de-Fonds, à elle seule, en a exporté peut-être de 2 à 300,000. Il n'y a pas moyen de faire honneur de ces chiffres au nouveau régime.

Et puis, il faut le dire, une prospérité purement industrielle, quand elle croît au-delà de certaines limites, est-elle sans inconvénients, même sous des rapports pécuniaires ? Ne peut-elle pas, par exemple, préparer de grands dangers pour certains cas donnés, tels que celui d'une guerre européenne ? Que deviendrait alors la population exubérante attirée par elle ? On n'ose pas y penser. C'est alors surtout qu'on se ressentirait des *pertes* que nous avons énumérées.

Bien des républicains les avouent en partie ces *pertes* ; mais ils disent qu'on ne saurait payer trop cher des gains

et des avantages comme ceux que nous devons à la république, *la liberté, l'égalité, la fraternité.*

« Le peuple neuchâtelois, s'est écrié un jour dans le grand conseil le président du conseil d'Etat, n'est pas un avare qui pèse les deniers avec lesquels il achète sa liberté. » Fort bien ; mais s'il se trouvait qu'avec tout cet argent dépensé, on n'eût pas acheté la liberté ? Nous aussi nous attachons plus de prix, beaucoup plus de prix à la liberté qu'à l'argent ; mais nous croyons pouvoir établir, preuves en mains, que la révolution nous a fait beaucoup plus perdre que gagner, sous les trois rapports de la liberté, de l'égalité, de la fraternité.

CHAPITRE IV.

PERTES EN FAIT DE LIBERTÉ, D'ÉGALITÉ ET DE FRATERNITÉ.

Voilà trois beaux mots qui sont comme sacramentels pour les républicains neuchâtelois comme pour tous les républicains modernes : c'est là comme *l'étiquette* du sac ; mais voyons un peu le *fond* du sac.

S'il est une liberté qu'ait réclamée partout et à grands cris le radicalisme, c'est celle de la presse : que de révolutions ont été faites au nom de *la grande et sainte cause de la presse libre*, comme disaient les révolutionnaires ! Notre révolution aurait dû, il semblait, rendre la presse plus libre encore qu'elle ne l'était dans notre pays avant 1848. Or trois faits peuvent nous suffire pour asseoir sur ce point notre jugement, la suppression du *Neuchâtelois* en 1848 et la défense faite en même temps à tous les imprimeurs de rien imprimer sans le consentement de la censure, la con-

damnation de l'auteur de l'ouvrage intitulé *La réconciliation des partis*, même année, et la loi de haute trahison, en 1852.

Sous le régime monarchique, le peuple neuchâtelois était *libre* de demander, par l'organe de ses représentants, la modification de tel article de sa charte constitutionnelle. Sous le régime républicain, sa constitution est, comme les arrêts des Mèdes et des Perses, irrévocable, au moins pour un temps déterminé : elle ne peut être révisée qu'au bout de neuf ans ! et cela en dérogation à l'art. 6, litt. c. de la constitution fédérale, qui veut « que toute constitution puisse être révisée, lorsque la majorité absolue des citoyens le demande. » Cet article est bien en rapport avec l'esprit des démocraties modernes : en tout temps la constitution fédérale elle-même peut être changée, si 50,000 citoyens suisses le demandent ; mais une telle liberté, garantie aux autres cantons, devait être, *exceptionnellement* et par des dispositions *transitoires*, refusée aux Neuchâtelois, qui, sous ce rapport, comme sous plusieurs autres, partagent le sort du malheureux Fribourg. C'est là un des cas si nombreux qui nous apprennent à apprécier à sa juste valeur le dogme de la *souveraineté du peuple*. Assurément, il est bon qu'une constitution ait un certain caractère de permanence ; mais c'est quand elle ne fera que reproduire des dispositions déjà sanctionnées par le temps, quand les articles en auront été mûrement pesés, et non pas quand elle aura été improvisée. Quel homme impartial niera qu'il ne convînt que Fribourg fût *libre* de réviser le plus tôt possible la sienne ? Et la même question ne serait-elle pas également en place par rapport à Neuchâtel ?

Sous le régime monarchique, nous étions libres au point de pouvoir dire, comme les Anglais : *My house is my castle* (ma maison est ma forteresse). La loi de procédure criminelle de 1835, conforme à l'ancienne législation du pays, ne conférait le droit d'autoriser des enquêtes criminelles et

des visites domiciliaires qu'à *cinq juges inamovibles*. Il n'en est plus de même sous le régime républicain. La première année de la révolution, une descente de l'autorité n'a-t-elle pas été opérée dans la campagne du Bois-rond, et, l'année dernière, dans une maison particulière de la ville de Neuchâtel ? dans une maison qui avait bien été précédemment une auberge, mais qui avait cessé de l'être, ayant été fermée par un autre acte de l'autorité. Dans sa séance du 31 juillet 1852, le grand conseil a adopté, par 54 voix contre 7, la loi concernant la recherche et la punition des crimes de haute trahison, de rébellion et de sédition, en vertu de laquelle, sur un simple soupçon, un préfet peut faire chez vous une visite domiciliaire, se faire ouvrir votre bureau, examiner vos papiers, saisir votre correspondance, sans autre forme de procès que de se faire accompagner par deux membres d'un tribunal ou d'une justice de paix, qui ne peuvent s'y refuser.

Cette fois nous nous trouvons d'accord avec *l'Impartial* ! Il juge aussi sévèrement que nous la *loi de haute trahison*, que notre public a immédiatement baptisée du nom de *loi d'amour*. « L'article 18, dit-il, dispose ainsi : » « L'autorité » administrative peut en outre procéder à des *visites domici-* » *liaires*..... avec l'assistance de deux membres du tribunal » ou de la justice de paix, *assistance qui ne peut lui être re-* » *fusée*. » « Le correctif *qui ne peut lui être refusée* équivaut à une assistance forcée !! Que deviennent, en présence de cet article, les dispositions de la constitution neuchâteloise, dispositions approuvées et *garanties* par la constitution fédérale : « *La liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile sont ga-* » *ranties !!* »

Si c'est un régime de liberté que celui sous lequel nous place la loi du 31 juillet, il faut avouer que cette liberté là est d'un singulier aloi. Au reste, M. Piaget, qui n'est pourtant guère naïf, a fait à cet égard, dans une séance du

grand conseil, une profession de foi des plus naïves, qui ne lui permettrait pas de se fâcher, si je lui disais qu'il fait fi de la liberté individuelle : « On se préoccupe beaucoup trop, a-t-il dit, des garanties de la liberté individuelle ; dans d'autres pays, l'on n'y regarde pas de si près. » Une semblable parole, prononcée par le chef du pouvoir exécutif en plein conseil législatif, étiquette toute une position.

Avant 1848, nous avions des *libertés* publiques garanties par les lois qui réglaient l'usage qu'il était permis à l'autorité suprême de faire de ses pouvoirs ; n'en déplaise à M. Lambelet, un des orateurs du grand conseil, qui a fait des frais d'éloquence pour prouver qu'avant le 1^{er} mars 1848, les Neuchâtelois étaient « des sujets taillables et corvéables ! » Oui, en vérité, voilà ce qu'a dit M. Lambelet ! Or, sous le régime du 1^{er} mars, le 30 janvier 1849, des pouvoirs *exceptionnels* ont été donnés par le grand conseil au conseil d'Etat, dans deux décrets, dont le premier contient les deux articles suivants : « Le conseil d'Etat est autorisé à suivre les enquêtes préliminaires commencées par l'administration sur les événements du 21 janvier et à nantir les tribunaux du résultat de ces enquêtes. » — « Le conseil d'Etat est autorisé à prendre, en cas de troubles graves, telle mesure exceptionnelle que nécessiterait la situation, sauf à en référer au grand conseil. » M. le président Piaget peut trouver bon d'appeler *administratives* les enquêtes faites par le *tribunal des deux* ; le nom ne fait rien à la chose : appelez l'avarice *économie*, elle n'en sera pas moins *avarice* ; les enquêtes que fait un tribunal exceptionnel et *constitué en permanence*, qui décrète des arrestations, *qui travaille sans relâche à la recherche des coupables* ⁽¹⁾, fait des procès-verbaux et autres actes semblables, sont bel et bien des enquêtes judiciaires.

(1) Les expressions soulignées sont de M. Piaget.

Plus tard il a été retiré au conseil d'état quelque chose des pouvoirs exorbitans mis entre ses mains par la loi du 30 janvier, mais ils sont encore assez *exceptionnels* pour nous autoriser à dire que notre pays continue à être sous une espèce d'état de siège. On ne voit rien de semblable dans aucun autre canton Suisse. Dans une séance du grand-conseil (29 mars 1849) M. Grandpierre a été forcé de reconnaître « qu'il y a au fond de l'esprit communal une certaine indépendance, » et, dans la même séance, M. Challandes « a vu avec regret les grands pouvoirs qu'on donne au conseil d'état. Nous arriverons par là, dit-il, à l'arbitraire. Les petites libertés auxquelles les communes étaient habituées, leur sont chères. » Quand des paroles comme celles-là échappent à des républicains, il faut *lire entre les lignes*.

Sous la monarchie nous avions une grande *liberté* religieuse ; la chaire, en particulier, était parfaitement libre : il faut bien que cela fût, puisque cela a été reconnu même par M. Théod. Calame. « La liberté religieuse, a-t-il dit dans la constituante, a toujours existé jusqu'à présent chez nous. » La suspension de M. Cruchaud prononcée par le conseil d'état de la république, a montré ce qui en est à cet égard sous le nouveau régime.

Sous la monarchie chaque parti était parfaitement libre de dresser des listes de candidats et de les faire distribuer par qui bon lui semblait. Sous la république, il y a eu un moment où le pouvoir a entravé cette liberté. T... Vaudois, a été renvoyé dans son canton, comme atteint et convaincu d'avoir distribué des listes de candidats pour une élection de juge de paix et d'assesseurs, élection à laquelle il avait droit, notez-le bien, de prendre part, d'après l'art. 29 de la constitution. De très fortes réclamations ont été présentées au grand-conseil sur cette mesure prise par le pouvoir : elle ne s'est pourtant pas renouvelée.

Les sujets du Roi étaient *libres* de prendre du service en pays étrangers, partout où ils le voulaient, même chez une

puissance qui aurait été en guerre avec le Roi, pourvu qu'il ne fît pas cette guerre en sa qualité de prince de Neuchâtel. A Rosbach, bien des Neuchâtelois se trouvaient dans les rangs des Français ; et le Roi, après la bataille, se borna à demander à quelques-uns d'entre eux qui avaient été faits prisonniers, si le Seyon coulait toujours à Neuchâtel. Maintenant, et d'après les défenses faites par la Confédération, les Neuchâtelois ne peuvent s'enrôler pour des services étrangers que clandestinement.

Neuchâtel était libre autrefois de naturaliser qui bon lui semblait ; maintenant il faut que les *naturalisés neuchâtelois* renoncent à leur qualité de citoyens d'autres pays, en vertu de l'art. 43 de la constitution fédérale ainsi conçu : « Les étrangers ne peuvent être naturalisés dans un canton, qu'autant qu'ils seront affranchis de tout lien envers l'état auquel ils appartenaient. »

Les Neuchâtelois étaient *libres* de s'absenter, quand bon leur semblait. Maintenant ceux qui sont dans les cadres et appelés par leur âge à faire les exercices militaires doivent préalablement obtenir de l'autorité la permission de partir. Ils sont recherchables, s'ils n'ont pas rempli cette formalité.

Nous étions *libres* d'assurer nos maisons dans des sociétés d'assurances étrangères ; nous ne le sommes plus maintenant ; nous l'étions de ne pas nous assurer dans la Société Neuchâteloise ; nous y sommes forcés maintenant. Les assurances obligatoires peuvent avoir à côté de leurs graves inconvénients, graves surtout pour un petit pays, certains avantages sur lesquels nous ne fermons point les yeux. Mais s'agissant ici de *libertés*, je constate, surtout pour ceux qui ont toujours ce mot à la bouche, je constate le fait que, d'un seul coup, deux *libertés* à la fois nous ont été ôtées par la nouvelle loi sur les assurances. Même observation sur le rachat des dîmes et des cens, qui de facultatif qu'il était avant 1848, est devenu obligatoire par décision souveraine du grand-conseil.

« La liberté de commerce (dans le pays de Neuchâtel) était complète en 1833, » c'est ce dont est convenu, en toutes lettres, le conseil d'Etat même de la république, en faisant au grand conseil une proposition sur *les sociétés anonymes*. Maintenant cette liberté a été diminuée par diverses mesures, par exemple, par l'adoption de cette proposition même, dont l'objet principal était de réserver, pour la formation de toute société anonyme, l'autorisation du grand-conseil. « De nouveaux besoins se sont fait jour, dit le rapporteur, et un contrôle est devenu nécessaire. » L'équivalent de *contrôle* n'est-il pas ici évidemment *diminution de liberté*?

Les Neuchâtelois sujets du Roi étaient tous libres d'accepter ou de refuser des fonctions de juges. Maintenant, devenus républicains, ils sont forcés de les accepter ; qu'ils se sentent, ou qu'ils ne se sentent pas capables de les remplir ; que leur conscience le leur permette, ou qu'elle le leur défende ; ils y sont forcés, sous peine, en cas de refus, de perdre leurs droits politiques. A-t-on jamais vu quelque chose de pareil, je ne dis pas seulement en Suisse, mais encore dans quelque pays que ce soit ⁽¹⁾ ? Que l'on force des jurés à juger, cela se comprend : d'une part ils ne jugent que le fait ; et de l'autre ils sont désignés, non par le pouvoir, mais par le sort, qui ne

(1) Je n'exagère point, en m'exprimant ainsi, car je trouve dans un des meilleurs journaux de la Suisse (le *Journal de Genève*) les lignes suivantes sur l'article de loi que je relève ici et contre lequel M. l'avocat Wavre a si justement réclamé dans une pétition à l'Assemblée fédérale : « Cet article consacre un principe dont certainement nulle part ailleurs on ne trouverait l'analogue, à l'exception peut-être du canton de Fribourg. Il condamne à la privation de l'exercice des droits politiques pendant deux ans toutes personnes qui refuseraient les fonctions de *juges criminels ou correctionnels*, à moins d'excuses trouvées suffisantes par le tribunal. » — Le même journal dit sur la loi dont fait partie cet article : « Le grand-conseil (de Neuchâtel) n'a-t-il pas fait, en 1848, une loi sur l'organisation judiciaire ; et ne pouvait-il pas, par la même occasion, la faire bonne, plutôt que mauvaise et insuffisante, solide, plutôt que provisoire, d'accord avec la constitution, plutôt que, *chose unique maintenant en Suisse*, en contradiction avec les constitutions cantonale et fédérale, bien qu'elle leur soit *postérieure* ? »

peut être soupçonné d'acception de personnes ; mais forcer un citoyen à être juge criminel et correctionnel !... Une telle loi ne peut être comparée qu'à celle qui obligerait le premier venu à pratiquer la médecine , soit qu'il l'eût , soit qu'il ne l'eût pas étudiée ; soit qu'il se sentît , soit qu'il ne se sentît pas vocation à devenir médecin ! *Le médecin malgré lui* ne se trouve que dans Molière, le *juge malgré lui*, qu'à Neuchâtel. O Molière ! que n'ai-je tes pinceaux !

Et les *prédicateurs malgré eux* ?... et les *officiers malgré eux* ?.... Les ecclésiastiques Neuchâtelois étaient autrefois et, comme de raison, libres de prêcher ou de ne pas prêcher. Depuis le 1^{er} mars 1848, un cas s'est présenté où un ecclésiastique a été mis aux arrêts militaires, pour avoir refusé de monter en chaire, de prêcher à un bataillon caserné à Colombier, lui qui (c'est ce qu'il faut bien noter) n'avait point accepté le poste d'aumônier, ni aucun autre poste, ne voulant pas se lier par un serment au nouvel ordre de choses. On conçoit qu'un gouvernement interdise, dans certains cas, à un ecclésiastique de monter en chaire ; mais qu'il lui ordonne d'y monter, en quelque sorte baïonnette en avant, sous peine, s'il s'y refuse, d'avoir à subir huit jours d'arrêts à ses frais, voire même d'arrêts militaires, avec factionnaires à sa porte, je présume que c'est là quelque chose qui ne s'est guère vu ailleurs qu'à Neuchâtel, à Neuchâtel sous le régime républicain, cela s'entend. Aussi le *Courrier Suisse* a-t-il trouvé piquant de donner en feuilleton, comme cela se fait pour les romans, toute cette petite histoire, les pièces textuelles, sans notes ni commentaires. Comme qu'on envisage un tel procédé de la part du pouvoir, il n'y a pas moyen de trouver qu'il appartienne à un régime de liberté.

A côté de l'interrogation *et les prédicateurs malgré eux* ? j'ai placé plus haut celle-ci *et les officiers malgré eux* ? Sous la monarchie, les militaires neuchâtelois étaient libres, il va sans dire, d'accepter ou de refuser des places d'officiers. Main-

tenant bon gré, malgré, capables ou incapables, ils doivent porter les épaulettes, comme si l'on pouvait créer les capacités *par ordonnances* ! Que des citoyens soient forcés d'être soldats, c'est ce qui se voit partout ; mais que des soldats soient forcés d'être officiers, voilà ce qu'on ne voit guère ailleurs qu'à Neuchâtel. Y a-t-il même d'autres pays où une telle contrainte soit exercée ? S'il y en a, nous ne les connaissons pas.

Mais qu'étaient toutes ces contraintes en comparaison des tortures morales qu'a fait subir à tant de royalistes neuchâtelois le serment républicain exigé de tous ceux qui croyaient devoir continuer à remplir leurs fonctions dans l'état, la commune, l'église et l'école ? Des hommes qui avaient toujours attaché très-peu d'importance aux serments politiques, qui, la plupart, n'avaient passé à la république, qu'en violant ceux qu'ils avaient prêtés, ⁽¹⁾ ne voient rien de mieux et de plus pressé que d'en faire prêter à tous les fonctionnaires, même à des classes de personnes qui n'en prêtaient point sous la monarchie, entr'autres aux ecclésiastiques protestants et aux régents ! En vain des membres du grand-conseil étaient-ils allés jusqu'à qualifier le serment politique de *parfaite nullité* ; en vain M. A. Humbert avait-il dit, dans la Constituante : « Il s'est fait jusqu'à présent, il faut le dire, un étrange abus de ce qu'on appelle la religion du serment ; mais il y a lieu d'espérer que les républiques de nos jours se montreront à cet égard plus sages et plus respectueuses envers Dieu que ne l'ont été les rois ; » le grand-conseil n'a point tenu compte de ce que disaient sur ce point plusieurs de ses membres et entr'autres M. Humbert.... M. Humbert n'en a pas tenu compte lui-même ; car, si ma mémoire me sert bien, il a fini par voter le serment obligatoire, mesure au plus haut degré attentatoire à la liberté de conscience, et

⁽¹⁾ Comme le faisait bien entendre M. W. Favre, quand il s'exprimait ainsi : « L'assemblée constituante n'est pas ici sous la foi d'un serment. »

la plus douloureuse de toutes les contraintes qu'ait imposées la république, en tant qu'elle s'exerce sur le for intérieur.

Plusieurs des traits et actes que nous venons de citer pourraient être rangés sous cette rubrique *contrainte par liberté* ou *liberté par contrainte*. J'ai l'air de dire là une absurdité; et je ne fais pourtant que copier presque mot à mot une phrase du principal organe de la république neuchâteloise dans la presse périodique, qui *ne peut* assurément pas dire d'absurdité. Je prie mes lecteurs de prendre le n^o du 29 janvier du *Républicain neuchâtelois* (1853); ils y liront ces lignes-ci: « Il importait au repos de la Suisse entière *d'obliger* le peuple Fribourgeois à être régi par une constitution *libérale*. » On avait cru jusqu'ici que la liberté est *la faculté de faire ce qu'on veut*. Allons donc!... d'après le *Républicain*, ce sont de vieilles per-ruques qui l'ont cru. Qu'il fasse un pas de plus, et il dira que la liberté consiste à *faire ce qu'on ne veut pas*. Quant à cette jeune liberté qui consisterait à faire ce qu'on ne voudrait pas, nous avons passablement gagné, mais non pas quant à la vieille liberté, qui consiste à faire ce qu'on veut, quant à *la liberté*, dans le sens ordinaire de ce mot.

Pourtant il est certains points à l'égard desquels, sous le nouveau régime, les Neuchâtelois ont acquis plus de *liberté*, — pour travailler, vendre, voiturier, pêcher, etc., le dimanche: — pour danser dans des lieux publics, pour rester tard dans les pintes et les auberges; — pour en établir de nouvelles; — pour se procurer le plaisir de la comédie, même dans les semaines de fêtes religieuses; — pour imiter les mœurs des grandes villes; — pour ne pas faire baptiser les enfants; — pour ne pas leur faire suivre une instruction religieuse; — pour ne pas ratifier le vœu du baptême; — pour ne pas faire publier les bans de mariage à l'église; — pour ne pas faire bénir religieusement les mariages; — pour travailler l'or à un taux inférieur à celui qui était admis précédem-

ment et y mettre plus d'alliage, pour fabriquer à destination de l'étranger ce qu'il ne serait pas permis de vendre dans le pays même, etc., etc.

Mais, sérieusement, est-ce là ce qu'on peut appeler des progrès et des acquisitions en fait de *liberté* ? Si l'on ne peut guère citer d'autres libertés que celles de cette espèce que nous ait données le nouveau régime, il m'est bien permis, je crois, de dire avec un célèbre critique : « Ma remarque subsiste. »

Thèse générale : moins un peuple fait ou subit de révolutions, plus l'édifice de ses libertés sera considérable et solide. Et nous, Neuchâtelois, nous n'avions point eu de révolution avant 1848. L'histoire de notre pays est une des preuves à l'appui de la thèse de M. de Montalembert : « A vrai dire, la liberté politique et la révolution sont les deux contraires. »

En 1831, lors de l'insurrection de Bourquin et du séjour des bataillons suisses dans notre pays, un officier vaudois, logé dans une des cures du Val-de-Travers, manifestait hautement sa sympathie pour les insurgés qui, disait-il, « avaient pris les armes pour la cause de la liberté. » Là dessus, entre lui et le pasteur royaliste, une vive et longue discussion, à la suite de laquelle le partisan de Bourquin fut obligé de convenir qu'à une multitude d'égards les Neuchâtelois étaient plus libres que les Vaudois. « Mais, se hâta-t-il d'ajouter, votre liberté est seulement trop grande ; et ne fût-ce que pour la restreindre, une révolution vous serait certainement utile. » A quoi répondit le pasteur : « Quand il en serait ainsi, chercher à rendre notre peuple favorable à la révolution, en la lui représentant comme un admirable moyen d'agrandir et d'augmenter ses libertés, n'est-ce pas là un procédé qui ressemble un peu à un acte de faux ? »

Les révolutions de 1793 et de 1848 ont fait naître, ou mis au jour, d'étranges idées sur la liberté, et peut-être de plus étranges encore sur l'égalité ⁽¹⁾, en particulier celles des Fourriéristes, des communistes et des socialistes. S'ils eussent triomphé, c'eût été, oui, *l'égalité*, mais, comme le dit très bien un vers très connu,

L'égalité dans la misère.

Demandez-en des nouvelles aux disciples ou dupes de Cabet revenus de leur Icarie. Qu'on ôte aux riches leurs richesses, on ôtera aux pauvres leurs principales ressources.... Mais je ne dois pas traiter ici une question générale; j'ai à répondre à celle-ci: Avons-nous, nous Neuchâtelois, plus perdu que gagné en fait d'égalité, depuis 1848? Je répondrai: Oui, certainement; tout en convenant pourtant que ce point-là est celui à l'égard duquel nous avons le moins perdu. Quoique royalistes, les Neuchâtelois tenaient très fort à *l'égalité*, y tenaient plus que bien des républicains suisses. C'est sans doute en partie par un effet de ce sentiment très général et très prononcé, que jamais dans notre pays on n'a pu bénir les mariages, administrer le baptême et la communion ailleurs que dans les temples, ni se procurer, à prix d'argent, une sépulture particulière et distincte des autres dans les cimetières.

N'en déplaise aux républicains qui ont tant déblatéré contre les privilèges ⁽²⁾ de l'ancien régime, nous avons toute l'égalité que l'on peut raisonnablement désirer, tous

⁽¹⁾ On lit ces paroles dans la *Révolution démocratique et sociale* (22 février 1849): « L'hôpital, ... honte à celui qui l'éleva! L'hôpital, la crèche, le dépôt de mendicité, les secours à domicile, l'aumône sont les fléaux de la société. Au nom de l'égalité, je les repousse et les déclare infâmes. » Voilà jusqu'où peut aller le délire des fanatiques d'égalité!

⁽²⁾ Les Bourgeois de Valangin, dont on disait qu'ils avaient tant de privilèges, n'en avaient au fond d'autres que celui de payer leurs cens à un taux de faveur, privilège qui même devait peu à peu disparaître par suite du rachat facultatif des redevances féodales.

les Neuchâtelois, à l'exception des indignes et des incapables, pouvant parvenir à tous les emplois; l'égalité devant la loi était aussi absolue que possible, et tous les droits étaient *également* protégés. Mais, sous le nouveau régime, en est-il de même? a-t-on respecté *l'égalité*, en déchargeant de la redevance des émines de moissons les localités qui les payaient encore, tandis qu'on n'a pas indemnisé celles qui s'en étaient anciennement rachetées? « D'un seul trait de plume, a dit très judicieusement un membre du grand conseil, M. Sandoz-Morthier, se priver d'un revenu d'environ L. 20,000 par l'abolition des émines de moisson, n'est-ce pas constituer un privilège en faveur des paroisses qui n'ont pas racheté ce droit? » A-t-on respecté *l'égalité*, en décrétant le rachat des dîmes et des cens avec bénéfice de 50 % pour le propriétaire qui avait acheté sa terre à un prix déterminé par la redevance annuelle, et au détriment d'autres personnes qui, ne payant rien auparavant, ont dû de leur bourse parfaire la différence résultant pour l'Etat de cette diminution de recettes ⁽¹⁾?

A-t-on respecté *l'égalité*, en ne remboursant ni les localités, qui s'étaient rachetées de la dîme à beaux deniers comptants, telles que Brot et Rochefort (à une époque même très rapprochée de celle de la révolution), ni les particuliers qui, pour se racheter (à 25 %), avaient payé 25 % de plus qu'ils ne l'eussent fait quelques années plus tard? ⁽²⁾

⁽¹⁾ M. Jacot-Guillarmot a fait une observation très-juste, lorsqu'il a dit, après la délibération sur le rachat des redevances féodales : « La fortune de l'Etat est réduite d'un tiers, qui tombe dans la poche des propriétaires et surtout des grands propriétaires, au détriment des citoyens qui n'ont que leurs bras. »

⁽²⁾ Le rapporteur de la commission pour le rachat des redevances féodales a dit au grand-conseil : « En admettant le principe de l'abolition pure et simple des redevances féodales, nous commettrions en définitive la plus grande injustice. » N'était-ce pas là reconnaître implicitement que le rachat à moitié perte pour l'Etat, était une moitié d'injustice? Les rachats opérés depuis 1828 se montaient à une somme de L. 426,000. Pour

A-t-on respecté *l'égalité*, en faisant supporter *également* les frais d'entretien et d'établissement de routes à tout le pays, tandis que certaines communes avaient reçu de belles propriétés (forêts et autres terrains) à charge de prendre soin d'une certaine étendue de routes ? N'était-ce pas là prendre dans la poche de telles ou telles communes pour mettre dans celle de telles ou telles autres ? On me dira qu'il était difficile de faire autrement que l'on n'a fait, et dans ce cas-ci, et dans les précédents que j'ai cités. Je répondrai : Oui, c'est vrai, si l'on voulait absolument entrer dans une nouvelle voie ; mais pourquoi le *vouloir* ? Cela allait-il donc si mal auparavant à ces divers égards ?

A-t-on respecté *l'égalité*, en décrétant l'impôt progressif ? L'impôt proportionnel, à la bonne heure, s'il en fallait absolument un ; mais l'impôt progressif, même par catégorie, était une acception de personnes en opposition avec les principes *d'égalité*. Croirait-on peut-être *égaler* le pauvre au riche, en appauvrissant celui-ci ? Mais on n'aurait fait par là que rendre le pauvre plus pauvre encore. Je ne puis mieux développer ma pensée, qu'en empruntant les paroles suivantes d'un membre du grand-conseil, M. Bonjour : « Il ne faut pas exploiter le superflu du citoyen, pour soutenir le ménage de l'Etat ; dans l'ordre de la Providence, ce superflu est le patrimoine du pauvre. Le riche n'en est que l'économe. »

A-t-on respecté *l'égalité*, en agissant d'après les principes suivants du président du conseil d'Etat : « On peut diviser les agriculteurs en trois classes : les riches, à l'égard desquels on exécutera strictement la loi ; les agriculteurs aisés, auxquels on accordera des prolongations de termes ; les pauvres, qui seront tout-à-fait au bénéfice de l'art. 48 de la loi. »

tenir la balance égale, il eût fallu accorder à ceux qui les avaient opérés, une somme de près de L. 200,000. C'eût été quelque chose de difficile. Mais aussi pourquoi rendre *obligatoire* le rachat des redevances féodales ?

A-t-on respecté *l'égalité*, en excluant une classe de personnes de la représentation nationale, tous les ecclésiastiques, comme s'ils n'étaient pas des citoyens aussi bien que les autres Neuchâtelois, aussi bien que les régents, qui, eux, ont été déclarés par la loi éligibles au grand-conseil, quoique leurs fonctions semblassent devoir les en exclure plutôt que les ecclésiastiques? Bien loin de les en exclure, la loi déclare que leurs fonctions sont incompatibles avec tout autre emploi salarié, excepté *les fonctions de membres du grand-conseil!*

A-t-on respecté *l'égalité*, en conservant l'inamovibilité pour les curés, et en soumettant les pasteurs à une réélection sexannuelle, après les avoir tous soumis à une confirmation en 1849?

A-t-on respecté *l'égalité*, en attribuant au conseil d'Etat la nomination des juges criminels et correctionnels, qui ne peuvent refuser leur nomination sans perdre pendant deux ans leurs droits politiques? C'est-à-dire, comme l'a très bien fait voir M. Wavre, dans sa pétition à l'Assemblée fédérale, que le conseil d'Etat a le droit d'imposer *ad libitum* à tels Neuchâtelois une charge qui peut être très pesante, et d'en exempter qui bon lui semble. Cette disposition de la loi sur l'organisation judiciaire n'est-elle pas à-peu-près aussi contraire à l'égalité qu'à la liberté?

A-t-on respecté *l'égalité* ⁽¹⁾, en votant pour les hauts employés de l'Etat, des traitements tels qu'il n'en existait point de pareils sous la monarchie, en allouant 6,000 francs au président du conseil d'Etat, 5,000 aux conseillers d'Etat ordinaires (plus le logement au château pour le président et le secrétaire du conseil), 3,200 aux préfets, 3,000 à un architecte étranger, 3,500 à un ingénieur des ponts et chaussées, aussi

(1) Je pourrais multiplier bien davantage ces interrogations : *A-t-on respecté l'égalité....* Par exemple, y a-t-il *égalité* dans la fixation de la taxe militaire, qui varie infiniment suivant les districts?

étranger (plus les indemnités pour voyages, levées de plans de route, bornage, portées dans le budget de 1854 à 2,000 francs), etc. Quelle inégale égalité! Plus d'une fois on a parlé dans le grand-conseil des *magnats* ou *gros bonnets* qui forment l'*aristocratie* des communes. Il semble que de pareils appointements devraient mériter quelque peu cette qualification aux privilégiés qui les perçoivent. Ainsi à Genève le grand champion de la cause libérale et de l'égalité républicaine se construit un superbe hôtel sur un terrain dont l'a gratifié son grand-conseil. Il était sans doute nécessaire qu'il lestât bien son propre navire, pour faire bien marcher celui de l'Etat. Mais que devient là, comme ici, l'égalité républicaine? Certes Voltaire ne dirait pas des nouveaux magistrats de Genève (et non plus de ceux de Neuchâtel) ce qu'il disait des anciens :

Vivent d'honneur, et sont fort mal payés.

Moins il y a de distance entre les rangs, plus on la fait sentir; c'est ce qui arrive assez ordinairement. Or je voudrais savoir si, sous le nouveau régime, les hommes en place, les supérieurs, montrent plus d'égards, de ménagements, d'affabilité aux inférieurs, que ceux de l'ancien régime. C'est sur quoi j'ai de grands doutes, nonobstant une décision du grand-conseil relative à l'article suivant d'un projet de loi : « Les militaires blessés ou mutilés au service cantonal ou fédéral recevront une pension, une indemnité ou un secours, suivant leur condition ou leur fortune. » Sur la rédaction de cet article, le chatouilleux M. Steck a dit : « Le mot *condition* est contraire à la constitution, qui n'admet aucune différence entre les citoyens; et ce mot semblerait indiquer des différences dans les conditions sociales. » L'observation de M. Steck entraîna le grand-conseil, qui supprima sans hésiter le mot malsonnant de *condition*. Je me suis laissé dire que M. Steck avait composé un ouvrage

sur la grammaire française. Il doit donc posséder le dictionnaire de l'académie. Je l'invite à y lire l'article *condition* : il y verra que ce mot signifie bien *l'état d'un homme considéré par rapport à sa naissance* (c'est ce sens-là que répudie M. Steck), mais aussi *la profession, l'état dont on est*. « Chacun, dit l'Académie, doit vivre selon sa condition. » L'amour de l'égalité engage-t-il M. Steck à vivre dans son château et dans ses terres de Morens absolument comme ses fermiers et ses domestiques ?

Quand on se complaît dans l'atmosphère des exagérations et des excentricités, il est impossible d'être conséquent. En lisant quelques-uns des discours prononcés dans le grand-conseil en faveur de l'égalité absolue, je me suis demandé comment les *égalitaires* peuvent refuser aux femmes et aux enfants la faculté de voter dans les assemblées électorales ; car apparemment les femmes sont aussi douées d'une âme ; elles ont même souvent plus de raison que les hommes, et les enfants, souvent plus que les hommes faits. En particulier, dans les élections de pasteurs, les femmes qui composent ordinairement la portion la plus considérable des assemblées religieuses, n'auraient-elles pas qualité pour donner leurs voix plus que beaucoup de nationaux et surtout d'étrangers ? Je ne dis pas que ce fût là un changement à introduire dans les lois électorales ; mais c'est que je n'admets pas les principes des radicaux sur *l'égalité*. Quant à eux, en ne rendant pas les femmes *électrices*, ils tombent dans une flagrante contradiction ; et en général l'égalité n'est pour eux que dans le discours et sur le papier ; elle n'est guère dans les actes et la pratique. *L'égalité* absolue est une chimère. Quant à celle qui est fondée en raison, utile et praticable, nous en avons moins sous la république que nous n'en avons sous la monarchie : ça été là ma thèse en commençant cet article, que je crois pouvoir finir en disant que maintenant je l'ai prouvée.

Mais nos pertes, sous le rapport de *l'égalité*, ne sont rien en comparaison de celles que nous avons faites sous le rapport de la *fraternité*.

Le premier mars 1848 n'a-t-il pas divisé le pays comme en deux camps ? Et le 6 juillet 1852 n'a-t-il pas été la triste manifestation de cette division déplorable ? Cette division existe même dans maintes familles : le premier mars a créé bien des *haines de frères*, les plus terribles de toutes. Que de Neuchâtelois qui, maintenant divisés, avant la révolution étaient dans les meilleurs termes ! Depuis que les positions ont été ostensiblement prises, que le Rubicon a été franchi par les uns, quelle barrière ils ont mise entre eux et ceux qui ne les ont pas suivis ! Nos adversaires politiques nous diront que c'est là notre fait et notre faute, qu'il ne tient qu'à nous de faire tomber la barrière. C'est ce que nous nions ; et nous leur répondrons par ce passage de la Bible : « S'il se peut faire, et autant qu'il dépend de vous, ayez la paix avec tous les hommes. » Il y a des sacrifices qu'on doit faire à la paix (mot que nous prenons ici dans le sens d'*union*, de *fusion*) ; mais n'y en a-t-il pas aussi qu'on ne peut et ne doit pas faire ? Et ne nous sera-t-il pas permis de dire ici ce qu'on dit souvent dans les disputes : « Qui est-ce qui a commencé ? »

Était-ce travailler à établir le règne de la *fraternité* que d'ordonner des fouilles dans plusieurs maisons particulières, comme l'a fait le pouvoir en 1848 ; que de faire arrêter par des soldats, sans forme de procès, nombre de Neuchâtelois, comme cela s'est vu en janvier 1849 ; que de pénétrer, sans ordre supérieur et avec des intentions hostiles, dans plusieurs domiciles, comme l'ont fait de simples citoyens, qui, autant que nous pouvons le savoir, n'ont point été punis pour de tels actes ? Nous rappellerons ici en particulier les effractions commises dans un atelier d'imprimerie, malgré la liberté de la presse proclamée par la constitution ; les dommages causés au propriétaire de l'atelier pour une somme de

2,000 fr., et les blessures faites à ses ouvriers. Etais-ce travailler à établir le règne de la *fraternité* que de pénétrer en armes dans la rue royaliste des Chavannes et d'y faire faire une décharge d'armes à feu contre des hommes inoffensifs, à qui l'on ne pouvait reprocher que quelques cris de *vive le roi* et quelques chants, mais aucune voie de fait, et dont deux, entièrement innocents même de ces chants et de ces cris, furent mortellement atteints par les balles? Une femme est encore à cette heure très souffrante du coup de feu qu'elle reçut alors presque à bout portant ⁽¹⁾.

Etais-ce travailler à établir le règne de la *fraternité* que d'inonder d'eau, comme se l'est permis un *docteur* conseiller d'Etat, six royalistes renfermés dans la geôle, avec une pompe à incendie, pendant une nuit de janvier, et cela simplement pour les faire taire? que d'enfermer, pendant un jour froid d'hiver, un Neuchâtelois malade, M. A. P., parce qu'il avait porté de maisons en maisons l'*Adresse d'un pasteur à ses paroissiens*? que de faire conduire en prison par trois gendarmes un particulier du Locle, M. R., pour le punir de n'avoir pas voulu livrer à l'officier civil un passeport qu'il tenait de la légation de Prusse en Suisse? Et combien d'autres arrestations ou emprisonnements aussi peu motivés ne pourrions-nous pas citer encore? Etais-ce travailler à établir le règne de la fraternité, que de mettre en tutelle la commune de la Brévine, que d'occuper militairement celles de la Sagne et des Verrières, sans motifs suffisants? que de provoquer les royalistes par des chansons révolutionnaires,

(1) C'est ici le lieu de faire justice d'une assertion souvent répétée par nos adversaires politiques, savoir celle que notre révolution s'est faite sans effusion de sang. En s'exprimant ainsi, ils oubliaient le fait que je viens de rappeler, et aussi la mort du royaliste, Ulysse Droz, enterré à la Chaux-de-Fonds le 4 mars 1848. Une sentinelle républicaine, avec laquelle il s'était pris de querelle, avait déchargé son arme contre lui, qui n'en avait point; et il était tombé percé de trois quartiers de balles. Cette mort devrait empêcher les républicains de reparler de celle de Nicolet, arrivée dans la même localité.

telles que le *Zin, zin, et rantamplan; vivent les rouges, à bas les blancs!* comme cela a eu lieu si souvent et en tant d'endroits, en particulier dans la rue des Chavannes? que de dire et de laisser dire, au sein même du grand-conseil, des paroles telles que celles-ci du président du conseil d'Etat : « Il faut assurer la tranquillité de la république, il faut que les traîtres aient une hache suspendue sur leur tête. » Etait-ce travailler à établir le règne de la *fraternité*, que de se complaire à porter accusations sur accusations (et en quels termes!) contre les anciennes autorités et les royalistes, que de dire, par exemple, dans la constituante : « L'ancien gouvernement peut à juste titre être accusé d'avoir présenté un faux état de situation financière » (Grandpierre). — « Ce n'est pas que j'accuse la masse du parti d'être de mauvaise foi; non, mais derrière les honnêtes et les simples, ne trouverions-nous point les diplomates, les habiles? » (A. Humbert). — « Ceux dont les calculs menteurs ont séduit tant d'honnêtes gens, pouvaient trouver dans le peuple la confiance et les égards qu'on doit à des administrateurs de bonne foi » (Gretillat). — « Si l'instrument (le surcroît de gendarmes et les embri-gadés) est odieux, que dirons-nous de ceux qui en faisaient usage, de nos anciens tyranneaux? L'outil est odieux, mais l'ouvrier est exécration » (Ch. Calame). — « La royauté avait des bourreaux; la république doit avoir des juges » (Piaget). Ces échantillons-là suffisent. Ce serait quelque chose de dégoûtant pour ma plume que d'en multiplier le nombre. Et ceux qui se sont permis de telles injures, prétendraient ne recevoir, eux, que des remerciements et des éloges? Ils devraient bien plutôt se dire quelque chose de semblable à ce vers que Corneille met dans la bouche d'Auguste :

Quoi! je veux qu'on m'épargne, et n'ai rien épargné!

Etait-ce travailler à établir le règne de la *fraternité* que de réunir, le 6 juillet 1852, quatre à cinq mille hommes,

dont un grand nombre étrangers au pays, vis-à-vis du pré où se tenait légalement et en ordre parfait l'assemblée triennale de la générale Bourgeoisie de Valangin, et que d'exposer ainsi les Neuchâtelois aux horreurs d'une guerre civile ? Le cœur se serrait au spectacle d'un peuple ainsi déchiré en deux parties et formant comme deux camps ennemis. Et à qui la faute ? Si, dans les rangs des royalistes, on eût répondu par *la Sagnarde à la Marseillaise*, et par des coups d'armes à feu à ceux qui portaient des rangs des républicains, qui sait quelle sanglante mêlée eût pu s'engager ? Grâce à la prudence et au calme des royalistes, de grands maux ont été évités ; mais il en est un qui n'a pu l'être, celui d'une brèche plus considérable faite à *la fraternité*. Plusieurs des faits que nous venons de citer et plusieurs autres que nous pourrions citer encore, sont passablement en contraste, voire même en contradiction avec ces paroles du président du gouvernement provisoire : « L'esprit d'ordre et de modération forme un des caractères de cette singulière révolution qui s'est opérée sans combat, et que nul excès, nul acte de vengeance n'ont souillée. Oubliant leurs affections et leurs intérêts privés pour ne songer qu'à la patrie, oubliant surtout les persécutions qu'ils avaient subies, nos braves compatriotes, nobles et généreux enfants du pays, Neuchâtelois et Suisses, n'ont vu autour d'eux que *des frères*. » Ce mot, qui me fait penser au titre d'une tragédie de Racine, c'est moi qui le souligne. Après avoir rapporté l'emprisonnement des conseillers d'Etat, celui des otages, la suspension du *Neuchâtelois*, celle des conseils de la Bourgeoisie de Neuchâtel, l'expédition militaire dirigée sur les vallées de la Sagne et des Ponts et sur le Locle, M. Piaget, se résumant, a dit : « Partout l'ordre le plus parfait a régné, comme il règne aujourd'hui dans tout le pays. » Qui se rappelle, à l'époque de la soumission de la Pologne, tout ce qu'ont pu dire les radicaux sur cette

phrase d'un bulletin officiel : *L'ordre règne à Varsovie*? Malgré tout son esprit, comment M. Piaget n'a-t-il pas su tourner sa phrase, de manière qu'elle ne prêtât pas tant à un rapprochement avec celle que ses frères et amis avaient tant critiquée?

Plus encore que M. Piaget, M. Jeanrenaud-Besson a peint de couleurs de rose le règne de *l'ordre et de la fraternité* inauguré par la révolution du premier mars. Il a osé dire tout carrément aux confédérés : « Le triomphe de notre cause, qui était bien aussi celle de la Suisse, a été d'autant plus beau qu'il a été pur de tout excès grave, de toute proscription, qu'il n'a coûté de larmes à personne.... Aussi avons-nous vu chez nous, quand le maître a eu parlé, les citoyens de toutes les opinions se rapprocher, faire acte d'adhésion au nouvel ordre de choses et accourir en masse dans l'arène où devait se débattre l'acceptation ou le rejet de la constitution. » Est-il possible de substituer à ce point la fable à l'histoire?

Les hommes du pouvoir font sans cesse aux royalistes le reproche de ne pas vouloir *se rallier*. Mais d'autre part, nous avons vu, en février dernier, la majorité du conseil d'Etat en faire un très amer à la minorité pour avoir cherché à opérer une fusion à l'occasion d'une question d'intérêts matériels, de celle du chemin de fer ! Se charge qui voudra de mettre les membres de la majorité d'accord avec eux-mêmes.

Ce que je viens de dire du grave différend qui s'est élevé au sein du conseil d'Etat, m'amène à faire cette question : Même entre les républicains, y a-t-il une union bien *fraternelle* ? Ils sont unis contre nous ; mais le sont-ils bien réellement entr'eux ? S'il n'y avait pas de parti royaliste, le leur ne se dissoudrait-il point ? Maintes fois n'ont-ils pas laissé percer leurs divisions plus ou moins profondes ? Voyez comment, dans la question du rachat des dîmes, les populations en bise de Neuchâtel ont été traitées par les orateurs

des Montagnes et du Val-de-Travers : « Les populations en bise de Neuchâtel ne sont pas contentes, parce qu'elles ne le seront jamais » (Jeanrenaud-Besson). — « Toutes les pétitions qui viennent de cette partie du canton (Landeron), portent un cachet de pur matérialisme individuel, sans aucune considération relevée, sans aucun sentiment patriotique » (Lambelet). — « La prétention de demander l'abolition pure et simple des dîmes et redevances féodales, mérite la flagellation que portera l'ordre du jour sur cette demande » (Grandpierre). Si les représentants des populations en bise de Neuchâtel eussent manié aussi facilement la langue que leurs collègues des Montagnes et du Val-de-Travers, ils leur auraient rendu sans doute *flagellations* pour *flagellations* : l'intention ne leur manquait pas peut-être. Les roues du char de l'Etat ont crié très fort lors de la question des chemins de fer et lors de celle du titre pour les ouvrages d'orfèvrerie. Trois cent trente-deux fabricants d'horlogerie, dont un grand nombre républicains prononcés, ont porté ce jugement sur les articles additionnels de la loi du titre : « Elle vient de subir une altération grave dans son principe, dangereuse dans son application, mortifiante pour les nombreux intéressés et incompréhensible dans les formes qui ont été suivies pour atteindre à ce but. » Je n'ai assurément rien dit de plus fort, dans cet ouvrage, d'aucun des actes de la république.

Que de paroles amères ont été échangées entre républicains dans le sein même du grand-conseil et au su et vu de tout le pays, surtout à l'époque de la crise gouvernementale, et lors de la démission de la majorité des membres du conseil d'Etat (février 1853)! Qu'a dit de deux de ses collègues au conseil d'Etat le vice-président de ce corps? « Il est d'accord sur la convenance d'une opposition dans un corps délibérant; mais autre chose est l'opposition loyale, franche, consciencieuse, autre chose l'opposition systématique.

que. On y arrive en dépit de soi-même, par suite d'influences extérieures ; on ne veut plus écouter ses adversaires, lors même qu'au fond de la conscience on sent que ceux-ci n'ont pas tort. » Et la minorité du conseil d'Etat a gardé le silence sous le coup d'une accusation aussi formelle de *déloyauté* et de *manque de conscience* ! Pendant les cent quarante-cinq années du gouvernement royal, il n'y a pas eu certainement un pareil scandale de division et de déchirement entre les membres du conseil d'Etat. Quelle fraternité républicaine ! Comme aussi quelle reconnaissance envers la cheville ouvrière de la république, M. Piaget, qu'on renvoie en réalité, tout en lui refusant en apparence sa démission, après lui avoir donné un soufflet sur les deux joues ; et envers le vieux révolutionnaire de 1831, le républicain incarné Er. Borel, dont on n'accepte pas les services, bien qu'il les offre, et que le grand-conseil oublie même de remercier, en lui donnant son congé ! — L'oubli fut réparé le lendemain ; mais quelle réparation ! elle retournait le poignard dans la plaie.

Alexandre Dumas comptait en France quatre classes de républicains : les républicains, les républicueurs, les républicuistes et les républicuets. N'en trouverait-on pas de même de toutes les couleurs dans notre pays ? *La discorde est au camp....* du premier mars. Et ce qui s'y passe, n'est-il pas une éclatante confirmation de la manière de voir du chancelier de Montmollin sur la difficulté de rendre les Neuchâtelois républicains, difficulté devant résulter surtout de celle qu'il y aurait à *mettre tant de têtes différentes sous un même bonnet* ?

Que de fois, en écrivant cet ouvrage, je me rappelle cette sentence extrêmement judicieuse d'un de nos adversaires politiques, M. James Fazy : « Telle chose peut se présenter d'abord comme un progrès, qui, l'expérience venant, ne paraît plus qu'un abus. » Dans son ouvrage inti-

tulé : *La démocratie en Suisse*, le professeur A.-E. Cherbuliez disait, en parlant de l'extension exagérée du principe démocratique : « Cet éveil et cet essor donnés en même temps à des instincts pervers ou ignobles, sont particulièrement dangereux dans un pays tel que la Suisse. »

Je n'examinerai pas ici si l'ultra-démocratie ou *démocratie nouvelle*, dont il faut bien distinguer l'antique et historique *démocratie* des Petits-Cantons, est réellement plus *dangereuse en Suisse* qu'ailleurs ; mais je dis qu'elle l'est partout.

Une condition de rigueur, suivant un grand nombre, pour avoir la liberté, l'égalité et la fraternité, c'est la souveraineté du peuple. Voilà un mot d'autant plus propre à fourvoyer des esprits légers et inattentifs qu'il a un sens vrai et un sens faux tout ensemble. Oui, il y a une souveraineté du peuple vraie, en prenant le mot *peuple* dans le sens de l'ensemble des classes d'hommes qui composent une nation ; mais on le prend bien plus souvent maintenant dans le sens d'une partie seulement des classes de la société ; et voilà l'origine de monstrueuses erreurs.

Les hommes se laissent prendre si souvent par des mots ! Les Anglais se croyaient beaucoup plus libres sous un *Protecteur* que sous leurs *rois* ; et pourtant ils l'étaient infiniment moins. Les Français croyaient l'être beaucoup plus sous le *Président* Louis-Napoléon que sous le *roi* Louis-Philippe. *Protecteur* et *Président*, ces deux titres fort modestes déguisaient aux yeux du peuple le pouvoir énorme dont étaient investis ceux qui les portaient.

Le président du conseil d'Etat a exposé sur la souveraineté du peuple une théorie qui a dû faire ouvrir de grands yeux à quelques-uns. « Le peuple, a-t-il dit dans une séance du grand-conseil, n'est souverain, dans toute l'étendue du mot, qu'en temps de révolution. Du moment où la constitution a été acceptée, il a été bridé par cette constitution

qu'il doit observer. Il est souverain constitutionnellement. » *On le lui fit bien voir*, dirons-nous avec Lafontaine, — en défendant au peuple de demander la révision de la constitution avant neuf ans ; — en refusant de valider des élections faites par le peuple (genre de refus qui n'était guère connu sous la monarchie), et en bien d'autres occasions encore.

En vérité, les démocrates les plus prononcés font, en certaines occasions, bon marché de cette souveraineté du peuple dont, d'ailleurs, ils élèvent si haut le drapeau : ils tournent prestement la casaque, selon le besoin. Dans la séance du grand-conseil du 24 février (1853), s'agissant de la démission de la majorité des membres du conseil d'Etat, un orateur s'exprimait ainsi : « La tranquillité publique fait un devoir au grand-conseil de prendre une résolution définitive ; car les populations pourraient s'agiter et faire ce que le grand-conseil n'aurait pas eu le courage de faire ; *il faut éviter qu'elles aient à s'occuper d'affaires pareilles.* »

Il est assez curieux et intéressant de rapprocher de ces paroles celles-ci, que prononçait, à-peu-près à la même époque, le coryphée de la démocratie genevoise, dans une assemblée populaire à Chantepoulet : « Il y a une grande importance à ce que *le peuple* ne veuille pas *se mêler trop directement* en certaines occasions *de gouverner* en la place de ses mandataires. » Voilà donc comment les démocrates s'accordent à traiter *leur souverain* !

Mettons en parallèle, avec ces paroles de deux démocrates, celles-ci du Grand-Frédéric, souverain absolu : « Le Roi est le premier serviteur de l'Etat. »

Le peuple *souverain* fait pendant une minute seulement acte de *souveraineté* ; c'est au moment où il laisse tomber son bulletin ou sa ballote dans l'urne électorale ; la minute d'après il a déjà abdiqué sa souveraineté. On peut donc très bien résumer cette *souveraineté du peuple* dans les républiques

ultra-démocratiques et prétendues représentatives, par ce mot que cite Victor Hugo : « Attendu que tu es souverain, tu vas te donner un maître. »

Quant à la devise que les partisans de la *souveraineté du peuple* inscrivent sur leur drapeau : *Liberté, Égalité, Fraternité*, elle pourrait bien souvent être en place..... comme *épitaphe*.

CHAPITRE V.

PERTES DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE.

Chez tous les peuples il y a trois espèces de sociétés, la société civile, la société religieuse et la société domestique. Pour savoir ce qu'est un peuple, il faut l'observer, l'étudier sous ce triple rapport. Nous avons déjà indiqué bien des pertes faites dans notre pays par les trois sociétés depuis cinq années. Nous en avons d'autres à indiquer encore, que nous rangerons sous ces trois chefs, en commençant par la société civile.

Cette société ne peut exister sans lois qui la régissent. Pour atteindre le but, elles doivent être, en premier lieu, suivant la définition qu'en a donnée un grand écrivain, « les résultats des rapports qui existent entre les choses, » en d'autres termes, appropriées au peuple auquel elles sont données. C'est là un point sur lequel nous nous sommes suffisamment étendus, en parlant de ce que nos lois récentes avaient *d'étranger*.

En second lieu, les lois doivent être peu nombreuses; autrement on ne peut plus s'y reconnaître : elles deviennent comme un dédale où l'on se perd. La France a plus de quatre-vingt mille lois, arrêts et décrets ayant force de loi,

qu'elle doit surtout à ses nombreux changements de régime. Il y a là ample matière à la chicane. La république neuchâtoise n'est-elle pas entrée dans la même voie? Il serait difficile de faire l'énumération de toutes les lois dont le grand-conseil a doté le pays. J'en compte cinquante-quatre (y comprise la Constitution), au nombre desquelles six décrets équivalant à des lois. Pendant ses dix-huit ans d'existence, le corps législatif n'en avait voté qu'un bien petit nombre, pas le quart de ce chiffre; et c'était déjà trop aux yeux de bien des Neuchâtelois qui avaient le sentiment qu'il ne fallait pas un grand nombre de lois; de là ce mot bien connu d'un de nos villageois : « Toutes les fois que le corps législatif fait une nouvelle loi, le pays devrait prendre le deuil. » A ce compte-là, il n'y aurait pas assez d'étoffe noire dans le canton pour répondre actuellement au besoin. Les lois nombreuses ont d'ailleurs un inconvénient presque inévitable, c'est celui de se contredire les unes les autres sur divers points, surtout faites à coups de votation, comme cela a lieu dans un corps nombreux et dans un corps dont le personnel change d'années en années.

La conséquence, l'accord des lois les unes avec les autres, est un troisième caractère des bonnes lois. Or pour peu qu'on examine celles de notre jeune république, on y découvre de nombreuses contradictions, dont quelques-unes dans la même loi. Un des constituants l'a reconnu avant moi. « Je ne puis m'empêcher, a dit M. W. Favre, de m'élever contre les contradictions que notre constitution renferme. A vrai dire, notre constitution garantit tout, et en fait ne garantit rien. Voyez plutôt : La séparation des pouvoirs? mais les deux pouvoirs de l'Etat sont mariés ensemble. La liberté des cultes? mais ils sont placés sous la suprématie de l'Etat. »

Néanmoins M. Piaget a caractérisé notre ancienne législation de la manière suivante : « Nous n'avions pas de code,

puisque nous n'avions qu'un chaos.» N'est-ce pas là, s'il m'est permis d'employer cette locution vulgaire, la pelle qui se moque du fourgon?

Pour que les lois soient appropriées et conséquentes les unes avec les autres, une condition de rigueur est qu'elles soient faites avec maturité, qu'on ne puisse pas les appeler, avec un écrivain moderne, des lois d'aventure. Ce quatrième caractère des bonnes lois est-il celui des lois de la république neuchâteloise? Quelques-unes, pour ne pas dire la plupart, n'ont-elles pas été en quelque sorte improvisées? De là les fréquents changements qui y ont été apportés : ce qui croît trop rapidement, ce qui pousse comme des champignons, n'est pas de durée. Or la permanence est un cinquième caractère des bonnes lois. Leurs changements incessants leur ôtent beaucoup de leur autorité. C'est conformément à ce principe que Solon, ayant donné des lois à Athènes, fit prêter serment à tous les corps de l'Etat, solennellement assemblés dans le temple, de les maintenir religieusement durant dix années; et voulant s'affranchir de toute réclamation, il s'absenta pour tout ce temps. Toutes les lois de la république neuchâteloise ont moins de cinq ans; et pourtant combien d'articles en ont été déjà changés! La loi sur le titre des matières d'or et d'argent n'était pas encore promulguée, que déjà une nouvelle votation la modifiait dans son essence!... en ajoutant à la loi cet article : « Les dispositions de la présente loi ne sont applicables, en ce qui concerne les articles de bijouterie et d'orfèvrerie, qu'à ceux de ces articles exposés en vente dans ce pays. » Un membre de la droite, après avoir attaqué l'article additionnel *au fond*, a dit, avec une parfaite justesse : « Quant à *la forme* de procéder, après une très-longue discussion, après avoir entendu les hommes compétents et des milliers de pétitionnaires intéressés, le grand-conseil est arrivé péniblement à chef d'une loi, et nous irions la modifier tôt après, dans une assemblée peu revêtue, et où

précisément ceux qui ont appuyé le principe de la loi se trouvent absents. Dans quinze jours la nouvelle loi pourra être renversée ! Rien de plus fâcheux en législation que ces variations continuelles⁽¹⁾.» Voici ce que dit sur les changements fréquents dans les lois, l'auteur d'un ouvrage dont je n'ai cité jusqu'ici que le titre (*La Politique tirée de l'Ecriture-Sainte*) : « On perd la vénération pour les lois, quand on les voit si souvent changées. C'est alors que les nations semblent chanceler comme troublées et prises de vin, ainsi que parle le prophète. Quand les lois sont variables et sans consistance, elles cessent d'être lois. »

En sixième lieu, une loi ne doit pas être draconienne, elle ne doit pas être d'une sévérité excessive. Or la loi de haute trahison votée en 1852 ne pèche-t-elle pas par ce côté-là, comme par plusieurs autres ? Un journal alle-

(1) Ces variations sont inévitables dans un grand-conseil omnipotent et placé en dehors de toute base historique. On en a vu une preuve de plus dans la séance même où le grand-conseil venait de se déjuger immédiatement par son vote sur le titre des matières d'or et d'argent. Un membre de l'extrême gauche ayant proposé d'allouer 800 fr. au propriétaire d'une maison incendiée la veille à Saint-Martin, cette proposition insolite est combattue, et le renvoi au conseil d'Etat demandé. Mais celui qui l'a faite persiste et dit : « Le rapport du conseil d'Etat sera défavorable. On parle d'antécédents ; mais le grand-conseil n'y regarde pas de si près : il fait et défait ce qu'il veut. » Sa proposition est adoptée, ... et avec elle aussi sans doute sa manière de voir sur la conséquence des actes du pouvoir législatif. Au reste cette mutabilité journalière des lois doit naturellement donner toute liberté de les juger ; car telle loi d'hier peut être changée demain, ... par conséquent critiquée très-convenablement aujourd'hui. — Et qu'on ne s'imagine pas qu'en blâmant ici la variation des lois de la république, je me mette en contradiction avec la critique que j'ai faite précédemment de cet article de la constitution : « La constitution ne pourra être révisée avant neuf ans. » Si elle eût été l'œuvre du temps et de l'expérience, faite avec maturité, très-bien faite en un mot, rien de mieux que cet article. On me dira qu'on n'avait pas le loisir de la faire avec soin et en en pesant tous les articles. A quoi je répondrai, que même en peu de temps on eût pu aisément la faire meilleure ; qu'il vaudrait infiniment mieux la réviser que la violer ; que les modifications qui y sont apportées par le pouvoir à son profit, selon le besoin qu'il en a, ou les commodités du moment, ne sont pas toujours, il s'en faut bien, des perfectionnements. Enfin et surtout, s'il n'y avait pas en effet moyen de se hâter lentement dans la confection de la loi fondamentale, attendu l'urgence des circonstances, je répondrai : « Et je conclus toujours..... »

mand l'a appelée *Hochverraths- oder Inquisitionen-Gesetz, diese halb Spanische, halb Tibersche Copie* (loi de haute trahison ou d'inquisition, copie moitié espagnole, moitié tibérienne). En outre comment un telle loi s'accorde-t-elle avec les mots de fraternité et de philanthropie qu'ont sans cesse à la bouche la plupart de ceux qui l'ont votée?

C'est un axiome de la jurisprudence que les lois ne doivent jamais avoir d'effet rétroactif. Or c'est une loi à faire, et non une loi faite sur les incompatibilités de personnes pour cause de parenté dans les justices de paix, qui a essentiellement et ostensiblement motivé le refus du grand-conseil de ratifier en 1848 les élections de deux juges de paix et de quatre assesseurs faites par des populations qui croyaient à une liberté de choix complète.

Enfin une loi doit sortir son effet, une fois qu'elle a été promulguée, surtout de la part de ceux qui l'ont faite. La Constitution est la première loi, la loi fondamentale de l'Etat. Or sur les 76 articles dont elle se compose, 30, je me ferais fort de le prouver, ont été inobservés ou violés par le pouvoir. Faut-il beaucoup s'en étonner? Une révolution, qui est la violation de la loi, de la loi fondamentale, n'apprend pas naturellement à respecter la loi. « Est-ce en vertu de la loi que vous avez proclamé la révolution? Est-ce en vertu de la loi qu'on a décrété l'incarcération de l'ex-conseil d'Etat? Non certes, c'est en vertu de la révolution. » Ce n'est pas moi qui prononce ces paroles : elles sont d'un des principaux orateurs de la Constituante, M. Steck. Et plusieurs autres constituants ont fait des aveux semblables. C'est ainsi que M. Girard, voulant faire payer aux conseillers d'Etat incarcérés une somme d'argent, motiva son vote, en disant : « Plus d'un membre du gouvernement dit que c'est illégal de les faire payer. Messieurs, la révolution est elle-même illégale. » D'accord.... mais quel antécédent pour faire respecter plus tard la légalité! Aussi voyez quelles idées mons-

trueuses d'illégalité, se sont produites au sein de la Constituante! Un de ses membres (C^s Calame) « n'hésite pas, par mesure de haute politique, à reconnaître l'assemblée (constituante) comme accusateur, partie et juge tout à la fois, et à l'accepter comme telle. » !!

J'ai parlé de trente articles de la Constitution inobservés ou violés par le pouvoir lui-même : je dois confirmer mon dire au moins par un petit nombre d'exemples. L'art. 30 de la Constitution est ainsi conçu : « Tout citoyen neuchâtelois, âgé de vingt-cinq ans révolus et domicilié dans le canton, est éligible » (au grand-conseil). Et quand la constitution ne dirait pas que *le domicile* est une condition de rigueur pour la validité d'une élection, le simple bon sens suffirait pour prescrire cette condition. Eh bien, pendant plusieurs années quatre membres du grand-conseil étaient *domiciliés*, deux à Berne, l'un au canton de Fribourg, et le quatrième au Val de Saint-Imier! Or, encore une fois, si la loi doit être observée par quelqu'un, n'est-ce pas, en tout premier lieu, par le législateur? La constitution a un article, le 16^e, qui porte : « Toutes les personnes domiciliées dans le canton, toutes celles qui y possèdent un immeuble,.... contribuent indistinctement aux charges de l'Etat, dans la proportion de leur fortune et de leurs ressources. » L'adjectif de *proportion* est sans doute *proportionnel*. L'impôt *proportionnel* était donc le seul impôt en rapport avec l'art. 16, et l'impôt *progressif*, une violation patente de la loi fondamentale.

La constitution avait promis une cour de cassation pour les causes criminelles. « Art. 51. En matière criminelle, la cour d'Appel aura les attributions de cour de cassation. » Il était d'autant plus convenable d'observer cet article de la constitution, que le tribunal criminel est composé de juges *tous* nommés *annuellement* par le pouvoir, par le conseil d'Etat. Eh bien, d'après une loi promulguée en 1848 et révisée en

1850, les fonctions de juges ayant à prononcer sur les biens, l'honneur, la liberté, la vie des citoyens, sont remises à *un seul tribunal*! le tribunal criminel, qui juge en première et dernière instance! Cette loi particulière n'est-elle pas en complète opposition avec la loi générale et fondamentale, c'est-à-dire avec la constitution? en contradiction non-seulement avec l'art. 51, mais encore avec le 13^e : «Nul ne peut être distrait de ses juges naturels. Il ne pourra jamais être établi de tribunaux temporaires exceptionnels.» N'était-on pas autorisé à entendre par *juges naturels* ceux que promettait la Constitution, en particulier les *jurés* (dont nous parlerons tout-à-l'heure)? Et ainsi les tribunaux actuels ne sont-ils pas jugés, à l'avance, par la Constitution et *temporaires et exceptionnels*?

Je pourrais aussi rappeler à cette occasion le *tribunal d'enquête*, dont l'établissement était doublement en opposition avec la Constitution, étant non-seulement *temporaire et exceptionnel*, mais encore inconstitutionnellement composé de deux membres du pouvoir administratif (la Constitution distingue nettement le pouvoir judiciaire du pouvoir administratif). Un membre du grand-conseil a dit dans une assemblée de ce corps, et sans trouver de contradicteurs : «La commission d'enquête a fait arrêter et garder au château des personnes pendant plusieurs jours, jusqu'à huit et neuf jours, sans les transférer aux tribunaux.»

La Constitution avait promis le jury. Ce n'est pas ici le lieu et le moment d'examiner les avantages et les inconvénients de cette institution. Si les avantages l'emportent sur les inconvénients, c'est dans les époques d'agitations politiques, où cette institution garantit une plus grande impartialité de la part des tribunaux, les jurés étant choisis par le sort qui n'est d'aucun parti (car nous ne parlons pas du *jury en colère* de M. Druey).... Mais ici nous nous bornons à signaler l'inexécution de la constitution, dont l'art. 53 dit

expressément : « En matière criminelle, pour délits de presse et délits politiques, l'institution du jury est garantie : » Et qu'on n'allègue pas, pour excuser cette inexécution de la loi, comme l'a fait M. Thomas dans la ville fédérale, les travaux herculéens de nos conseillers d'Etat « qui n'ont pas pu jusqu'ici s'occuper à mettre en rapport nos institutions judiciaires avec la Constitution. » Une telle excuse ne pourrait avoir quelque valeur que pour des enfants. Quel homme parvenu à l'âge de raison ignore que les jurés (ou le jury de jugement, comme on l'a appelé quelque temps en France, pour le distinguer du jury d'accusation) que les jurés prononcent sur *le fait* et non sur *le droit* ; qu'ils déclarent simplement si l'accusé est coupable, oui ou non, des actes qu'on lui impute ? Je pose en fait que même dans l'état actuel de la législation du pays, et en l'absence d'un code pénal, le grand-conseil pourrait très-bien décider, dès aujourd'hui, *s'il le voulait*, qu'à sa prochaine session il réglerait l'institution du jury. S'il renvoie aux Calendes grecques de prendre cette décision, c'est qu'il y a là un dessous de cartes qui doit sauter aux yeux des moins clairvoyants. En refusant, malgré la Constitution, d'instituer le jugement par jury, la république n'en prononce-t-elle point un contre elle-même ?

Le cumul est un des abus qu'on a le plus mis en avant pour motiver la révolution. Une nouvelle Constitution devait donc le faire disparaître. Aussi voyez que d'articles de cette Constitution destinés, semblait-il, à le rendre impossible ! ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Il est surtout une classe de personnes à laquelle on a voulu interdire absolument les cumuls, celle des pasteurs. L'article 44 de la loi ecclésiastique porte : « Les fonctions des pasteurs sont incompatibles avec tout autre emploi public salarié, à l'exception des chaires de théologie. » Je voudrais bien savoir du légiste qui a proposé et fait adopter cet article, *le motif* de sa sollicitude. Pourquoi les fonctions des professeurs n'ont-elles pas été déclarées également incompatibles avec tout autre emploi public salarié ? Ma question serait peut-être pour plusieurs quelque peu embarrassante. — Sous l'ancien régime, il y avait certainement un assez grand nombre de *cumuls*, mais presque exclusivement cumuls de fonctions gratuites. Sous le nouveau, qu'avec la meilleure volonté du

Art. 19: « Le peuple exerce la souveraineté par le concours de trois pouvoirs distincts et séparés : le pouvoir législatif; le pouvoir exécutif et administratif; le pouvoir judiciaire. »

Art. 50: « Le pouvoir judiciaire est séparé du pouvoir législatif et du pouvoir administratif, » etc. Ne semblait-il pas que ces articles dussent être entendus dans le sens des incompatibilités de personnes, aussi bien que des incompatibilités d'attributions? Or tous les conseillers d'Etat (sauf un), presque tous les préfets (quatre sur six), cinq des juges de paix, et combien d'autres fonctionnaires de la république, sont membres du grand-conseil! Il deviendrait même possible que ce corps ne fût composé que des hommes exerçant le pouvoir exécutif, le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire; que le président du conseil d'Etat fût en même temps celui du grand-conseil et celui de la cour d'appel, etc.; mais, dans ce cas, les art. 19 et 50 de la constitution auraient-ils donc encore quelque sens?

Et si le tribunal d'enquête établi en janvier 1849 était une

monde on ne saurait caractériser par l'épithète à *bon marché*, il y en a un nombre à-peu-près égal, mais presque exclusivement de fonctions salariées : tout se paie, jusqu'aux séances des principales commissions, de la commission d'Etat pour l'éducation publique, des commissions du grand-conseil et de plusieurs autres. Au budget de 1849, nous trouvons, par exemple, le poste de L. 800 pour commission législative et autres commissions. N'a-t-on pas vu plus d'une fois des membres du grand-conseil qui l'étaient en même temps du conseil de la Bourgeoisie de Neuchâtel, retirer, le même jour, doubles émoluments, le matin, pour avoir siégé au château, l'après-midi, pour avoir siégé à l'hôtel-de-ville? Il y a donc sous la république des cumuls de tout genre. Aussi le mot *cumular* a-t-il été créé chez nous sous la république : pour des choses nouvelles il faut bien des noms nouveaux. Qu'auraient dit de cumuls semblables, s'ils avaient eu lieu sous la monarchie, quelques-uns des républicains à l'occasion desquels ce mot nouveau a été inventé, eux qui critiquaient si fort les cumuls de l'ancien régime, si différents pourtant de ceux du nouveau? Avec quel droit et quel avantage nous pouvons donc renvoyer l'accusation aux accusateurs! Un des constituants, M. W. Favre, n'avait-il pas le pressentiment du peu de compte que l'on tiendrait de l'art. 19 de la Constitution, que nous avons rappelé plus haut, quand il s'exprimait ainsi sur cet article : « Ne dites pas que les pouvoirs sont distincts et séparés : c'est jeter de la poudre aux yeux du peuple; car le fait est contestable, et je le conteste. »

grave atteinte portée à ces articles, comme nous l'avons déjà fait voir, une double, une triple atteinte n'y était-elle pas portée par la loi du 31 juillet 1852? loi tout *exceptionnelle* (comme le tribunal d'enquête était exceptionnel), loi d'après laquelle tout individu prévenu du crime de haute trahison sera sur-le-champ mis en état d'arrestation par l'autorité administrative, livré au tribunal compétent et décrété de prise de corps; d'après laquelle, dans tous les cas prévus par elle, l'autorité administrative peut procéder aux informations nécessaires pour la recherche du crime ou délit, et pour établir les premiers éléments de la prévention, en outre procéder à des visites domiciliaires, etc. M. Grandpierre paraît avoir exprimé la pensée des membres du grand-conseil qui ont voté la loi du 31 juillet, quand il a dit: « Les opposants invoquent tantôt l'un, tantôt l'autre des articles de la Constitution. L'article essentiel de la Constitution est l'article 1^{er}: « *Le canton de Neuchâtel est une république démocratique.* » La révolution a été faite pour avoir la république, et non pour avoir le jury. » Très-bien; mais alors que deviennent les garanties contenues dans la constitution, qui lie bien les citoyens, mais nullement le pouvoir? Il est assurément difficile de professer plus nûment l'arbitraire et la doctrine *du bon plaisir* que ne l'a fait dans cette occasion, et, peut-être aussi dans d'autres, l'ancien et presque inamovible président du grand-conseil.

Au moment même où je livre ces lignes à l'impression, M. Grandpierre entre au conseil d'Etat par une porte qu'il n'est pas possible d'appeler *constitutionnelle*, par suite du décret du grand-conseil qui a prononcé, le 23 mai, la dissolution du conseil d'Etat. Ce décret, dont on ne trouverait sans doute pas l'analogue dans les délibérations d'aucun grand-conseil suisse, a été l'expédient imaginé pour renvoyer deux conseillers d'Etat qui ne consentaient pas à donner leur démission. On l'a motivé en alléguant la nécessité; il est dou-

teux qu'il y eût *nécessité* en effet ; mais ce qui ne l'est pas, c'est que le décret est un coup d'Etat, une violation de la constitution et de la loi. (Voyez toute la presse suisse, du moins celle qui a quelque valeur.)

Les lois empruntent une grande partie de leur valeur de la valeur même des juges dont elles doivent dicter les jugements, et des administrateurs dont elles doivent régler les actes.

La nomination des juges, telle qu'elle a lieu maintenant, donne-t-elle bien des garanties pour l'impartialité et l'indépendance de leurs jugements ? (on comprend que je parle ici de l'institution, et non pas des personnes qui peuvent valoir beaucoup mieux qu'elle). En tout premier lieu, je suis frappé d'un fait qui, à ce qu'il paraît, tend à devenir de jour en jour plus commun et plus sensible ; c'est à savoir du nombre de procès et de différends qui, depuis quelques années, se voient par arbitrage. C'est là la preuve que bien des Neuchâtelois aiment mieux les juges de leur choix que ceux que nomme le pouvoir ⁽¹⁾, et l'explication d'un fait dont le pouvoir se fait honneur mal à-propos, savoir du nombre peu considérable des causes portées actuellement devant les autorités judiciaires.

Dans la plupart des Etats, l'inaMOVibilité des juges est une des garanties que la loi a jugées nécessaires. Bien loin qu'il en soit ainsi dans la république neuchâteloise, le président et les juges civils ne sont nommés que pour le terme de quatre ans, et les juges criminels, que pour un an ! Et ils le sont par le pouvoir ! Un des orateurs du grand-conseil a dit très à-propos de la disposition de la loi qui attribue au gou-

(1) Sans parler d'un grand nombre de cas, où des personnes qui auraient des réclamations à faire, aiment mieux y renoncer que de courir les chances de frais devenus, sous le nouveau régime, bien plus considérables qu'ils ne l'étaient sous l'ancien.

vernement la nomination *annuelle* des juges correctionnels et criminels : « Je défie qu'on me cite un seul pays en Europe, même absolutiste, où un pareil système existe. »

Le jury pourrait diminuer l'inconvénient de cette amovibilité à terme si court ; mais, comme nous l'avons déjà fait observer, nous ne l'avons pas.

L'art. 55 de la loi sur les contraventions et délits réserve la ratification du grand-conseil pour les nominations des juges ; mais aucune observation de la part des membres de ce corps (voyez le procès-verbal de la séance du 19 juin) ne pouvant avoir lieu à l'occasion de la liste de présentation, et aucune question ne leur étant permise sur les personnes proposées par le conseil d'Etat, il est évident que l'article précité n'est là que pour la bonne façon : comment les membres du grand-conseil peuvent-ils connaître les futurs juges, les connaître tous ou même la plupart ? Aussi, lors des dernières nominations, la liste a-t-elle passé en son entier.

Non-seulement les dix-huit juges criminels et les deux cent seize juges correctionnels sont à la nomination du conseil d'Etat, mais encore les membres de la Cour d'appel, mais encore les deux juges qui composent, avec le président de cette cour, la Chambre des mises en accusation, le sont également ! ⁽¹⁾ Il faut avoir un certain aplomb pour pouvoir dire, après cela, comme l'a fait M. l'ancien avocat Piaget dans une séance du grand-conseil : « Il n'existe pas de pays en Europe où le pouvoir judiciaire soit aussi indépendant qu'il l'est à Neuchâtel. » Si, dans une conversation (qu'il n'est pas

⁽¹⁾ Et que sera-ce, si l'on rapproche ce droit du conseil d'Etat de celui que prétend avoir le grand-conseil d'annuler des nominations de juges de paix et d'assesseurs faites par le peuple, comme il l'a fait dans une occasion précédemment citée ? Voici comment le président du conseil d'Etat a exposé sur ce point sa théorie et motivé son vote : « Je le dis franchement et hautement : j'ai refusé les ratifications de ces personnes, sans m'inquiéter des degrés de parenté, parce que ce sont des personnes qui nous sont hostiles au dernier point, et avec lesquelles il serait impossible d'avoir des relations. » — Cela est-il clair ?

probable que j'aie jamais avec M. Piaget), je l'entendais répéter un tel propos, je serais bien tenté de lui riposter par ces mots que dit un jour le général Oudinot à un Neuchâtelois conteur de fagots : « Croyez-vous que nous croyons que vous croyez qu'on vous croie ? » M. Gonzalve Petitpierre lui-même nous donnerait ici gain de cause ; car voici les paroles que lui met à la bouche le bulletin de la constituante : « Ce serait attribuer au conseil d'Etat une suprématie peut-être dangereuse, et, dans tous les cas, attentatoire à l'indépendance que doit posséder le juge, que d'accorder à l'autorité exécutive supérieure le droit de nommer les membres de la cour suprême, lors même que le grand-conseil aura à ratifier le choix qui sera fait. »

Que l'on compare les garanties des justiciables sous l'ancien régime avec celles qu'ils ont sous le nouveau. Par exemple, les juges d'instruction, dans la ville de Neuchâtel, étaient les Quatre-Ministres, et dans les autres juridictions, cinq justiciers. Les Quatre-Ministres étaient nommés par un corps autre que le conseil d'Etat, par le conseil de la *Bourgeoisie* ; les justiciers dans les autres juridictions l'étaient bien par le conseil d'Etat, mais sur une présentation de deux membres faite par les communes, tandis que les juges d'instruction, sous la république, sont nommés, comme les autres, par le pouvoir. La devise *parlante* de la république est : *tout pour le peuple et par le peuple* ; la devise *réelle* ne serait-elle pas plutôt : *tout pour le pouvoir et par le pouvoir* ?

Voilà pour les juges, et voici pour les administrateurs. Le pays a-t-il gagné au changement, soit sous le rapport de leur application à leurs fonctions, soit sous le rapport de leur capacité, soit sous celui de leur considération ? On comprend que je dois me renfermer ici dans des généralités. Chacun, dans chaque localité, doit faire, par devers lui et pour ce qu'il en sait, la réponse à cette question. Je me bornerai ici

à deux ou trois observations ; la première, que les membres du grand-conseil ne sont guère des exemples d'assiduité ; qu'il n'est fait mention d'un certain nombre d'entre eux, dans les procès-verbaux, que pour constater leur absence ; qu'assez souvent le nombre de députés nécessaire pour valider la votation, le *quorum* réglementaire, a été à peine atteint ; que même il ne l'a pas toujours été : par exemple, dans la séance du 13 septembre 1848, vingt-neuf absences, et, à un second appel, trente-neuf ; le 2 novembre, vingt absences, le 25 novembre, trente-deux. Il eût semblé pourtant que, si près du 1^{er} mars, on eût dû voir quelque chose du premier zèle et *du balai neuf*. Plus tard *l'absentéisme* n'a pas diminué ; il a au contraire augmenté encore. Ainsi le 27 mars 1849, au commencement de la séance, quarante-un députés étaient absents, et, à la fin, quarante-six ! Le 18 février 1850, l'assemblée n'étant pas en nombre, la séance est levée à deux heures et un quart. Le 10 juin même année, quarante députés seulement répondent à l'appel : la séance est levée forcément. Le 4 juin et le 21 août 1849, M. Grandjean propose au grand-conseil de faire insérer dans les deux journaux du canton les noms des membres absents non excusés, motivant sa proposition sur ce que « les séances ont été fréquemment interrompues ces deux derniers jours, vu que le nombre des députés présents n'atteignait que tout juste le chiffre du *quorum* fixé par le règlement, et que le grand nombre des absences ont mis l'assemblée dans la nécessité de terminer la session plus tôt que cela n'aurait dû avoir lieu. » Et pourtant les grands-conseillers sont payés, et bien payés, tandis que leurs prédécesseurs du corps-législatif ne l'étaient point. Les émoluments pour séances (56 séances) et indemnités pour frais de route se sont montés, en 1849, à L. 14,600, en 1850, à L. 8,742 » 18 » 6. Cela ne rend-il pas l'assiduité au grand-conseil doublement obligatoire ? Ce peu d'assiduité des membres du conseil souverain ne peut-il pas donner, jus-

qu'à un certain point, la mesure du peu d'assiduité et d'application des administrateurs nommés par lui?... quoi qu'en ait dit un des constituants : « Nous aurons moins d'employés, mais nous les payerons, pour qu'ils travaillent, pour qu'ils n'arrivent pas à l'état du désordre, du travail mal fait, mal compris, comme c'était le cas sous l'ancien régime; » (F. Lambelet) et un autre constituant (Montandon), qui prédisait « qu'à l'avenir on n'aurait plus cette masse de fonctionnaires, mais des employés qui travailleraient du matin au soir. » M. Montandon a dit encore : « L'ancien gouvernement était composé de gens riches, qui avaient leurs bureaux en ville ou chez eux. Il y avait de grandes souffrances dans les affaires, parce qu'il fallait courir chez ces messieurs, qui quelquefois étaient à la campagne, et en général se gênaient peu pour le public. » C'était une assez grande maladresse de la part de M. Montandon que de parler là *du public*, qui a pu faire la comparaison. Qu'on interroge, par exemple, *un public* qui a droit à un intérêt tout particulier, je veux parler des petits et des pauvres.... Les anciens administrateurs et fonctionnaires de l'Etat n'ont à craindre la comparaison avec leurs successeurs, sous aucun des trois rapports indiqués plus haut.

Rien de plus délicat et de plus difficile que le maniement des deniers publics. Les plus hauts fonctionnaires de la république ont été en général d'une sévérité exorbitante à l'égard de l'ancienne administration, surtout pour sa gestion financière; d'une sévérité au prix de laquelle n'eût rien été celle de Caton le censeur. Ils ont épluché minutieusement les comptes, y ont signalé des erreurs, des omissions, des vides, des déficits qui n'existaient que dans leur imagination, et qui ne prouvaient qu'une chose, c'est à savoir le désir, le besoin de trouver leurs prédécesseurs en faute.

Blâmer toujours autrui, c'est dire qu'on fait mieux.

N'était-ce pas là prendre solennellement avec le public un engagement particulier de ne présenter, eux, jamais que des comptes apurés à dire de maître, clairs comme le jour, limpides comme le cristal? Néanmoins en a-t-il été tout-à-fait ainsi de ceux qu'ont présentés surtout les directeurs du département militaire..... quand encore ils les ont présentés; car c'est là, si nous ne nous trompons, une petite formalité dont s'est dispensé tout particulièrement M. Steck, et sur l'omission de laquelle on ne l'a pas trop chicané dans le grand-conseil ⁽¹⁾. Il est bien vrai que quand un jour on de-

(1) La commission chargée de l'examen des comptes de l'Etat pour l'exercice de 1849, s'est exprimée de la manière suivante: « Votre commission s'était proposé de suivre pour le département militaire le mode d'examen qu'elle a employé pour les autres directions, et qui consiste essentiellement dans la comparaison des divers postes alloués par le budget avec les dépenses en regard de chaque rubrique; mais elle reconnut, après un commencement de travail déjà fort long, l'impossibilité de s'y conformer. Ce motif résulte du vice qui s'est glissé dans l'établissement des comptes de ce département, qui ne contiennent point le détail des rubriques, telles qu'elles figurent au budget; et, par suite, votre commission s'est trouvée obligée d'établir la comparaison des dépenses allouées avec les dépenses réelles d'une manière générale pour tout ce qui touche l'exercice de ce département. Il est à remarquer que parmi les pièces à l'appui, il se trouve bon nombre de notes qui ne sont pas ordonnancées, d'autres qui ne sont point quittancées, et enfin des quittances qui ne sont point appuyées du détail des objets fournis. Il existe également dans ce département des abus de plus d'un genre; ainsi des dépenses d'agrément ou de luxe que quelques officiers font aux dépens de l'Etat, et qui ne sont ordonnancées que par un simple fourrier. Il en est de même des fournitures de chevaux à MM. les officiers. En général les comptes de cette direction sont fort mal tenus, et méritent un blâme. Aussi est-il essentiel que, pour l'avenir, le grand-conseil pose en principe que tout chef de département démissionnaire doit boucler sa comptabilité avant de quitter son poste. » Comme s'il était besoin de *poser en principe* ce qui est de droit commun! J'ai dit *qu'on n'avait pas trop chicané* M. Steck pour son refus de présenter ses comptes. En effet l'ancien directeur reparait, pour la première fois, à la séance du 27 septembre 1850, très-dégagé et *comme si de rien n'était*. Ses premières paroles sont celles-ci: « Si une commune se refuse à faire un règlement, le conseil d'Etat doit l'y obliger.... » phrase qui sans doute suggéra à plus d'un auditeur celle-ci: *Si un chef de département se refuse à faire un règlement de compte, le conseil d'Etat doit l'y obliger*. Pas l'ombre d'une explication sur le passé! Du reste personne ne la lui a demandée. D'une part n'était-ce pas passer condamnation, et d'autre part, passer l'éponge? Que de fois dans notre pays, depuis cinq ans, les hommes en dehors des affaires ont pu être tentés d'appliquer le proverbe: *Passe-moi la manne, je te passerai le séné!*

manda à Scipion l'Africain de rendre ses comptes, il les déchira en présence du peuple, et enleva tous les suffrages en disant : « Romains ! souvenez-vous qu'à pareil jour j'ai vaincu Carthage : allons-en rendre grâce aux Dieux. » Oui, mais M. Steck n'est pas encore un Scipion. Il n'est pas même un maréchal de Villars, pour qu'il lui soit permis de prendre le grand capitaine qui sauva la France à Denain, pour modèle dans la manière de rendre des comptes. Le ministre, à qui le maréchal n'en rendait point, voulut pourtant une fois savoir avec quelques détails l'emploi de 500,000 fr. qu'il lui avait récemment envoyés. Le compte fut dressé très-simplement : « Reçu tel jour 500,000 ; dépensé tels et tels jours 500,000. » Je ne sais pas même si M. Steck a rendu un compte aussi simple et aussi facile ! Après avoir accusé l'ancien conseil d'Etat de falsification dans le dernier bilan de la principauté, il s'était écrié : « Une pareille manière de procéder dans une reddition de comptes est assez patente, pour que la commission se croie dispensée de tout commentaire. » Et une pareille manière d'esquiver une reddition de comptes, dirons-nous à notre tour, n'est-elle pas assez patente, pour nous dispenser de tout commentaire ?

M. Steck, ainsi que plusieurs autres des astres nouveaux qui ont brillé à notre horizon politique en 1848, en a disparu. Que de mutations dans le personnel des administrateurs et fonctionnaires de l'Etat, en particulier des conseillers d'Etat, des directeurs, et des préfets ! Il ne reste plus en place qu'un des membres du gouvernement provisoire ; dans un corps composé de sept personnes, il y a eu treize démissions depuis cinq ans ; la Chaux-de-Fonds en est à son troisième préfet⁽¹⁾, le département militaire, à son cinquième directeur ; et ainsi de bien d'autres administrateurs, ce qui prouve évidemment, ou bien qu'ils en avaient assez, ou bien qu'on avait assez d'eux, l'un ou l'autre...., et peut-être l'un et l'autre.

(1) Même observation sur quatre autres préfectures.

Les mutations fréquentes des administrateurs, comme celles des lois, outre ce qu'elles ont de fâcheux comme symptômes, présentent des inconvénients qu'il n'est pas nécessaire d'énumérer. On comprend que je parle ici en thèse générale; car, dans le cas particulier, je ne saurais dire que tous ceux qui ont quitté la scène, aient laissé bien des regrets. Qui est-ce qui a payé toutes les écoles que ces administrateurs ont faites, soit par trop bonne opinion d'eux-mêmes, soit par défaut d'expérience et de capacité, si ce n'est les administrés?

Tel brille au second rang, qui s'éclipse au premier.

Je ne doute pas que plusieurs de ceux qui avaient été les plus sévères dans leurs jugements sur les anciennes autorités, n'aient été plus d'une fois dans le cas de reconnaître intérieurement, étant eux-mêmes parvenus aux emplois, qu'il n'était pas si facile de les remplir comme il faut qu'ils l'avaient cru auparavant. Sans doute nul n'a mieux compris Charles X et son gouvernement que Louis-Philippe dans plusieurs circonstances de son règne,.... et surtout à son abdication.

CHAPITRE VI.

PERTES DANS LA SOCIÉTÉ RELIGIEUSE.

Une révolution dans la société civile porte toujours plus ou moins atteinte à la société religieuse; or celle-ci est nécessaire à l'autre; en d'autres termes l'Église l'est à l'Etat; car, comme l'a dit un ancien : « Vouloir fonder un Etat sans religion, c'est vouloir bâtir un édifice dans les airs. » Voyons si, dans notre pays, il y a eu, par suite de la révolution,

des pertes dans la société religieuse, comme dans la société civile; ou plutôt constatons-les; car on ne saurait les nier.

Pour faire quelque bien, le clergé doit jouir d'une grande indépendance, quelques-uns même diraient, d'une complète indépendance; mais nous, nous n'irons pas jusque-là; car nous savons que ce serait une impossibilité. Cette grande indépendance nécessaire au clergé était celle dont jouissait le nôtre, dans le temps où existait la Compagnie des pasteurs, et qu'il a perdue depuis quatre ans, de par la loi ecclésiastique.

Le fait seul que le grand-conseil a délibéré sur l'organisation de l'église, qu'il a fait une loi ecclésiastique, était un empiétement sur un domaine qui n'est pas le sien, ou, comme on eût dit autre fois, une main mise sur l'arche sainte. Même d'après les principes de la démocratie la plus prononcée, une nouvelle organisation de l'église, une loi ecclésiastique n'aurait-elle pas dû être élaborée et votée par des hommes que le peuple aurait chargés de cette mission spéciale? Mais quel mandat avait reçu à cet égard le grand-conseil?.... Et quelle organisation de l'église, quelle loi ecclésiastique l'État a-t-il faite!

Jusqu'à présent nous avons cru, avec l'Eglise universelle, que, comme le dit notre catéchisme, « les supérieurs dans l'église sont les pasteurs, que Dieu a établis pour la gouverner. » Mais ainsi n'a pas pensé M. l'ancien directeur des cultes, et ainsi n'a pas dit sa loi ecclésiastique, dont l'article cinq est ainsi conçu : « Les autorités ecclésiastiques sont, sous la réserve de la suprématie attribuée au gouvernement par la constitution :

- a) Les Paroisses ;
- b) Les Colloques de districts ;
- c) Le Synode. »

En vérité il fallait un ordre de choses tel que celui qu'a inauguré le 1^{er} mars 1848, pour donner le jour à une loi

ecclésiastique qui établirait que les premières autorités de l'église sont *les paroisses* ! On se demande quelquefois pourquoi le gouvernement de la république a tenu si fort à ce qu'on ne fît plus apprendre par cœur le catéchisme dans les écoles. On peut donner plusieurs explications de cette mesure. L'une de ces explications ne serait-elle point peut-être que le gouvernement trouvait des inconvénients à ce que les enfants récitassent une *réponse* comme celle que nous venons de rappeler, laquelle est le contraire et la condamnation formelle de l'article 5^e de la loi ecclésiastique ? Pour motiver un amendement à cet article, M. Calame (non pas M. Théodore, ni M. Charles, mais M. Henri,) a très-bien dit : « D'après les notions exactes évangéliques, les pasteurs sont au nombre des autorités ecclésiastiques. »

Sans le vouloir, M. Steck a fait le plus bel éloge de la Compagnie des pasteurs, dont il proposait la suppression, quand il a dit : « C'était une corporation qui, introduite avec la Réformation, a pris racine avec elle, a grandi avec elle, qui résumait et résume encore en soi tous les pouvoirs de l'épiscopat, une corporation qui, au milieu de tous les bouleversements dont l'Europe a été le théâtre, bouleversements qui, depuis plus d'un demi-siècle, ont ou ébranlé ou déplacé tous les pouvoirs, est seule restée debout, intacte, une corporation enfin dont jusqu'ici la stabilité a été telle qu'aucun des nombreux changements de domination que le pays a subis depuis 50 ans, n'a pu la modifier en rien. Supprimer une corporation si fortement constituée, ne pouvait se faire sans susciter de nombreuses réclamations. »

Si la vénérable Classe a été en effet ce que dit M. Steck, n'a-t-elle pas par-là *fait ses preuves* ? Est-ce peut-être par le secours des bayonnettes nationales ou fédérales qu'elle s'est constituée et soutenue ? Dans ce cas, on pourrait l'attaquer justement. Mais non : elle avait sa raison d'être ; c'est pourquoi elle a *subsisté*, (dans le sens où il faut sans doute

prendre ce mot qu'emploie St. Paul en parlant des *Puissances*); elle répondait aux besoins de l'église et remplissait sa mission. Elle se gardait bien de faire à la légère des élections qui eussent soulevé des difficultés et engagé les paroisses à recourir à leur droit bien reconnu. M. Steck pense « que messieurs les pasteurs se montreront satisfaits d'être les élus de leurs paroisses, et qu'ils mettront leur bonheur à posséder l'entière confiance de ceux auxquels ils sont appelés à prêcher les vérités de notre sainte religion, bien au-dessus de la vaine prérogative qu'ils ont eue jusqu'ici de s'imposer aux paroisses. » J'éprouve, et bien d'autres avec moi, la même répulsion que M. Steck pour les personnes qui *s'imposent*. Mais les pasteurs *s'imposaient* si peu aux paroisses, qu'elles avaient toujours le droit de refuser ceux qui leur étaient seulement *présentés*. Elles en délibéraient toujours; et si toujours ou presque toujours le résultat de leur délibération était un vote de confiance et de reconnaissance, était-ce là le motif d'un reproche à faire au corps qui inspirait de tels sentiments?

« C'est dorénavant seulement, a dit encore le directeur des cultes, que le citadin, que le paisible habitant de nos campagnes pourra dire, avec une respectueuse satisfaction : *Mon pasteur*. » Ce mot-là, surtout dans la bouche de M. Steck, ne semble-t-il pas une mauvaise plaisanterie? N'est-ce pas comme si les paroissiens étaient autorisés à dire : *mon pasteur*, parce qu'ils ont toujours le pouvoir de le renvoyer, ainsi que celui de le prendre? Et quand le pasteur ne sera élu qu'à une faible majorité, la minorité dira-t-elle aussi avec une respectueuse satisfaction : *Mon pasteur*?

M. Steck a fait par rapport à la Classe une découverte qui a été pour lui « le sujet d'un grand désappointement, ou plutôt d'un grand regret. » On va voir laquelle. « Il s'est adressé au Doyen pour lui demander le règlement du clergé, et toutes les pièces y relatives. Mais M. le Doyen lui a ap-

pris que, quelque invraisemblable que cela pût paraître, il était de fait que la vénérable Classe n'avait jamais eu *ni loi organique, ni constitution, ni règlement*; que tout s'y est jusqu'ici traité d'après la tradition, suivant les us et coutumes et selon les circonstances. » On comprend qu'il y avait là pour un *règlementomane* de l'école toute récente un véritable scandale ! Mais ces *us et coutumes* ne valaient-ils pas des règlements improvisés, même *la loi ecclésiastique* de M. le directeur des cultes ? La Classe est un des exemples les plus frappants des modifications qui se faisaient d'elles-mêmes à nos us et coutumes et à nos institutions, selon les besoins et les circonstances. Entr'autres exemples à citer : jusqu'en 1768, elle était un des corps politiques de l'Etat. A cette époque, reconnaissant qu'il y avait plus d'inconvénients que d'avantages à garder cette position et ce privilège, elle y renonça *d'elle-même*. ⁽¹⁾

Le grand-conseil, en votant la loi ecclésiastique, a eu évidemment en vue une organisation qui eût quelque rapport avec la *Constitution civile du clergé* décrétée en France par l'assemblée constituante en 1790. Cette constitution amena un schisme parmi les membres du clergé français, surtout à cause du serment à la constitution, qu'elle exigeait des prêtres. Les ecclésiastiques neuchâtelois *protestants* ont dû choisir semblablement entre leurs places et l'acceptation de la loi qui leur imposait un serment politique. C'est ce qu'ils n'étaient point tenus à faire sous la monarchie, et ce que n'ont exigé du clergé français, ni la république de Ledru-Rollin, ni Napoléon, président, ni Napoléon, empereur. La république neuchâteloise a cru devoir se dispenser des mêmes égards et des mêmes ménagements à l'égard du clergé *protestant*. Qu'y avait-il à répondre de raisonnable à

⁽¹⁾ Elle savait innover à propos : on en a vu une preuve dans l'institution (en 1822) des services solennels du Vendredi saint et de Noël.

M. Girard, quand il disait à ce sujet : « qu'il lui paraissait qu'on devrait faire prêter aux ecclésiastiques un serment spécial, un serment analogue à leurs fonctions, et non le serment imposé aux fonctionnaires de l'Etat, qui est un serment politique. » On peut s'étonner d'entendre M. Girard exprimer une telle manière de voir ; on ne s'étonnera pas d'entendre M. H. Calame en exprimer une semblable au sujet du serment politique exigé des anciens d'église comme des pasteurs : « Une question soulevée par le sujet qui nous occupe, a-t-il dit au grand-conseil, est celle de l'indépendance de l'église. Telle personne qui n'hésitera pas à prêter le serment exigé d'elle comme membre d'un tribunal, refusera de prêter le même serment comme membre d'un collège d'anciens, par suite de sa manière de voir personnelle sur l'indépendance de l'église vis-à-vis de l'Etat. Le serment qu'on exige, place l'église dans la dépendance du pouvoir civil. » Ces paroles pleines d'à-propos en auraient beaucoup plus encore appliquées aux ecclésiastiques.

Combien de faits, outre celui du serment imposé aux ecclésiastiques, ont prouvé jusqu'à l'évidence que la tendance du pouvoir républicain était et est encore de faire d'eux des fonctionnaires de l'Etat ! les arrêts militaires, infligés à M. Sauvin, pour n'avoir pas consenti à prêcher au bataillon de Colombier ; la suspension prononcée contre M. Henriod, pour n'avoir pas voulu installer des Anciens au milieu du service religieux ; celle de M. Cruchaud, pour avoir fait dans un sermon un morceau contre la profanation du dimanche, à la veille d'une fête (non ordonnée par l'autorité) qu'il envisageait comme étant de nature à porter atteinte à la sanctification de ce jour.... La loi ecclésiastique met les pasteurs sous la dépendance du pouvoir civil, même pour l'enseignement religieux dans les écoles ! Voici l'article 43 de la loi : « Les fonctions pastorales, relatives à l'enseignement religieux de la jeunesse dans les écoles, sont réglées par

le conseil d'Etat, qui s'entendra à cet effet avec les colloques de district.» Et cet article, si singulièrement et gravement significatif sous le rapport des envahissements de l'autocratie gouvernementale, n'est assurément pas devenu une lettre morte; car dans un rapport sur le département de l'éducation publique (exercice de 1851), nous lisons ce qui suit : « La conférence ayant eu lieu, la divergence de vue qui se manifesta au sein même des délégués des colloques ne permit pas de prendre une résolution en commun. En conséquence, le conseil d'Etat nanti de cette affaire par la Direction de l'éducation, décida de régler directement, pour chaque district en particulier, les fonctions pastorales relatives à l'enseignement religieux de la jeunesse dans les écoles, en s'entendant à cet effet avec le colloque de ce district, conformément à l'article 43 de la loi ecclésiastique, et la Direction de l'éducation fut chargée d'aviser à l'exécution du dit arrêté. Il y sera pourvu dans le courant de l'exercice de 1852.» En 1852 le conseil d'Etat a décidé que « les prières publiques qui ont lieu aux enterrements, concernent les pasteurs et non les régents. » En vérité le conseil d'Etat prétend faire manœuvrer les pasteurs, à droite, à gauche, en avant, en arrière, à-peu-près comme des officiers commandent à des soldats. Aussi les autorités de la république donnent-elles fréquemment le nom de *salaires* aux traitements des pasteurs. On lit dans le rapport de la commission chargée d'examiner la gestion du conseil d'Etat (12 et 14 juin 1850) : « Le salaire des fonctionnaires ecclésiastiques du culte protestant est de L. 72,000 » — « Le troisième pasteur et le diacre de Neuchâtel sont salariés par la Bourgeoisie. » Et dans plusieurs autres phrases du rapport ce mot *salarié* a le même emploi. Or, « le salaire est proprement ce que l'on paie aux domestiques, et à ceux que l'on prend pour nous servir, sur le pied de tant par jour, par mois, ou par année, » (Richelet). On nous dira qu'en employant ce mot on ne s'est

pas rendu compte de sa signification ; mais n'y avait-il donc pas des grammairiens dans le grand-conseil ? Il me semble qu'il est bien permis de dire que la tendance du pouvoir à faire descendre les chefs des églises au rang de simples *employés de l'Etat* se trahit jusque dans des expressions telles que celles que je viens de relever.

En rapportant les décisions précédentes prises par le conseil d'Etat de la république au sujet des pasteurs, comme en maint autre cas encore, j'avoue que je n'ai pu m'empêcher de faire cette réflexion : Si l'ancien gouvernement avait voulu prendre une telle position,.... qu'aurait-on dit ?

L'amovibilité des fonctions ecclésiastiques ou la réélection sexannuelle des pasteurs, votée par le grand-conseil, ne peut avoir d'avantage ni pour eux, ni pour leur troupeau. Certainement la raison elle-même parlait *cette fois* par la bouche de M. Georges Bonjour, quand il disait dans la Constituante : « L'inamovibilité des fonctions ecclésiastiques est, dans mes convictions, une garantie de la morale publique. Le simple bon sens le démontre. En effet le ministère ecclésiastique n'est pas uniquement un ministère de paix et de charité ; il est encore un ministère d'admonition et de censure. Les ministres du Seigneur ne sont pas seulement les directeurs de la morale et des consciences ; ils en sont les juges ; ils occupent le premier siège au tribunal des mœurs. Ils doivent donc avoir dans la sphère de leurs fonctions une liberté de parole dégagée de toute crainte et de toute influence humaine. Comment pourraient-ils s'acquitter de ce devoir, pour censurer les vices de ceux qui tiennent en main le pouvoir de les déchoir de leurs fonctions, sans autre forme de procès que la disposition de la loi ? » Il faut avouer que les membres catholiques de la Constituante et du grand-conseil ont en général mieux su défendre leurs curés, que les membres protestants, leurs pasteurs. Dans la séance du grand-conseil

du 19 mars 1849, M. A. Humbert, qui a été autrefois ancien d'une des églises libres du canton de Vaud, a prononcé ces paroles : « L'Eglise neuchâteloise n'est pas du tout une église libre, ce qui serait fort à désirer. Elle est non pas asservie, mais unie à l'Etat; elle est payée par l'Etat. » En disant qu'elle était payée par l'Etat, l'orateur se souvenait sans doute du proverbe que j'ai déjà précédemment cité : *Qui paie, commande.*

Bien des articles de la loi ecclésiastique montrent dans quelle dépendance l'Etat a cherché à mettre les ecclésiastiques neuchâtelois, mais aucun ne le montre plus que celui-ci (75^e) : « Toute contestation qui pourra s'élever sur l'une ou l'autre des dispositions de la présente loi, sera jugée souverainement par le conseil d'Etat. » *Toute contestation!* Mais il dépend donc du pouvoir d'en susciter lui-même, quand cela lui conviendra! et ce sera lui qui, en cas pareil, jugera souverainement!

La république a cherché à diminuer non-seulement l'indépendance des pasteurs, mais encore leur influence⁽¹⁾; c'est ce qu'elle ne pourrait guère nier, je crois, surtout après tels ou tels discours de tels ou tels orateurs de la constituante et du grand-conseil : ceux-ci, par exemple : « Dans l'ancienne organisation, non-seulement de notre canton, mais de la société européenne, on croyait trouver un avantage à ce que le clergé formât un corps dans l'Etat, un corps exerçant certains droits de juridiction et possédant une autorité effective, que l'on a vue ordinairement au service de toutes

(1) L'ouvrage matériel et, si je puis ainsi dire, *mécanique* des pasteurs a été multiplié à l'infini, d'où résulte une diminution proportionnelle du temps qu'ils peuvent donner à des fonctions plus essentielles et plus relevées. La Direction de l'éducation s'est particulièrement distinguée à cet égard; car si d'un côté les pasteurs n'ont jamais eu moins d'influence réelle et directe sur l'éducation de la jeunesse, de l'autre, ils n'ont jamais été aussi surchargés de tableaux, de statistiques, de rapports, de correspondances, de courses, de démarches, à l'occasion des écoles.

les aristocraties » (A. Humbert). « Le clergé s'est conduit d'une manière scandaleuse pendant dix-huit ans » (G. Du-Bois). Et M. Ch. Calame caractérisait ainsi la compagnie des pasteurs : « C'est l'ambition ; ce sont les avantages terrestres, préférés aux biens spirituels ; c'est l'esprit de corps, paralysant l'esprit de charité. » Il faut l'avouer, on ne paraît pas la victime, avant de l'immoler !

La suppression des tribunaux de mœurs, des consistoires, qui étaient, sous plusieurs rapports, les aides des pasteurs et les utiles intermédiaires du bien moral qu'ils cherchaient à faire dans leurs paroisses, a nécessairement diminué leur influence pastorale.

M. Er. Borel a dit, pour motiver la suppression des consistoires : « Je ne concevrais pas comment on peut songer à les maintenir ; car ils sont en abomination *parmi le peuple*. » Pauvre peuple ! on lui met sur le dos tout ce qu'on veut. On entend souvent par *peuple* seulement son parti, seulement sa coterie, moins que cela même, son propre individu. Combien de gens qui semblent dire : *Le peuple, c'est moi*, comme Louis XIV disait : « *L'Etat, c'est moi*. » Tels individus ont pu montrer de la mauvaise humeur contre tels consistoires, être mécontents de la manière dont telle affaire y avait été traitée ; mais je nie qu'il y eût dans nos populations un esprit hostile à cette institution ; au contraire, les consistoires étaient généralement envisagés comme une précieuse ressource et une sécurité pour les familles.

Les réélections de 1849, en scindant en deux fractions plusieurs paroisses, ont brisé, ou du moins affaibli bien des liens qui unissaient le pasteur à tout le troupeau. Les réélections sexannuelles ne sont-elles pas de nature à ôter à la parole du pasteur plus ou moins de son autorité, et à créer des pièges à l'amour-propre de paroissiens mal disposés, qui savent qu'ils ont ou peuvent avoir dans leurs mains son sort temporel et les moyens de lui faire payer cher telles démarches qui leur déplairaient ?

La Compagnie des pasteurs inspirait assez de confiance pour que des legs⁽¹⁾ considérables lui aient été faits à diverses époques, non pas pour elle, mais pour l'avancement du règne de Dieu dans nos églises. Qui pourra dire qu'elle ne les ait pas gérés consciencieusement et appliqués conformément aux prescriptions des donateurs? La république eût dû s'envisager comme tenue à laisser subsister la compagnie des pasteurs, quand ce n'eût été que pour respecter des donations par testament et des dernières volontés, qui, en tout pays, sont envisagées comme sacrées. La Compagnie des pasteurs étant maintenant supprimée, qui peut croire qu'à l'avenir des testateurs aient seulement l'idée de semblables legs en faveur de nos églises?

Le mariage civil rendu obligatoire et le mariage religieux simplement facultatif, est un des résultats de la tendance à faire prédominer le civil sur le religieux et à diminuer l'influence pastorale. Les pasteurs se chargeaient volontiers, par intérêt pour leurs paroissiens et tout-à-fait gratuitement, de toutes les démarches préalables nécessaires à la régularisation de l'acte du mariage. Je crois que personne n'avait à se plaindre d'eux à cet égard. On a jugé à propos de les décharger de ces soins, dont pourtant ils ne se plaignaient pas, et de leur enlever une occasion de rendre des services. Ne dirait-on pas qu'on ait voulu ne leur laisser de leurs fonctions que ce qu'on ne pouvait absolument pas leur ôter?

C'est l'Eglise qui partout a fondé l'école. Par reconnaissance, dans ces temps de progrès, on cherche à rendre l'école le plus indépendante que possible de l'Eglise. Mais n'est-ce point comme si l'on cherchait à rendre des enfants le plus indépendants que possible de leurs pères? Un régent qui

(¹) Ceux du docteur Dublé, du pasteur Penneveyre, de M^{lles} Sophie DuPasquier et de Gorgier.

tiendra à être maître absolu dans son école, est libre maintenant de dire au pasteur qui tiendra à la visiter comme il le faisait précédemment, qu'il le prie de s'en dispenser. Et l'on croit que l'école ira d'autant mieux que le pasteur s'en occupera moins?

Il est souvent bon, et pour les pasteurs et pour les églises, qu'ils ne soient pas toute leur vie dans la même paroisse, outre qu'il est juste qu'ils puissent parvenir chacun à leur tour à celles qui présentent plus d'avantages de divers genres. Mais sous le nouveau régime il n'y aura plus guère de changements de cures possibles. Les plus jeunes ministres auront toujours les chances les plus favorables pour être nommés à celles qui deviendront vacantes, fussent-elles même les plus avantageuses. Les pasteurs d'un certain âge ne se présenteront plus en concurrence avec eux. Ils se présenteront d'autant moins, qu'il faut maintenant s'annoncer au conseil d'Etat, c'est-à-dire à tout le public, comme ayant des vues sur un poste, et que leurs paroisses, eux échouant, comme cela serait à-peu-près inévitable, leur sauraient quelque mauvais gré sans doute d'avoir voulu les quitter. Les pasteurs des cures de montagnes les plus pénibles, eussent-ils le plus grand besoin de changer de climat, soit pour eux-mêmes, soit pour leurs familles, mourront certainement dans leurs cures, si la loi ecclésiastique n'est pas changée. C'est là un des nombreux droits acquis dont elle a fait bon marché, et l'une de ces fâcheuses conséquences qu'on n'avait pas prévues d'abord.... non plus que tant d'autres!

L'article 40 de la loi ecclésiastique porte : « Tout pasteur ou ministre impositionnaire qui offre ses services pour un poste dont la vacance est annoncée par le conseil d'Etat, prend par-là l'engagement de suivre à sa nomination, cas échéant. » En vertu de cet article impératif, un pasteur est donc obligé d'accepter sa nomination, n'eût-elle eu lieu qu'à

la majorité d'une voix ! Mais dans ce cas-là, quelle influence aura-t-il sur la portion de la paroisse qui ne le voulait pas ? Et s'il venait à être nommé par ceux des paroissiens qui auraient dû s'abstenir de prendre part à l'élection, en tant qu'ils n'attachent nulle importance au culte et n'y participent pas, quelle contradiction ! quel contre-sens ! et quelle position faite dans une paroisse à un pasteur ainsi nommé ! Sur ce point, comme sur plusieurs autres, le clergé avait fait au grand-conseil de sages observations et des recommandations parfaitement en place, entre autres les suivantes, que nous extrayons de la lettre écrite à cette occasion par M. le doyen DuPasquier : « Quand il s'agit pour les paroissiens d'exercer des droits importants pour l'Eglise, tous y sont-ils également aptes ? Les dissidents « acceptent les formes de l'église protestante » ⁽¹⁾ ; mais ils n'appartiennent pas à notre église. — Serait-il convenable d'admettre comme électeurs des individus privés de leurs droits civils, des hommes qui ne participent pas au culte français, et, dans certaines paroisses, cette multitude d'ouvriers étrangers, qui n'y font qu'un séjour momentané ? — L'art. 20 confère au conseil d'Etat un droit qui, à notre sens, peut avoir des conséquences funestes pour la doctrine et fâcheuses pour les ministres nationaux, celui de présenter à l'élection d'une paroisse vacante les citoyens suisses ou étrangers qui auraient été consacrés.... Au moins faudrait-il réserver l'examen préalable des candidats par le synode. — Nous désirerions que les autorités ecclésiastiques, le synode et le colloque fussent directement représentés dans les assemblées électorales d'église, afin de les distinguer des assemblées électorales politiques. — Nulle part que nous sachions, une semblable mesure (la confirmation des pasteurs) n'a été proposée.... L'on pourra voir des pasteurs âgés

(¹) Art. 6 de la loi ecclésiastique : « La paroisse comprend tous ceux de ses ressortissants âgés de 20 ans, qui acceptent les formes de l'église protestante. »

et respectables renvoyés de leur paroisse, sans égard pour les services rendus, pour les droits acquis, sans espoir de retraite, jetés en quelque sorte sur le pavé. — Nous avons demandé (et nous le demandons encore dans l'intérêt même du ministère et de l'Eglise) que la Classe fût maintenue sur le pied où a été conservée la Compagnie des pasteurs de Genève par la récente constitution de ce canton. — Nous protestons formellement contre toute conséquence qui pourrait être tirée de la suppression de la Classe pour lui enlever la propriété et l'administration des biens qu'elle possède aux titres les plus sacrés.»

Il n'a été fait droit à aucune, ou presque à aucune de ces observations ou de ces réclamations. Quelle différence entre cette manière d'agir du nouveau gouvernement neuchâtelois envers le clergé national et celle du nouveau gouvernement français envers le clergé protestant, comme envers le clergé catholique! Toutes, ou à-peu-près toutes les demandes du clergé protestant ont été accordées par Louis-Napoléon, président de la république française. Quel contraste entre son *Arrêté* (du 26 mars 1852) *portant règlement pour la formation des conseils presbytéraux et des consistoires dans les églises réformées et de la Confession d'Augsbourg*, et la *Loi ecclésiastique* votée par le grand-conseil de la république neuchâteloise! Voyez, par exemple, l'art. 10 de l'*Arrêté*: « Sont inscrits sur le registre paroissial, sur leur demande, les protestants français qui, ayant 30 ans révolus et 2 ans de domicile dans la paroisse, établissent qu'ils appartiennent à l'Eglise réformée ou à celle de la confession d'Augsbourg. Les étrangers, après trois ans de résidence dans la paroisse, sont admis à se faire inscrire au registre paroissial, aux mêmes conditions que les nationaux. — En cas d'indignité notoire, la radiation ou l'omission du nom est prononcée par le conseil presbytéral, au scrutin secret, sans discussion et seulement à l'unanimité des voix. — En cas d'appel, le

Consistoire, dans les Eglises réformées, et dans celles de la Confession d'Augsbourg, le directoire décide en dernier ressort.»

Dans son *Instruction pour l'application de l'Arrêté*, le ministre des cultes, M. Fortoul, après avoir rappelé les conditions civiles de l'électorat paroissial, s'exprimait ainsi : « Ces garanties sont les seules qu'il appartint au gouvernement de régler. Mais à côté de celles-là, et en premier ordre, s'en présentaient d'autres qu'une autorité différente pouvait seule fixer, je veux parler des garanties religieuses qui devaient être exigées des électeurs. Sur ce point, le gouvernement ne pouvait que s'en référer à l'opinion émise par le conseil central des Eglises réformées d'un côté, et de l'autre par le Directoire de la confession d'Augsbourg, et qui se trouvait confirmée, non-seulement par les avis des pasteurs et des membres laïques des Eglises, mais encore par les vœux des assemblées qui avaient été précédemment réunies. Vous souscrirez à ces vœux, en demandant à ceux qui voudront jouir du droit électoral, de justifier qu'ils ont été admis dans l'église conformément aux règles établies, qu'ils participent aux exercices et aux obligations du culte, et, en cas de mariage, qu'ils ont reçu la bénédiction nuptiale protestante. »

Je me suis complu à transcrire ces lignes remarquables à tant d'égards, et véritablement édifiantes ; et ceux de mes lecteurs qui attachent du prix aux questions ecclésiastiques et religieuses, se complairont à leur tour, j'en suis sûr, à les lire. C'est un gouvernement catholique qui respecte ainsi tout ce qui est du domaine religieux, qui traite avec ces égards, avec ce respect de tous les droits, l'église protestante de France et son clergé ; et c'est un gouvernement protestant qui promulgue une loi ecclésiastique, comme celle dont nous avons cité quelques articles !

Un si grand nombre d'articles de cette loi faisaient grief aux pasteurs, et de sa discussion même ressortait tellement

l'esprit qui la dictait, que le doyen de la compagnie crut devoir écrire de son chef au grand-conseil : « Je ne sache pas que les pasteurs, soit en corps, soit individuellement, aient jamais exprimé leur assentiment à un projet qui, certes, ne leur est pas favorable ; et aujourd'hui, vu le refus du grand-conseil de prendre en considération les observations des pasteurs..... cet assentiment devient de plus en plus problématique à mes yeux. Je réserve ma pleine et entière liberté dans ma détermination à cet égard ; et je suis persuadé que, si j'avais eu le temps de consulter mes collègues, tous se joindraient à moi pour réclamer également l'entière liberté de leur détermination. »

Un certain nombre de personnes s'étaient flattées que le Synode remplacerait la Classe ; mais maintenant qu'on l'a vu à l'œuvre, qui oserait dire qu'il l'a remplacée en effet ? La Classe eût fait réclimations sur réclimations pour empêcher les atteintes portées à la sanctification du dimanche. Qu'a fait le synode (avant 1853) ? La Classe, comme le clergé du Piémont, eût fait tous ses efforts pour prévenir l'introduction du mariage civil. Qu'a fait le synode ? Et combien d'autres questions ne pourrais-je pas ajouter à celles-là ? Le Synode s'excusera en arguant de la position qui lui a été faite. A la bonne heure. Je n'accuse pas les membres du Synode ; j'accuse l'institution qui n'a pas de racines dans le sol ; et je me borne à établir un parallèle rapide entre lui et la Compagnie. Le Synode n'a pas pour but, mais il aura pour effet de la faire regretter sans doute.

N'est-il pas à craindre que dans l'état actuel de notre église bien des jeunes gens de notre pays, qui se seraient senti une vocation prononcée pour le saint ministère, n'y renoncent, ou bien ne s'y vouent que pour l'exercer en des pays où des conditions plus favorables et plus encourageantes lui sont

faites? N'avons-nous pas à déplorer déjà plusieurs pertes de ce genre?

La révolution et la république ont causé des dommages de bien des genres à la société religieuse : la piété, la morale, l'ordre font des pertes, pour ainsi dire, continuelles. Les débits de vin, déjà beaucoup trop nombreux en 1847, se sont depuis considérablement augmentés (de 61 en 1849). Les assemblées politiques et électorales, qui maintenant ont lieu presque toujours le dimanche, portent un immense préjudice au culte (qui a besoin de fixité plus que rien au monde), soit par les changements d'heures qu'elles nécessitent dans les services, soit par l'impossibilité où se trouvent un grand nombre d'électeurs de concilier leurs obligations patriotiques et leurs obligations religieuses. Un rapport fait dans la session du synode de 1852 a constaté que partout, ou à-peu-près partout, la sanctification du dimanche était en souffrance; et le colloque de la ville a relevé l'augmentation survenue dans le nombre des naissances illégitimes depuis l'abolition de la recherche en paternité⁽¹⁾. Il y a eu 114 naissances illégitimes, l'année dernière, dans notre pays, 24 de plus qu'en 1851; 15 divorces, 9 de plus qu'en 1851. Si ces symptômes de désordre et d'immoralité vont ainsi en augmentant, qu'advient-il de nous?

L'école est en petit l'état, et surtout l'Eglise, à laquelle nous croyons en conséquence devoir rattacher ce que nous

(1) Dans la délibération qui a précédé cette abolition, M. H. Calame a très-bien dit au grand-conseil: « La proportion des naissances illégitimes sur les naissances légitimes est très-faible chez nous relativement à d'autres pays. L'abolition des recherches en paternité est immorale, en détruisant un frein qui retient encore bien des personnes. » — Il faut savoir gré à M. W. Dubois d'avoir, dans cette délibération, rendu le grand-conseil attentif à ce fait-ci, « que les femmes honnêtes séduites retirent un avantage de la loi actuelle, (*actuelle* quand M. Dubois parlait), qu'on les épouse, et qu'elles deviennent souvent d'excellentes mères de famille. » — Il est étonnant que personne dans le grand-conseil n'ait pensé *aux tiers*, aux pauvres enfants, à qui notre ancienne loi procurait infiniment plus de chances de pouvoir donner à quelqu'un le nom de père.

avons à dire encore de l'école. Si l'on ne tient pas à ce que les pasteurs s'occupent beaucoup de l'école, en échange la commission d'Etat tient à s'en occuper tant et plus. La centralisation, en d'autres termes, l'absorption de tout par l'Etat est la tendance actuelle du pays; je me trompe, plutôt celle du pouvoir; c'est celle qui prévaut également dans l'éducation publique. Du centre on veut tout régler, tout jusqu'aux extrémités. Le conseil d'Etat détermine jusqu'aux livres élémentaires, cartes de géographie, etc., qui pourront être introduits dans les écoles! (Art. 8 de la loi scolaire) Toutes les écoles doivent tendre à reproduire un seul et même modèle, recevoir une seule et même impulsion. De là les commissaires nommés par le pouvoir pour les visites d'écoles; de là les brevets de capacité exigés de tous les instituteurs; de là les nombreuses circulaires envoyées par la *Direction de l'éducation publique aux commissions d'éducation locales, aux instituteurs et institutrices du canton*. La sixième de ces circulaires, du 30 décembre 1851, n'a pas moins de 41 pages. Sauf la papeterie, qui est-ce qui, et qu'est-ce qui y gagne? en tout cas pas l'école. Hélas! combien de médecins, de par le monde, tuent leurs patients par le trop de remèdes qu'ils leur donnent, et dont il faut se guérir plutôt encore que des maladies! Une des manies de l'époque actuelle est celle de tout réglementer et gouverner. *Règlement par-ci, règlement par-là*, disait très-bien, critiquant cette manie, un membre du grand-conseil de Berne. Mais pourquoi donc ne pas laisser à chaque localité, au moins dans de certaines limites, le soin de savoir ce qui lui convient le mieux en fait d'éducation et de régent? Tel régent peut savoir beaucoup moins que tel autre, et valoir beaucoup mieux pour telle localité. Et ce n'est pas par des examens que l'on peut s'assurer qu'un instituteur est capable de donner à ses élèves ce qu'il est le plus essentiel qu'ils reçoivent, une bonne éducation. C'est là une autre des er-

reurs de l'époque actuelle que de confondre l'instruction et l'éducation. Je crois vraiment qu'on en viendra bientôt à faire subir des examens aux pères et aux mères pour s'assurer s'ils sont en état de bien élever leurs enfants ! Nous marchons, je pense, à grands pas vers le régime des écoles normales ; mais, après les expériences faites ailleurs, peut-on donc le trouver si fort avantageux ? Les avantages qu'il présente, peuvent-ils en compenser les inconvénients ?

Y a-t-il plus de discipline dans les écoles qu'il n'y en avait autrefois ? On peut dire généralement qu'elles ont perdu à cet égard, même beaucoup, et qu'elles tendent à perdre davantage encore. Ce qu'elles ont de meilleur, n'est-il pas d'héritage ? Elles se ressentent encore avantageusement, comme tant d'autres choses dans notre pays, de la bonne impulsion précédemment reçue. La récitation du catéchisme et du recueil des passages de la Bible contribuait à donner aux écoles le caractère d'écoles chrétiennes qu'elles doivent toujours avoir pour le bien des maîtres, des élèves et des familles. En la supprimant, on fait un mal incalculable, dont ne préservera assurément pas le catéchisme civique, et dont on se ressentira dans la société civile, dans la société religieuse et dans la société domestique. C'est de cette troisième société que nous avons encore à parler.

CHAPITRE VII.

PERTES DANS LA SOCIÉTÉ DOMESTIQUE.

Comme l'école, la famille est en petit l'Etat et l'Eglise. Les pertes causées par la révolution à l'Etat et à l'Eglise, seront donc aussi ressenties dans la famille. Je n'écris pas cet ouvrage sans que mon cœur se serre plus d'une fois ; mais

ce sentiment redouble en ce moment où je vais dire quelques mots des pertes faites par les familles.

Que d'éléments d'indiscipline et d'insubordination y ont été introduits ! L'autorité paternelle n'a-t-elle pas fait depuis cinq ans bien des pertes et essuyé bien des échecs ? L'âge qui ordinairement prend le plus de part à une révolution, c'est la jeunesse. De là un exemple d'émancipation, contagieux pour les jeunes gens mêmes qui n'y ont pas pris part. — Que de familles déplorablement divisées par suite de notre révolution ! Que de frères pensent et sentent autrement que leurs frères ; de maris, autrement que leurs femmes ; d'enfants, autrement que leurs pères ! Et de ces différences de pensées et de sentiments résultent des froissements, de l'éloignement, de l'aigreur, de la méfiance, des propos pénibles ou le silence du mécontentement, en un mot tout ce qui empoisonne la vie domestique. On me dira que ces différences de pensées et de sentiments existaient déjà avant la révolution. Oui, en partie, mais non pas, il s'en faut bien, au même degré. Il faudrait bien peu connaître le cœur humain, pour ne pas savoir que la manifestation des sentiments les augmente, et qu'une position une fois ostensiblement prise, pousse fatalement, et par l'effet de l'amour-propre, à des actes qui sont en rapport avec elle, et qu'on n'eût pas faits auparavant. — Que de familles dans la gêne, même dans la détresse, par la privation de leur gagne-pain, soit que le chef ait perdu la place qui faisait vivre ses enfants, soit que sa conscience l'ait forcé de l'abandonner ! — Comme nous l'avons déjà dit ailleurs, que de vêtements de deuil rappellent encore des pertes causées ou occasionnées par la révolution ! On a pu définir bien des fois le nouvel état du pays par ces mots : *les deuils particuliers dans le deuil général*.

J'ai dit les pertes et les disgrâces causées par la révolution dans la société civile, dans la société religieuse, dans la société domestique. Si l'on me demandait maintenant dans la-

quelle de ces trois sociétés elle en a causé de plus grandes, j'hésiterais à répondre.

Plusieurs de celles que je viens d'énumérer, toutes les révolutions les amènent à leur suite; mais nous en avons éprouvé, nous, d'exceptionnelles : je vais en dresser la liste, dans laquelle je reviendrai sur plusieurs des faits déjà cités.

CHAPITRE VIII.

PERTES ET DISGRACES EXCEPTIONNELLES.

Quelle révolution, autre que celle de Neuchâtel, a été faite essentiellement par des étrangers? et dans quel pays révolutionné, des étrangers exercent-ils autant de pouvoir et d'influence que dans le nôtre?

Dans quel autre pays tous les postes ecclésiastiques ont-ils été déclarés vacants par le pouvoir issu de la révolution, et tous les pasteurs, soumis à une réélection, sans aucun égard pour les droits acquis et les services rendus?

Dans quel autre pays une académie a-t-elle été supprimée du jour au lendemain par un nouveau pouvoir, et sans indemnité quelconque pour les professeurs déposés?

Dans quel autre pays voit-on des juges nommés par le pouvoir, soumis à une réélection annuelle?

Dans quel autre pays des élections de juges faites par le peuple sont-elles cassées par le pouvoir, sans autre motif, sinon qu'elles lui déplaisent?

Dans quel autre pays force-t-on des citoyens à être juges, d'autres à être officiers militaires, et a-t-on mis un ecclésiastique aux arrêts militaires pour avoir refusé de prêcher?

Dans quel autre pays a-t-on vu une constituante se perpétuer au pouvoir?

Dans quel autre pays a-t-on osé décréter l'impôt progressif? La France elle-même, malgré toutes ses révolutions, malgré celle de 93 et de 48, ne l'a pas osé!

Dans quel autre pays un nouveau gouvernement a-t-il supprimé des pensions accordées, pour services rendus, par celui qui l'a précédé? Louis XVIII n'a-t-il pas même continué à en payer une qui avait été accordée par la république à la sœur de Robespierre? Mais le grand-conseil de la république de Neuchâtel en a supprimé six de celles qui avaient été allouées par le Roi pour de longs, bons et utiles services! ⁽¹⁾.

Dans quel autre canton suisse a-t-on vu un journal d'un bord opposé à celui du gouvernement supprimé par le pouvoir, sans autre forme de procès?

Dans quel autre a-t-on vu un certain nombre de membres du grand-conseil de ce canton être dispensés d'y résider?

⁽¹⁾ Nous croyons devoir dire ici quelques mots de deux de ces pensions, celle du major S. et celle du commissaire P.—M. le major S., après 15 ans de service actif, comme instructeur des milices, avait obtenu son congé honorable et une pension annuelle de L. 500. Combien de républicains qui ont porté les armes à la révolution, lui devaient plus ou moins ce qu'ils savaient en fait de militaire! et parmi les membres du grand-conseil, qui ont voté la suppression de sa pension, plusieurs sans doute étaient dans ce cas. Ils pensaient peut-être qu'un royaliste, par cela seul qu'il est royaliste, est hors la loi pour tout droit à la reconnaissance. — M. le commissaire-caissier et garde-général des forêts, âgé aujourd'hui de 97 ans, a vu supprimer sa pension, à laquelle il avait eu droit pourtant par vingt ans de services actifs et dévoués. « Il avait, dit le considérant de l'arrêt, les moyens de vivre sans cette pension. » Un contraste assez piquant à signaler, c'est que M. P. en reçoit encore une à cette heure de la France, où il a servi, un petit nombre d'années, en qualité d'officier, et qu'il l'a reçue sans interruption sous tous les gouvernements français, sous Louis XVI, le Directoire, le Consulat, l'Empire, les Bourbons, Louis-Philippe, Ledru-Rollin, Napoléon président et empereur. Ces divers gouvernements n'avaient pas les principes de la commission nommée par le grand-conseil. « La commission, a dit le rapporteur, M. Gaberel, s'est laissé guider dans son travail principalement par les raisons d'humanité, par le besoin que pouvaient avoir les pensionnaires de l'argent qui leur était alloué, plutôt que par le droit qu'ils pouvaient avoir à ces pensions. » Quel aveu!! quel respect pour le droit! ce n'est pas là seulement *le petit bout d'oreille échappé par malheur*: C'est l'oreille qui paraît tout entière.

Dans quel autre a-t-on voté, ou même oserait-on voter une loi comme celle que notre peuple a nommée *loi d'amour*? ⁽¹⁾

Dans quel autre aurait-t-on osé insérer dans une loi sur *l'instruction primaire* un article qui oblige *les professeurs* à prêter un serment politique?

Dans quel autre y a-t-il un système municipal tel que le nôtre, un système qui annihile autant la commune? Ses partisans eux-mêmes ont reconnu qu'il était *exceptionnel*.

Dans quel autre a-t-on une organisation judiciaire en contradiction (*chose unique maintenant en Suisse*, a dit le *Journal de Genève*) en contradiction avec les constitutions cantonales et fédérales, bien qu'elle leur soit postérieure?

Dans quel autre (*à l'exception peut-être du canton de Fribourg*, a dit le même journal) priverait-on de l'exercice de leurs droits politiques les citoyens qui refusent d'être juges criminels et correctionnels?

Dans quel autre le pouvoir se permettrait-il d'établir un tribunal *exceptionnel* d'enquête et de le composer uniquement de deux conseillers d'Etat?

Depuis le mois de janvier 1849 le canton de Neuchâtel est sous l'état de siège par les pouvoirs que le grand-conseil a conférés au conseil d'Etat, et que même la seconde législature ne lui a pas encore retirés. Dans quel autre pays a-t-on vu un état de siège durer aussi long-temps? Dans quel autre canton suisse a-t-on même vu l'état de siège? ⁽²⁾.

Sauf le canton de Genève qui a le mariage civil depuis son incorporation à la France, dans quel autre que celui de

⁽¹⁾ Si le cas échéait, tous les journaux suisses la stigmatiseraient; mais ils ont l'air de dire, par leur silence, que Neuchâtel peut être traité, lui, *exceptionnellement*.

⁽²⁾ Les républicains de toute l'Europe ont jeté les hauts cris contre l'état de siège prolongé du Grand-Duché de Baden. Pourquoi n'ont-ils rien dit de celui de Neuchâtel?

Neuchâtel a-t-il été décrété, et décrété comme *obligatoire*? ⁽¹⁾ (Dans le canton de Vaud, il est seulement *facultatif*). En même temps qu'on le décrétait à Neuchâtel, on le repoussait à Zurich (canton pourtant passablement radical), et l'on y rendait obligatoire la bénédiction nuptiale par un ministre de la religion. Voici quelle fut à cet égard la décision du conseil ecclésiastique de Zurich : « La validité d'un mariage exigeant tout à la fois la publication à l'église et la bénédiction religieuse, les membres de la nouvelle secte des anabaptistes (*Neutäufer*) ne peuvent être dispensés de ces formalités; mais la forme de la bénédiction peut être modifiée, de manière à la mettre d'accord avec leur conscience. En tout état de cause, l'engagement matrimonial doit être contracté en présence du pasteur et de deux témoins, et la bénédiction, être prononcée par le pasteur; mais les époux ne doivent pas être contraints d'y faire procéder à l'église ou suivant l'exacte formule de la liturgie. S'ils refusent de recevoir la bénédiction, leur mariage ne peut être reconnu. » Quel contraste entre une telle décision et celle du grand-conseil de Neuchâtel ! N'est-elle pas de nature à faire faire quelques réflexions et à causer quelques regrets aux Neuchâtelois qui ont voté si facilement la loi du mariage civil?

Les ecclésiastiques du canton suisse qui avec Neuchâtel a le plus souffert de la révolution, n'ont point été appelés à prêter de serment politique; ceux de Neuchâtel l'ont été, et cela en même temps qu'on leur reprochait d'avoir été des hommes politiques ! En France, ni la république, ni l'empereur n'en ont fait prêter un aux ministres d'aucun des cultes.

La réélection périodique des pasteurs a été l'un des mal-

⁽¹⁾ Et il est à remarquer que la loi neuchâteloise rend le mariage civil plus obligatoire que la loi française, laquelle ne déclare pas nul, dans un sens absolu, un mariage célébré seulement religieusement. Si un tel mariage n'était pas attaqué par les parents *ayant-droit*, il serait valable en France; tandis qu'il serait nul d'après la loi neuchâteloise (Voyez chap. III, Livre 1^{er} du code civil français).

heureux effets des récentes révolutions cantonales. Ce changement n'a pourtant été introduit que dans un très-petit nombre de cantons, parmi lesquels, il va sans dire, celui de Neuchâtel. Les radicaux bernois avaient bien eu l'idée d'une mesure semblable; mais ils n'ont pas seulement osé la proposer à leur grand-conseil.

Dans la plupart des cantons suisses qui ont changé, à la révolution, leurs autorités gouvernementales, les autorités bourgeoises et communales sont demeurées debout. Tel a été le cas de la Ville et Bourgeoisie de Berne. A Neuchâtel, le pouvoir révolutionnaire a révolutionné la Bourgeoisie; d'où il est résulté entre autres graves atteintes portées à des droits acquis, que les administrations de bienfaisance sont tombées entre des mains autres que celles auxquelles les généreux donateurs de ces établissements en eussent confié la gestion.

Depuis cinq ans, on a pu souvent agiter la question de savoir lequel des deux cantons de Fribourg et de Neuchâtel était le plus à plaindre: ils sont tous deux des cantons déshérités, j'allais dire des cantons *parias* ⁽¹⁾.

Nos pertes et disgrâces *exceptionnelles*, dont je viens de dresser une liste, ne présentent-elles pas un triste et douloureux tableau? Quand on jette les regards sur cet ensemble, c'est à n'en pas croire ses yeux! D'une part, s'est-il fait beaucoup de choses fâcheuses dans les cantons suisses révolutionnés qui n'aient été imitées à Neuchâtel? Et d'autre part, ne s'est-il pas fait à Neuchâtel beaucoup de choses fâcheuses qui lui sont particulières? Les radicaux ne semblent-ils pas avoir transformé le 21^e canton en *une sorte de ferme-modèle*, y faisant nombre d'essais qu'on n'eût pas osé tenter ailleurs?

(1) « Neuchâtel, dit M. Joël Cherbuliez, dans la brochure déjà citée, se trouve à-peu-près dans la même position que Fribourg, quoique avec un gouvernement de formes moins brutales. »

Bien des gens du bord opposé au nôtre nous accorderont que la révolution nous a causé diverses pertes; mais ils se hâteront d'ajouter qu'elles sont bien plus que compensées par les gains et les avantages que nous lui devons. Nous ne voulons pas nier qu'elle nous en ait procuré aucun. Nous allons voir lesquels; mais, nous en demandons pardon à la république, sur ce point nous serons plus bref que nous ne l'avons été jusqu'ici.

CHAPITRE IX.

GAINS.

Avant d'en venir aux *gains*, je commencerai par reconnaître deux choses, l'une que notre pays a été généralement préservé de l'anarchie par les autorités de la république, que les propriétés particulières n'ont point été mises au pillage, qu'elles ne sont pas devenues un seul moment la proie des *partageux*, et l'autre, que les routes assez ordinairement ont été sûres, surtout par l'expulsion très-convenable de gens sans aveu. Voilà qui est bien. Mais, pour le premier point, que fût-il arrivé sans doute, si le parti royaliste n'eût pas habituellement montré autant de modération et de calme? Et pour le second point, on ne saurait oublier que dans l'espace de cinq années, trois meurtres ont été commis par des gendarmes, c'est-à-dire plus, beaucoup plus que pendant cinquante années de la monarchie ⁽¹⁾. Sur ces deux

(1) Ces trois meurtres ont été accompagnés de circonstances plus ou moins atténuantes et explicatives; mais ils n'en sont pas moins des faits très-regrettables, des faits déplorables, et qui doivent être rangés parmi ceux qui sont indicatifs de l'état du pays. Un des indices de cet état, est également l'augmentation du personnel de la gendarmerie et

points, si nous donnons des éloges à la république, ces éloges ne vont pourtant pas jusqu'à nous faire voir là des *gains*; car sous le gouvernement du Roi le pays était mieux préservé de l'anarchie, les routes plus sûres, et les gens sans aveu expulsés avec plus de soin. — Les *gains*, les voici :

Plusieurs constructions ont été faites par la république, qui ne l'eussent pas été, ou pas aussitôt, par la monarchie, entre autres la route des Brenets et celle des gorges du Seyon (qu'un des membres du grand-conseil a appelée *une œuvre monumentale de la révolution*), à Neuchâtel les nouvelles fontaines et le bâtiment de l'école des filles. Les routes sont très-bien entretenues par la république; mieux à quelques égards et dans quelques localités qu'elles ne l'étaient auparavant. Mais pour ne pas lui donner, sous ces rapports, des éloges exagérés, n'oublions pas de lui rappeler que l'impôt annuel (qui a succédé à l'impôt progressif), et plusieurs autres sources de revenus que n'avait pas le gouvernement du Roi, lui procurent largement ce qu'on nomme *le nerf de la guerre*, les moyens de faire des dépenses qu'on ne pouvait pas faire également avant 1848; que les nouvelles fontaines de la Ville étaient en projet et décrétées avant 1848; que, sous le gouvernement du Roi, les routes, de mieux en mieux entretenues, l'étaient très-bien là où les Communes étaient abonnées; que si la République nous a donné la route du Seyon, en revanche, elle nous a privés, au moins jusqu'ici, de celle de Monruz à Saint-Blaise, bien plus utile et plus urgente, dont les plans sont encore à Berlin et qui serait faite depuis long-temps sans la révolution, etc., etc.

Les justices de paix sont peut-être une innovation heureuse,

celle des dépenses faites pour ce service-là: elles ont augmenté de fr. 11,000 depuis 1850! — Avant 1848, elles étaient de N^l L. 14,700 (avec la rente du fonds de retr.). En 1851, elles ont été de fr. 66,156, 10 c., dont il faut pourtant déduire une bonification de fr. 11,989, 05 c. pour 15 gendarmes au service des péages fédéraux. Sous la monarchie, 36 gendarmes; aujourd'hui 105 (y compris ces 15).

surtout sous le rapport d'une expédition plus prompte des affaires peu importantes. Je dis seulement *peut-être*; car il ne me paraît pas prouvé que les chefs de juridiction, avec les justiciers qui se trouvaient dans toutes les localités du pays, ne rendissent pas les mêmes services que ceux que rendent les juges de paix ⁽¹⁾. En outre, ceux-ci jugent *seuls* dans un grand nombre de cas; c'est une idée malheureuse et un grand inconvénient, surtout la compétence du juge de paix allant jusqu'à juger d'affaires qui, pour les classes peu aisées, peuvent être très-importantes, d'affaires de L. 100 à 150. Au petit-plaid, ou plaid sommaire, trois juges étaient de rigueur : cela leur attirait plus de confiance et les exposait à moins de rancunes : en cas pareil la pluralité, le collectif est d'un certain prix.

La suppression des émines de moissons, que devaient percevoir les pasteurs eux-mêmes, a été avantageuse; mais la transformation de cette redevance avait déjà commencé sous le gouvernement du Roi; et pourquoi en décréter la suppression, sans les compensations propres à lui donner un caractère de justice qui a manqué à cette mesure?

Les autorités républicaines ont donné à leurs actes, à leurs mesures, à leurs comptes une plus grande publicité que celle qui existait sous la monarchie. Je suis porté à croire que le changement est avantageux; mais elles ont dépassé le but,

(1) MM. Piaget et G. DuBois ont reconnu, dans une assemblée du grand-conseil, l'un que « les petits-plaids à Neuchâtel étaient une espèce de justice de paix; » l'autre, que « dans la plupart des villages du Val-de-Ruz, les juges du Tribunal de Valangin agissaient déjà d'une manière officieuse comme juges de paix. » Ce n'était pas seulement dans quelques localités, mais dans tout le pays, que les chefs de juridiction et les justiciers exerçaient les fonctions conciliatrices de juges de paix. Long-temps avant 1848, plusieurs d'entre eux s'étaient fait une règle de ne plus laisser arriver devant les tribunaux d'affaires litigieuses, sans avoir tenté une conciliation. Cette mesure, dont ils avaient pris l'initiative, produisit de si bons effets, que le gouvernement la rendit obligatoire pour tous les chefs de juridiction. Mais en cette occasion, comme en beaucoup d'autres, il avait fait le bien sans bruit.... dès-lors il fut sans prôneurs.

et de beaucoup. Que de fois elles ont fait gémir les presses sans aucune utilité ! que de pièces publiées qui n'ont guère été lues que de ceux qui les avaient composées ! Si l'impression fait connaître bien des choses, elle en ensevelit aussi beaucoup sous les tas de paperasses. Et puis, est-ce à tous leurs actes, à toutes leurs mesures, à tous leurs comptes surtout que les autorités républicaines ont donné cette grande publicité ? Par exemple, tels comptes qui n'ont pas été rendus, ainsi que nous l'avons dit ailleurs, ont-ils été publiés ? auraient-ils pu l'être ?

Les autorités républicaines ont déployé une énergie gouvernementale qu'on ne saurait qu'approuver...., quand elle est appliquée à de bonnes et utiles mesures. Malheureusement ce n'a pas toujours été le cas, il s'en faut bien ! En soi cette énergie est de bon exemple.

Mais le plus grand service que nous ait rendu la république, est d'une telle nature ..., que je serais vraiment embarrassé à le signaler ici et aujourd'hui, tellement embarrassé.... que je trouve à propos de le passer sous silence.

J.-J. Rousseau compare quelque part, si je ne me trompe, les révolutions à des torrents qui, tout en ravageant une contrée, y déposent çà et là un limon dont on peut tirer quelque parti pour la culture.

J'ai indiqué un petit nombre de *gains* que nous a procurés la république, et encore en hésitant, toujours avec des *peut-être* et des *mais* restrictifs. A part ces quelques avantages, les uns fort minces, les autres fort contestables, que nous a fait gagner la république ? La réponse est facile et le bilan bientôt fait : *Rien*. — *Rien*, en regard de combien de *pertes* ! et de quelles *pertes* !

Les protestants suisses sont en général zwingliens. Que n'ont-ils tous la politique du réformateur Zurichois ! Elle se

résumait pour lui en ces mots, qu'il faudrait graver en lettres d'or sur tous les édifices publics de la Suisse : « Que le peuple ait peur des révolutions, s'il ne veut courir à sa perte ! »

Qu'on me dise de qui la révolution de la principauté a fait le bien?.... Pas même des révolutionnaires. Les chefs ne paient-ils pas cher les places qu'ils lui doivent, les avantages pécuniaires qu'elle leur a procurés? Les couronnes qu'elle a mises sur leurs têtes, ne sont-elles pas très-souvent pour eux des couronnes d'épines, et leurs fauteuils, très-souvent des plus durs? Quel relief leur a-t-elle donné? Ils y comptaient sans doute; mais qu'ils ont été trompés dans leur attente! Tel d'entre eux a regretté assurément plus d'une fois le petit appartement qu'il occupait jadis, et les modestes fonctions qu'il y remplissait. Qui pourrait dire toutes les épines qu'ils ont trouvées sur leur chemin et auxquelles ils ne s'attendaient pas, tous leurs embarras, leurs déboires, leurs mécomptes?

Même dans les rangs des républicains ne compterait-on pas un assez grand nombre de Neuchâtelois qui, au fond de de leur cœur, seraient de notre avis sur le *Bilan de la monarchie et de la république*, et qui parleraient comme nous, s'ils n'étaient retenus par un sentiment de fausse honte? On a entendu dire à tel d'entre eux : « *Si on avait su auparavant!* » Ce mot-là est un de ceux qu'un homme sincère a plus d'une fois à prononcer dans le cours de sa vie.

Un fils qui n'avait pas rempli, comme il l'eût dû, ses devoirs envers son bon père, et qui venait de le perdre, dit la même parole que celle que je viens de citer, à une personne bienveillante qui était allée lui faire son compliment de condoléance : « *Ah! si on savait avant!* » C'est un peu tard de ne savoir qu'*après*. Mais encore vaut-il mieux savoir *après* que pas du tout. Les royalistes neuchâtelois savaient *avant*, et ils continuent à savoir encore *après*.... sans doute

même toujours mieux. Aussi voyez quelle constance, quelle persévérance à toute épreuve ! Que n'a-t-on pas mis en œuvre pour leur faire changer de ligne de conduite ? Prisons, garnisaires, occupations militaires, amendes, destitutions, menaces, injures, accusations, provocations, voies de fait, sophismes, mépris, moqueries, promesses, séductions, tout a été mis en usage, mais sans succès : leurs sentiments semblent même se retremper dans le malheur et se fortifier par l'épreuve. N'est-ce pas un beau et remarquable spectacle, un spectacle vraiment unique en son genre, que celui d'un petit peuple entouré de républiques démocratiques, voisin d'un grand Etat républicanisé par une révolution presque socialiste, à 200 lieues de distance du souverain qu'il a perdu...., qui est demeuré ferme comme le roc dans sa foi politique, dans sa foi au plus haut degré monarchique, non pas quelques mois, mais quelques années ? On les qualifie de stupides : ils y consentent ; de dupes : ils y consentent ; de rétrogrades : ils y consentent ; d'entêtés : ils y consentent. Il n'y a qu'une seule chose, une seule qualification à laquelle ils ne peuvent consentir.... Et les mêmes populations, ne l'oublions pas, eussent été, le 1^{er} mars 1848, toutes prêtes à une résistance *active*. Combien, dans la nuit noire, pluvieuse, affreuse, qui précéda ce jour, accouraient dans ce but vers la capitale, même des extrémités du pays ! Le courage, la fermeté, la constance dans une guerre sont quelque chose de très-beau, de très-honorable ; mais ces mêmes vertus, dans *l'espèce de paix* où notre pays se trouve, n'ont-elles pas autant de mérite et de valeur ? Dans des circonstances données, un calme plein de dignité, une patience à toute épreuve, une persévérance inébranlable, peuvent faire autant d'honneur que des élans de courage... Et tout ne peut ici se dire.

Il me semble que même des républicains pourraient admirer un tel exemple de foi politique donné par des roya-

listes. Nous l'admirerions, nous royalistes, chez des républicains de la vieille roche. Oui, je suppose, par exemple, qu'un conquérant renouvelât avec les Petits-Cantons les actes d'oppression dont ils furent les objets, à la fin du siècle passé, de la part du directoire de la république Française et de la république Helvétique, pour leur imposer un gouvernement monarchique, comme ces deux directoires voulaient leur imposer les *nouvelles* formes républicaines, et qu'ils refusassent, persévéramment, au prix de tous les sacrifices, de renoncer à leurs institutions démocratiques séculaires, à leur nationalité foncièrement républicaine. En ce cas je serais, et cela, j'en suis sûr, avec tous les royalistes neuchâtelois les plus prononcés, un des plus grands admirateurs de la foi politique de ces premiers fondateurs de la liberté helvétique. Les Neuchâtelois du bord royaliste sont plus Suisses que beaucoup de ceux qui prétendent seuls l'être. J'ai entendu un Suisse de la vieille roche faire l'éloge d'un de ses amis, également républicain Suisse, en disant de lui : « Oh ! celui-là est un bon royaliste. » C'est-à-dire qu'il tenait aux principes, et savait reconnaître les droits des rois comme ceux des peuples. Eh bien ! je pourrais dire semblablement des Neuchâtelois de la vieille roche : « Ceux-là sont de bons républicains », en ce sens qu'ils tiennent aux principes, et savent reconnaître les droits des républicains. Si je donne ces éloges aux Neuchâtelois, ce n'est pas toutefois que je veuille dire qu'ils sont tout ce qu'ils doivent être. J'ai dit précédemment qu'il faut que nous ayons mérité un grand châtiement, puisque Dieu nous a infligé celui d'une révolution : sans doute nous avons besoin de l'épreuve. Sachons donc en profiter. Nous sommes comme en pénitence ; sachons être vraiment pénitents.

La troisième partie de l'ouvrage de M. de Kapff sur la révolution traite des *moyens de guérison*. Il en indique plusieurs ; nous pourrions faire de même ; mais les circons-

tances au milieu desquelles il écrivait, lui donnaient, comme on dit vulgairement, les coudées plus franches que je ne puis les avoir, on le comprend ; et nous nous bornerons à indiquer le remède qu'il envisage comme souverain : « *le christianisme vivant*, la religion de *Dieu manifesté en chair*, la foi agissante, la foi au fils de Dieu qui s'est fait homme pour rendre l'homme *participant de la nature divine*. » Le christianisme vivant rend partout la vie au corps social tout entier ; avec lui règne partout l'ordre, le respect du droit, l'esprit de justice, le dévouement au bien public, les vertus fortes et les vertus aimables tout ensemble ⁽¹⁾. On ne sait pas tout ce qu'un peuple doit aux justes qu'il a le bonheur de posséder, ils sont le *sel de la terre*. S'il se fût trouvé dix justes seulement dans les villes de la plaine, Dieu les eût épargnées. « La jus-

⁽¹⁾ M. Blösch a exprimé des idées semblables dans un discours aux sections réunies du *Bernerverein* : « Nous n'aurons véritablement la paix, leur a-t-il dit, que lorsque la foi et la charité régneront dans la patrie, et avec elles le droit, quand la plus petite injustice faite à un pauvre indignera les citoyens, autant que celle faite à un riche, et quand la plus petite injustice faite à un riche les blessera autant que celle faite à un pauvre. » C'est au sein d'une assemblée religieuse, dans une séance de la *Réunion évangélique de Berlin* que le célèbre juriste Stahl a fait cette profession de foi politique : « Les Français, en 1791, non-seulement ont déposé leur Roi, mais encore ils ont intronisé en sa place le peuple, comme souverain, en nivelant la société entière. La révolution, c'est la fondation de l'Etat public sur la volonté de l'homme, au lieu de l'ordre divin, c'est la doctrine que toute autorité, loin de découler de Dieu, émane de l'homme, du peuple, que la société entière n'a pas pour but de faire exécuter les commandements de Dieu, mais bien la satisfaction de la volonté arbitraire de l'homme. Le rationalisme est la même apparition dans le domaine religieux que la révolution dans le domaine politique. » Tous les hommes d'une haute portée se rencontrent maintenant sur le même terrain : ils ont mesuré la profondeur de l'abîme et vu l'unique moyen de le combler. A leurs yeux, il n'y a de salut pour les peuples que dans la politique de l'Ecriture-Sainte. « Pour les nations, comme pour les individus, a dit tout récemment M. Guizot, président la séance annuelle de la *Société pour l'encouragement de l'instruction primaire*, le christianisme a des espérances indestructibles et inépuisables, des principes éternels de régénération et de rajeunissement. Par ses trois lois essentielles, par ses trois vertus vitales, la foi, l'espérance et la charité, le christianisme répond aux besoins les plus généraux, les plus impérieux de notre temps et de notre pays. »

tice élève une nation, tandis que le péché est l'opprobre des peuples. » L'incrédule et l'homme dérégulé dans ses mœurs, tout en étant leurs plus grands ennemis à eux-mêmes, font à leur pays un mal incalculable : mal et péché, c'est une seule et même chose. Que ne puis-je les en convaincre ! Que toutes les forces vivantes de notre pays se rallient, et se doublent en s'unissant : l'union fait la force. Un peuple dont la marche est régulière et le sort à envier, est celui dont la vie politique n'est que le développement de sa religion nationale. Que ceux qui se sont séparés de notre église, y rentrent pour nous aider à y ranimer le zèle ; qu'ils ne dissipent pas le leur en dehors du sanctuaire. Plusieurs sont devenus dissidents, sous l'influence d'un souffle étranger ⁽¹⁾ ; qu'un souffle du pays nous les ramène ; plusieurs le sont devenus dans le but et l'espérance de mieux satisfaire le besoin d'un plus haut degré de perfection ; je me plais à leur attribuer ce beau et noble motif. Mais ont-ils réellement trouvé ce qu'ils cherchaient ? Je voudrais pouvoir les engager à profiter des expériences d'un ecclésiastique du siècle passé, M. B., qui avait renoncé à ses fonctions dans notre église pour devenir successivement piétiste, morave, anabaptiste, et qui avait fini par rentrer tout simplement dans l'église nationale, en disant à Dieu : « Pardonne, Seigneur, si je me suis égaré en te cherchant. » Il est un terrain commun sur lequel tous les hommes de foi et de piété peuvent se réunir, celui de la Parole de Dieu, qui doit être comme la grande charte de tous les peuples. Quand nous célébrerons un jour de Jeûne extraordinaire d'un bout du pays à l'autre, ah ! que nos frères séparés ne laissent pas leurs places vides dans nos temples,

(1) « Il n'y a qu'un bien petit nombre de personnes (en Suisse) qui prennent une forte empreinte du caractère religieux étranger et surtout anglais : ce sont essentiellement les dissidents, qui sans doute ne le seraient pas, s'ils n'avaient pas profondément subi des influences étrangères. » (C^s ARCHINARD. *Espérance*, 20 janvier 1853).

et que leurs voix ne nous fassent pas défaut pour le chant de nos cantiques de pénitence ! L'une des dernières paroles de l'ouvrage du pasteur de Kapff est *Busse, Busse, Busse!* Nous répéterons avec lui trois fois la même parole : *Repentance, repentance, repentance!* en ajoutant, avec la sainte Ecriture : « Humiliez-vous sous la puissante main de Dieu, afin qu'il vous élève, quand il en sera temps. »

*Per varios casus, per tot discrimina rerum
Tendimus in Latium.*

FIN DE LA 3^e ET DERNIÈRE PARTIE.



NOTES SUPPLÉMENTAIRES.

Page 182, ligne 19.

Les Communes et Bourgeoisies avaient, sous le régime monarchique, le précieux droit de *remontrance*, mot qui, dit-on, parut choquer beaucoup le prince Berthier, la première fois qu'elles en firent usage sous son règne. Et maintenant, sous le régime républicain, en dehors du petit cercle de leur administration, elles n'ont pas même le droit de pétition ! Quoique choqué du *droit de remontrance*, le Prince ne l'abolit point. Quel contraste !

Page 184, ligne 9.

En proclamant hautement, comme nous l'avons fait, l'utilité des consistoires, nous ne nous attendions pas à trouver dans un journal du canton d'Argovie (le *Schweizer-Bote*) un article tout-à-fait dans notre sens, un article qui va même beaucoup plus loin que nous. Le journaliste d'Arau fait remonter la principale cause de la progression croissante de l'immoralité dans le canton d'Argovie à l'affaiblissement de plus en plus marqué de ces célèbres tribunaux de mœurs constitués partout par la réforme suisse et dont les attributions des consistoires argoviens au 16^e et 17^e siècle peuvent donner une juste idée, et il en demande résolument le rétablissement, même avec des attributions plus étendues, pour mettre, si possible, une barrière à cette lèpre de démoralisation qui fait toujours plus de ravages et corrompt les jeunes générations. — On comprend quels hauts cris a fait jeter à la presse radicale Suisse une semblable demande. Ces cris doivent montrer au *Schweizer-Bote*, plus que toute autre chose, qu'il a frappé juste.

Il y avait un des consistoires du pays dont les attributions étaient toutes différentes de celles des autres consistoires : c'était le *Consistoire de charité de Neuchâtel*, ainsi appelé pour le distinguer du *Consistoire admonitif*. Ses fonctions consistaient exclusivement à payer les apprentissages de jeunes bourgeois et bourgeoises pauvres (quelquefois de descendants de Français réfugiés) et à surveiller la manière dont se faisaient ces apprentissages. Cette institution datait du grand Ostervald, qui avait été l'un des fondateurs et des donateurs du Consistoire de charité. Dans l'origine toute personne qui donnait 500 fr

à ce Consistoire en devenait membre de droit. Combien de jeunes bourgeois ont dû à ses allocations et à sa surveillance leur état et leurs succès ! Il faisait le bien modestement et sans bruit : on ignorait presque son existence. Il jouissait heureusement d'une complète indépendance, d'une indépendance telle qu'il ne rendait compte de sa gestion à personne autre qu'à lui-même. Il se flattait en conséquence de pouvoir continuer à exister, même après la suppression des autres consistoires, avec lesquels il n'avait rien de commun que le nom. Mais les nouvelles autorités de la bourgeoisie ne l'entendaient pas ainsi. Sur le refus du Consistoire de se reconstituer et d'aliéner son indépendance, elles en appelèrent au Conseil d'Etat, qui, le 19 avril 1853, prononça le jugement suivant : « Les fonds, titres et documents appartenant au Consistoire de charité à Neuchâtel seront remis immédiatement par ses administrateurs actuels entre les mains du Conseil administratif de la bourgeoisie de Neuchâtel, qui leur en donnera décharge pure et simple, après avoir reconnu les comptes. — Le dit Consistoire est et demeure supprimé. » Sa suppression a été à-peu-près aussi motivée que celle de la Société d'Emulation patriotique. — *E sempre bene !*

Page 184, ligne 28.

Et notez que les républicains faisaient un grief, un reproche au gouvernement du Roi de n'avoir pas fondé plus tôt l'Académie!! — On trouve de temps à autre dans nos journaux républicains des aveux qui iraient à faire croire que leurs rédacteurs écrivent parfois en dormant, ou en n'étant pas de sang-froid : *in vino veritas*. Celui-ci, par exemple, du *Républicain* (16 mai 1850) sur l'Académie de Neuchâtel mérite bien d'être enregistré. « Après avoir brillé au milieu de l'Europe, pendant quelques années, par sa pléiade d'hommes illustres, Neuchâtel est retombé dans son obscurité primitive : presque tous nous ont quittés, ou ont été enlevés par la mort. » Quelle contradiction dans cet article avec d'autres articles du même journal !

Page 199, ligne 6.

Je trouve dans un ouvrage du plus grand juriste de notre époque des idées tellement en rapport avec celles que j'exprime ici, que je crois devoir citer au moins quelques phrases de cet ouvrage : « Chercher la législation d'un peuple en dehors de sa coutume et de la végétation naturelle qui en dérive, dit Savigny dans son ouvrage intitulé : *De la vocation de notre siècle pour l'étude de la jurisprudence*,

c'est lui faire violence, c'est interrompre son autonomie, c'est étouffer sa vie, c'est substituer à un progrès naturel une sorte de locomotion artificielle et mécanique. Les législateurs de la révolution française, avec leurs codes improvisés, sont des tyrans qui tuent la liberté. La France a renoncé à sa coutume : elle a déraciné l'arbre de vie.»

Page 205, ligne 9.

En confirmation de ce calcul, faisons-en un pour une des localités du pays, pour le Locle, qui a une population de 8,500 à 9,000 âmes. Comptons que 4,000 seulement mangent une livre de pain par jour; voilà, à 50 c. le quintal de droit d'entrée sur les farines, 40 quintaux, soit 20 fr. par jour; et 7,300 fr., par an, pour le pain seul et pour la seule localité du Locle!

Les droits d'entrée sur les subsistances en général, sur les céréales et les farines en particulier, sont une des causes de l'excessive cherté du pain en Suisse. Aussi écoutez toutes les voix qui se font entendre pour demander aux autorités fédérales la suspension de ces droits,... qu'il eût mieux valu ne pas établir. Les républicains Neuchâtelois eux-mêmes ne doivent-ils pas le sentir *maintenant*? — Les mots si connus de Molière: «Tu l'as voulu, George Dandin,» — «Mais qu'allait-il donc faire dans cette galère?» ne reviennent-ils jamais à l'esprit de plusieurs?

Page 205, ligne dernière de la note.

L'article 57 de la loi fédérale sur les péages assure au dénonciateur un tiers de l'amende prononcée. N'y a-t-il pas dans cette disposition de la loi quelque chose de très-immoral? Et est-ce la seule de ses dispositions sur laquelle on pût porter un tel jugement? Le Journal de Genève est-il allé trop loin, en disant que «ces lois fiscales avaient fait rétrograder la Suisse d'un siècle en matière de progrès?»

Page 207, ligne 25.

Cet éloge que nous faisons de l'ancien gouvernement, sous le rapport de ses principes d'économie, paraîtra un contre-sens à bien des républicains; oui, en vérité!... Un de nos gouvernants disait, lors de la discussion du budget, «qu'un gouvernement à bon marché qui nouait les deux bouts, était un mauvais gouvernement.» — Vous êtes orfèvre, monsieur Josse!

Page 208 , ligne 6.

Quelques-uns de mes lecteurs seront bien aises peut-être de savoir quand et pourquoi ces deux impôts extraordinaires furent décrétés. Le premier (de 7⁰⁰/₀₀) le fut en 1816 : il s'agissait de répartir entre les diverses communes et tous les sujets de l'Etat, dans la proportion de leur fortune, les dépenses occasionnées par le passage et le séjour des troupes alliées en 1813 et 1814, et qui s'élevaient à près de 700,000 francs de notre monnaie. — Le second de ces impôts (de 2 1/2 ⁰⁰/₀₀) fut décrété en 1820, pour éteindre la dette nationale contractée en 1815 à l'occasion des circonstances extraordinaires où se trouvait l'Europe, et en particulier la Suisse, et des mesures auxquelles dut prendre une part active l'Etat de Neuchâtel avec tous les autres Etats de la Confédération, pour assurer notre existence politique. — Le Roi prit à sa charge les intérêts de la dette, dès son origine jusqu'à son entière extinction, et donna de plus L. 87, 190, 1^s. C'est-à-dire qu'indépendamment des autres sacrifices que le Roi avait faits pour décharger ses sujets, il contribua à l'extinction de la dette pour une somme de L. 237,363, 7^s 9^d.

Page 209 , ligne 2.

En portant à 700,000 francs les pertes pécuniaires causées annuellement au pays par le nouveau régime, je n'oublie pas deux décrets financiers dont se glorifie beaucoup la République, l'un du gouvernement provisoire, qui, à dater du 15 avril 1848, a réduit le prix du sel à trois et demi creutzers, l'autre du grand conseil, qui, à dater du 1^{er} janvier 1852, a réduit le taux des lods à 4 pour cent. Même en tenant compte de ce que paient de moins, sous ces deux rapports et sous celui des dîmes, les habitants du pays, je crois pouvoir maintenir le chiffre précédent.

Page 209, ligne 23.

Comme les douanes fédérales, les impôts cantonaux nous causent d'autres pertes encore que des pertes d'argent : combien d'imposables ont chargé leurs consciences de déclarations qui seraient quelque peu sujettes à révision!... surtout dans telles ou telles localités. Faisant un rapport au grand-conseil sur le mode de paiement de l'impôt, (18 décembre 1851), M. Aimé Humbert a dit : « Les modifications apportées à la loi d'impôt, le 18 décembre 1850, nous avaient fait espérer que nous obtiendrions de meilleurs résultats ; il n'en a point été ainsi ; car, à l'exception d'un petit nombre de taxes

qui se sont faites à un chiffre plus élevé qu'auparavant, la majeure partie des déclarations ont peu différé des anciennes.» Des impôts de la nature de celui qui a été perçu une fois et de celui qui l'est chaque année sous la république, créent de grandes et nombreuses tentations et tendent des pièges funestes à la moralité. Il n'en était pas ainsi des dîmes. Pourquoi M. Jeanrenaud-Besson, qui avait si bien signalé les actes d'immoralité auxquels pouvaient donner lieu les douanes fédérales, n'a-t-il rien eu à dire sur ceux auxquels pouvaient donner lieu nos impôts cantonaux ?

Page 225, ligne 4.

M. Piaget ayant dit sur la question des incompatibilités : « Il y a un moyen qui obvie à tout : si la population ne veut pas de fonctionnaires au grand-conseil, elle n'y en enverra pas. » M. J. de Meuron a très-bien reparti : « Si l'on s'en rapporte aux choix populaires, pourquoi empêche-t-on de voter pour des ecclésiastiques ? »

Page 229, ligne dernière de la note.

Les républicains font un si grand bruit de la mort de Nicolet ! ils adressent, à cette occasion, tant d'injures aux royalistes ! Mais ils devraient, pour être justes, raconter les circonstances au milieu desquelles elle a eu lieu. Les voici, telles que je les tiens de la bouche de deux royalistes qui étaient alors (décembre 1831) sous les armes à la Chaux-de-Fonds, mais non pas pourtant témoins oculaires du fait. « Trois colonnes se dirigèrent sur la Chaux-de-Fonds ; l'une devait la cerner à gauche ; l'autre à droite, et la troisième, entrer directement dans le village même. Le Général donna sur-le-champ l'ordre de placer des factionnaires qui interceptassent toute communication de l'intérieur avec l'extérieur. Nicolet viola la consigne en voulant traverser un passage interdit. Ce fut alors qu'une sentinelle en faction le frappa de son arme pour l'arrêter, mais sans se douter que le coup qu'elle lui portait pût être mortel. Suivant une autre version, « Nicolet passant entre les files d'une compagnie, ce qui était au moins une imprudence, fut signalé comme un grand révolutionnaire aux soldats royalistes, que les actes de la révolution avaient vivement impressionnés. L'un d'eux sortit alors des rangs, et frappa Nicolet sur la tête avec la crosse de son fusil. Nicolet tomba, mais se releva aussitôt ; il put même se rendre auprès d'un docteur, qui le pansa, puis s'en retourner chez lui. Le docteur ne jugea pas d'abord la blessure dangereuse. Celui qui l'avait faite, n'avait pas eu le

moins du monde l'intention de porter un coup mortel : la mort fut un accident.» Cet acte-là est très regrettable sans doute ; mais, quelle que soit celle des deux versions précédentes que l'on adopte, est-il donc sans nulle excuse, comme le disent et le crient les républicains ? sans le justifier, les circonstances ne l'expliquent-elles pas ? ne doivent-elles pas même en atténuer beaucoup la gravité aux yeux de tout homme impartial ? Et cette mort est-elle à comparer à celle du brave royaliste J.-H. Borel, de Plancemont, qui a eu lieu également au mois de décembre 1831, et que les républicains semblent avoir si complètement oubliée, qu'ils me forcent à la leur rappeler ? Borel était en faction, avec deux autres habitants de Plancemont, sur le sentier qui aboutit au dernier contour du chemin de Couvet à Plancemont. Il faisait nuit. Les insurgés montaient si doucement et étaient tellement masqués par un talus, que M. Borel ne s'aperçut pas de leur approche. L'un d'eux appuya sa carabine chargée d'une balle *ramée* contre un arbre et, sans aucun *qui vive*, fit feu sur lui. La balle l'atteignit au-dessus de la cheville du pied et lui fracassa la jambe ; ce qui n'empêcha pas quelques-uns des corps francs républicains de le frapper à coups de crosse et à coups de pieds. D'autres pourtant, plus humains, eurent pitié de lui et le portèrent sur leurs épaules jusqu'à Couvet. La blessure était si grave, qu'elle nécessita l'amputation de la jambe. Mais la gangrène se déclara bientôt dans le membre opéré, puis gagna successivement tout le corps ; ce que bien des gens ont attribué en partie aux coups qu'il avait reçus. L'opération n'avait fait qu'ajouter aux souffrances du blessé, qui furent affreuses jusqu'à son dernier soupir. — Après cela, les républicains n'ont-ils pas bien mauvaise grâce de reprocher à tout propos et avec tant d'aigreur aux royalistes la mort de Nicolet ? Et nos lecteurs n'ont sans doute pas oublié trois autres morts (celles de Droz, de Monnard-Leuba et de Thouard), que nous avons rapportées à la page 229 : elles doivent être ajoutées à celle de J.-H. Borel.

Page 239, ligne 20.

Le plus grand législateur de la Grèce, après Solon, fit plus encore que lui pour assurer la permanence de ses lois : après avoir fait prêter serment à ses compatriotes qu'ils ne changeraient pas ses lois avant son retour, il s'exila volontairement, et se laissa mourir de faim. Quelle différence dans la manière de voir, de faire, de vivre et de mourir de nos législateurs modernes !..... Aussi ne parlera-t-on pas autant d'eux sans doute.

Page 245 , ligne 17.

Un des membres de la minorité du grand-conseil, M. d'Ivernois a dit, dans la discussion de la loi électorale : « Je trouve dans l'annuaire de 1851, 91 députés, dont 45 fonctionnaires revêtant 80 offices, non pas tous il est vrai, à la nomination du conseil d'Etat ; mais pas moins la majorité de cette assemblée se compose de fonctionnaires. » Les républicains Neuchâtelois s'envisagent comme appartenant à la démocratie la plus avancée ; mais pourquoi, à l'égard des incompatibilités, demeurent-ils si fort en arrière de nos voisins du canton de Vaud?... et cela, malgré l'art. 19 de la Constitution relatif à la séparation des pouvoirs, et l'art. 22 portant : « La loi règle les incompatibilités non prévues par la constitution ? » Pourquoi ? — Au fond nous le savons bien.

Page 251 , ligne 22.

C'est ce qui autorisait la supposition que j'ai faite à la page 141 de cet ouvrage. Ayant récité *de mémoire*, à cette occasion, un fait d'histoire ancienne, je n'en garantis pas la complète exactitude : il est raconté par Andrieux, dans une pièce en vers intitulée *Procès du Sénat de Capoue*, d'une manière un peu différente, mais qui revient au même sous le rapport des usages à tirer du fait. Ce poète met l'apostrophe suivante dans la bouche d'un vertueux citoyen de Capoue :

Et vous, jaloux esprits, dont les cris détracteurs
D'un blâme intéressé chargeaient nos sénateurs,
Pourquoi vomir contre eux les plaintes, les menaces ?
Eh ! que ne disiez-vous que vous vouliez leurs places ?

Page 253 , ligne 29.

J'ai écrit ce chiffre 13 dans le moment où trois membres du conseil d'Etat venaient de donner leur démission ; comme ils sont rentrés dans ce corps, le nombre 10 doit être substitué à celui de 13. J'étais excusable assurément d'avoir donné ce chiffre, car je l'étais de regarder une démission donnée comme l'étant en effet. J'oubliais que le fait des démissions retirées aussitôt que données était l'un des caractères distinctifs du nouveau régime ; qu'un des coryphées du parti, M. Fazy, a fait sept fois cette évolution-là, si du moins on les a bien comptées ; que le *oui, oui*, le *non, non* était bon pour l'ancien régime, mais ne valait rien pour celui qui a été inauguré dans plusieurs cantons de la Suisse, en 1845, en 1846, en 1847 et en 1848. On dit qu'on aurait bien mieux fait de ne pas quitter la vie pri-

vée, et autres choses semblables... et puis... et puis!... on se hâte de n'y pas rentrer. — Pendant l'intervalle de temps écoulé depuis le commencement de l'impression de mon ouvrage jusqu'à sa publication, il s'est passé quelques faits qui pourraient donner lieu à deux ou trois rectifications de la nature de la précédente. Les lecteurs les feront d'eux-mêmes et très-aisément, s'ils veulent bien se rappeler surtout que la troisième partie de cet ouvrage a été écrite et imprimée du mois de mars au mois de décembre 1853.

Page 255, ligne 20.

Le grand-conseil avait d'autant moins qualité pour donner des lois à *notre* église, qu'il compte parmi ses membres des catholiques, et peut compter aussi parmi eux des séparatistes, sans parler de ceux qui, en dehors du grand conseil, ne se soucient et ne s'occupent guère de ce qui tient à l'Eglise.

Page 256, ligne 28.

J'ose garantir à mes lecteurs l'exactitude de mes citations. Pour être en état de les faire autant que possible *textuelles*, je me suis imposé, entr'autres tâches, celle de lire et d'extraire les dix gros volumes du Bulletin officiel des délibérations du grand-conseil, ces *chers* volumes, dont chacun coûte 1400 fr. à l'Etat pour frais d'impression. Si je pouvais croire que quelqu'un de mes lecteurs, soit par un motif, soit par un autre, voulût s'imposer une telle tâche, j'en appellerais à son témoignage.

Page 258, ligne 16.

Après de nouvelles recherches faites sur ce point, je dois reconnaître que je suis allé un peu trop loin, en disant que «reconnaissant qu'il y avait plus d'inconvénients que d'avantages à garder cette position et ce privilège, la Classe y renonça *d'elle-même*.» Voici comment s'exprime à ce sujet le Chancelier Tribolet, dans son *Histoire de Neuchâtel et Valangin* : «Les deux objets les plus essentiels, concernaient la Compagnie des pasteurs, qui demandaient d'être réadmis à l'association des corps et communautés, dont ils s'étaient retirés dans ces dernières circonstances (la Classe s'était refusée à prendre part aux délibérations nationales relatives à la ferme des recettes).... S'envisageant comme exclue du nombre des corps de l'Etat, la Classe désirait d'y être rétablie, et elle s'était adressée dans ce but au général de Lentulus, qui, en partant, recommanda au Conseil les ré-

clamations de la Compagnie. Cependant le Conseil considérant que celle-ci s'était séparée elle-même de l'association, que cette séparation pouvait être envisagée comme uniquement relative aux dernières circonstances et sans conséquence pour l'avenir, il en fit l'observation dans son rapport au Gouverneur, en ajoutant que, lors-même que les ministres de l'Evangile resteraient étrangers aux discussions des affaires temporelles, et n'exerceraient plus l'influence que leur état et leur caractère leur donnent sur les esprits dans les temps de dissensions, il n'en résulterait qu'un plus grand avantage pour la tranquillité publique et leur propre repos. D'après ce rapport, la Cour, tout en continuant de reconnaître et de traiter la Compagnie des pasteurs comme corps de l'Etat, et de lui assigner le premier rang, lui abandonna le soin de revendiquer elle-même ses droits auprès des autres membres de l'association, si on les lui contestait. De son côté la Classe prit le parti du silence à l'égard de ceux-ci ; et ne l'ayant pas rompu dès-lors, les bourgeoisies et communautés s'en sont tenues à leur arrêté du 12 février. »

Le *dès-lors* dit un peu trop ; car nous avons sous les yeux une « Information présentée aux quatre nobles Bourgeoisies et aux honorables communautés de la part de la Compagnie des pasteurs, au sujet de la résolution d'exclure la dite Compagnie des actes d'association » (1786). Cette information était une réclamation. Mais le parti que prit la Compagnie de retirer sa plainte, pour se borner à une simple protestation, dispensa le Gouverneur de prononcer. Ces dernières paroles, qui sont de M. de Tribolet, peuvent servir à expliquer son *dès-lors*, qui n'est pourtant complètement en place que depuis 1786. Tenant avant tout à être dans le vrai et aussi exact que possible, j'ai voulu rectifier, par la note actuelle, une phrase trop absolue, insérée dans le texte de mon ouvrage sans informations suffisantes.

Page 276 , ligne 3.

Les hommes d'Etat de Genève régénérée avaient pourvu à ce qu'elle eût aussi sa *loi d'amour* ; mais cette loi a croulé sous les sifflets de toute la Suisse, qui, à quelques exceptions près, se sont tus, quand celle de Neuchâtel a vu le jour. Perpétuelle acception des personnes et des cantons à reprocher à la plupart des journaux Suisses !

Page 277 , ligne 4.

Glaris est allé encore plus loin que Zurich dans son refus de reconnaître la validité du mariage purement civil. Bien des Glaronais

établis en Amérique s'y marient civilement, sans faire suivre cet acte de la bénédiction religieuse. Or la commission évangélique protestante du canton de Glaris vient de décider (1853) que de tels mariages n'auront aucun caractère légal dans le canton, et qu'on n'en publiera pas les bans en chaire! — Le grand-conseil de Neuchâtel, qui a reçu le *baptême républicain* (pour employer une expression de son président, M. Grandpierre) doit regarder en pitié les autorités de Zurich et de Glaris: voilà donc des républicains, des républicains suisses, des républicains de cantons régénérés, aussi encroûtés de préjugés que des royalistes Neuchâtelois! — A-peu-près 500 mariages sont bénis annuellement dans notre pays. La loi sur le mariage civil met à l'aise la conscience de dix personnes peut-être, et mal à l'aise peut-être celle de quelques centaines.

Page 278, ligne 16.

C'est exceptionnellement aussi que nous avons la taxe militaire: un petit nombre de cantons seulement l'ont adoptée.

Page 278, ligne 20.

Un des nombreux rapports entre le canton de Neuchâtel et celui de Fribourg est que dans l'un et l'autre c'est le parti de la minorité qui gouverne. Le député Zurichois Treichler pourrait faire cet aveu par rapport à Neuchâtel, comme il l'a fait, le 3 août 1852, dans le Conseil national par rapport à Fribourg. «L'état des choses dans le canton de Fribourg, a-t-il dit, est la conséquence de la démocratie représentative, qui permet quelquefois qu'une minorité gouverne contre le gré de la majorité.» Quel aveu! *Habemus reum confitemur*. Nous osons humblement demander à nos gouvernants qu'ils en fassent un semblable.

Page 281, ligne dernière.

Il est juste d'ajouter à cette liste la construction de quatre maisons d'école de quartiers dans le ressort scolaire du Locle, de cinq dans celui de la Chaux-de-Fonds et de quelques autres ailleurs, ainsi que l'augmentation des traitements de plusieurs régents. Mais ici encore nous aurions à mettre quelques *mais*, qui seraient plus ou moins restrictifs des éloges.



